

A MADRID

Moins de cent mille personnes
ont répondu
à l'appel des franquistes

LIBRE PAGE 12

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr. ; Espagne,
20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; France, 10 fr. ;
Irlande, 10 sh. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 ¥ ;
Liban, 12 L. ; Norvège, 2 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;
Portugal, 200 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ;
Union soviétique, 15 r. ; Yémen, 10 r. ;
Tarif des abonnements page 18

K. EUR DES ITALIENS
7527 PARIS - CROIX 89
C.C.P. 4297-23 Paris
Rég. Paris n° 69672
Tél. : 246-72-23

Le roi Hassan II à Paris

Entre Rabat et Alger...

Le 18 mars dernier, une dépêche de l'agence France-Presse, citant « une bonne source » à Paris, annonçait l'ajournement de la visite que le roi Hassan II devait faire en France au début du mois d'avril. Quelques jours auparavant, le gouvernement du président Boumedienne avait annoncé sa décision de reconnaître la République arabe sahraïenne démocratique fondée par le Front Polisario. Rabat et Nouakchott avaient alors rompu leurs relations diplomatiques avec leur voisin.

Dans ce climat, le séjour à Paris du souverain marocain serait apparu comme dominant un soutien aux thèses marocaines concernant le Sahara occidental. C'est manifestement pour éviter d'accroître une telle interprétation que le report du voyage avait été décidé directement par l'Élysée. Dans une interview au « Nouvel Observateur », M. Giscard d'Estaing avait affirmé quelques semaines plus tôt sa volonté de rester neutre dans un conflit opposant deux pays amis. Cette déclaration avait été accueillie avec scepticisme à Alger, où l'on estimait que les paroles étaient démenties par les actes et où l'on reprochait à Paris d'avoir apporté militairement et diplomatiquement une aide importante au royaume chérifien.

Plusieurs mois ont passé, et les passions se sont un peu apaisées. Il est vrai que le problème posé par la présence marocaine au Sahara occidental reste entier. En déclarant qu'il est « un peu exagéré de parler de guerre », Hassan II veut indiquer une réalité moins favorable. Les forces armées royales ne tiennent que les principales localités d'un désert parcouru par les maquisards sahraïens. Rabat a certes marqué des points sur le plan diplomatique, mais la « marocanité » des « nouvelles provinces » est encore l'objet de bien des contestations. Une dizaine d'États africains notamment ont reconnu la République arabe sahraïenne démocratique et les Nations unies viennent de renvoyer l'affaire à la prochaine session de l'Assemblée générale, en attendant que l'O.U.A. en débâte à nouveau. Le roi n'ignore rien de ces difficultés, même s'il les tient pour négligeables.

La France a plus que jamais le souci de se tenir officiellement à l'écart de ce conflit. Elle pour suit, certes, son aide au Maroc et à la Mauritanie : quelques centaines de milliers de francs sont versés à l'Académie française, et un centre de formation de sous-officiers vient de s'ouvrir en Mauritanie, à Atar. Mais le gouvernement français se dit prêt à fournir le même type d'assistance à l'Algérie.

Récemment, un membre du gouvernement français, M. René Lenoir, a accepté de rencontrer à deux reprises, à Paris, un ministre de la République sahraïenne. Ces entretiens, qui ont débouché sur la libération de deux coopérants détenus par le Front Polisario, M.H. Dief et Étienne, ont été accueillis avec une vive amertume par les Marocains.

Rabat a accepté cependant les apaisements donnés par le gouvernement français, qui a mis l'accent sur les motivations humanitaires de cette initiative. Le roi Hassan II tient, en effet, plus que jamais à garder les meilleures relations avec Paris. Celles-ci sont sans nuage, tant au niveau économique — la France est le premier client et le premier fournisseur du Maroc — qu'en ce qui concerne la coopération culturelle — plus de sept mille enseignants français travaillent au Maroc — ou des échanges humains — trois cent mille ressortissants marocains vivent en France, et cinquante-trois mille Français sont installés au Maroc. C'est sur l'amélioration de ces rapports bilatéraux que porteront pour l'essentiel les conversations. Il est peu probable, en effet, que M. Giscard d'Estaing, qui se sait gêné à Alger, accepte de beaucoup s'engager dans la direction de l'axe « Paris-Madrid-Rabat » tant souhaité par le roi Hassan II.

Les entretiens porteront sur la coopération et le Sahara occidental

Le roi Hassan II est attendu ce lundi 22 novembre peu après 16 heures à Paris, pour une visite officielle de quatre jours, au cours de laquelle il aura trois entretiens avec M. Giscard d'Estaing : de port-ent, entre autres, sur le développement de la coopération bilatérale et le conflit du Sahara occidental.

S'il n'existe plus de contentieux entre les deux pays, le gouvernement marocain souhaite que des mesures soient prises pour réduire le déficit de la balance commerciale avec la France, et améliorer le niveau de la coopération culturelle : deux sujets qui seront abordés au cours des entretiens entre le président de la République et le souverain chérifien.

Celui-ci est accompagné par le prince héritier Sidi Mohamed, âgé de treize ans, et son cadet, le prince Moulay Rachid, le prince Moulay Abdallah, frère du souverain, et sa sœur aînée, la princesse Lalla Alcha. Quatre ministres, M. Laraki (affaires étrangères), Benhima (information), Ghannouchi (industrie et commerce), El Khatib (travail), le secrétaire d'État au Plan, M. Ben Cheikh, et deux des principaux conseillers militaires du souverain, le général Setroui et le colonel-major Dlimi, font également partie de la suite du roi.

(Lire nos informations page 3.)

AU JOUR LE JOUR

QUESTION DE VÊTEMENTS

On comprend ce que le roi Hassan II veut dire quand il demande que la langue française, telle qu'il l'a apprise, soit enseignée au Maroc, porte le complet et la cravate. Il s'agit simplement de ce respect des autres qu'est le respect de sa propre apparence, et qui fait qu'on évite de se montrer en public sale ou négligé.

Mais peut-être la métaphore vestimentaire est-elle ici mal indiquée. Le propre d'une grande langue, c'est d'être non seulement correcte mais naturelle, aussi bien en jachette qu'en boubou, aussi bien en col roulé qu'en djellaba. Académique, argotique ou exotique, une langue n'a jamais que la dignité de celui qui la parle.

ROBERT ESCARPIT.

Les « casques verts » syriens contrôlent presque tout le Liban

Une mise en garde israélienne à Damas

Après l'entrée, le dimanche 21 novembre, à Tripoli et à Salda, de contingents syriens de la force arabe de dissuasion, l'armée de Damas contrôle désormais la quasi-totalité du territoire libanais. Elle procède dans les prochains jours à la récupération des armes lourdes délaissées par les divers belligérants.

La région frontalière, dans le sud du Liban, a été le théâtre, samedi et dimanche, d'échanges de tirs d'artillerie entre Israéliens et fedayin palestiniens, ceux-ci ayant, selon Jérusalem, bombardé un village israélien. Le gouvernement de l'État juif, par la voix de son ministre de la Défense, a aussitôt pris en garnie la Syrie contre l'envoi de ses forces dans cette région, dont Jérusalem souhaite faire une sorte de « ceinture de sécurité ».

De notre correspondant

Beirut. — Pour la première fois depuis l'évacuation des troupes françaises, le 31 décembre 1945, le Liban célèbre lundi 22 novembre sa fête nationale. Alors que son territoire est occupé par des forces étrangères, notamment syriennes. Malgré cela, les Libanais, épuisés par dix-neuf mois de guerre civile, accueillent avec satisfaction, parfois même avec joie, les soldats de Damas, qui sont entrés, le dimanche 21 novembre, sans coup férir, à Tripoli, la métropole du Nord, et dans le port méridional de Salda, deux bastions des palestiniens progressistes. La « normalisation » des rapports entre la Syrie et l'O.L.P. a contribué à modifier l'attitude de la population à l'égard des « agresseurs » de la veille.

La « force arabe de dissuasion » — constituée essentiellement par des contingents syriens — contrôle, donc, virtuellement l'ensemble du Liban, à l'exception de la région frontalière du Sud, où les forces de droite, soutenues par Israël, ont créé une sorte de « ceinture de sécurité ».

Pour la première fois également, le président Sarkis s'est adressé à ses concitoyens dans

une allocution radio-télévisée, à l'occasion de la fête nationale. Le chef de l'État a déclaré notamment : « Plus qu'un pays quotidien, nous tenons fermement à la sécurité. Alors nous ne permettrons pas qu'elle nous échappe, quoi qu'il en coûte. La sécurité est aujourd'hui notre priorité absolue. (...) L'objectif qui a été atteint par l'entrée des troupes (syriennes) constitue un événement historique. De même que constituera une décision historique celle qui mettra fin à la mission fraternelle de ces troupes ».

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 13.)

ISRAËL EST ADMIS
DANS LE GROUPE
RÉGIONAL EUROPÉEN
DE L'UNESCO

(Lire page 44.)

INDE : suicide d'une démocratie

Réuni pour ses assises nationales annuelles, le parti indien du Congrès, formation de Mme Gandhi, s'est prononcé, dimanche 21 novembre, pour le maintien de l'état d'urgence, proclamé en juin 1975, aussi longtemps que l'opposition aurait une « attitude négative ». Le parti gouvernemental a également approuvé les amendements à la Constitution récemment présentés au Parlement pour renforcer les

pouvoirs du premier ministre, ainsi que la prolongation jusqu'en mars 1978 du mandat de l'Assemblée, élue en 1971.

Jean de la Guérivière, qui vient de regagner la France après avoir été pendant deux ans correspondant à New-Delhi, fait le point, dans une série d'articles dont nous commentons la publication, de la situation en Inde.

I. — De Nehru à Sanjay Gandhi

par
JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

« Notre démocratie s'est suicidée ». L'Indien qui prononce ce jugement est un grand bourgeois. Il a accepté de nous recevoir une dernière fois à condition que nous nous rendions chez lui, non dans notre voiture, mais dans un taxi, dont le chauffeur nous déposerait à plusieurs centaines de mètres de son domicile. L'an passé, il nous disait sa

foi en « la plus grande démocratie du monde ». « Ne comparez pas pas que, dans quelques mois, ce sera comme à Moscou ? », dit-il maintenant. Il ajoute : « Les journalistes parlent toujours du coup de force de Mme Gandhi. Le mot est impropre. Ce qu'elle a fait est légal ou, du moins, a été légalisé grâce à l'esprit de démission des corps constitués ».

Plutôt favorable au premier ministre dans le passé, notre interlocuteur n'appartient à aucun des partis d'opposition dont les dirigeants sont sous les verrous. Des membres du parti du Congrès fréquentent encore sa maison. Pourquoi est-il si cratitif ? « Aujourd'hui, le seul fait de garder ses distances à l'égard du régime est dangereux. L'entreprise que je dirige n'a jamais fait de publicité dans les journaux pour affirmer son adhésion au « programme pour le progrès » de Mme Gandhi. C'est assez pour devenir suspect. » Que peut-il redouter en pratique ? « Par exemple, un raid à mon domicile en vertu des pouvoirs spéciaux contre la fraude fiscale et la contrebande. En cherchant bien, on peut toujours trouver quelque chose ».

A New-Delhi, un étranger fait connaissance, au cours d'un déjeuner d'un Indien exerçant une profession libérale. Devant ses communs, cet homme se déclare partisan de la stérilisation à grande échelle pour faire face à l'explosion démographique. Peu après, l'étranger rencontre son interlocuteur dans son cabinet. Là, changement de ton : le planning familial est une bonne chose, mais pas l'état d'urgence. Suivent d'étonnantes confidences :

dans son club, il n'a pas pu empêcher de dire ce qu'il pensait de M. Sanjay Gandhi, le fils du premier ministre, dont le rôle politique est de plus en plus important. Il a été convoqué au commissariat, où on lui a répété ses propos en le menaçant.

(Lire la suite page 10.)

A « SIGMA XII »

Un autre théâtre en Aquitaine

La douzième édition du festival Sigma se poursuit jusqu'au 4 décembre, à Bordeaux. Cette manifestation, devenue une institution, est depuis l'an dernier, et principalement cette année, l'occasion pour son fondateur Roger Laforest d'établir une liaison théâtre non institutionnel. Déjà abordé sous l'angle général, dans notre supplément « Une semaine avec l'Aquitaine », « le Monde » du 19 novembre, cette évolution est analysée, ici, de plus près.

Deux Anglais, dont un Noir borgne, fabriquent le pont sur la rivière Kwaï en posant des planches sur des caisses qui s'écroulent. Une dame assise sur une chaise les regarde, très digne, impossible : elle est ligotée et bâillonnée, et ce n'est pas une dame mais un homme déguisé. Tout se passe dans une lumière verte qui tombe d'un lustre fait de bouteilles cassées accrochées à une grande roue de bois. Le People Show, groupe londonien, a composé, exprès pour Sigma XII, un spectacle sans titre, court chef-d'œuvre d'humour noir et sec, inquiétant. Seuls les enfants dévoyés de l'aristocratie Albion peuvent ainsi reculer les limites de l'incongruité sans jamais perdre leur élégance.

Le People Show était l'unique représentant de « ce qui se fait

ailleurs » au programme théâtral de Sigma cette année. Cette année est celle des troupes d'Aquitaine. Alors on a vu que quelque chose bougeait. On a remarqué des ambitions nouvelles, une attention particulière à la qualité professionnelle. On a découvert un auteur, René Strubel, qui écrit comme on se tape la tête contre les murs, qui aime le chant rythmé de l'amour, un poète vrai. Il a lu sa pièce au Guérol lorsque Théâtre ouvert est venu à Bordeaux la saison dernière. Elle est aujourd'hui mise en scène avec talent par un garçon venu de Pau, Jean-François Froyssé, dans un bief d'acier sur-réaliste de Serge Bedouarre.

COLETTE GODARD.
(Lire la suite page 30.)

Grand Prix du Roman de l'Académie française

Pierre Schoendoerffer
Le crabe-tambour



مكتبة الشامل

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS

ALLIER : M. Péronnet réalisé un meilleur score qu'en 1973

Le score de M. Gabriel Péronnet, candidat de la majorité présidentielle dans la quatrième circonscription de l'Allier, dépassé celui réalisé par M. Valéry Giscard d'Estaing au second tour de l'élection présidentielle de mai 1974 (53,99 % contre 50,83 %). De même, le pourcentage de voix obtenues par l'ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique est plus élevé qu'en mars 1973, où, candidat de l'opposition, il affrontait à la fois un communiste et un U.D.R. Appartenant à la majorité depuis 1974, M. Péronnet ne retrouve pas toutefois le total des voix qui, au second tour du scrutin de mars 1973, s'élevait à 57,50 % sur M. Guillaumin (U.D.R.) et sur lui-même, et qui représentait 67,50 % des suffrages exprimés.

Le succès de M. Péronnet est plus large que pouvaient le laisser prévoir les résultats du premier tour. Il s'explique, semble-t-il, par une participation un peu plus élevée au second tour qu'au premier (59,97 % contre 53,99 %) et par le report sur

le nom de M. Péronnet des voix qui, le 14 novembre, s'étaient portées sur M. Axel Guillaumin, gaulliste d'opposition ayant, depuis lors, adhéré au Front progressiste. M. Guillaumin,

dont le suppléant a fait campagne pour M. Marilly (P.C.) au second tour, avait demandé à ses électeurs de ne pas voter pour le candidat de la majorité. Cette consigne ne sem-

ble guère avoir été très suivie. En revanche, le report des voix du candidat socialiste, M. Belorgey, sur le candidat communiste s'est effectué intégralement, puisque M. Charles

Marilly obtient 1 430 suffrages de plus que le total des voix qui s'étaient portées au premier tour sur Mlle Bourry (liste ouvrière), sur M. Belorgey (P.S.) et sur son propre

nom. Exception à cette constatation, M. Marilly n'obtient que 5 178 voix à Vichy, où, au premier tour, les voix additionnées du P.C. et du P.S. atteignent 6 145 suffrages. — A. Ch.

CANDIDATE ET PARTIS	21 NOVEMBRE 1976		14 NOVEMBRE 1976		11 MARS 1973		4 MARS 1973		30 JUIN 1968		23 JUIN 1968	
	Inscr. : 70 863	Vot. : 49 588	Inscr. : 70 863	Vot. : 49 588	Inscr. : 68 390	Vot. : 54 537	Inscr. : 68 390	Vot. : 54 537	Inscr. : 68 390	Vot. : 54 537	Inscr. : 68 390	Vot. : 54 537
	Suff. expr. : 47 663	Abst. : 50,22 %	Suff. expr. : 47 663	Abst. : 50,22 %	Suff. expr. : 53 388	Abst. : 50,22 %	Suff. expr. : 53 388	Abst. : 50,22 %	Suff. expr. : 53 388	Abst. : 50,22 %	Suff. expr. : 53 388	Abst. : 50,22 %
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
M. PERONNET (Rad.)	25 735	53,99	26 276	53,99	27 577	51,65	27 512	51,65	28 183 (1)	51,65	23 477 (1)	46,27
MARILLY (P.C.)	21 925	46,00	19 090	39,99	17 346	32,49	12 165	22,71	—	—	7 639 (2)	14,45
BELORGEY (P.S.)	—	—	9 333	19,71	—	—	6 175 (3)	11,55	—	—	—	—
GUILLAUMIN (Rad. d'opp.)	—	—	2 363	4,98	8 463 (4)	15,63	11 175 (4)	20,51	19 737 (5)	36,36	17 045 (5)	31,16
Mlle BOURRY (L.O.)	—	—	977	2,12	—	—	—	—	—	—	—	—
M. WATERLOT (F.N.)	—	—	762	1,73	—	—	—	—	—	—	—	—
P.S.U.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 889 (6)	3,11

(1) M. Gabriel Péronnet, investi par la F.O.D.S. ; (2) M. René Riboulet ; (3) M. André Frunzere ; (4) M. Axel Guillaumin, investi par la majorité ; (5) M. Gérard Lambert, U.D.R. ; (6) M. Jacques Lapelle.

GIRONDE : la victoire de M. Achille-Fould constitue un grave échec pour les radicaux de gauche

Il n'y a pratiquement pas d'exemple qu'un candidat ayant obtenu plus de 40 % des suffrages au premier tour de scrutin n'ait pas le siège au second. M. Achille-Fould, à qui il n'avait manqué, le 14 novembre, que 153 voix pour l'emporter, confirme cette règle. Il a obtenu chez les abstentionnistes du premier tour les suffrages nécessaires pour acquiescer son siège avec seulement un demi-point de moins qu'en mars 1973. Il a expliqué, à l'issue du scrutin : « Il y a quelque chose de la victoire, je l'ai obtenue sans qu'on puisse dire qu'il s'agit d'une victoire de la droite contre la gauche. »

M. Julien, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, recueille certes plus du total des voix de gauche du premier tour du fait de l'augmentation du nombre des votants, mais la comparaison des pourcentages (40,82 % alors que le total des voix de gauche au premier tour atteignait 50,34 %) montre qu'il ne fait pas le plein des voix de gauche. Il n'est pas parvenu à mobiliser son électoral potentiel, et, comme le 14 novembre, ce sont encore les cantons

urbanisés et ceux du Nord-Médoc qui se sont le plus abstenus. (59,9 % à Bruges, 60 % dans le canton de Blanquefort, 71,3 % dans celui de Saint-Vivien). Dans les cantons favorables à M. Achille-Fould, la participation va de 72 % à 81 %.

L'absence de mobilisation de l'électorat de gauche est d'abord un échec personnel pour M. Julien. Elle s'explique à la fois par la modération des positions de ce médan libéral dans lequel communistes et socialistes avaient souvent du mal

à se reconnaître et par le fait qu'il n'a pas mené une campagne active. Il s'agit ainsi d'un échec, beaucoup plus grave encore pour le Mouvement des radicaux de gauche. D'une part, en Gironde, il risque, en 1978, de ne plus être présent lors

des élections législatives, le P.S. ayant l'intention d'investir de nouveau le combat pour son propre compte dans l'ensemble des circonscriptions. D'autre part, au niveau national, le M.R.G. se trouve placé en position très délicate pour reven-

diquer à l'intention de ses membres l'investissement de l'union de la gauche socialiste et démocrate (qui regroupe P.S. et M.R.G.) dans la mesure où il apparaît que leur présence comme porte-parole de la gauche freine sa poursuite. — T. P.

CANDIDATS ET PARTIS	21 NOVEMBRE 1976		14 NOVEMBRE 1976		11 MARS 1973		4 MARS 1973		30 JUIN 1968		23 JUIN 1968	
	Inscr. : 73 672	Vot. : 51 922	Inscr. : 73 672	Vot. : 51 922	Inscr. : 63 097	Vot. : 51 922	Inscr. : 63 097	Vot. : 51 922	Inscr. : 63 097	Vot. : 51 922	Inscr. : 63 097	Vot. : 51 922
	Suff. expr. : 51 242	Abst. : 29,85 %	Suff. expr. : 51 242	Abst. : 29,85 %	Suff. expr. : 50 893	Abst. : 18,26 %	Suff. expr. : 50 893	Abst. : 18,26 %	Suff. expr. : 50 893	Abst. : 18,26 %	Suff. expr. : 50 893	Abst. : 18,26 %
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
M. ACHILLE-FOULD (1)	28 328	54,77	22 287	43,13	24 442	47,09	17 562	34,79	22 639	44,74	13 293	25,38
JULIEN (Rad. de gauche)	24 914	48,02	15 956	30,85	24 451	46,04	12 067	23,63	—	—	6 536 (2)	12,64
CHANCOTTE (P.C.)	—	—	5 610	10,81	—	—	8 496	16,63	—	—	4 589 (3)	8,86
BARTHELEMY (L.O.)	—	—	324	0,62	—	—	—	—	—	—	—	—
PONTAGNÈRE (P.S.U., L.C.R.)	—	—	803	1,55	—	—	—	—	—	—	—	—
R.I.	—	—	—	—	—	—	8 915 (4)	17,70	—	—	9 696 (5)	18,86
U.D.R.	—	—	—	—	—	—	—	—	18 130 (6)	34,74	9 417 (6)	18,18
R.A.	—	—	—	—	—	—	5 478 (7)	10,74	—	—	—	—

(1) M. Achille-Fould, membre de la Gauche réformatrice, av. ait l'étiquette Progrès et Démocratie moderne en 1968, et Centre Démocratie et Progrès en 1973 ; (2) M. Gérard Lambert, U.D.R. ; (3) M. Bernard Glinet, Mouvement réformateur ; (4) Mlle Denise Fintat ; (5) M. Jean-François Fintat ; (6) M. Christian Duménil, U.D.R. ; (7) M. Bernard Glinet, Mouvement réformateur.

M. RAYMOND BARRE, la France connaît des difficultés.

M. Raymond Barre a fait publier, dimanche soir, la déclaration suivante : « Les élections législatives partielles qui se sont déroulées les 7, 14 et 21 novembre ont été une victoire pour la France. Elles ont montré que la majorité présidentielle est capable de gouverner. Elles ont aussi montré que la France connaît des difficultés qui ont nécessité, de la part du gouvernement, l'adoption de mesures rigoureuses. »

« La majorité doit être consciente qu'elle aura toutes les chances de remporter la victoire lors de la consultation nationale de mars 1978, si elle maintient et renforce son unité et si elle soutient fermement le président de la République et le gouvernement dans l'effort national de redressement. »

M. LECANUET : la majorité doit rester pluraliste. M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, président du Centre des démocrates

sociaux : « La majorité a intérêt à avoir une aile centre-gauche, fortement sociale, progressiste au bon sens du mot. Les succès d'Aymar Achille-Fould et de Germain Peronne démontrent l'efficacité de cette présence. J'en conclus que la majorité doit rester pluraliste, qu'elle devrait mettre un terme aux petites difficultés internes qui se sont manifestées cette semaine, prouver tout à la fois sa solidarité et sa diversité en affirmant la personnalité de chacun des courants dont elle se compose. »

M. DOMINATI : la majorité se porte bien. M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants : « Deux sièges ont été gagnés par les socialistes, et la majorité enregistre cela comme un petit échec. Nous voyons ces résultats avec beaucoup de sérénité. »

Les réactions dans les milieux politiques

M. LEROY (P.C.F.) : la confirmation du XXII^e Congrès. M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de l'Humanité : « En général, le report des voix de gauche dans l'ensemble des circonscriptions du deuxième tour s'est bien fait. »

« D'ailleurs, le terme « report des voix » n'est pas tout à fait conforme à la réalité, puisque dans l'Allier 1 500 voix de plus qu'au premier tour sont allées sur le nom de notre candidat, Marilly, qui atteint 46 % des voix au deuxième tour, alors que le total des voix communistes et socialistes au premier tour était de 44,4 % »

« Il apparaît que le meilleur rassemblement des voix de gauche nous a été donné. C'est aujourd'hui tout est le candidat communiste dans les Yvelines, notre camarade Cuguen (...). »

« Nous pouvons dans ces résultats une volonté plus grande encore de poursuivre la lutte pour l'application de notre politique. »

« Ce que nous avons dit au XXII^e congrès reçoit confirmation dans le pays. »

M. JEAN COLPIN, membre du bureau politique du parti communiste : « La grande surprise n'est pas que M. Destremau soit élu, mais qu'il a pu être présélectionné par notre candidat, Jean Cuguen (...). Le résultat de Versailles confirme le recul de la droite, la consolidation de l'union de la gauche. Il prouve aussi que les communistes sont capables d'être des bons rassembleurs dans un deuxième tour. »

« La LIQUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (L.R.C.) s'agit de la majorité présidentielle continue de se débattre. La droite française est discréditée, divisée et isolée. Mais elle continue de séduire (...). C'est aujourd'hui tout est le candidat communiste dans les Yvelines, notre camarade Cuguen (...). »

M. MICHEL MOUSSEL, membre du secrétariat national du P.S.U. : « La discipline de vote des électeurs de l'opposition a joué pleinement. La référence à Giscard n'est plus payante. Ce succès est de bon augure, à condition que, comme le propose le P.S.U., des perspectives claires et ambitieuses mobilisent tous ceux qui ont les plus fortes raisons de souhaiter la défaite de la droite. »

M. LE GENERAL BINOCHE, M. DIEZEL-REUTER, ET M. MONIQUE GAILLET, coprésidents du Front progressiste (gaullistes d'opposition) : « En considérant un grand nombre de communes où M. Péronnet a été battu pour la première fois, comme Cussac où il est conseiller général, nous constatons que le candidat de la gauche dépasse nettement au deuxième tour le total des voix de gauche du premier tour. Il est évident que cet apport nouveau vient des voix de notre candidat gaulliste d'opposition. (...) Ces résultats confirment notre volonté d'engager sans tarder des discussions avec la gauche, pour que se concrétise, en dehors de toute période électorale, les propositions d'élargissement de l'union de la gauche à une quatrième composante. »

Les commentaires de la presse

LE FIGARO : l'avenir de la majorité lié au succès de Jacques Chirac. « Le paysage politique ne se trouve pas chamboulé. »

« Mais il n'est pas, non plus, particulièrement serein. Sur seize élections législatives partielles depuis les présidentielles de 1974, quatre sièges sont passés à l'opposition. Cette proportion d'un quart est qu'on le veuille ou non, assez significative pour que les analystes politiques se gardent de la minimiser. »

« (...) Beaucoup de choses vont dépendre, maintenant, du succès ou de l'échec de la tentative de rassemblement lancée par Jacques Chirac. La dynamique est de son côté. S'il parvient à élargir le mouvement d'inspiration gaulliste et à le ramifier à travers le pays en lui insufflant une foi nouvelle, son apport sera considérable. »

(XAVIER MARCHELLE)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la majorité minoritaire. « Si une telle progression se confirmait dans tout le pays en 1978, la majorité se retrouverait de toute évidence minoritaire. Telle est, malgré le succès remarquable de M. Achille-Fould, la principale leçon de ce deuxième tour. (...) »

« Mais, l'élément nouveau, c'est qu'en Gironde, le candidat radical de gauche n'arrive pas, lui non plus, à regrouper sur son nom l'ensemble de l'électorat de gauche du premier tour. Le côté « notable » rassurant et d'âge mûr qui faisait son adversaire du même camp n'a pas suffi pour lui faire gagner la confiance des jeunes candidats socialistes. »

(JEAN-FRANÇOIS KAHN)

L'AURORA : il reste peu de temps à la majorité pour rebâtir son programme. « L'examen des chiffres montre que, globalement, la gauche a progressé d'un moins six points de pourcentage par rapport à 1973. Ce qui, projeté sur l'ensemble du territoire, l'amènerait dans la fourchette 52-53 %. »

« C'est-à-dire à la majorité absolue des sièges dans une assemblée renouvelée. Majorité d'autant mieux atteinte que — outre nouveauté des quatre scrutins — les reports de voix sur le communiste (Allier, Yvelines) se font sans bavure. (...) La « peur » du P.C. s'estompe. (...) La « majorité » de gauche ne peut être confiée nos libérés, n'a que peu de temps pour réviser son langage et rebâtir son programme. »

(J. VAN DEN ESCH)

L'HUMANITE : nous avons recueilli même des voix gaullistes. « Mercredi dernier, Georges Marchais, François Mitterrand et Robert Fabre avaient lancé un appel aux électeurs des quatre circonscriptions pour les inviter à observer la discipline de vote. Cet appel a été entendu. »

« Certains annonçaient bruyamment à l'annonce que le report des voix socialistes ne s'effectuerait pas là où un communiste était au second tour le candidat unique ont été déçus, comme le montre en particulier l'exemple des Yvelines. Mais dans l'Allier aussi, les suffrages obtenus par notre candidat dépassent le total des suffrages de la gauche. A l'évidence, il recueille même un nombre sensible de voix qui étaient allées au premier tour au candidat gaulliste. »

(RENE ANDREU)

LIBERATION : confirmation des sondages. « Si toute la France avait voté hier, à l'image des quatre circonscriptions où il y avait ballottage, nous aurions ce matin une majorité de gauche au Parlement. Les sondages de ces derniers mois indiquaient de façon persistante. Nous avons maintenant une confirmation en grandeur nature. »

pour un marxisme anti-moderniste
galeano della volpe

critique de l'idéologie contemporaine

philosophie d'aujourd'hui

puf

سكيا من الامل

LÉGISLATIVES PARTIELLES

RHONE : autant de socialistes que de giscardiens parmi les nouveaux votants

La tradition qui veut qu'on ne s'implante pas durablement dans le Beaujolais a été respectée. M. Gérard Ducray, qui pouvait estimer sa position bien assise depuis que, en 1973, il avait rassemblé 58,07 % des suffrages, n'en recueille que 46,65 %. Cette perte de plus de onze points (11,42) pour l'ensemble de la circonscription est particulièrement sensible à Villefranche, où l'ancien secrétaire d'Etat, devancé de 1 501 voix par son adversaire socialiste, n'obtient que 38,71 % des suffrages. M. Poutissou paraît ainsi bien placé pour enlever la mairie après avoir conquis le siège de conseiller général.

Le nouvel élu a bénéficié non seulement des voix qui s'étaient portées au premier tour sur les quatre autres candidats de la gauche, mais aussi d'une moitié des 6 169 nouveaux suffrages exprimés (sans parler des 716 voix du candidat du Front national, dont une fraction a pu se porter sur lui) : M. Poutissou gagne, en effet, 3 430 voix sur l'ensemble de la gauche, tandis que M. Ducray a augmenté de 3 455 suffrages son « score » du premier tour. La mobilisation entreprise entre les deux tours par l'ancien secrétaire d'Etat — qui avait sollicité en vain le concours de M. Chirac, mais obtenu celui de M. Guichard — ne lui a donc pas été

bénéfique. Dans le canton de Villefranche, où il avait fait porter le plus gros de ses efforts, il ne recueille que 1 549 voix supplémentaires, contre 1 692 à la gauche.

L'échec de M. Ducray est attribué par certains de ses amis à la déception provoquée par la démission de son suppléant, M. Serge Mathieu, à la manifestation du candidat avec le maire

de Villefranche, M. Germain, dont il brigue ouvertement la succession, et, bien entendu, à la défection des voix réformatrices, déjà sensible au premier tour. Cependant, la progression particulièrement forte de la gauche à Villefranche, alors que le candidat réformateur de 1973 était surtout solidement installé à Belleville, montre que l'électorat populaire a « lâché » M. Ducray.

M. Poutissou a déclaré après son élection : « J'attribue le succès que nous avons remporté ce soir au fait qu'il y a un mécontentement général dans le pays et que nous nous trouvons en face d'un gouvernement complètement désemparé, alors que nous, la gauche, nous avons quelque chose de solide. Je crois que les gens de ce parti ont compris cela et se sont rattachés à ce qui est un flot de

sécurité et c'est pour cela qu'ils viennent vers nous. » Quant à M. Ducray, il a dit au micro de France-Inter : « Ce résultat est indiscutable. C'est un recul de la majorité dans cette région. Il y a des causes personnelles, locales et des causes politiques. Quant à faire la pondération entre ces trois éléments, il est trop tôt pour porter une affirmation péremptoire. » — T.F.

M. ANDRÉ POUTISSOU

Né le 7 mars 1922 à Bujaleuf (Haute-Vienne), M. Poutissou a passé la plus grande partie de sa vie à Lyon, où il a fait ses études à l'école normale avant de devenir instituteur, puis professeur de C.E.G. Arrivé à Villefranche-sur-Saône en 1963, il y est depuis cette date sous-directeur du C.E.S. expérimental Jean-Moulin. Fils de maçon, M. Poutissou est entré au P.S. en 1967. Il en est devenu le secrétaire de section. Entré aux élections municipales de 1971 (sur la liste socialiste au premier tour, sur la liste d'union de la gauche au second, où il obtint 4 219 voix pour une moyenne de liste de 4 022), il est élu en mars 1976 conseiller général par 9 216 voix au second tour contre 9 032 à M. Germain, conseiller sortant (mod.-maj.) et maire de Villefranche.

Son suppléant est M. Paul Geoffroy, maire de Chiroubles.

YVELINES : M. Destremau d'extrême justesse

CANDIDATS ET PARTIS	21 NOVEMBRE 1976	14 NOVEMBRE 1976	11 MARS 1973	4 MARS 1973	30 JUIN 1968	23 JUIN 1968
	Inscr. : 61 025 Vot. : 34 421 Suff. expr. : 34 727 Abst. : 40,31 %	Inscr. : 61 036 Vot. : 30 077 Suff. expr. : 29 723 Abst. : 50,72 %	Inscr. : 55 540 Vot. : 45 876 Suff. expr. : 43 339 Abst. : 17,76 %	Inscr. : 55 540 Vot. : 45 818 Suff. expr. : 44 839 Abst. : 18,09 %	Inscr. : 45 314 Vot. : 33 985 Suff. expr. : 31 904 Abst. : 25,04 %	Inscr. : 45 289 Vot. : 36 782 Suff. expr. : 36 537 Abst. : 18,76 %
M. DESTREMAU (R.I.)	17 592	6 375	25 548	13 912	19 787	14 798
M. CUGUEN (P.C.)	17 135	7 744	17 811	9 967	12 117	6 289
M. DAMIEN (seul C.D.S.)	—	5 547	—	5 832 (1)	—	5 406 (1)
Mme QUESTIAUX (P.S.)	—	5 056	—	5 890 (2)	—	1 966 (3)
M. GOAT (gauch.)	—	1 295	—	1 636 (6)	—	—
M. HAUTOT (écologiste)	—	956	—	—	—	—
M. DEOMARD	—	951	—	—	—	—
M. DE VENTAVON (P.N.)	—	556	—	1 413 (7)	—	—
M. VASTEL (rad. de g.)	—	512	—	—	—	—
Mme PETITOT (P.S.U.)	—	476	—	2 022 (4)	—	1 026 (5)
Mlle HEROUT (L.O.)	—	255	—	906	—	—
Centre	—	—	—	4 241 (8)	—	—
Divers	—	—	—	—	—	1 172 (9)

(1) En 1973, Mme André Miroshnikoff, Rad.-Cent. dém. et, en 1968, M. André Mignot, Progrès et Démocratie moderne; (2) M. Christian Boulant; (3) M. André Merland; (4) M. Elie Grandjean; (5) M. Jean-Nicolas Gauthier; (6) M. des Rôles pour la 1^{re} Rép.; (7) M. Maurice Dornon; (8) M. Pierre Bajoux, centriste d'union; (9) Mlle Françoise Euguet, Technique et Démocratie.

Il s'en est fallu de 457 voix que la ville de Versailles ne soit représentée à l'Assemblée nationale par un député communiste. Ce sont d'ailleurs les trois cantons versaillais de la circonscription qui ont sauvé M. Destremau : il obtient, en effet, 60,61 % des suffrages dans la cité royale, où cependant M. Cuguen dépasse en pourcentage le total des voix de gauche du premier tour (35,22 %), soit que les nouveaux votants (près de quatre mille à Versailles) se soient pour une part prononcés en sa faveur, soit que les voix du candidat écologiste, M. Hautot (3,64 %

au premier tour dans la ville), se soient portées sur son nom.

Pour sa part, à Versailles, l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères gagne près de 2 points sur le total des voix de la majorité, qui était de 58,69 % (en comptant les deux dissidents « chiraquiens »), et plus de deux mille suffrages. La plupart des amis de M. Damien ont certes accepté de venir à la rescousse de M. Destremau afin de bayer la route au candidat communiste, mais l'ancien secrétaire d'Etat n'en sera pas moins sérieusement

handicapé, après cet avertissement, dans la course à la mairie en mars prochain.

Dans le reste de la circonscription, M. Cuguen l'emporte largement — de 4 128 voix — sur son adversaire. Il obtient 72,73 % des suffrages à Saint-Cyr-Viville, commune dont il est le maire, 64,82 % à Bois-d'Arcy, 58,27 % à Fontenay-le-Fleury, grâce à un report discipliné des voix de gauche.

Au total, M. Destremau, avec 50,66 % des voix dans l'ensemble

de la circonscription, perd plus de huit points sur son « score » de 1973 (58,92 %), tandis que le candidat de la gauche progresse d'autant (de 41,07 % à 49,34 %). Cette évolution est significative des modifications démographiques qui semblent assurer à la gauche la fidélité croissante de couches nouvelles, dont la majorité ne parvient pas à conserver la faveur.

« On ne peut pas dire que la victoire de M. Destremau soit une vraie victoire », a déclaré M. Cuguen. La victoire, c'est la mienne. Il a été

élu en extrême. Il a senti le vent de la défaite souffler à ses oreilles. »

M. Destremau a dit, pour sa part, à T.F. 1 : « Je crois qu'il faut mettre l'accent sur le nombre des abstentions, qui a été considérable. C'est un peu particulier à la région parisienne. De surcroît, dans cette circonscription, la population n'a souvent pas d'attaches très profondes avec la ville de Versailles, elle se déplace assez volontiers. Enfin, nous étions en présence d'une élection partielle : ce sont des élections toujours très difficiles. »



(Dessin de KONE.)

LE REPORT DES VOIX S'EST BIEN EFFECTUÉ À GAUCHE

(Suite de la première page.)

Ces insuffisances dont les républicains indépendants font principalement les frais, continuent de profiter essentiellement au parti socialiste, dont la poussée se confirme une fois de plus. M. Poutissou enlève au parti giscardien le siège du Rhône comme M. Eyraud lui avait enlevé dimanche dernier celui de la Haute-Loire. Il améliore le score réalisé au premier tour par l'ensemble des candidats de gauche (53,34 % des suffrages exprimés au lieu de 52,91 %) et dépasse le total de voix obtenu par M. Millet au second tour de la « présidentielle » de 1974 (44,61 %). Si l'on considère les dix-huit élections législatives partielles qui se sont déroulées en métropole depuis le 9 septembre 1973, on constate que le parti socialiste a enlevé un siège à l'O.D.R. (dans les Landes le 18 septembre 1973) ou, au contraire, en a perdu un (à la Gironde le 14 octobre 1974) et deux aux élections cantonales.

Les radicaux de gauche, qui avaient parvenus à prendre à l'O.D.R. le siège de la première circonscription de la Dordogne, le 14 octobre 1974, sont beaucoup moins nombreux que leurs puissants partisans. Après l'échec cuisant qu'ils ont connu le dimanche précédent dans le Rhône, département d'Edouard Herriot (1 327 voix sur 2 164 suffrages exprimés), il leur est bien constaté que leur candidat de Gironde, M. Raymond Julien, n'a pas fait le plein des voix de gauche du premier tour, puisqu'il a recueilli que 48,82 % des suffrages exprimés au lieu de 50,24 %. Il est autorisé à en conclure que J. Robert Fabre et ses amis ne

seront pas en position de force lorsqu'il leur faudra négocier les investitures pour les élections législatives du printemps 1978. Ils seront un peu comme les républicains indépendants face à l'O.D.R.

Le parti communiste, lui, a de sérieuses raisons de juger positives les dernières consultations. Dans l'Ailier et les Yvelines c'était, depuis 1973, la troisième et la quatrième fois qu'un candidat de cette formation portait au second tour les couleurs de la gauche unie. Les deux premières expériences avaient été négatives puisque ni M. Péron en Dordogne (6 octobre 1974) ni M. Coillard en Seine-Maritime (15 juin 1975) n'avaient fait le plein des voix de la gauche. Le premier avait perdu 5,80 points et le second 2,76. Cette fois-ci le déchet est insignifiant dans l'Ailier où M. Marcellin ne perd que 0,68 point (48,00 % au lieu de 48,68 % des suffrages exprimés) et ne semble pas avoir séduit les électeurs du gauchiste d'opposition du premier tour (53,38 % des suffrages exprimés) mais la situation est différente dans les Yvelines où un fait nouveau intervient.

M. Cuguen, maire de Saint-Cyr, recueille 48,24 % des suffrages exprimés, alors que, le 14 novembre, les candidats de la gauche n'en avaient totalisé que 47,24 %. Il gagne 2,10 points, et c'est là une satisfaction non négligeable non seulement pour M. Marchais, qui appelle récemment de ses vœux un meilleur « équilibrage » de la gauche, mais aussi pour M. Mitterrand, qui talait observer jeudi : « La P.C. et le P.S. n'ont pas intérêt à amplifier exagérément l'un sur l'autre, et si le me réjouis du succès du parti socialiste,

le vois beaucoup plus ce que pourrait signifier une bonne addition en 1978. Un gain très important du P.S. sur le P.C. n'est pas une réponse au problème qui nous est posé, en tout cas ce serait une réponse à côté du sujet. » On comprend fort bien, après les seconds tours de scrutin du 21 novembre, que MM. Estier et Rocard, socialistes, Leroy, communiste, et Mousset, P.S.U., soient entièrement d'accord pour se féliciter de la « grande discipline des électeurs de gauche » et pour constater que la dynamique unitaire « joue de mieux en mieux ». On comprend moins bien que M. Raymond Barre, premier ministre, cherche à réduire les élections législatives partielles des 7, 14 et 21 novembre à des « consultations locales ». La vérité est sensiblement différente, et il serait peut-être plus raisonnable de ne pas juger insignifiant le fait que de septembre 1973 à novembre 1976 cinq des dix-huit circonscriptions législatives remises en jeu sont passées des mains de la majorité à celles de l'opposition.

RAYMOND BARRILLON.

« La Nouvelle Action française (royaliste) commente, dans une déclaration les propos tenus par M. Chirac dans *l'Élu*, à propos de ses relations avec M. Giscard d'Estaing (le Monde du 18 novembre). La N.A.F. écrit : « L'équipe de dissidents et de velléitaires qui occupe le pouvoir peut bien parler de rassemblement : (...) elle n'est même pas capable de donner un semblant d'unité à la majorité en pleine campagne pour le deuxième tour des législatives partielles. »

Le second tour de l'élection présidentielle de mai 1974

CIRCONSCRIPTIONS	INSCRITS	VOTANTS	SUFFRAGES EXPRIMÉS	ABSTENTION (%)	M. MITTERRAND		M. GISCARD D'ESTAING	
					VOIX	%	VOIX	%
Ailier (4 ^e)	67 634	33 422	58 715	12,14	28 811	49,04	29 904	50,95
Gironde (5 ^e)	64 494	56 896	54 789	13,82	29 224	53,33	25 565	46,66
Rhône (19 ^e)	50 786	44 473	43 893	12,43	19 585	44,61	24 308	55,38
Yvelines (5 ^e)	54 444	45 540	47 942	16,94	19 913	41,53	28 029	58,46

LES ÉLECTIONS CANTONALES

AIN : canton de Gex (2^e tour). Inscr. : 6 661 ; vot. : 4 043 ; suffr. expr. : 3 917. MM. Jean Prost, maj. prés., maire de Divonne-les-Bains, 2 287 voix, S.L.U. ; Marius Cadon, secul. div. g., maire de Gex, 1 630.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Marcel Anthonioz, député républicain indépendant, décédé le 21 août. Élu pour la première fois en 1945, conseiller général du canton de Gex, l'ancien secrétaire d'Etat au tourisme avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mai 1976 avec 2 718 voix contre 838 à M. Louis Rouzet (P.S.) et 527 à M. René Mazuir (P.C.). Il y avait eu 4 095 suffrages exprimés et 4 232 votants sur 6 668 électeurs inscrits.

Lors du premier tour, dimanche 14 novembre, M. Jean Prost, qui, après une élection municipale complémentaire dont le second tour a eu lieu le dimanche 24 octobre (le Monde du 25 octobre), avait succédé à Marcel Anthonioz comme maire de Divonne-les-Bains, était arrivé en tête avec 1 747 voix contre 940 à M. Marius Cadon (sans étiqu.), divers gauche, à qui nous avions donné à tort l'étiquette maj. prés., 519 à M. Jacques Duthion (P.S.), 381 à M. Jean-Roger Honorat (maj. prés., maire d'Échevernet) et 236 à M. René Mazuir (P.C.). Il y avait eu 3 368 votants et 3 837 suffrages exprimés sur 6 662 inscrits.

ROBERT LAFFONT

ISSER HAREL

La maison de la rue Garibaldi

Le chef des services secrets israéliens raconte la capture de ADOLF EICHMANN

POLITIQUE

Le projet de loi de finances pour 1977 est adopté par l'Assemblée nationale

Les députés suppriment le chèque au porteur

Samedi 20 et dimanche 21 novembre, l'Assemblée nationale a terminé la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1977. Elle a successivement adopté les budgets suivants :

• COMMERCE EXTERIEUR.

Pour M. BENOIST (P.S.), rapporteur spécial, les résultats de 1976 sont « alarmants ». Aussi s'agit-il de l'optimisme du gouvernement. Il souhaite voir rechercher des substituts aux exportations d'armements.

M. FOUCHER (app. R.I.), rapporteur pour avis, observe que le déficit de 1976 est « non pas structurel mais conjoncturel ». M. ANDRÉ BOSSI, ministre du commerce extérieur, estime que « les difficultés récentes ne doivent conduire ni à la résignation ni au pessimisme ». Il ajoute : « La répartition d'un déficit commercial de 10 milliards 1976 s'explique principalement par la reprise précoce et vive de l'activité économique française, qui a provoqué une augmentation du volume de nos achats à l'étranger ».

Parmi les facteurs de la dégradation de notre commerce extérieur, il relève surtout « l'échec de la politique de nos échanges avec les pays industrialisés », la sécheresse et la nécessité de reconstruire les stocks de produits pétroliers.

M. BOSSI conclut : « Dans le courant de 1977, nous devons constater, avec les effets attendus de la politique anti-inflationniste du gouvernement, une déclina-

tion des taxes du Centre technique de la fonderie ; du secteur de la mécanique ; des textiles ; du Centre technique de l'industrie des papiers, cartons, celluloses ; de l'industrie horlogère. Un amendement M. GINGOUX supprime la taxe parafiscale sur les imprimés de la presse. M. Le Tac (U.D.R.) s'y oppose. M. Poncelet, également, qui constate que cette taxe semble, après un an, donner de bons résultats. Pour M. PAPON (U.D.R.), rapporteur général, « la restructuration de cette industrie suppose la fin de la dictature du Syndicat des ouvriers du livre ».

MM. Vixet et Lamps (P.C.) s'élèvent contre cette mise en cause. L'amendement de M. Ginoux est finalement adopté. M. Bouilluche (P.S.) souhaite ensuite le dépôt d'un rapport annuel sur les taxes parafiscales. Son amendement est adopté ainsi qu'un amendement du gouvernement qui modifie les règles de fonctionnement des centres techniques industriels.

• SERVICES FINANCIERS.

« Ce budget, indique M. HAMMEL (R.I.), rapporteur spécial, regroupe les moyens des administrations économiques et financières (Direction générale des impôts, services douaniers, INSEE, etc.) dont il rémunère les cent cinquante-trois mille agents ». Dans son rapport écrit, M. Hammel précise que, en 1976, quarante-quatre mille deux cent seize vérifications de comptabilité ont été effectuées et que le montant des redressements s'est élevé à 10 milliards 500 millions de francs.

M. BRUGNON (P.S.) intervient au nom de M. Popere (P.S.), rapporteur pour avis. Ce dernier constate, dans son rapport écrit, que « tous les services des administrations économiques et financières (I.N.C.) tend à réformer ses activités critiques ».

Pour M. DURAFOUR, ministre délégué à l'économie et aux finances, l'Assemblée nationale passe pas seulement par une bonne définition législative des impôts et des taxes mais aussi, sinon plus, par une bonne gestion quantitative des dépenses, la limitation du contrôle fiscal.

Dans la discussion générale, intervient MM. Lamps (P.C., Somme), Antagnon (P.S., Aude) et Maurice Blanc (P.S., Savoie). Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, affirme que l'I.N.C. jouit d'une démission des rapatriés, les pensions et les rentes viagères, le financement des entreprises publiques, les garanties au commerce extérieur et les aides au développement régional.

• CHARGES COMMUNES.

M. CHAUVET (U.D.R.), rapporteur spécial, présente ce budget allégé (des transferts de crédits de crédits par le gouvernement à la demande de l'Assemblée), qui reste toutefois le plus important (32 milliards) et recouvre la dette publique, l'indemnisation des rapatriés, les pensions et les rentes viagères, le financement des entreprises publiques, les garanties au commerce extérieur et les aides au développement régional.

M. BRUGNON (P.S.), rapporteur pour avis, regrette « la dégradation des conditions d'exercice du contrôle parlementaire ». M. DURAFOUR observe que l'engagement pris par le gouvernement en 1976 de réexaminer systématiquement les crédits inscrits au budget des charges communes a été tenu, ce qui aboutit à une plus grande clarté et une plus grande précision des documents budgétaires. Il évoque ensuite successivement l'évolution de la dette publique (213 milliards fin 1976), les charges budgétaires s'élevant à 10 milliards en 1976), les crédits de rémunération et de pension des fonctionnaires, les conditions budgétaires du soutien aux exportations, le financement des entreprises nationales (1 740 milliards pour 1977) et enfin « le difficile et douloureux problème des rapatriés ».

M. BRUGNON (P.S.), rapporteur pour avis, regrette « la dégradation des conditions d'exercice du contrôle parlementaire ». M. DURAFOUR observe que l'engagement pris par le gouvernement en 1976 de réexaminer systématiquement les crédits inscrits au budget des charges communes a été tenu, ce qui aboutit à une plus grande clarté et une plus grande précision des documents budgétaires. Il évoque ensuite successivement l'évolution de la dette publique (213 milliards fin 1976), les charges budgétaires s'élevant à 10 milliards en 1976), les crédits de rémunération et de pension des fonctionnaires, les conditions budgétaires du soutien aux exportations, le financement des entreprises nationales (1 740 milliards pour 1977) et enfin « le difficile et douloureux problème des rapatriés ».

Il nous les crédits d'indemnisation qui passaient à 1 100 millions de francs. Au total, on peut affirmer avec certitude que l'indemnisation de nos compatriotes sera menée à son terme en 1981. » Il s'agit ensuite de pousser la mise à jour des conditions de cette indemnisation en maintenant notamment une priorité aux rapatriés âgés. Enfin, le gouvernement s'efforcera d'alléger l'endettement global des rapatriés, notamment de ceux qui appartiennent au monde agricole.

Dans la discussion générale, intervient MM. BAYOU (P.S., Hérault), Mario Bernard (U.D.R., Var), Lamps (P.C., Somme), Ginoux (réf., Haute-Saône) et FRANCESCHI (P.S., Val-de-Marne). M. DURAFOUR indique que seuls 230 dossiers de rapatriés âgés de plus de soixante-

ans encore. Toutefois, elle ne doit pas porter préjudice aux entreprises et l'affectation précise de crédits ne peut être prévue. « La commission d'enquête sur l'aéronautique », affirme-t-il, « dispose des éléments nécessaires à sa mission ».

• ARTICLES NON RATIFIÉS.

A l'article 26 (fonds d'action conjoncturelle), M. FRELAUT (P.C.) entend poser le principe de l'utilisation obligatoire des crédits. M. BOULLUCHE (P.S.) juge la rédaction de cet article inconstitutionnelle. Il en propose donc une nouvelle. M. DURAFOUR la refuse mais supprime l'obligation faite au gouvernement de consulter les commissions des finances du Parlement.

La seconde délibération

Au terme de la discussion du projet de loi de finances pour 1977, le gouvernement a demandé une deuxième délibération sur les articles 2, 22 et 24 du texte, tels que votés par l'Assemblée. Les amendements présentés par M. Durafour, et tous adoptés (les votes bloqués), étaient destinés à :

1) Traduire les engagements de majorité de crédits pris au cours de la discussion en faveur de certains articles.

LES AFFAIRES ETRANGERES : 2 millions de francs pour l'action radiophonique extérieure et notamment la SOMERA.

AGRICULTURE : 11 millions de francs pour l'investissement agricole public et privé.

LES ANCIENS COMBATTANTS : 90 450 000 francs pour majorer de 6 points la retraite du combattant en 1985, portée ainsi de 15 à 24 points.

LA JEUNESSE ET LES SPORTS : 5 millions de francs pour les associations sportives et les conseils techniques régionaux et départementaux.

LA MARINE MARCHANDE : 27 millions de francs pour les pêches maritimes, ce qui porte le crédit prévu de 23 à 50 millions de francs.

LES SERVICES DU PREMIER MINISTRE : 2,5 millions de francs.

lions de francs pour le centre d'étude des revenus et des coûts.

2) Rétablir l'article de majoration (69 millions) des rentes d'invalidité. Le dispositif initial avait déjà été modifié par les mesures supplémentaires votées : majoration de 20 % pour les rentes nées avant le 1^{er} août 1914 ; de 15 % pour celles constituées entre le 1^{er} août 1914 et le 31 août 1940 ; majoration globale portée de 6 à 6,5 %, à compter de la date de leur versement en 1973. Le gouvernement propose donc de rétablir son texte modifié, mais en retirant la condition d'âge qu'il prévoyait et qui avait motivé le vote négatif de l'Assemblée ;

3) Modifier la rédaction de l'article relatif à la publicité de l'impôt sur le revenu, qu'il concerne « de limiter à l'essentiel ». Le gouvernement propose de s'en tenir à l'essentiel, dans les perceptions locales, dans les perceptions pour chaque contribuable, la base d'imposition à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés, le nombre de parts retenues pour l'application du quotient familial, le montant de l'impôt.

Le gouvernement a, d'autre part, estimé inutile d'organiser pour les impôts directs locaux une publicité dans les perceptions, cette publicité existant déjà dans les mairies.

4) Rétablir les crédits destinés à l'indemnisation des rapatriés, soit 1 300 millions.

M. BOULLUCHE le regrette. Il estime que le F.I.C. participe à la réhabilitation des logements H.L.M. existants. Son amendement est repoussé. Il en va de même d'un amendement communautaire renforçant le contrôle des changes et la réglementation des mouvements de capitaux (M. Durafour avait estimé suffisante la législation en vigueur), et d'un amendement socialiste supprimant le régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé.

A l'article 53 (abattement de 1 000 F sur les dividendes d'actions perçus par les épargnants), M. BARDOL (P.C.) relève, en matière d'épargne, « le recul électoraliste » du président de la République. M. MARETTE (U.D.R.) propose de supprimer cet article qui prévoit « une mesure très coûteuse pour un résultat incertain ». M. Bouilluche propose d'en limiter le bénéfice aux contribuables ayant un revenu inférieur à 61 000 F et de porter l'abattement de 1 000 à 3 000 F.

La commission des finances accepte ce dernier point, mais propose de réserver la franchise aux contribuables dont le revenu net ne dépasse pas la huitième tranche. Son amendement est adopté.

A l'article 54 (contrôle de l'avoir fiscal aux caisses de retraite et de prévoyance), l'Assemblée précise que la date d'application sera fixée par un décret publié au plus tard le 30 juin 1976.

A l'article 55 (majoration de l'amortissement dégressif), M. VIZET (P.C.) dénonce « le cadeau fait aux grandes entreprises » et propose de réduire le taux d'amortissement. M. BOUL-

LOCHE (P.S.) précise que son groupe votera contre un article « contraire à l'intérêt général ». L'Assemblée rejette l'amendement communiste, mais adopte un amendement de M. MARETTE (U.D.R.) abrogeant les délais d'application de cet article. M. ICART (R.I.), président de la commission des finances, précise que les biens fabriqués par les entreprises devront l'avoir été en 1977.

A l'article 58 (distribution en franchise d'impôts sur les sociétés des dividendes alloués aux actions émises à l'occasion d'augmentation de capital en numéraire), l'Assemblée repousse un amendement communiste réintégrant les provisions dans le bénéfice imposable. Elle adopte un amendement de M. RIBES (U.D.R.) qui étend l'application de cet article aux créations de sociétés.

A l'article 57 (révision des bilans), un amendement de M. GINGOUX (réf.) permet de gagner une année. Alors que le gouvernement propose la révision des éléments non amortissables, M. Ginoux propose un autre amendement qui prépare la révision des éléments amortissables. Pour M. LEBENHARDT (P.S.), il s'agit de faire « un formidable cadeau aux entreprises, car l'on ne peut compenser les effets négatifs de l'inflation uniquement par ces dernières ». Un amendement de M. ICART vise à corriger « les effets dévastateurs » de la dévaluation de la taxe professionnelle. Il est repoussé. M. DURAFOUR ayant estimé souhaitable d'attendre le résultat de l'enquête effectuée auprès de quarante mille contribuables, le ministre estime que l'amendement de M. Ginoux remet en cause une partie importante de la politique dévaluée par M. BARRE. Il souhaite qu'il se retire. Son auteur le maintient et l'Assemblée l'adopte. « Cela rapportera un million de votes à la gauche », commente M. LEBENHARDT.

A l'article 58 (nouveau régime du bénéfice réel des petites et moyennes entreprises), intervient MM. VAUCLAIR (U.D.R.), Lebénhardt (P.S.), CHAUVET (U.D.R.). Puis l'Assemblée repousse un amendement de M. BARDOL (P.C.), qui permettait de choisir le nouveau « mini-régime simplifié », tout en conservant les avantages du forfait. L'Assemblée fixe au 30 avril 1977 la date limite pour la parution du décret d'application.

A l'article 59 (limites d'application du régime du bénéfice réel agricole), M. DURAFOUR indique que M. Dousset (app. R.I.) que les intéressés seront imposés au bénéfice réel à partir de la moyenne des recettes de 1976 et de 1977 dépassant 500 000 francs. « Les nouvelles règles, précise-t-il, s'appliquent à compter de 1977 ».

A l'article 61 (limitation de la déductibilité de certains frais généraux des entreprises en 1977), un amendement de M. MARETTE tend à l'application de l'article 61 des frais généraux engagés par les exportateurs.

A l'article 62 (relèvement du plafond des ressources fiscales des régions), l'Assemblée repousse un amendement de suppression de M. Lamps. LA COMMISSION DES FINANCES ET M. BOULLUCHE proposent de supprimer le paragraphe qui porte de 25 à 35 F le plafond de ressources par habitant. L'Assemblée accepte. L'article 62 ainsi modifié n'est pas adopté.

Sur proposition de M. DRONNE (réf.), l'Assemblée décide d'abroger la taxe professionnelle des exploitants agricoles n'ayant pas un caractère industriel. M. MARETTE (U.D.R.) propose de fixer à 500 000 F de droits éligibles le niveau au-delà duquel l'administration ne pourra pas transiger et sera obligée de transmettre une plainte à la justice. M. DURAFOUR précise que, en 1975, il y a eu 740 plaintes, dont 216 pour plus de 500 000 F de droits éligibles. Il indique que le gouvernement étudie actuellement le problème d'ensemble des pénalités fiscales et douanières et qu'il déposera un projet de loi à ce sujet en 1977. Il souhaite que l'amendement soit retiré.

M. MARETTE refuse. M. DURAFOUR demande un scrutin public. Après une suspension de séance à la demande du groupe communiste, l'amendement est repoussé par 247 voix contre 200 sur 454 votants.

M. MARETTE propose ensuite de supprimer les chèques au porteur et l'endossement. M. DURAFOUR observe que ce serait contraire à la convention de Genève ratifiée en 1931 par le Parlement. Pour M. MARETTE, cette convention, « prise à l'initiative des banques suisses, est un merveilleux outil de fraude fiscale ». L'Assemblée adopte son amendement qui prévoit également l'obligation de barrer les chèques. Elle repousse un amendement de M. LAMPS (P.C.) qui obligeait les entreprises à communiquer leurs déclarations fiscales aux comités d'entreprise. Puis elle adopte un amendement précisant que le régime du contentieux des recours est reconquis jusqu'au 31 décembre 1979. Est également adopté un amendement de M. MARIO BERNARD « corrigé l'insuffisance d'ont étaient victimes, en matière de taxes professionnelles, les campings, les hôtels de préfecture et les meublés ».

Explication de vote

Après la deuxième délibération demandée par le gouvernement sur les articles du projet de loi (voir encadré), l'Assemblée entend les explications de vote des groupes.

M. LAMPS (P.C.) : « Le vote bloqué montre les limites de la concertation. L'Assemblée entend la politique d'austérité du plan Giscard-Barre. Mon groupe votera contre ».

M. BOULLUCHE (P.S.) : « Nous avons beaucoup parlé et très peu voté. Au total, nous avons défilé moins de 300 millions sur 333 milliards. Après avoir dénoncé l'erreur catastrophique commise par la majorité sur la taxe professionnelle, il observe : « La confiance fait de plus en plus défaut. Mon groupe votera contre ce budget ».

M. GANTIER (R.I.) : « Nous voterons votre budget, budget par sa progression de 13 %, budget en équilibre qui ne sacrifie pas les priorités essentielles, tient les promesses du gouvernement et soutient l'investissement budgétaire, tout à fait novateur en matière fiscale ».

M. MESMIN (réf.) : « Ce budget trouve sa place dans le plan de lutte contre l'inflation. Le gouvernement a, toutefois, sauvegardé les grandes priorités : l'éducation, la défense, la santé, la recherche. Mais seules des réformes de structures vigoureuses permettront la consolidation de cette politique ».

Après une dernière intervention de M. Durafour, le projet de loi de finances pour 1977, modifié en seconde délibération par les amendements du gouvernement, est adopté au scrutin public par 381 voix contre 183 sur 494 votants. Ce budget traduit la volonté du gouvernement de mener à bien la politique de lutte contre l'inflation. M. Durafour, président et vice-président, MM. de Bénouville, Dahal, Mohamed (app. U.D.R.), Daguin, Falala, Fauton, Robert-André Vivien (U.D.R.), et Dehaene (n. l.).

La séance est levée dimanche 21 novembre à 4 h 20.

● M. Virgile Baril, député communiste des Alpes-Maritimes, a posé, vendredi 19 novembre, une question écrite au ministre de l'Intérieur, pour lui demander quelles mesures il compte prendre pour « entretenir la pénétration et le séjour de criminels de guerre nazis sur le territoire français ». Le député s'élève, en particulier, contre le récent voyage dans le Sud-Est de la France des anciens généraux SS Wilhelm Weber et Gustav Krugenberg.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme existant
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit, numéro 55
Ecole Préparatoire d'Administration
Ecole privée fondée en 1973
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petites-Champs
75000 PARIS - CEDEX 02

DELMAS
Pierre BRUNEAU
Organisation et finances
des communes
FONCTIONS MUNICIPALES

N'en croyez que vos oreilles.

Martin Gamma 312
Martin Gamma 308
Santal LM 330
Santal P 4000 A
Cassini Canyon 311
Elipson ensemble 4040
Scott 5186
Scott 5177

Chez Titania, une sélection des meilleures enceintes.
Chez vous, essay gratuit avant l'achat.

TITANIA hi fi 24, rue de Chateaudun Paris 9^e

(PUBLICITE)
La Société PLASTIJO informe sa clientèle que malgré le sinistre partiel survenu le 6 novembre, elle sera en mesure de reprendre ses activités d'une façon normale sous un délai de 15 jours.

صكيا ن الاصل

POLITIQUE

La compétition pour la mairie de Paris

M. ROGER CHINAUD (R.I.) :
je me refuse à la fatalité de l'absurde.

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Interrogé le samedi 20 novembre à Marseille, où il participait au deuxième congrès régional des républicains indépendants de Provence (R.I.), au sujet de la compétition pour la mairie de Paris, M. Roger Chénard, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Je suis persuadé que mes amis Yves Guéna ou Claude Labbé ne seront jamais, pas plus que moi, conduits par la volonté de l'absurde. »

Après avoir souligné que la procédure suivie pour la désignation de M. Michel d'Ornano comme tête de liste de la majorité présidentielle avait été « tout à fait normale », M. Chénard a ajouté : « Le premier ministre, qui est un homme calme, ferme, résolu, a dit que l'objectif était rendu. Pour le reste, on peut concevoir que les formations politiques aient leur tempérament. Peut-être certaines d'entre elles ont-elles leurs sautes de colère, mais le temps joner. (...) Je me refuse, encore une fois, à la fatalité de l'absurde. »

Dans son discours de clôture, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a exhorté la majorité à maintenir son unité. « Défendre la majorité », a-t-il déclaré notamment, c'est certes la défendre contre la démolition et l'irresponsabilité de l'opposition, mais c'est aussi, mais c'est surtout, dans l'immédiat, la défendre contre elle-même. (...) Il est grand temps que les États-majors — tous les États-majors — comprennent que le temps est venu de mettre de l'huile dans les rouages plutôt que d'en jeter sur le feu. (...) Il est grand temps que les États-majors — tous les États-majors — ne confondent pas l'émulation, qui est saine, et l'affrontement, qui serait suicidaire. »

(1) M. Paul Dijoud, secrétaire d'État auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés), a été réélu président. La fédération R.I. de Provence annonce 8 000 adhérents, dont 3 700 dans les Bouches-du-Rhône et 2 000 dans le Var.

● M. Armerie Simon-Lorère, député U.D.R. du Var, maire de Sainte-Maxime, qui a annoncé sa candidature à Toulon aux prochaines élections municipales contre le maire sortant, M. Maurice Arreckx (R.I.), a déclaré dimanche 21 novembre qu'il a la différence de Paris, à Toulon il n'y a pas d'affrontement entre l'U.D.R. et les républicains indépendants. M. Simon-Lorère répondait ainsi à M. Roger Chénard, qui, à l'occasion du congrès régional des R.I. avait affirmé que M. Arreckx bénéficierait du soutien de son mouvement et qu'il fallait, « à Toulon comme à Paris, être patient ».

OUTRE-MER

M. STIRN EXAMINE LE STATUT FUTUR DE L'ARMÉE FRANÇAISE A DJIBOUTI

(Correspondance.)

Djibouti. — Les conversations portant sur l'application de la nouvelle loi à propos de la nationalité et sur les problèmes militaires ont eu lieu pendant la première partie du séjour, du 20 au 22 novembre, de M. Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM, dans le Territoire français des Afars et des Issas. Alors qu'au haut-commissariat ces problèmes techniques étaient abordés, sans pour autant entraîner l'adhésion de tous les dirigeants locaux, plus de cinq cents jeunes Afars manifestaient leur mécontentement. Ces manifestations de l'Union nationale pour l'indépendance (U.N.I.), parti inspiré par M. Ali Arif, et du Mouvement populaire de libération, lequel se réclame du marxisme-léninisme, montrent que l'indépendance est grande au sein d'une ethnique qui s'estime délaissée. En quelques mois, ceux qui avaient été mis au pouvoir artificiellement par la France se sont vus privés d'un président qui était leur élu et d'une majorité au conseil de gouvernement.

Le nombre de militaires qui accompagnent M. Stirn montre que la situation de l'armée française dans le territoire après l'indépendance fait l'objet de multiples tractations. A ce propos, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.) semble favorable à la seule conclusion d'accords techniques qui mettraient sous l'autorité du futur gouvernement les détachements français. Les responsables français pencheraient plutôt pour des accords de défense qui maintiendraient l'autorité française sur les effectifs stationnés dans le territoire et porteraient sur la sécurité des frontières.

M. Guéna : le système ne fonctionne pas bien

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, dimanche 21 novembre à Toulouse :

« L'U.D.R. doit rechercher l'adhésion des Français dans leur ensemble, mais naturellement le mouvement ne négligera pas le ralliement de tel ou tel groupe. Nous allons vers le rassemblement parce qu'il y a aujourd'hui un risque très clair de victoire de nos adversaires aux prochaines élections législatives. Les risques de pertes de circonscriptions que nous tenons sont plus importants que les chances de gagner des circonscriptions tenues par l'union de la gauche. Devant cette poussée, il est évident que nous avons à opposer n'est pas satisfaisant. Il existe une majorité qui manque de cohésion, de vigueur, de volonté et de dynamisme. Le système ne fonctionne pas bien, et on s'en aperçoit avec l'affaire de Paris. »

M. André Fanton, député U.D.R. de Paris, ancien ministre, a déclaré le 20 novembre à Annemasse (Haute-Savoie) :

« Le rassemblement s'impose surtout pour défendre l'indépendance nationale toujours menacée lorsque l'État semble s'affaiblir ou lorsque l'économie paraît se dégrader. »

« Ce rassemblement est nécessaire pour assurer un fonctionnement cohérent des institutions de la V^e République et pour donner par la participation un élan nouveau au développement économique et au progrès social. » Comme on lui demandait pour-

quoi l'U.D.R. et M. Chirac n'avaient pas mis en œuvre deux ans plus tôt un « plan Barre », le député de Paris a répondu : « Il fallait de la rigueur et de la méthode. Nous avons mis en garde le président de la République en pensant que l'autodiscipline des Français ne suffirait pas. Le président de la République a fait une analyse différente qui s'est révélée erronée. C'est à lui qu'en incombe la responsabilité. »

M. Robert Galley, ministre de la coopération, a indiqué, devant les assises U.D.R. de la Côte-d'Or :

« Je crois que le grand rassemblement de Jacques Chirac ne peut se concevoir que comme une des composantes de notre majorité présidentielle. Tous les germes de division au sein de ce mouvement doivent être regardés avec attention. »

Dans la France de la V^e République, en 1976, il ne peut y avoir le parti du roi et le parti du cardinal. L'U.D.R. doit choisir au sein de la majorité présidentielle d'être le plus solide et le plus fidèle des partis républicains. Il n'y a pas de place pour la fronde au sein de notre mouvement. »

M. Robert Pujade, maire de Dijon, ancien ministre, a déclaré que l'U.D.R. attendait de M. Jacques Chirac « qu'il veuille précieusement à l'unité du mouvement, garantir de son renouvellement et de son ouverture, ainsi qu'à sa démocratie interne, garantie de sa dignité et de sa force d'attraction. »

● L'Union des jeunes pour le progrès, la revue l'Appel et le Centre d'études pour l'indépendance nationale organisent les 27 et 28 novembre, salle des Horticulteurs, à Paris, deux jours pour la France. Les débats, auxquels participeront notamment M.M. Jean Charbonnel, Michel Jobert et Alexandre Sanguinetti, porteront en particulier sur « l'indépendance nationale » et sur « la place du gaullisme ».

● M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, vient de déclarer notamment à Nantes « Faudra-t-il que quel- qu'un vienne un jour crier en France : « Vive la France libre » ? Les Québécois nous montrent un exemple considérable à un moment où nous nous montrons parfaitement incapables de redresser le cours des choses... » « Je souhaite, a encore dit M. Jobert, une démocratie vivante, multiple, imaginative. »

● M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, a condamné, dimanche 21 novembre, après la réunion du conseil politique de son parti, l'agitation politique qui se manifeste au sein de la majorité. Il a précisé qu'il faisait allusion à la querelle pour la mairie de Paris et aux projets de rassemblement de diverses composantes de la majorité. Il a affirmé : « Tout ceci nous paraît hors de saison, regrettable. Nous refusons d'entrer dans cette agitation, dans les polémiques. Nous espérons qu'elles vont s'apaiser. Ce n'est pas donner une bonne image de la majorité que de donner le spectacle de querelles et de divisions. Pour nous, l'unité de la majorité est indispensable pour combattre l'inflation et favoriser la création d'emplois. »

Au cours des débats du conseil politique, s'est exprimé, par l'intermédiaire des membres de cette tendance, un certain mécontentement des militants à l'égard des partenaires du C.D.S. et de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais aussi à l'égard de la direction de la formation. M. Jean-Marie Daillet, député de la Manche, a regretté le manque de crédibilité du parti et — une fois encore — le mauvais traitement que les démocrates sociaux ont subi au niveau gouvernemental. Il a déclaré : « Le débat politique est d'une pauvreté insigne, et nous ne contribuons pas à le relever. » Le député a aussi estimé que l'opération projetée par M. Jacques Chirac vis-à-vis de l'U.D.R. s'assimile « à cette que l'on est en train de pratiquer sur la mort de Ramès II ».

M. André Diligent, vice-président, a réaffirmé la nécessité pour le C.D.S. de « parler clair » et a mis en garde ses collègues contre ce qu'il a nommé la « giscardologie ». D'autres intervenants ont demandé que les démocrates sociaux se tiennent à l'écart du différend entre M. Chirac et le chef de l'État. Ce serait folie que d'exposer cette querelle », a dit l'un d'eux.

M. Jacques Barrot, secrétaire général, a fait référence au premier tour « encourageant » de l'élection partielle des Yvelines (dors auquel le candidat centriste M. Damien a obtenu 18,66 % des suffrages) pour s'interroger sur l'intérêt que pourraient trouver les démocrates sociaux à une multiplication d'élections « primaires » au sein de la majorité. M. Barrot a aussi fait état de son intention de mettre en place une équipe restreinte chargée de donner forme

L'ARMOIRE-LIT "EXCELSIOR" S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU



■ TRAITÉ ENTIÈREMENT EN LATTÉ
■ AVEC 2 TABLETTES INTERIEURES
■ AVEC MATELAS A RESSORTS OU LATEX
Capelou 50, 120, 140 et 160 cm.
■ SALONS COMPLÉMENTAIRES
poeles, tapis, vitres, armoires, etc.
Séjour adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e M. Mtro Parmentier
Tél. 357.48.25

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES
JANVIER 1977 à JUIN 1977
Examen d'entrée à :
SC PO
● Entrée en 1^{re} année
● Soutien en cours d'AP
● Procédure admission
en 2^e année
● Préparation par correspondance
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE
DEPUIS 23 ANS

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 586.63.61



Opel City
S.A. GILOT et Fil.
1 et 3, avenue Aristide Briand
LIVRY-GARGAN.
Tél. 927.25.92.

Pierre David
préface
de Françoise Dolto

psychanalyse et famille

L'institution familiale traditionnelle est-elle morte? Le complexe d'œdipe et la pathologie de la parenté vus par un psychanalyste praticien.

ARMAND COLIN

FARFISA

Orgues électroniques avec accompagnement et rythmes automatiques

10 modèles à partir de 3.995 F

Tous renseignements et démonstrations :

— PAUL BEUSCHER - 27, bd Beaumarchais, 75004 Paris ..	278-09-03
— CENTRAL ORGUES - 17, av. Trudaine, 75009 Paris ..	678-72-23
— CLAVIERAMA - 68 bis, rue de Réaumur, 75002 Paris ..	272-30-73
— CROISIO - 52, rue René-Bouillanger, 75010 Paris ..	607-04-95
— DISQUES MASSÉNA 2000 - Centre Commercial Masséna	
58, boulevard Masséna, 75013 Paris ..	584-21-61
— LAFAYETTE ELECTRONIC - 230, r. La Fayette, 75010 Paris	288-61-87
— OLIVIER LEROY - 10, rue Langier, 75017 Paris ..	622-55-87
— PIANO HALL - 178, rue de Courcelles, 75017 Paris ..	227-86-89
— PIANO HAMM - 135, rue de Sèvres, 75006 Paris ..	544-33-66
— SUR 2 NOTES - 15, rue F.-Sémar, 91260 Juvisy-sur-Orge	904-31-83
— MUSIC SHOP - CONDOLESC - pl. Mairie, 92000 Amélie	193-06-27
— ELECTRONIC - PIANO CENTER - 122, avenue de Paris	
53100 Montreuil ..	657-63-38
— ELECTRONIC MUSIC ORGAN - 18, boulevard Marx	
Dornoy, 83100 Livry-Gargan ..	827-23-42
— GRAMANTYER ORGUES - 1, rue du Chevet-de-l'Eglise,	
92500 Saint-Denis ..	752-44-77
— INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Rosny II	
93110 Rosny-sous-Bois ..	576-25-03
— INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Orteil	
Soleil, 94000 Orteil ..	698-12-73
— INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Belle-	
Epine, 94531 Bagneux-Principale ..	686-76-13
— ELECTRONIC MUSIC ORGAN - 5, rue Saint-Nicolas,	
71100 Maux ..	434-45-92
— CLINIC INSTRUMENTALE - 15, boulevard Maréchal-	
Julia, 78000 Maurel ..	992-03-45
— MUSIC GALLERY - Centre Commercial « Art de Vivre »,	
78000 Orgeval ..	975-78-50
— MUSIC GALLERY - Centre Comm. Valley II, 78140 Valley	
— PIANORGAN - 14 b, rue Vieux-Versailles, 78000 Versailles	
— YVELINES MUSIQUE - Centre Commercial de la Châtai-	
gnière, 78170 La Celle-Saint-Cloud ..	969-03-59

YASHICA, ZEISS et PORSCHE

vous invitent à découvrir le

CONTAX RTS

dans le numéro 40 de "Zoom",
et le numéro 109 de "Photo".

Larousse

vous invite à vivre un événement unique...

Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse

au moment même où paraît son 20^e et dernier volume.

La parution du vingtième volume de la Grande Encyclopédie Larousse marque une date de l'édition française et constitue, pour vous, un événement : la Grande Encyclopédie va pouvoir faire son entrée, au complet, dans vos bibliothèques. Larousse vous facilite son achat en proposant des modalités de paiement échelonnées adaptées à chaque budget.

Un patrimoine culturel inépuisable au service de votre réussite et de l'avenir de vos enfants.

La Grande Encyclopédie sera l'ouvrage le plus enrichissant et le plus utile que vous ayez jamais possédé. Ses explications détaillées vous permettront de comprendre les phénomènes complexes du monde moderne et elle jouera un rôle décisif dans la formation de vos enfants.

Faites connaissance gratuitement avec ce chef-d'œuvre de l'édition.

12 437 pages grand format, 8 000 articles, Près de 15 000 illustrations en couleurs... Pour en savoir plus et connaître le superbe index qui vous sera offert en cadeau, renvoyez vite le bulletin ci-joint à la Larousse.

★ 30, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, 75001 Paris. Le numéro : 1,50 F.

Invitation

À recevoir gratuitement, sans aucun engagement, une brochure documentée sur l'ouvrage et les modalités de paiement de la Grande Encyclopédie et le 20^e volume additionnel.

Nom _____
Prénom _____
Profession _____
No _____ Rue _____
Code postal _____
Ville _____
Date _____ Signature : _____
À renvoyer à la Larousse
30, rue de Montparnasse - 75200 Paris Cedex 16 64/7

Depuis 32 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est toujours le n°1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

(PUBLICITÉ)

Ce mot croisé peut vous faire gagner 100 actions La Hénin

un studio à Val-Thorens en copropriété saisonnière, ou l'un des cinquante prix offerts par La Hénin aux gagnants de son nouveau Jeu-Concours

Participez : c'est tout simple.

Pour gagner il suffit de remplir exactement la grille que nous vous proposons en vous aidant des définitions horizontales et verticales : quatorze d'entre elles correspondent aux Raisons Sociales de quatorze Sociétés du groupe La Hénin, dix-huit à leurs activités, à leurs produits, à leur mode d'action, à leurs richesses. Les autres définitions sont du même type que celles des mots croisés classiques.

Chaque réponse exacte rapporte un point.

Le gagnant sera donc le joueur qui aura complété totalement et exactement la grille (ou qui s'en sera le plus rapproché). Les autres joueurs seront classés, dans l'ordre décroissant du total des réponses exactes qu'ils auront fournies, jusqu'au cinquantième prix.

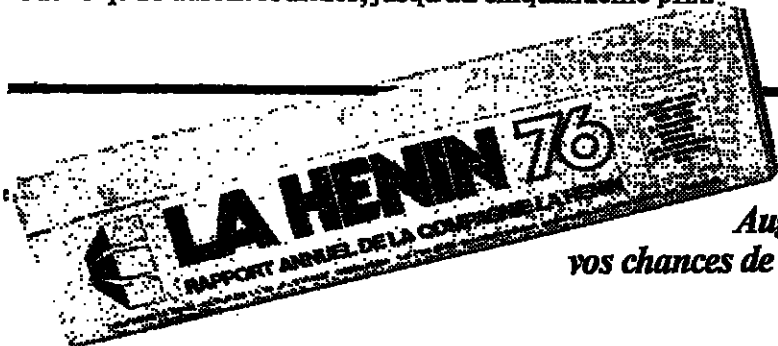
50 prix La Hénin de grande valeur.

- 1^{er} Prix : un portefeuille de 100 Actions La Hénin.
- 2^e Prix : un studio en copropriété saisonnière à Val-Thorens : 15 jours à la neige tous les ans pour toute votre vie.
- 3^e Prix : un portefeuille de 25 Actions La Hénin.
- 4^e au 10^e Prix : la disposition d'un studio pour 15 jours de vacances à Val-Thorens (au choix : à Noël 1976 ou à Pâques 1977).
- 11^e au 30^e Prix : une caisse de douze fines bouteilles de Listel.
- 31^e au 50^e Prix : une caisse de six fines bouteilles de Listel.

Le Règlement du Jeu-Concours gratuit "Le Mot-Croisé La Hénin" et les réponses exactes ont été déposés entre les mains d'un Huissier de Justice qui contrôlera, en outre, le dépouillement et l'attribution des Prix.

Ce règlement sera envoyé, gratuitement, à toute personne qui en fera la demande.

Participez! Après avoir complété la grille remplissez complètement le bulletin de participation et envoyez l'ensemble à : Jeu-Concours du Mot-Croisé La Hénin, 8 rue de Berri 75008 Paris avant le 5 décembre 1976 zéro heure, le cachet de la poste faisant foi.



Augmentez vos chances de gagner!

Lisez attentivement le Rapport annuel 1976 de la Compagnie La Hénin qui se trouve dans ce numéro de la page 19 à la page 26. C'est une mine de renseignements pour trouver les bonnes réponses.

Horizontal

1 - Article - pour La Hénin ce n'est pas un jeu - parfois au Seigneur. 2 - On peut y trouver des pierres - acquies au soleil - à découvrir - couverture incomplète. 3 - Contrainte - encadré - à point - dans La Hénin. 4 - En ce temps-là - organisme social (abr.). 5 - elle fait la promotion du tourisme. 6 - Pour La Hénin : 70.136.000 F. en 1972 - une question l'est toujours - panache 3 rôt. 6 - Famille heureuse - acide (abr.). 7 - coutume - à voir à Paris avant d'acheter un appartement. 8 - Sur les chantiers - consolidation des crédits. 9 - Cet étalon provoque des ruées - A rapporté 1.578.000 F. à la Cie La Hénin en 1975. 10 - Ne manque pas de sel (trois mots) - la Bourse aurait bien besoin d'une aussi magique présence - divinité des Enfers, a perdu un appendice. 11 - Déesse marine - en matière de - être princier (abr.). 12 - en Chaldée - on blêmit lorsqu'on s'y assied. 13 - Saint en Bigorre - la messe est due (phon.). 14 - entre deux fièvres - désire. 15 - Animent et servent une région (deux mots) - toujours bien informé. 16 - Supporte Pélion - petite mode - l'imérat fait ce groupe (abr.). 17 - trois lettres pour des milliers de m² commerciaux (abr.). 18 - Pronom - s'oppose à l'avant (abr.). 19 - dans l'immobilier elle est de taille - vient de sire. 20 - Fait le tour de Paris - ont aussi du pétrole - coût du crédit. 21 - Tout est normal (abr.). 22 - premier en Italie - photographie financière - fait la peau. 23 - Miroir des français (abr.). 24 - on ne peut en donner - caractérise un cours - La Hénin y base sa richesse. 25 - Gymnastique utilisée autrefois pour fabriquer les arcs - les deux étoiles d'IBIS - courant d'air à la Bourse. 26 - Etoile - de la champagne - la où vous êtes - dans les C.C.P. - permet de mettre Paris en bouteille. 27 - N'a pas de résonance - dans robinet - principes de fabrication français (abr.). 28 - le troisième masculin. 29 - Colère abrégée - Société du Groupe La Hénin pour acquérir des biens immobiliers en leasing (deux mots). 30 - Déchaine - crisale - émerveillée. 31 - Produit de chères empreintes - adjectif de lieu - pléiade les grappes - article importé par l'Arabe.

Vertical

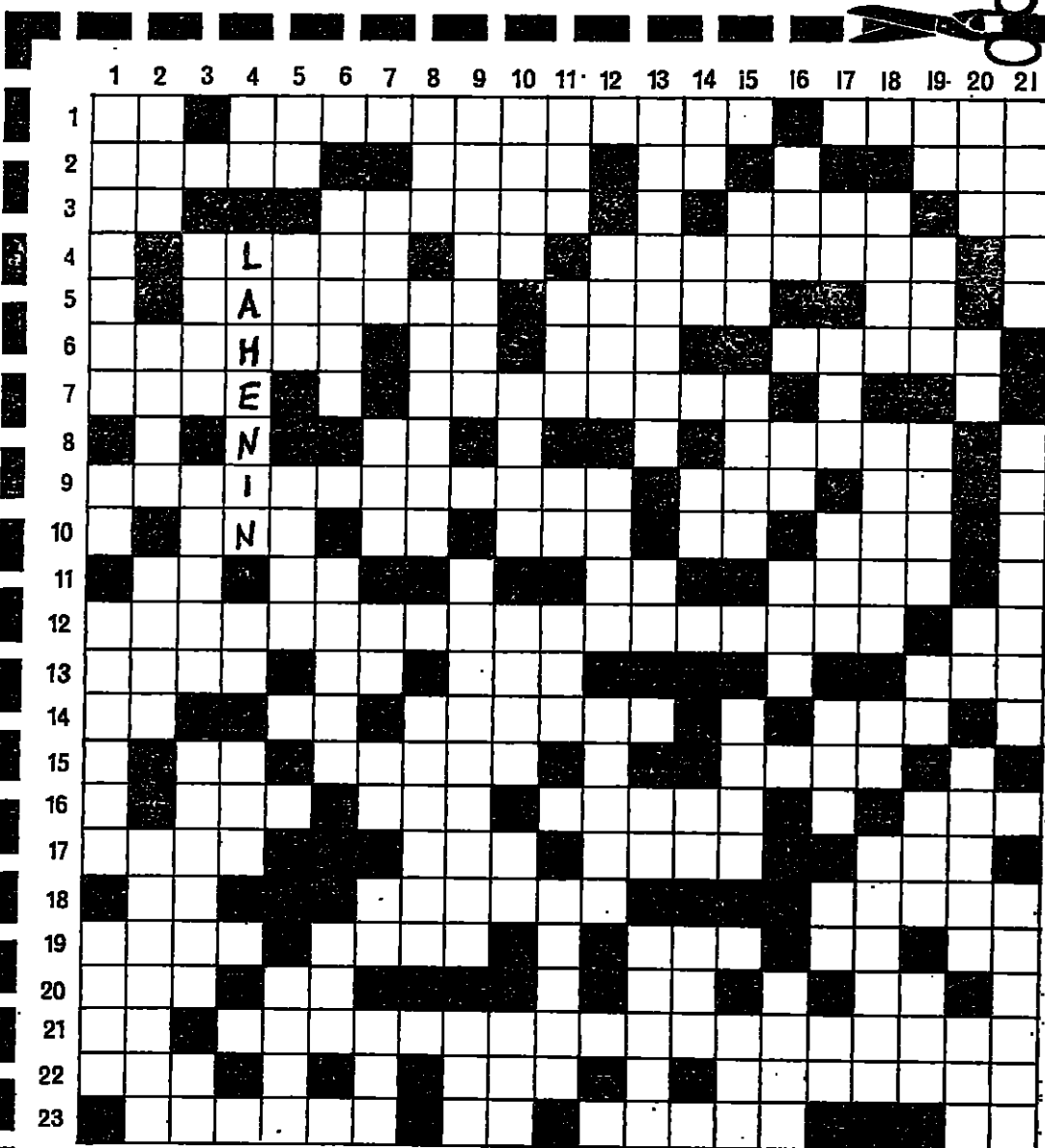
1 - Meneur de Bail-Investissement - déjà connu - La Hénin détient 99,99% de son capital - nos actionnaires le sont pour nous. 2 - Sonnet juste - célèbre pour sa douceur - mesure un poids - dans le giron de La Redoute. 3 - Chargé, premier de partir (abr.). 4 - ceux qui nous unissent à nos actionnaires s'appellent confiance et intérêt - moteur économique - sur les pare-chocs (abr.). 5 - Devant devant - vous aide à gagner - possesseur (féminin) - parait au nez de Cyrano. 6 - Commun pour nous - la dernière de La Hénin était celle des Salins du Midi (abr.). 7 - l'événement n'est pas autant qu'on le dit - héros de Dantzig, son nom touche la Seine. 8 - En Bourse - l'avis de vente du Tonne - part importante des richesses de La Hénin - nous l'avons dans l'avenir. 9 - West pas pari (abr.). 10 - divisée en strophes - agitée - sous l'impulsion - joyeuse onomatopée - au fond du tonneau. 11 - Accompagné de beurre au Thibet - en 1976 les baladises de La Hénin le sont - symbole de la gaité. 12 - Déesse américaine sans dessus dessous - Société du Groupe La Hénin, permet de constituer des flottes - première victime de l'alcoolisme. 13 - Réalisation de la S.C.C. - couleur d'un vin des Salins du Midi - sous les croûtes - le - les Salins du Midi en produisant abondamment. 14 - Celui que je désigne - on s'y rencontre - ou soviétique - frontière des Salins du Midi - borde certains fleuves. 15 - On l'étonche parfois au Listel - St-Louis en a une - chantent sous les bogues. 16 - Action d'acheter l'action La Hénin - dans SPHERE - honoré dans la Manche - dedans latin. 17 - Marque l'alternative - symbole de Rhénium - ne quitte jamais Kung - célèbre sous le gui - possède des immeubles d'habitation (abr.). 18 - Devant La Hénin (abr.). 19 - nécessaire pour réussir - important dans l'hypothèque - récolté par les Salins du Midi. 20 - La votre c'est - gagner - pas l'accompagne généralement - avec Thorens - maison en bois de sapin. 21 - Fameuse génisse - sur le fûtage - pas beaucoup. 22 - le Siège de La Hénin l'est : 21 rue de la Ville l'Évêque à Paris - inscription obligatoire (abr.). 23 - article espagnol. 24 - On y court - caractère image d'une forte pluie - dans ton - Société de promotion immobilière du Groupe La Hénin. 25 - Jeu chinois - la Belgique a gardé le sien - fait les meilleurs whiskies - doit tout savoir (abr.). 26 - imitation - monnaie roumaine. 27 - Pour pario transformé en lac - mesure les ventes (abr.). 28 - qui en Languedoc - terre alluviale du Bordelais - il le conteste. 29 - En Camargue royaume des flamands - Société du Groupe La Hénin qui permet confort et bien-être chez soi - vin délicieux.

Extrait du Règlement

III Chaque concurrent pourra participer au maximum quatre (4) fois au Jeu-Concours "Le Mot-Croisé La Hénin".

IX Les résultats du Jeu-Concours "Le Mot-Croisé La Hénin" seront publiés dans les mêmes supports de presse utilisés pour sa publication, les 12 et 16 décembre 1976. Ils seront envoyés gratuitement aux concurrents qui pourront en faire la demande.

Compagnie La Hénin 21 rue de la Ville l'Évêque 75008 Paris



Question complémentaire : A votre avis, quels seront les 3 articles du Rapport Annuel La Hénin qui seront les plus lus (notez ci-dessous les titres des articles choisis par vous dans l'ordre décroissant de lecture) :

- 1
- 2
- 3

Bulletin de Participation. Veuillez trouver, ci-dessus, la grille complétée de votre Jeu-Concours. J'ai bien compris que ce Jeu est gratuit et qu'il ne m'engage à aucun achat. Ma participation implique mon adhésion totale et sans aucune réserve au Règlement que vous avez déposé chez un Huissier de Justice.

Nom : Prénom :

N° : Rue :

Code postal : Ville :

Facultatif

☐ lecteur occasionnel de ce journal ☐ abonné

☐ détenteur d'un portefeuille d'actions : ☐ détenteur d'actions La Hénin : (cocher la case choisie).

DIPLOMATIE

LA VISITE OFFICIELLE DU ROI HASSAN II

La préoccupation majeure du Maroc est le déficit commercial avec la France

De notre correspondant

Rabat. — A quelques jours de la Marche verte, la signature, à Rabat, le 30 octobre 1976, de l'accord commercial (1) entre la France et le Maroc était passée inaperçue. L'événement, pourtant, méritait mieux : près de vingt ans après l'indépendance, les deux pays fermaient le dernier dossier du contentieux hérité du protectorat.

Quels sont, dès lors, les vœux des Marocains à l'occasion de la visite du roi Hassan II à Paris ? Le souverain a déclaré d'entrée de jeu : « La coopération n'est pas du niveau que nous souhaitons. Qu'on nous envoie de meilleurs professeurs et de meilleurs éducateurs (2). » La génération du roi et celle qui l'a précédée gardent le souvenir d'enseignants français comme Roger Le Tourneau, Gabriel Germain, Henri Bosco, qui — particulièrement au lycée Moulay-Idriss à Fès — formaient bon nombre des dirigeants marocains appelés à prendre la relève des autorités du protectorat. L'organisation de l'enseignement, il est vrai, était autre à l'époque, et les effectifs scolaires étaient modestes par rapport à ceux d'aujourd'hui. Le souhait du roi n'en reste pas moins pressant.

Lors de la visite à Rabat, en 1975, de M. Giscard d'Estaing, la France a obtenu que ses ressortissants dans le royaume puissent transférer plus facilement leurs avoirs au moment du départ définitif. Hassan II a réagi : « L'impensable » d'opposer un refus au chef de l'Etat français, qui s'était fait l'arbitre de ses compatriotes. Les rôles, aujourd'hui, sont susceptibles d'être inversés. Le souverain avait d'ailleurs dit que, réciproquement, il ne pensait pas que le président de la République puisse lui refuser « ce qui est de son droit concernant le sort de la communauté marocaine en France ». « Ce sont là des usages de courtoisie, avait-il ajouté, qui s'ajoutent aux plus que les usages administratifs ou économiques, les amitiés entre les hommes et la loyauté entre les pays ».

Sur le plan bilatéral, la préoccupation majeure des responsables à Rabat reste le déficit croissant de la balance commerciale du Maroc avec la France (le Monde date du 21 novembre). Une augmentation substantielle des achats de phosphate permettrait un redressement.

Les conversations auront lieu à différents niveaux à l'occasion de la visite porteroit aussi sur le complexe sidérurgique de Nador, sur le littoral mé-

diterranéen du Maroc oriental. Celui-ci sera alimenté en minerai par les gisements du Rif. La mise en service d'un laminoir est prévue pour 1978. Les hauts fourneaux ne fonctionneraient que l'année suivante. La production annuelle envisagée est de 500 000 tonnes d'acier. Il s'agit

A BORD D'UN BOEING-747

Le roi Hassan II et sa suite font le voyage à bord d'un Boeing-747 capable de transporter jusqu'à cinquante passagers. L'appareil, prêt pour la circonstance à Royal Air Maroc, a été livré par la compagnie Air France. Le roi Hassan II et sa suite font le voyage à bord d'un Boeing-747 capable de transporter jusqu'à cinquante passagers. L'appareil, prêt pour la circonstance à Royal Air Maroc, a été livré par la compagnie Air France.

d'un projet pour lequel joue la concurrence internationale. (Les soumissions des sociétés ne seront examinées qu'en 1977.) Dans la mesure où l'industrie française participera à sa réalisation, les crédits privés garantis par la COFAC continueront au financement.

D'autres projets, dont l'extension de la raffinerie de Mohammadia, figurent parmi des actions de développement auxquelles s'intéressent les industriels français. La signature, l'année dernière, par Paris et Rabat d'un accord garantissant les investissements ne peut qu'inciter les dirigeants des sociétés françaises à répondre davantage au vœu permanent du Maroc de recevoir des capitaux étrangers.

LOUIS GRAVIER.

(1) Cet accord a été transféré à l'Etat libanais par le roi Hassan II. (2) L'Etat libanais a acquis par celui-ci dans le royaume marocain des droits de propriété sur des terres agricoles. L'Etat libanais a acquis par celui-ci dans le royaume marocain des droits de propriété sur des terres agricoles.

La visite de M. Brejnev à Bucarest consacre l'amélioration des relations soviéto-roumaines

De notre envoyé spécial

Bucarest. — M. Brejnev commence ce lundi 22 novembre une « visite d'amitié » à Bucarest. L'année même où le secrétaire général du P.C. roumain arrive au pouvoir à Moscou, le parti roumain posait les fondements d'une politique étrangère beaucoup plus autonome. Toutes les ambiguïtés des relations roumaino-soviétiques, après douze ans, ne disparaîtront assurément pas à la suite du séjour à Bucarest de M. Brejnev, mais ce voyage marque une date.

Il serait néanmoins prématuré d'annoncer, en raison du réchauffement de l'atmosphère avec les Soviétiques, un revirement complet de la politique extérieure roumaine. Plusieurs faits récents montrent que les autorités de Bucarest continuent d'autoriser hors des chemins habituels. Il y a quelques jours, elles signaient avec la Communauté européenne un accord commercial, le premier du genre conclu par elle-ci avec un Etat du COMECON. La session des Nations unies, M. Macovescu, ministre des affaires étrangères, a appuyé l'idée d'une assemblée générale extraordinaire de l'Organisation consacrée au désarmement, alors que Moscou est plutôt favorable à une conférence mondiale. Cet été, Bucarest a franchi un petit pas supplémentaire en direction des pays non alignés en se voyant reconnaître, à la conférence de Colombo, le statut d'invité permanent.

Il reste que, depuis quelques mois, un certain réajustement de la politique roumaine est visible. Le tournant peut être daté du début de juin. Quelques semaines auparavant, devant le congrès des syndicats, M. Ceausescu, secrétaire

général du P.C., avait fait valoir la ligne nationale en des termes difficilement supportables pour des oreilles soviétiques. Mais, au début de juin, devant le congrès de l'éducation politique et de la culture socialiste, il s'exprimait sur des thèmes modérés à l'égard de Moscou.

Quelques jours plus tôt, deux visiteurs avaient fait à Bucarest une visite remarquée : M. Katkov, chargé, au sein du secrétariat du P.C.U.S., des relations avec les partis « frères », au pouvoir, et le général Epichev, chef de la direction politique de l'armée soviétique. Sans qu'il soit possible d'établir un lien de cause à effet entre les deux événements, le 15 juin, le général Ion Jontica était remplacé à la tête du ministère de la Défense par l'un de ses adjoints, le général Ion Coman. Pendant l'été, l'amélioration des rapports roumaino-soviétiques allait se concrétiser. M. Ceausescu, qui s'était déjà entretenu avec M. Brejnev fin juin, en marge de la conférence de Berlin, rencontrait une nouvelle fois le secrétaire général du P.C.U.S., en août, en Crimée. L'information officielle, publiée après l'entrevue, soulignait l'unité de vues toujours plus étroites entre les deux parties.

Des difficultés économiques intérieures ainsi que dans la politique vis-à-vis des minorités hongroise et allemande ne sont sans doute pas étrangères au désir des Roumains de resserrer les liens avec Moscou. D'autre part, le gouvernement de Bucarest a

pu être pris conscience de certains inconvénients de sa politique étrangère. Les Etats-Unis, par exemple, en soumettant l'octroi de la dette de la nation roumaine à un renouvellement annuel, ont acquis un moyen d'obtenir des concessions en matière humanitaire. La politique d'union avec les pays d'un monde permis à la Roumanie d'avoir accès directement à certaines matières premières, mais elle ne lui procurera pas les ressources modernes dont elle a besoin. Des prêts endettés (environ 3 milliards de dollars), elle doit, d'un autre côté, mettre un frein à l'achat d'équipements à l'étranger.

Le renforcement de la coopération entre l'U.R.S.S. et la Roumanie devrait se concrétiser dans le domaine des échanges. De vastes possibilités existent, car si l'Union soviétique reste le premier partenaire de la Roumanie, les échanges bilatéraux ne représentent que 15 % du commerce extérieur roumain, contre 40 % en 1960. Entre autres produits, Russes et Roumains ont décidé de construire en commun un complexe hydro-énergétique sur le Prout.

Bucarest est-il prêt aussi à accroître sa collaboration militaire avec le pacte de Varsovie ? Le voyage que le général Coman a fait à Moscou du 9 au 12 novembre, a donné naissance à des spéculations, mais il est trop tôt pour dire si les Roumains sont en train de modifier leur attitude à ce sujet.

Du point de vue soviétique, le retour au bercail de l'allié roumain ne peut être que bienvenu, à un moment où les « hérésies » de l'euro-communisme et les conséquences humanitaires d'El-sinki rendent nécessaire, aux yeux des dirigeants du camp soviétique, un tour de vis, dont les signes sont déjà visibles en R.D.A. et en Tchécoslovaquie et en Roumanie.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Le souverain se déclare prêt à rencontrer le président Boumediène

De notre correspondant

Dans une émission du Club de la Presse d'Europe 1, diffusée dimanche 21 novembre, le roi du Maroc a déclaré qu'il était prêt à rencontrer le président algérien en parlant de questions de paix et de coopération.

Le roi a déclaré qu'il était prêt à rencontrer le président Boumediène en parlant de questions de paix et de coopération. Le roi a déclaré qu'il était prêt à rencontrer le président Boumediène en parlant de questions de paix et de coopération.

Hassan II s'est déclaré prêt à rencontrer le président Boumediène en parlant de questions de paix et de coopération. Hassan II s'est déclaré prêt à rencontrer le président Boumediène en parlant de questions de paix et de coopération.

Le roi est cependant prêt à pour la forme, à pour montrer qu'il est « rétro », à une autre consultation à laquelle il n'importe qu'il y ait ou non des représentants de l'ONU. Il pose cependant comme conditions un renouveau et la fin de toute ingérence « en territoire marocain ou mauritanien ».

Le roi a qualifié de « démarche de prospection » l'expédition en cours au prince Fakh d'Arabie Saoudite au Maroc, en Mauritanie et en Algérie. Il a accepté que ces démarches soient faites « avec un préalable irréversible », à savoir que l'Algérie s'engage à discuter du caractère marocain ou mauritanien du Sahara.

Interrogé sur la menace de hausse du pétrole, le roi estime que l'Algérie a « exercé une certaine pression » sur les pays producteurs, qu'elle ne sera pas « énorme » et qu'elle sera « sans conséquence sur le coût de l'énergie ».

Quant au prix du phosphate (dont le Maroc est gros producteur), c'est une autre chose. Le roi souhaite une concertation « non politique » entre les sociétés productrices.

Un « axe » Paris-Madrid-Rabat

Hassan II pense qu'il faut absolument que le monde entier sache quelque chose pour que le Liban ne soit jamais divisé en deux afin d'éviter « une réurgence des guerres de religion ». Il souhaite que les juifs qui ont quitté son pays reviennent, parce qu'ils sont « intelligents » et « travailleurs » et qu'il a toujours eu, dit-il, « beaucoup d'affinités » avec eux.

Interrogé sur sa santé, le roi a répondu : « Objectivement et subjectivement, je me porte bien. Maintenant, Dieu seul sait ! »

A propos de son voyage à Paris et de sa rencontre avec son cousin Valéry Giscard d'Estaing (expression qu'il avait employée lors de leur entrevue de Rabat), le roi souhaite qu'il existe un « axe » Paris-Madrid-Rabat qui peut être « un secteur de coopération entre l'Europe et l'Afrique ». Il est disposé à acheter une centrale nucléaire à la France, mais seulement « dans de bonnes conditions ». Les rapports d'Etat à Etat sont « sérieux », mais le souverain demande aux intellectuels et journalistes français d'être « un peu moins subjectifs ».

Le roi a assuré qu'il n'y avait pas de censure au Maroc, sauf en ce qui concerne l'Algérie, « pour que le ton ne monte pas trop ».

« EL MOUDJAHID » : dans la mouvance américaine.

(De notre correspondant.)

Alger. Commentant la visite de S.M. Hassan II en France, le journal *El Moudjahid* se demande, lundi 22 novembre, si Paris va donner une nouvelle caution à la politique du roi.

Après avoir souligné que « la personnalité n'est pas étrangère à l'attitude du gouvernement français », le quotidien estime que celle-ci ne peut aucunement surprendre : « L'impérialisme, éternel, a toujours porté un coup sévère aux forces progressistes au Moyen-Orient, s'est tourné vers le Maghreb afin de mettre définitivement au pas le monde arabe. L'Algérie socialiste constitue un obstacle de taille à sa stratégie. Il utilise contre elle l'un de ses pions, en l'occurrence Hassan II. La France globalise de l'OTAN, a trouvé l'occasion, à travers l'affaire sahraïenne, de jouer un rôle conforme à sa nouvelle politique ».

El Moudjahid conclut : « La rencontre de Paris n'est en fin de compte que la réactualisation de deux gouvernements états dans la mouvance américaine. Le gouvernement français, une fois de plus, aura joué le mauvais cheval » en soutenant des causes perdues, comme les illustrent entre autres les exemples du Biafra et de l'Angola. « Il est clair que le roi ne cherche en France des armes et une caution à ses ambitions expansionnistes. Trouver-il une oreille attentive ? L'intérêt de la France serait qu'elle adopte une position juste dans cette affaire sahraïenne ».

P. B.

UN SYMPOSIUM A EU LIEU A BAGDAD SUR LE THEME « SIONISME ET RACISME »

Un symposium international sur le thème « sionisme et racisme », organisé par l'université de Bagdad en collaboration avec le Centre d'études palestiniennes et le Centre d'études arabes, s'est tenu il y a quelques temps dans la capitale irakienne. Cent quatre-vingt-six délégués représentant quarante-six pays participaient aux travaux, et ont entendu une quarantaine de communications.

Les résolutions finales de cette réunion ont fait une large place au problème libanais. Les participants ont estimé que la coopération du confessionalisme entraverait au Liban l'avènement d'un système calqué sur le modèle israélien. Ils ont donc affirmé que les luttes menées contre le sionisme et contre le confessionalisme au Liban étaient indissociables.

Le symposium a approuvé les mesures prises par les gouvernements arabes, qui ont invité leurs ressortissants de confession israélienne émigrés en Israël à regagner leurs pays d'origine. Enfin, la création d'un centre international de recherches sur le sionisme a été préconisée.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Le congrès libéral demande un assouplissement de la procédure sur les « interdictions professionnelles »

De notre correspondant

Frankfurt. — Le congrès du parti libéral qui s'est tenu à Frankfurt les 19 et 20 novembre a été affecté par la division entre la C.D.U. et la C.S.U. Nombreux congressistes craignent qu'une démocratie chrétienne déshéritée du poids de son aile droite ne devienne un rôle d'attraction pour les électeurs libéraux. En attendant, la décision de M. Strauss rend plus facile la conclusion de coalitions régionales avec la C.D.U. Après un plaidoyer de M. Genscher, la majorité du congrès a implicitement donné son feu vert à des coalitions « bourgeoises » en Sarre et en Basse-Saxe. Pendant, beaucoup d'orateurs ont mis l'accent sur les dangers de ces alliances.

La direction du parti n'a pas subi de modifications significatives. M. Genscher a été réélu président. MM. Mischke, président du groupe parlementaire, et Friederichs, ministre fédéral de l'économie, ont été réélus vice-présidents. M. Rönneberger, qui a battu Mme Ham-Brücker, le candidat sortant, est également vice-président.

Les trois thèmes mis à l'ordre du jour — le système de santé, l'emploi des « extrémistes » dans la fonction publique et le programme éducatif du gouvernement fédéral — les divergences entre les anciens du parti et l'aile gauche n'ont pas permis, par les femmes démocrates jugées « trop jeunes du F.D.P. », ont été nettes. La gauche a remporté un succès sur M. Friederichs, en faisant voter une résolution demandant que l'utilisation de l'« échelle mobile » soit réduite au minimum.

A propos de l'emploi des « extrémistes » dans la fonction publique, le congrès a voté une résolution demandant que le parti libéral ne s'engage pas à accepter des candidats dont les opinions divergent de celles du parti.

Les délégués ont regretté le climat d'insécurité qui se dégage dans la jeunesse et qui pèse sur tout engagement politique quel qu'il soit. Les renseignements généraux ne doivent plus être systématiquement interrogés sur tous les candidats. Les éléments des dossiers des renseignements généraux devant l'avant-dernière session du congrès ne doivent plus être pris en considération, et les fiches de police ne doivent plus être versées au dossier personnel d'un candidat admis dans la fonction publique.

Enfin, les délégués du congrès libéral ont demandé que le sys-

tème de santé fasse une place plus grande à la responsabilité personnelle du patient. Ils se sont prononcés pour un encouragement à la médecine de groupe et pour la modification des cotisations de sécurité sociale en fonction des prestations attendues.

DANIEL VERNET.

LA C.D.U. ENVISAGERAIT DE FAIRE CONCURRENCE A LA C.S.U. EN BAVIERE

(De notre correspondant.)

Bonn. — M. Kohl, président de l'Union chrétienne démocrate (C.D.U.), semble décidé à réagir à la décision de l'Union chrétienne sociale bavaroise (C.S.U.) de constituer un groupe parlementaire distinct. La comité directeur et les députés C.D.U. se réunissent ce lundi 22 novembre, et le président du parti a déjà dit samedi à l'assemblée de cette réunion, M. Kohl avait déclaré que « plus de dix-huit millions d'électeurs lui ont donné un mandat pour l'ensemble de la République fédérale » et qu'il était décidé à être fidèle à ce mandat.

L'opposition à l'ensemble de la République fédérale a permis que la C.D.U. est prête à répondre à l'attitude de la C.S.U. en créant une organisation locale en Bavière pour y faire concurrence au « parti-fre » M. Kohl n'a ni démenti ni confirmé cette interprétation. En fait, la décision n'a pas encore été prise. Seul le congrès de la C.D.U. pour mars, peut modifier les statuts du parti.

Après avoir choisi de provoquer la C.S.U. à constituer un groupe parlementaire distinct, le parti libéral a décidé de passer du baume sur la plaie de leur allié. M. Zimmermann, le nouveau président du groupe parlementaire C.S.U., a proposé à la C.D.U. la création d'une instance commune qui coordonnerait l'activité des deux groupes parlementaires. Les dirigeants C.S.U. doivent tenir compte dans le futur de la présence de la C.D.U. dans le rang de leur parti. Le congrès de l'organisation chrétienne sociale de Francoforte a regretté, dimanche, la décision du groupe parlementaire de la C.S.U. de Bavière craignant la concurrence de la C.D.U. sur leur propre terrain ; par son comportement brutal, M. Strauss a également inquiété les partisans les plus convaincus de sa stratégie politique au sein de la C.D.U.

République démocratique allemande

L'AFFAIRE BIERMANN

Berlin-Est menace de fermer le bureau d'une chaîne de télévision ouest-allemande

L'affaire Wolf Biermann risque de peser sur les relations inter-allemandes au niveau gouvernemental. La R.D.A. envisage de fermer le bureau de Berlin-Est de la chaîne de télévision ARD, à la suite de la retransmission du concert donné à Cologne par le chanteur contestataire. Le représentant de la R.F.A. à Berlin-Est a mis en garde le ministère des affaires étrangères de la R.D.A. contre le « handicap de longue durée » que représenterait une telle mesure.

En Allemagne de l'Est, l'agence d'information a diffusé de longues listes de prises de position favorables à l'expulsion de M. Biermann, émanant de tous les secteurs d'activité. Mme Anna Seghers, l'écrivain le plus célèbre de la R.D.A., a démenti les informations selon lesquelles elle se serait associée à la protestation des trente-deux intellectuels. D'autre part, l'écrivain Jürgen Fuchs, ami de Biermann, a été arrêté en pleine rue pour avoir critiqué le bannissement du chanteur. — (A.F.P.)

Les réactions des communistes italiens et français

L'Unità, quotidien du P.C. italien, a attendu quatre jours avant de publier, le 20 novembre, un commentaire décrivant « l'acceptation de la mesure punitive qui enlève à Biermann le droit à la parole dans sa patrie ».

L'Humanité du 22 novembre consacre trois colonnes à cette affaire. « Si Biermann n'est pas de proclamer son attachement à l'avenir du socialisme en R.D.A., écrit le quotidien du P.C.F., il a de toute évidence refusé d'aider aux progrès du socialisme existant. N'en est-il pas arrivé là parce que, pour une large part, les mesures prises à son encontre sont ressortissantes de confession israélienne émigrés en Israël à regagner leurs pays d'origine. Enfin, la création d'un centre international de recherches sur le sionisme a été préconisée. »

Italie

Après l'arrestation d'un néo-fasciste à Bastia

LE CHEF DE LA POLICE DE FLORENCE SE REND EN CORSE

Le chef de la section politique de la police de Florence, M. Fasano, et son adjoint, M. Gioia, qui dirige les services de sécurité de Toscane, sont arrivés, samedi 20 novembre, à Bastia, après l'arrestation, cinq jours auparavant, dans cette ville, du néo-fasciste italien, M. Mauro Tonnai, âgé de trente-quatre ans. Un mandat d'arrêt international avait été délivré contre lui par M. Violante, magistrat à Turin, pour complicité de recel criminel. M. Mauro Tonnai est soupçonné d'avoir contribué à la fuite hors d'Italie d'un autre néo-fasciste, Mario Tatti, qui avait tué, en 1974, à Empoli (Toscane), les deux carabinieri venus l'arrêter. Ce dernier a depuis été arrêté à Saint-Raphaël et extradé vers l'Italie.

سكس في الامم

EUROPE

Espagne

UN AN APRÈS LA MORT DU CAUDILLO

Moins de cent mille personnes ont participé à la manifestation franquiste de Madrid

Moins de cent mille personnes ont participé, samedi 20 novembre, à Madrid, à la manifestation organisée par l'extrême droite pour célébrer le premier anniversaire de la mort de Franco. Les franquistes, estime-t-on à Madrid, ne paraissent plus en mesure de s'opposer à la libéralisation approuvée par les Cortès. D'autre part, environ cent cinquante membres de l'organisation basque ETA ont été arrêtés samedi au monastère d'Arantzazu, près de Saint-Sébastien, alors qu'ils participaient à une

assemblée de la Ligue communiste révolutionnaire-ETA sixième assemblée. A Barcelone, un millier de personnes ont manifesté, dimanche, pour réclamer un statut d'autonomie et l'amnistie. M. Vidiella, l'un des dirigeants du parti socialiste unifié de Catalogne (parti communiste), est rentré dimanche à Barcelone après un exil de trente-sept ans. M. Vidiella, qui est âgé de quatre-vingt-cinq ans, a été accueilli par plusieurs milliers de sympathisants.

De notre envoyé spécial

Mais Franco n'était plus à ce balcon vide au-dessus de la vaste place, où des foules quatre fois plus nombreuses l'avaient acclamé avec ferveur à l'heure des crises nationales. Les saluts fascistes, le bras levé, les chants répétés de « Carai ai sol », l'hymne phalangiste, les chemises bleues portées par les garçons et les filles des organisations de jeunesse du mouvement, tout ce rituel, en hommage à un Caudillo disparu, ne pouvait faire oublier que les ultras de droite n'ont plus vraiment de leader. L'une des personnalités présentes les plus applaudies fut la duchesse de Franco, fille de l'ancien chef d'Etat, portant à la poitrine l'insigne sang et or du mouvement d'extrême droite de Fuerza Nueva.

Réforme de la police politique

A la même heure, une cérémonie officielle avait lieu à la basilique de la vallée de Los Caños, au nord-ouest de Madrid, dans la Sierra de Guadarrama, où sont inhumés Franco et José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange. Tous les membres du gouvernement et la veuve de l'ancien chef d'Etat assistaient à cette messe froide et officielle présidée par le roi et la reine. Il s'agissait, selon l'invitation officielle, de rendre hommage « à Franco et à tous les Espagnols qui ont donné leur vie pour l'Espagne ». En fait, la formule a été corrigée pendant le service par le prêtre officiant, qui a parlé « de tous les morts de notre croisade ».

A l'issue de la manifestation de la place d'Orient, des groupes de plusieurs centaines de personnes sont descendus vers le centre de Madrid, brandissant leurs bandières, insultant le gouvernement et chantant « Carai ai Sol ». Ils ont obtenu au passage, mais non

sans peine, que le drapeau soit mis en berne à la façade de la direction générale de la sûreté. Puerta del Sol. Plus tard, devant les Cortès fortement gardées, de jeunes ultras ont accroché un portrait géant de Franco à l'un des lions de bronze du portail. Un policier, calmement, l'a enlevé. Rien ne pouvait mieux marquer que l'extrême droite franquiste, battue aux Cortès, ne peut plus aujourd'hui comme hier compter sur la complicité de l'appareil d'Etat. Les services de la police politique viennent d'être réorganisés, et la plupart de leurs agents ont été transférés à la section criminelle. Une réforme effectuée avec discrétion mais qui a son importance.

Le bunker est-il donc devenu un « éléphant de papier », comme le dit M. Tierno Galvan, président du parti socialiste populaire ? Devra-t-il recourir à la « dialectique des poings et des pistolets » ainsi que l'affirme ardemment l'un des dirigeants des guérilleros du Christ-Roi ? Les phalangistes dissidents, qui se proclament « authentiques » et ont organisé samedi à Alicante leur propre commémoration de la mort de José Antonio, estiment eux, que les ultras n'auront le choix demain qu'entre l'Alliance populaire de M. Fraga Iribarne et la formation d'un M.S.L. (Mouvement social Italien) fasciste à l'espagnole.

MARCEL NIEDERGAANG.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos messages télégraphiques nous parviennent par télex : nous vous télégraphions.
Service Télex
345.21.62 + 345.00.23
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Tchécoslovaquie

A Prague

LE Dr KRIEGLER ET SA FEMME SONT ATTAQUÉS A LEUR DOMICILE

Le docteur Frantisek Kriegl, l'un des principaux dirigeants du « printemps de Prague », et son épouse ont été attaqués vendredi 19 novembre, dans leur appartement à Prague, par deux inconnus masqués qui ont ensuite pris la fuite, après un échange de coups de feu.

L'attaque a eu lieu vers 12 h. 30. Les deux assaillants masqués, qui portaient des lunettes noires et des gants, se sont d'abord assés à Mme Kriegl, qu'ils ont tenté d'étrangler, puis à son mari. Les voisins ayant été alertés par le bruit, les deux hommes se sont enfuis à bord d'une voiture. Interrogé samedi soir par téléphone, M. Kriegl a confirmé les faits.

Il y a trois mois, M. Hajek, l'ancien ministre des affaires étrangères du « printemps de Prague », avait été, lui aussi, victime d'une agression. A une cinquantaine de kilomètres de la capitale, alors qu'il regagnait son domicile à pied. — (A.F.P.)

Portugal

AU CONGRÈS DES « GROUPES DE DYNAMISATION »

La tendance radicale du parti révolutionnaire du prolétariat est battue à une large majorité

De notre correspondant

Lisbonne. — Après trois jours de débats, les délégués au premier congrès des Groupes de dynamisation de l'unité populaire (G.D.U.P.) sont parvenus à un accord sur l'organisation de leur mouvement. Une nouvelle formation politique est ainsi née : le MUP (Mouvement d'unité populaire), dont les G.D.U.P. seront les organes de base.

Mais le rassemblement de l'extrême gauche qui, en juin, avait soutenu la candidature à la présidence de la République du commandant de Carvalho, s'affaiblit. Le parti révolutionnaire du prolétariat vient de suivre l'exemple du Front socialiste populaire, qui, en septembre, avait abandonné le « projet unificateur ». Trois organisations restent solidaires du projet : l'Union démocratique populaire, le Mouvement de la gauche socialiste et la Base unitaire des travailleurs. Avec les « indépendants » désignés directement par le commandant de Carvalho, elles constituent le sup-

port de la commission nationale du MUP, élue par les congressistes.

Le congrès des G.D.U.P. est intervenu au moment où deux tendances, dirigées notamment par le parti révolutionnaire du prolétariat et par l'Union démocratique portugaise, s'opposaient quant à l'analyse de la situation politique. Pour le P.R.P., celle-ci évolue vers « une confrontation entre la bourgeoisie et le prolétariat ». Face à un avenir « qui se pose en termes de violence », il faudrait appeler les travailleurs « à ne pas se laisser vaincre les bras croisés ». Refusant l'« aventurisme d'apparence très radicale », l'U.D.P., de son côté, préconise un gouvernement « imposé par les luttes populaires », dont les objectifs essentiels seraient : refus d'indemnisation des « grands capitalistes et propriétaires agricoles », répression de « tous les fascistes », renforcement de l'indépendance nationale.

Pas de président

Ces deux tendances se sont affrontées tout au long du congrès. La thèse du P.R.P. a été battue, et la liste unique pour la commission nationale a été élue par 1351 voix favorables, 10 voix contre et 45 abstentions. Auparavant, une quarantaine de délégués, appartenant pour la plupart au P.R.P., avaient quitté les lieux.

Le commandant de Carvalho a été considéré comme la seule personnalité à pouvoir assumer la présidence du MUP ; en attendant que les mesures qui l'empêchent de mener des activités politiques soient levées, le poste de président restera sans titulaire.

JOSÉ REBELO.

Grèce

UN NOUVEAU PARTI a été formé dimanche 21 novembre en Grèce. Il s'agit du parti populaire national, dont les buts ultimes sont le retour de la monarchie et l'interdiction du P.C. La formation de ce parti a été annoncée, devant un petit groupe de sympathisants, par son fondateur, M. George Kourouklis, général d'armée en retraite. — (A.F.P.)

INSTITUT MAURICE THOREZ
NOUVEAU CLARTÉ - ÉDITIONS SOCIALES

DEBAT

MUTUALITE
mardi 23 novembre à 20 heures
salle B
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e

HISTOIRE DU REFORMISME en France depuis 1920

avec la participation des auteurs :
Jean BURLLES, directeur de l'I.M.T.
Roger MARTELLI
Jean-Paul SCOT
Serge WOLIKOW

* deux volumes, 40 F éditions sociales

LES RENARDS DESCENDENT DANS LA RUE.



Galerias Lafayette

Les fourrures. De 1000f à 30000f.

d'inget - studio g.

ASIE

INDE : suicide d'une démocratie

(Suite de la première page.)

Parce qu'il a des relations, l'affaire en est restée là, mais il en a tiré la conclusion. Un de ses fils vit aux États-Unis. Dès qu'il le pourra, il le rejoindra avec le reste de sa famille. Comment ? Comme ceux qui l'ont précédé : avec un visa touristique, un billet aller-retour, pour éviter d'être suspecté, et quelques valises. Auparavant, il aura sans doute réalisé une partie de ses biens et alimenté, par le réseau des changeurs, un compte bancaire en Suisse.

Les hommes comme lui ont les moyens d'éviter les ennuis que connaissent les opposants appartenant à des couches sociales plus modestes. Au Tamil-Nadu, par exemple, le maître d'un village est averti que Mme Gandhi va faire une visite à ses administrés. Il devra prononcer un discours d'accueil. Selon l'usage, la police vient en prendre connaissance au préalable. Elle explique au maître qu'il « manque un paragraphe », celui dans lequel il remerciera le gouvernement d'avoir pris directement en main l'administration du Tamil-Nadu après la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée de Madras. Le maître refuse d'obtempérer... et se retrouve en prison.

« Prisons cinq étoiles »

Combien y a-t-il de détenus politiques ? Le pouvoir refuse de donner des chiffres précis et joue perpétuellement sur l'ambiguïté entre prisonniers politiques et auteurs de délits économiques, arrêtés les uns et les autres en vertu des pouvoirs spéciaux. En août, une dépêche de l'agence gouvernementale citait une déclaration du ministre de l'Intérieur devant le Parlement : selon laquelle une rallonge budgétaire de 50 millions de francs était prévue pour l'entretien des prisons. Quelques heures après avoir été lancée sur les téléécrans, cette dépêche était « annulée », le pouvoir ayant jugé qu'elle ferait mauvaise impression.

On enregistre régulièrement des déclarations officielles tout à fait impudentes sur le sort des prisonniers. A Goa, le chef de l'opposition avait affirmé que, avec une allocation de nourriture d'une valeur de 1,25 F par jour, les détenus coûtaient moins cher au gouvernement que les chiens policiers, dont la ration quotidienne vaut 2 F. Il lui fut répondu par le ministre de la Justice que la prison du territoire était « une prison cinq étoiles » et que, ce pourrait être « un charmant endroit pour passer un week-end » (Hindustan Times du 21 avril 1976). Interrogé sur le sort d'un détenu dans l'Haryana, le ministre de la défense a répondu finement qu'il était si bien traité qu'il « ne pourrait jamais vivre dans des conditions aussi confortables chez lui ». Selon ce ministre, les détenus « se reposent tranquillement dans les locaux du gouvernement, et leur seul malheur est qu'ils n'ont plus la possibilité de faire des voyages aux États-Unis » (dépêche de l'agence Samachar du 22 février 1976).

En vertu des pouvoirs spéciaux, le gouvernement peut faire incarcérer qui il veut sans que la justice ait à se prononcer. Les seuls procès ouverts ces derniers mois concernaient des Naxalites (1). Quinze d'entre eux ont été condamnés à la prison à vie à Hyderabad, le 30 août. Les dizaines de milliers de personnes qui ont été arrêtées non pas à cause d'activités révolutionnaires, mais en raison de leurs protestations contre l'abolition des libertés, n'ont d'autre espoir de sortir de prison que la grâce du prince. Plusieurs milliers d'entre elles ont effectivement été relâchées après une période de détention considérée comme un « avertissement ». Certaines ont reconnu par écrit leurs « erreurs ».

Parmi les détenus figurent des députés arrêtés sans que leurs collègues du parti gouvernemental se soient émus de cette atteinte à l'immunité parlementaire. Le pouvoir ne se contente plus de mettre les élus devant le fait accompli : il exige maintenant

leur complicité. A la demande du ministre de l'Intérieur, M. Om Mehta, le Rajya Sabha (Conseil des États) a expulsé de ses rangs, le 15 novembre, un parlementaire du parti Jana Sangh (de droite), M. Subramaniam Swamy, accusé d'avoir fait à l'étranger des déclarations hostiles au régime.

M. Mehta a déclaré qu'en « salissant l'image de l'Inde », M. Swamy lui avait imposé l'« assez pénible devoir » de requérir la levée de son immunité. Ce ton perpétuellement moralisateur est sans doute ce qu'il y a de plus distinctement supportable dans un pays où l'on torture et parfois exécute les adversaires trop résolu. C'est ainsi que, le 7 septembre, près de Julundur, au Pendjab, des inconnus ont agressé et tué, dans un café, M. Jagtar Singh Khambra, un des dirigeants du Parti communiste marxiste (C.P.M.) connu pour son caractère intègre.

L'intimidation

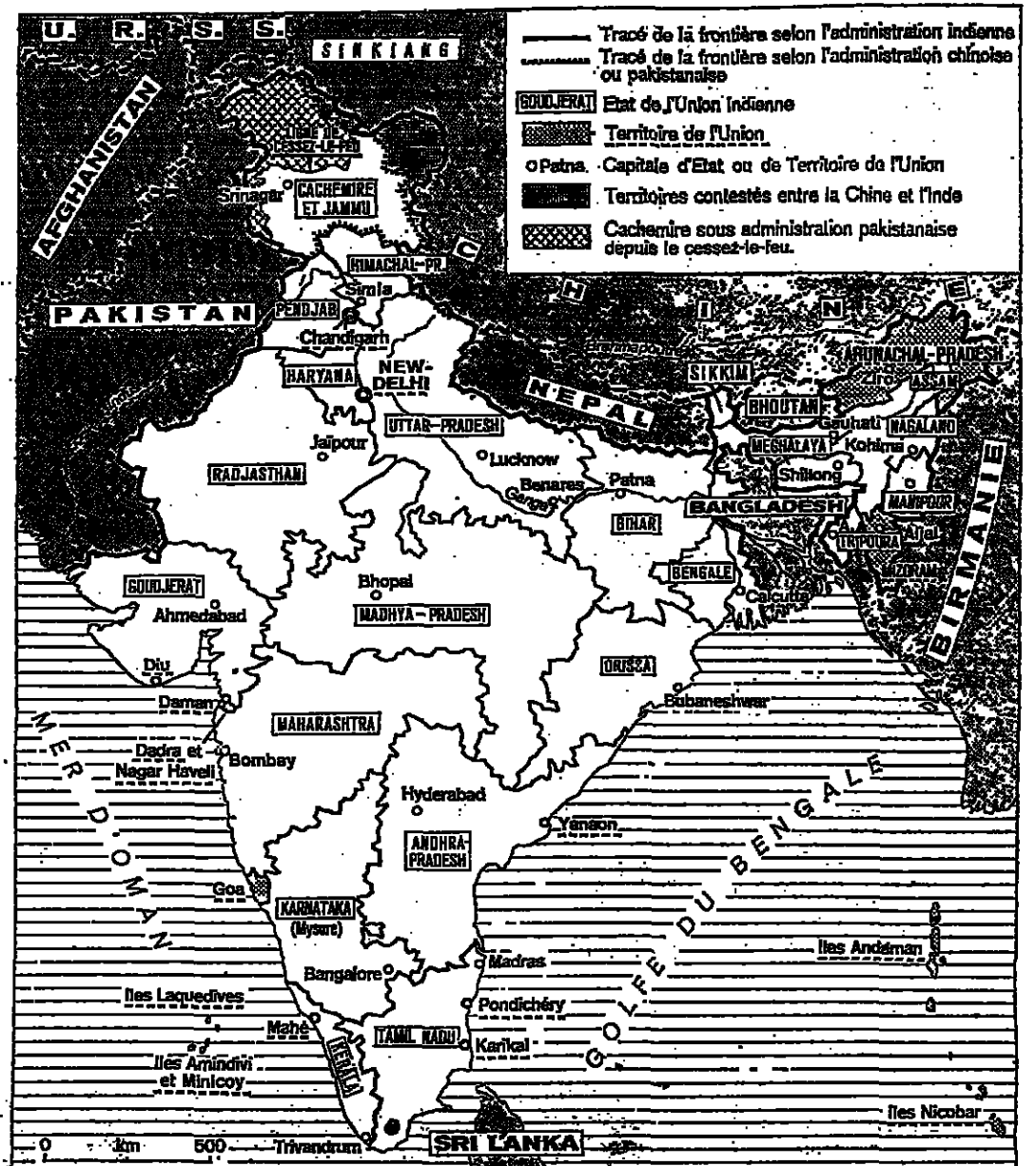
Pour le moment, l'élimination physique reste exceptionnelle, mais des fouilles faites par effraction au domicile de certains journalistes indiens et d'étudiants procèdent d'une volonté d'intimidation sans équivoque.

A New-Delhi, l'université Nehru, où sont surtout inscrits des étudiants déjà diplômés de l'enseignement supérieur, était considérée comme un foyer de contestation. Des équipes de chercheurs y faisaient des enquêtes économiques et sociales révélant la situation réelle des masses rurales. Plusieurs dizaines d'étudiants furent arrêtés dans les locaux de l'université lors de la proclamation de l'état d'urgence. Ils ont été relâchés, mais ils savent à quel point, pour un étudiant qui a un passé de militant, il est inutile d'essayer d'entrer à l'université Nehru. Dans la plupart des disciplines, l'admission à cette université est subordonnée à un examen ou à un concours. L'expérience montre que les candidats qui s'étaient signalés par leurs

activités politiques « échouent » à ces épreuves. D'autre part, les professeurs de l'université de Patna étaient soupçonnés d'avoir soutenu M. J. P. Narayan, le vieux dirigeant qui, se réclamant de la pensée de Gandhi, avait, au printemps 1976, défilé le premier mi-

personnage fatot, âgé de plus de soixante-dix ans, dont son élection par un conseil de grands électeurs, en 1974, aux pressions extérieures en sa faveur par Mme Gandhi, mécontente de l'esprit d'indépendance de M. Giri, son prédécesseur.

Gandhi participait à la réunion. Il a été rayé des cadres. Agé de trente ans, le fils du premier ministre s'était surtout fait remarquer, jusqu'à l'année dernière, par sa passion pour l'automobile. Grâce au concours plus ou moins volontaire de quel-



Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York
sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 14 h 45

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 19 h 05

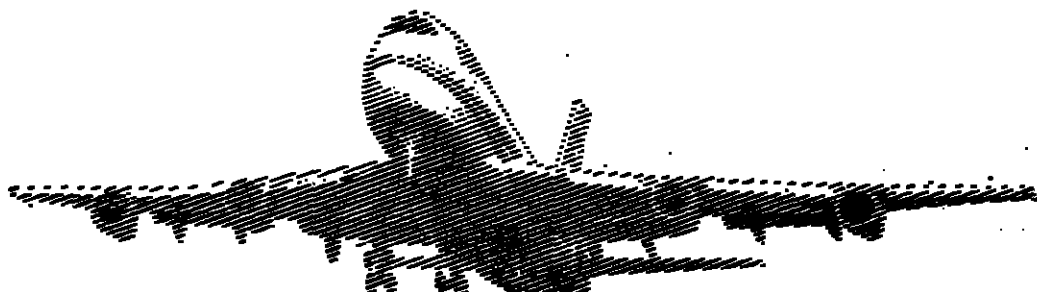
Washington
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 11 h 45 - Arrivée: 15 h 30

Los Angeles
San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ: 10 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 10
Arrivée San Francisco: 18 h 46

(Horaires du 6 au 31 octobre)



N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

ministre et ébranlé son pouvoir dans quelques États. Il est maintenant interdit à ces professeurs de publier quelques ouvrages que ce soit et de participer à des séminaires.

Organisés par des universités ou des associations, ces séminaires sont très fréquents en Inde. Les autorités ont découvert qu'une réunion de plusieurs centaines de personnes venant de régions différentes peut être un moyen de faire circuler l'information. Les mesures nécessaires ont été prises. L'organisation de journées d'études sur les problèmes du développement rural n'est plus autorisée. La police était venue lui demander la suite traitée et le nom des orateurs.

Chacun se rendant compte que l'information officielle n'est plus crédible, la capitale indienne est devenue une vaste foire aux rumeurs : le ministre de la défense a été arrêté ; M. Sanjay Gandhi vient d'échapper à un attentat ; Mme Gandhi a un cancer, et c'est pour cela qu'elle brusque le cours de l'histoire, etc.

Les autorités, qui ont fait mettre à l'arrière des autobus un panneau dénonçant « les semeurs de rumeurs, les pères ennemis de la nation », ne doivent-elles pas s'en prendre d'abord à elles-mêmes ?

La passivité du président Ahmed

Une des énigmes est l'absence apparente de résistance contre l'évolution du régime. Le président de la République, M. Fakhrudin Ali Ahmed, a signé sans surveiller toutes les ordonnances portant atteinte aux libertés dont la Constitution lui confiait la garde. Il s'est prononcé en faveur des amendements à la loi fondamentale, alors même qu'un de ces amendements stipule qu'il sera désormais « tenu par les actes » du premier ministre. La Constitution n'accorde pas beaucoup de pouvoirs au chef de l'État, mais sa signature était nécessaire au bas de certains textes, et il n'est pas évident qu'un président ayant quelque personnalité aurait été contraint de parapher les ordonnances préparées par le premier ministre. Mais M. Ahmed,

Plus difficilement explicable est la soumission des caciques du Congrès, les Chavan, les Ram, les Swaran Singh. Ils auraient pu au moins refuser le rôle de simples exécutants qui est aujourd'hui le leur. Certains laissent entendre que Mme Gandhi a « des dossiers » sur ceux qui auraient pu la gêner, et que l'arrestation au Bengale, en juin, de quelques dirigeants du Congrès accusés de corruption a servi d'avertissement. Il est plus probable qu'elle s'est contentée d'exploiter les rivalités des « grands ministres » pour les paralyser.

Que pensent les militaires de cette évolution ? Pendant les deux jours qui ont suivi la proclamation de l'état d'urgence, l'aviation n'a pas été autorisée à prendre l'air et certains officiers de marine ont été consignés à leur domicile. Mais les camions de l'armée de terre ont servi à transporter des militants pour des manifestations de soutien à Mme Gandhi. Des hommes de troupe ont été mobilisés pour grossir ces manifestations... en civil.

L'armée, qui s'était émise de la longue grève des cheminots, au printemps 1974, ne pouvait que se féliciter d'un retour à l'ordre. Les soldes ont considérablement augmenté depuis juin 1975. Peut-on cependant imaginer que des officiers soient tentés d'intervenir après avoir constaté que l'état d'urgence n'était que la première étape de la confiscation des libertés ? Les événements pourraient-ils servir de prétexte à un coup d'État organisé par quelques ambitieux ?

L'Inde a des dimensions continentales qui rendent aléatoire la réussite d'un putsch à l'aficaine. Il faudrait que les conjurés disposent d'un consensus difficile à établir entre des unités nombreuses et dispersées. D'autre part, la génération des officiers généraux ne s'est guère intéressée à la politique.

Naissance d'une dynastie

Le ministre de la défense a cependant jugé nécessaire de faire mettre à jour les fiches de quatre mille officiers, mais il ne faut sans doute pas s'attendre à autre chose qu'à quelques protestations individuelles. Récemment, un général, membre d'un comité sur les questions de défense, a demandé à quel titre M. Sanjay

ques industriels, il avait créé une usine destinée à fabriquer une voiture populaire. Ce fut un fiasco. Il n'a pas pour autant renoncé aux affaires. On cultive dans le monde du commerce et de l'industrie les quelques intimes qui peuvent « donner un coup de patte » à Sanjay pour faciliter certaines transactions.

Mais le petit-fils de Nehru a des ambitions d'un autre ordre. Devenu le chef des jeunes du parti du Congrès, il a entrepris dans le pays des tournées savamment organisées au cours desquelles cet homme sans mandat populaire se comporte en démiurge inspiré. Sa mère a un programme en vingt points. Le sien en comporte cinq : lutte contre l'analphabétisme, le système de la dot et celui des castes ; encouragement au planning familial ; protection de la nature par le reboisement. Voilà pour la partie visible de l'iceberg. Au-dessous, il y a le noyautage de l'administration, et même du cabinet fédéral, par des hommes prêts à tout, tel M. Bansi Lal, ministre de la défense, ancien chef du gouvernement de l'Haryana et grand ordonnateur des manifestations du Congrès.

Les auteurs de tracts envoyés aux correspondants étrangers ne désignent plus Mme Gandhi que par le mot « MAD », abréviation de *Madam Dictator*, qui signifie aussi « la folle » en anglais. Mais, aujourd'hui encore, beaucoup d'Indiens se déclarent gênés par les vives critiques dont leur premier ministre est l'objet en Occident. Ils hésitent à condamner sans nuance la fille de Nehru, et veulent croire que les nombreux « excès » enregistrés dans le pays ne sont pas portés à sa connaissance. En revanche, presque toute l'élite est attirée par l'ascension de M. Sanjay Gandhi. Celui-ci est contesté au sein même de la formation qu'il dirige.

Sans doute, Mme Gandhi n'ignore-t-elle pas que le moins sérieux de ses deux fils serait difficilement accepté par le pays. Mais pourquoi s'étonner que, devenue « reine », elle cherche à perpétuer la dynastie ?

JEAN DE LA GUERVIÈRE.

Prochain article :

LA STÉRILISATION DES PAUVRES

صديقا من الامم

AFRIQUE

Algérie

La Constitution a été approuvée par 99,18 % des suffrages exprimés

De notre correspondant

Alger. — La Constitution a été approuvée par 7 080 904 Algériens sur 7 080 954 inscrits et 7 163 007 votants, a annoncé samedi 20 novembre, M. Abdelghani, ministre de l'Intérieur, au cours d'une conférence de presse sur les résultats du référendum du 19 novembre. Les « oui » atteignent 99,18 % par rapport aux 7 138 826 suffrages exprimés, contre 98,50 % lors du référendum sur la charte nationale du 27 juin. Le nombre des « non » n'est que de 57 822 contre 103 729 dans le cas de la charte.

C'est à Alger que les abstentions ont été le plus élevées : près de 48 % sur 883 160 inscrits, il n'y a eu que 546 534 votants, soit 61,01 % contre 69,12 % en juin. La capitale mise à part, la participation a été très élevée dans l'ensemble du pays. Son taux surprend même dans certaines wilayas, comme celle d'Oum-el-Bouaghi, où il n'y eu que 213 abstentions, ce qui laisse supposer que, sur les 180 000 inscrits, il n'y avait guère de malades, de personnes en déplacement, ou de citoyens découragés par le mauvais temps.

Comme on lui demandait à quel il attribuait la plus forte participation à ce référendum par rapport au précédent, le ministre de l'Intérieur a répondu que la Constitution avait un « effet sécurisant ». Lors du débat sur la charte, les Algériens avaient demandé avec insistance que les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen soient garantis sans ambiguïté, et ils estiment, à cet égard, que le texte constitutionnel a combié un vœu.

M. Abdelghani a indiqué que tous les villages socialistes ont voté « oui » à 100 %. Ce taux a été pratiquement atteint dans plusieurs centres industriels, comme Hassi-Messoud. Il a précisé que les listes électorales étaient en cours de révision, et que cette opération serait terminée d'ici à la fin de l'année. On constate d'ailleurs qu'à Constantine le nombre des électeurs inscrits a diminué de cinquante-cinq mille six cent quarante-cinq par rapport aux précédentes consultations, à la suite des opérations de révision.

La première Constitution avait été approuvée, le 8 septembre 1960, par 1 666 185 « oui », contre 105 917 « non », sur 6 391 818 votants et 6 283 974 suffrages exprimés. Parue au Journal officiel du 10 sep-

tembre, elle n'avait été appliquée que pendant vingt-trois jours. M. Ben Bella, élu président de la République le 15, ayant pris les pleins pouvoirs le 3 octobre pour faire face à l'agitation des maquis kabyles et à la « guerre des sables » avec le Maroc. Il les avait conservés jusqu'à sa chute, le 19 juin 1965.

L'ordonnance du 10 juillet 1965 précisait que le Conseil de la révolution « est le dépositaire de l'autorité souveraine » avait mis entre parenthèses la Constitution et l'Assemblée constituante, qui était entre-temps transformée en Assemblée nationale. Le président Soumadiène s'en était expliqué et l'a rappelé dans un récent discours : « Nous avons tenté directement, après l'indépendance, de renforcer la légitimité révolutionnaire par la légitimité constitutionnelle. Le résultat a été un échec lamentable. Je ne vise pas les hommes. Les institutions mises en place à l'époque ne pouvaient, en effet, faire face aux difficultés. Elles étaient incapables d'affronter la réalité du pays. »

PAUL BALTA.

Tunisie

Mort de M. M'Hamed Chenik ancien président du conseil sous le protectorat

De notre correspondante

Tunis. — M. M'Hamed Chenik, ancien président du conseil des ministres tunisien, un des nationalistes les plus respectés parmi les anciens militants du Néo-Destour, est mort à Tunis, samedi 20 novembre, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Issu d'une grande famille bourgeoise, il avait été président de la chambre de commerce tunisienne sous le protectorat, et avait contribué activement à la mise en place de la « coopération tunisienne de crédit ».

M. Chenik, qui avait été premier ministre de Moncef Bey en 1943, avait assumé les fonctions de président du conseil de 1950 à 1952 (1). A ce titre, il était rendu à Paris en octobre 1951 pour des négociations décisives « visant à obtenir du gouvernement français des mesures propres à assurer aux Tunisiens une participation plus grande dans les affaires politiques de leur pays ; il avait remis à cette occasion à M. Maurice Schumann, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, une note demandant « un gouvernement tunisien homogène, une Assemblée législative tunisienne, un statut tunisien de la fonction publique ». Après l'échec de cette démarche et la décision prise par le Néo-Destour de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, M. Chenik avait été démis de ses fonctions par le nouveau résident général français, M. de Hauteclocque, et déporté plusieurs semaines à Kébil, dans le sud du Pays.

Dans un message envoyé dimanche soir de Genève, où il est en convalescence, le président Bourguiba a salué « un Tunisien authentique, intègre et doué », et rendu hommage à son militantisme. — M. F.

(1) M. Salah Ben Youssef, alors secrétaire général du Néo-Destour, avait été nommé en août 1950 ministre de la Justice dans ce cabinet.

C.E.L.T.I.

COOPERATION ETUDES, LOISIRS
TOURISME INTERNATIONAL

Le C.E.L.T.I., lieu de rencontre, de réflexion et de recherche spécialisée dans la coopération vers les pays en voie de développement dans le domaine du tourisme et des loisirs, propose une série de séminaires de formation sur les thèmes suivants :

- Urbanisme, Architecture, Loisirs ;
- Evolution de la demande, de la motivation et de la commercialisation ;
- L'aménagement ;
- Les Mathématiques appliquées ;
- L'Animation socio-culturelle ;
- L'Economie et l'espace ;
- Secteur associatif - Agences de voyages.

Ces séminaires sont ouverts à des responsables de collectivités et des étudiants en recherche de formation complémentaire.

Grâce à la place importante réservée aux débats, les problèmes qui se posent en France dans le domaine des loisirs et des vacances pourront aussi être analysés en commun, à la suite des exposés.

Le programme détaillé de ce cycle de formation vous sera communiqué sur simple demande à :

C.E.L.T.I. - 8, rue Oréet, 75009 PARIS.

(*) Les séminaires se tiendront au « Centre d'Etudes Supérieures du Tourisme » de l'Université de la Sorbonne, 13, rue de Saint-Jacques, 75005 PARIS (Métro Gennevilliers-Danton).

LES GRANDS PROJETS DU CAMEROUN

A l'occasion des « Journées camerounaises » organisées par le C.N.P.F., avec l'industrie française, du 22 au 24 novembre à Paris, AFRIQUE-INDUSTRIE-INFRASTRUCTURES publie un supplément de 90 pages consacré aux perspectives de développement économique du Cameroun.

Au sommaire :

- L'interview du Président Ahmadou AHIDJO.
- L'interview de M. Youssouf DOUADA, ministre de l'Economie et du Plan.
- L'analyse détaillée du IV^e Plan quinquennal de développement 1976-1981.
- La présentation des projets en cours ou en voie de réalisation : Industrie, équipement, barrages, ports, routes...
- La récapitulation des investissements : 725 milliards C.F.A. sur cinq ans.

Par ailleurs, le numéro du 1^{er} novembre du mensuel AFRIQUE AGRICULTURE, consacré à l'agriculture camerounaise, comporte une présentation du volet agricole du Plan 1976-1981 et des projets agro-industriels ainsi qu'une interview de M. Gilbert ANDRE TSOUNGUE, ministre de l'Agriculture.

Ces deux numéros (14 et 5 FF) sont disponibles à : AFRIQUE-INDUSTRIE-INFRASTRUCTURES, 11, rue de Téhéran, 75008 PARIS. Tél. 227-74-76 (C.C.P. : PARIS 24-021-61).

Dans les 8 BHV.

L'hiver commence bien dans les 8 BHV!
Jusqu'au 31 décembre, 9 mois de crédit gratuit*
sur tout le magasin à partir de 500F d'achats!

CREDIT GRATUIT
SUR TOUT LE MAGASIN
MEME SUR LA HI-FI, LA T.V. ET L'ELECTRO-MENAGER

Voilà de quoi faire sortir de chez eux les frieux pour visiter au plus vite le BHV le plus proche ! 9 mois de crédit entièrement gratuit à partir de 500 F d'achats seulement. De quoi se sentir à l'aise pour meubler et décorer sa maison, équiper sa cuisine en électroménager et en rangements. Choisir des literies plus confortables, offrir quelques jolis cadeaux, ou s'offrir à soi-même ce que l'on se refusait depuis longtemps.

*Après acceptation du dossier. A l'exception des services et des articles signalés par points verts. Dans la limite des stocks disponibles. Non cumulable avec franco province et les opérations promotionnelles.

Exemple : lave-vaisselle Vedette 12 couverts 1850 F.
Avec le Crédit Gratuit 1^{er} versement comptant : 374 F
et 9 mensualités de 164 F = 1476 F
toujours 1850 F

BHV

Pour être sûr de bien choisir.

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

République Sud-Africaine

UN MINISTRE « ULTRA » REMET EN CAUSE L'AUTORITÉ DE M. VORSTER A PROPOS DE L'APARTHEID

Johannesburg (A.F.P.). — M. Vorster, premier ministre sud-africain, affronte une des crises politiques les plus graves de sa carrière, elle est provoquée par l'intransigence d'un de ses ministres, M. Treurnicht, opposé à toute libéralisation de la politique raciale. Vice-ministre de l'Administration bantoue, M. Treurnicht a multiplié, depuis le début des manifestations dans les cités noires, les déclarations en faveur du renforcement de la politique d'apartheid.

Vendredi 19 novembre encore, alors que le gouvernement étudie la possibilité d'ouvrir les théâtres à tous, sans considération de race et que certains établissements ont appliqué la mesure sans attendre la modification de la loi, M. Treurnicht s'est opposé, dans un discours, à tout changement dans les théâtres, les églises ou les transports en commun. Considéré comme le chef de file de la tendance la plus conservatrice du parti nationaliste, il a mis en cause l'autorité du premier ministre, et son attitude provoque des remous au sein du parti.

La presse africaine, et en particulier Die Transvaler, a réagi en lançant contre le vice-ministre, surnommé M. « Non » une campagne à laquelle se sont joints de nombreux parlementaires, des hommes d'affaires et des industriels proches du pouvoir.

M. Harry Mashabela, journaliste africain du quotidien Star, de Johannesburg, a été libéré par les autorités, apprend-on dimanche 21 novembre. Détenu pendant plusieurs semaines, puis libéré après avoir servi de témoin à charge au procès d'un autre journaliste, M. Holiday, M. Mashabela avait été à nouveau inculpé pour un autre motif. La police lui avait promis la liberté en échange de son témoignage au procès de M. Holiday, accusé d'avoir publié des tracts du Congrès national africain (ANC) et du P.C., deux mouvements interdits. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Le gouvernement brésilien se félicite du succès de ses partisans aux élections municipales

Rio-de-Janeiro. — Le gouvernement a gagné les élections municipales du 15 novembre, dont il voulait faire un test de sa popularité. Bien que les résultats ne soient pas encore complets, six jours après le scrutin, les laissent prévoir une marge d'au moins deux millions de voix en faveur du parti gouvernemental, sur un total de suffrages exprimés qui devrait être inférieur à trente millions. Ce succès a été obtenu par des méthodes fort peu démocratiques, et il est difficile de prévoir si le président Geisel s'en prévaudra pour libérer la vie politique ou, au contraire, pour assurer la continuité du régime de force imposé depuis 1964.

L'opposition a dominé dans les grandes villes, et le gouvernement dans l'intérieur. Le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B., opposition), arrive en tête dans dix-huit des trente-deux villes de plus de cent mille électeurs. Il obtient ses plus grands succès à Rio-de-Janeiro, avec 70 % des suffrages exprimés ; à Porto Alegre, avec 65 % ; à São Paulo, avec 60 % ; et à Belo Horizonte, avec 57 % des voix. Il gagne de façon inattendue à Salvador, cinquante agglomération du pays, mais il est battu à Recife, alors qu'il espérait une victoire due

au délaçement dramatique de la capitale du Nord-Est.

Le parti gouvernemental, l'Arená, se targue d'avoir remporté un grand nombre de maires. Mais ce résultat a été d'autant plus facile à atteindre que seuls les conseils municipaux étaient à renouveler dans les grandes agglomérations. Les maires sont nommés, en effet, dans les capitales des vingt-deux États. En outre, en raison de la faiblesse de son implantation rurale, le M.D.B. n'a pas présenté de candidats dans plus d'un tiers des communes.

Le parti gouvernemental élira peut-être ainsi plus de trois mille maires, contre un peu plus de six cents pour l'opposition. Il mène pour l'instant avec 62 % des suffrages. Pourtant, par rapport aux élections de 1972, le M.D.B. est en progrès : il n'avait obtenu alors que 481 maires et obtenu 14 % des voix (contre 38 % aujourd'hui). Mais les comparaisons avec tout scrutin antérieur sont difficiles à faire. Selon l'opinion choisie, on peut affirmer en effet que l'opposition a amélioré ses positions, ou qu'elle est, au contraire, en perte de vitesse.

En 1972, le gouvernement Médici avait exercé de violentes pressions sur l'électorat. De nombreuses arrestations avaient été opérées

pendant la campagne. Affaibli par la « cassation » de plusieurs dizaines de mandats, trois ans auparavant, le M.D.B. avait été, en outre, en butte à toutes sortes de menaces policières. Beaucoup d'électeurs s'étaient abstenus ou avaient voté blanc. Deux ans plus tard, en revanche, le gouvernement Geisel avait organisé des élections législatives « propres » : pas de menaces, une grande liberté de débat, la radio et la télévision offertes gratuitement aux candidats. Le M.D.B. avait obtenu 60 % des suffrages dans l'élection des députés, qui représentaient le choix le plus simple, le plus politique offert aux électeurs.

Une méthode efficace

Peu désireux d'essayer un nouvel échec, le gouvernement avait pris cette année plusieurs précautions. Il a procédé à une vaste épurée au sein du M.D.B. ; il a fait arrêter plusieurs centaines de militants soupçonnés de liens avec le parti communiste (alandestin), et « cassé » le mandat de

De notre correspondant

cinq députés jugés trop contestataires. En même temps qu'il interdisait toute campagne à la radio et à la télévision, ce qui a entravé la progression du M.D.B. dans l'intérieur, il utilisait en vue des élections son appareil de propagande et sa machine administrative.

La méthode a été efficace. Dans un pays d'aussi vastes dimensions, l'opposition a dû se contenter de faire du porte-à-porte pour parler à la population de ses conditions de vie, souvent proches de la misère. L'élection a été « municipale » au maximum. Le gouvernement a perdu dans la majorité des grandes villes, mais dominé largement là où règne l'analphabétisme, et où les emplois et les subventions dépendent encore d'un « bon choix » électoral.

Si l'on compare, à deux ans d'intervalle, les deux élections qui offrent le plus de similitudes, celle des assemblées législatives des États en 1974 et celle des conseils municipaux cette année, on constate que le M.D.B. est en recul : il avait obtenu alors 48 % des suffrages, il n'en a plus que 46 % et il est probable que ce

pourcentage sera encore réduit à la fin du dépouillement. L'opposition subit son échec le plus cuisant dans l'État le plus industrialisé et le plus peuplé du pays, celui de São Paulo, où elle avait obtenu 62 % des suffrages en 1974 et en a moins de la moitié cette année. Elle est en baisse dans les deux États où elle reste majoritaire, celui de Rio-de-Janeiro et celui du Rio-Grande-do-Sul. Dans certaines communes, un pourcentage appréciable d'électeurs a voté blanc, ce qui est une façon comme une autre de protester.

Les principaux chefs de l'opposition ont tiré du scrutin des conclusions optimistes. Plus que de l'équilibre relatif des forces, ils se sont félicités de ce qu'une élection « de plus » ait eu lieu. Selon eux, en effet, le gouvernement s'est engagé dans une « dynamique électorale » qu'il aura du mal à arrêter, à moins de recourir de nouveau à des mesures d'exception qui sont d'une extrême impopularité. Les dirigeants du M.D.B. forment sans doute l'analyse, afin d'encourager le « système » à accepter d'avancer les élections de 1978, politiquement les plus importantes.

Dans deux ans les Brésiliens renouvelleront le Congrès, appelé à élire le président de la

Republique cinq ans plus tard. En outre, ils devraient choisir leurs gouverneurs au suffrage universel, à s'en tenir à la lettre de la Constitution. Ceux-ci sont actuellement désignés par Brasilia et avalisés par un collège restreint au cours d'une élection de pure forme.

Si le gouvernement avait perdu les élections municipales, il est probable qu'il ne serait absolument pas tenté de réaliser, en 1978, les élections de gouverneurs au suffrage universel. Aujourd'hui, il peut se sentir en mesure d'affronter une telle échéance, et surtout de la faire accepter par les militaires les moins éduqués par le jeu électoral. Tel est le calcul que peuvent faire les plus optimistes des opposants.

Un tel calcul risque d'être déjoué pour plusieurs raisons. Il repose sur la volonté, et la capacité, du général Geisel, de normaliser la vie politique du pays. Or le chef de l'État s'est souvent contredit, il a souvent renié, au gré des circonstances, ses promesses initiales de démocratisation ; rien ne dit qu'il sera capable de faire accepter à ses collègues la possibilité de voir des gouverneurs élus par l'opposition.

CHARLES VANHECKE



SCANIA FRANCE S.A., membre du très important groupe suédois SAAB SCANIA, a été récemment créée pour commercialiser la gamme de véhicules poids lourds SCANIA. L'implantation d'ateliers et de bureaux est prévue à Cergy-Pontoise en 1977. Cette nouvelle société recherche deux cadres placés directement sous l'autorité du Directeur Général.

Direction Après-Vente France

140.000 F

En étroite liaison avec la Direction Commerciale et le réseau de concessionnaires, il aura pour mission de constituer, d'animer et de gérer un service comprenant un réseau d'inspecteurs techniques, des collaborateurs chargés des problèmes de garantie et d'expertise et un atelier effectuant les modifications et les échanges standards avant la livraison des véhicules. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, justifiant d'une solide expérience de l'après-vente, dans les poids lourds ou dans un secteur similaire (automobile, matériel TP, machinisme agricole...). Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, liée à l'expérience, sera de l'ordre de 140.000 francs. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2479M

Direction Pièces de Rechange France

120.000 F

Il aura pour mission de constituer, d'animer et de gérer un service d'importation, de stockage, de distribution et de marketing des pièces de rechange. Il assurera la liaison avec l'usine suédoise et les relations avec les concessionnaires français. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, ayant acquis une bonne expérience des moyens modernes de gestion des approvisionnements, des stocks et de la distribution. Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée à l'expérience. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2480M

DIRECTEUR DE FILIALES DE VENTE

110.000 F

GROSILLEX, un des leaders européens dans la transformation des matières plastiques, recherche son Directeur des départements filiales « contenants pour fleurs et plantes et accessoires sanitaires ». Rendant compte au Directeur Général de la division « grand public », il aura pour mission d'animer et de développer les activités des deux départements dans les différentes filiales européennes. Il assurera, dans chaque département en filiale, la mise en place et le suivi d'un marketing opérationnel en intégrant dans une politique européenne. Il participera au développement des nouveaux produits et recherchera des marchés neufs. Il sera responsable de l'application des règles de gestion communes et optimisera les liaisons logistiques entre la France et les filiales. Il animera les hommes en les responsabilisant. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, de formation commerciale supérieure, ayant acquis une expérience de la gestion, du marketing et de l'organisation de la vente, de préférence dans des produits de grande distribution. La pratique courante de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est indispensable. A la rémunération fixe s'ajoutent une assiette de primes ainsi que des avantages substantiels. Il faut envisager une résidence à Oyonnax et des déplacements fréquents. Écrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/3404M

INGÉNIEUR POMPES INDUSTRIELLES

Nord

Adjoint Directeur Commercial — Une importante société recherche pour son secteur « pompes », un Adjoint au Directeur Commercial. Rendant compte à ce dernier, il jouera non seulement un rôle commercial au niveau de la prospection et de la vente du matériel, mais en outre, un rôle technique important. Il devra en particulier conseiller les clients, les aider à orienter leur choix vers les solutions techniques les plus satisfaisantes en fonction de leurs besoins. Ce poste, qui implique des déplacements fréquents en France et à l'étranger, conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, Ingénieur ou d'un niveau équivalent, possédant de solides connaissances en mécanique, électricité et hydraulique. Il aura acquis une expérience dans la vente de biens d'équipement industriels. La pratique de l'anglais est souhaitable. La rémunération annuelle de départ, importante, sera fixée en fonction des compétences acquises. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. B/5579M

RESPONSABLE VENTES EUROPE

Bruxelles

BLACK ET DECKER, N° 1 mondial de l'outillage électrique, recherche pour sa Division « équipements de nettoyage industriel » un Responsable des Ventes pour l'Europe. Basé probablement à Bruxelles et sous l'autorité du Directeur de cette Division, il supervisera une force de vente, actuellement de 5 personnes (moins en expansion), réparties en Europe. Il maintiendra, en outre, un contact direct avec les principaux clients. Les candidats devront être âgés au minimum de 30 ans et posséderont une solide expérience de la vente et de l'animation d'une équipe. Ils devront faire preuve d'une excellente capacité de négociation à haut niveau, en langue française, anglaise et allemande. De très nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir. La rémunération de départ sera fonction de l'expérience acquise. Adresser C.V. détaillé en anglais et prétentions. Écrire à Paris. Réf. B/5579M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Munich - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

MARKETING PRODUITS INDUSTRIELS

130.000 F

Une importante société française, spécialisée dans la réalisation et la vente de systèmes de télécommunication, recherche pour son siège en banlieue Sud, un Chef de service Marketing. Rendant compte au Directeur Commercial, il sera responsable de l'élaboration et de la formulation de la stratégie commerciale. Il recommandera des axes de travail au niveau des plans, budgets, produits, prix, marchés et distribution, à partir des analyses et recherches réalisées sous sa direction. Il assistera l'opérationnel dans la réalisation des programmes et assurera les liaisons internes au niveau du groupe. Ce poste conviendrait à un homme de marketing âgé de 32 ans minimum, diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs ayant une expérience confirmée du marketing des produits industriels acquis de préférence dans le domaine des industries électro-mécaniques ou électroniques. Une pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2352CM

INGÉNIEUR CONSEIL

120.000 F

Un cabinet conseil d'entreprise de moyenne importance, à vocation organisation générale et formation, recherche un Ingénieur Conseil confirmé pour renforcer son équipe et participer au développement de la société. Le candidat retenu sera en mesure de mener lui-même les interventions et de participer aux études préliminaires. Ce poste conviendrait à un ingénieur expérimenté, possédant une très solide pratique de la formation de cadres, techniciens, agents de maîtrise, ... (analyse des besoins, conduite des séminaires...). et de l'organisation du travail (gestion des tâches, gestion de la production). Une bonne connaissance de la langue allemande serait appréciée. La fonction implique une grande disponibilité. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2481M

CONSTRUCTION MATÉRIEL ROULANT

Région Nord

Une importante société métallurgique, spécialisée dans la conception et la fabrication de matériel lourd de transport, renforce ses structures en créant dans sa principale unité de production située en région Nord, les trois postes suivants :

Responsable Administration Usine

100.000 F

Personnel - Services Généraux : Rattaché au Directeur de cette unité de production du Nord, ce Responsable aura pour mission principale de gérer le personnel tant sur le plan administratif que sur celui de l'animation (formation — tenue des différentes commissions — relations maîtres et délégués — conditions de travail — information...). En outre, il prendra l'ensemble de l'organisation administrative qu'il améliorera et complètera (gestion stocks — nomenclatures — développement des applications informatiques...). Il supervisera une équipe d'une vingtaine de personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant impérativement une formation supérieure (ESC — licence en droit ou sciences économiques). Il aura déjà acquis une première expérience dans la gestion du personnel si possible dans une industrie de transformation et connaîtra la législation sociale. Nous retiendrons les qualités de méthode, le sens du contact, mais surtout les capacités et la volonté d'évoluer en terme de responsabilités supérieures. Le salaire annuel de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 100.000 francs. Ce poste constitue une réelle opportunité de carrière pour un candidat de fort potentiel. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/4334M

Responsable Méthodes

100.000 F

Rattaché au Chef de Fabrication, il améliorera les implantations et les circuits de manutention existants. Il organisera les nouvelles chaînes de fabrication dont il mettra au point les outillages nécessaires. Pour cela, il travaillera dans le cadre d'un budget et d'un investissement qu'il gèrera. Il établira des devis en temps et en contrôlera la réalisation. Il sera assisté d'une équipe de 6 dessinateurs et de 5 préparateurs-chronométrateurs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation Ingénieur (AM — ICAM ou équivalent) ayant déjà acquis une expérience similaire dans un service méthodes si possible en chaudronnerie lourde ou moyenne. Il connaîtra les techniques de montage et de soudage. Le salaire annuel de départ, fonction du niveau de compétence acquis, sera de l'ordre de 100.000 francs. Les possibilités ultérieures d'élargissement des responsabilités nous permettent de retenir un candidat de fort potentiel. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/4335M

Responsable Recherche-Développement

100.000 F

Dépendant du Directeur Technique, ce Responsable travaillera selon un programme établi en collaboration avec la Direction Générale, Commerciale, Technique et lui-même, orientant les axes de recherche en matière de produits nouveaux. Il suivra le matériel en service ainsi que l'évolution de la concurrence et participera aux échanges extérieurs afin de faire bénéficier la société des apports nouveaux en technique ou en accessoires. Parallèlement, il aura une activité fonctionnelle vis-à-vis du bureau d'études (30 personnes) en matière de méthodes et d'organisation du travail (catalogue — gestion informatique — standardisation). Il animera lui-même une équipe de 6 dessinateurs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation Ingénieur, possédant un bagage scientifique assez large notamment en thermo-dynamique et en résistance des matériaux ainsi que de bonnes bases en construction mécanique. Il aura acquis une expérience de bureau d'études et désirera mettre en valeur ses qualités d'innovation et d'imagination. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire, une deuxième langue serait un atout supplémentaire. Le salaire annuel de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 100.000 francs. Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution vers des responsabilités ultérieures plus importantes. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/4336M

صكنا من الامل

PROCHE-ORIENT

Israël

APRÈS UN INCIDENT SUR LA FRONTIÈRE LIBANAISE

Le gouvernement de Jérusalem adresse une mise en garde à la Syrie

Le président Sadate se prononce pour un règlement global avec Israël à la conférence de Genève.

Dans une interview à l'hebdomadaire américain Time et publiée samedi 20 novembre, le président Sadate s'est prononcé en faveur d'un règlement global avec Israël, qui serait élaboré à la conférence de Genève. Il a déclaré : « Je suis favorable à la signature d'un document mettant fin publiquement, formellement et légalement à l'état de belligérance entre nous et Israël. J'insisterai sur le retrait total des Israéliens des territoires arabes occupés et sur l'établissement d'un Etat palestinien sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza. »

Le chef de l'Etat égyptien a cependant écarté l'hypothèse de relations diplomatiques normales entre son pays et Israël. Il a précisé à ce propos :

« Après la fin de l'état de belligérance, nos relations avec Israël seraient de même nature que celles qu'entretenaient les Etats-Unis et la Chine. Vous avez mis fin à votre guerre de Corée et coexistez avec la Chine pendant plusieurs décennies, mais pendant ce temps vous n'avez pas eu de relations. A un moment, les circonstances vous ont rapprochées. La même chose pourrait survenir ici. »

M. Sadate a rejeté la diplomatie du « pas à pas » et lancé un appel pour la convocation, en 1977, d'une conférence à Genève, où les Palestiniens seraient admis. Abordant la question de la liberté de navigation dans le canal de Suez et dans les détroits d'Akaba, le chef de l'Etat s'est déclaré prêt à accepter la présence des forces de l'ONU pour garantir le passage sans entraves des bâtiments israéliens.

Le colonel Kadafi ne croit pas en une « honorable solution politique »

De son côté, le président Kadafi a déclaré dans une interview publiée dimanche par le quotidien italien la Stampa : « Si Israël et beaucoup de Palestiniens semblent aujourd'hui favorables à l'idée d'un mini-Etat (palestinien), c'est, à mon avis, qu'ils pensent que cela peut conduire en fin de compte à la destruction d'Israël. »

Il a confirmé qu'il ne croit pas en la possibilité d'une « honorable solution politique » car « le problème reste le même : le retour des Palestiniens sur leur terre. Une solution politique ne semble possible que si les Israéliens s'en rendent compte. »

Le colonel a reproché aux Etats-Unis « une attitude agressive » à l'égard de la Libye, mais il a souhaité une évolution dans ces rapports. Evoquant ses rapports avec l'U.R.S.S., il a précisé : « Nous ne redoutons aucune infiltration idéologique car nous avons une idéologie, notre propre idée socialiste... Serait-il logique que, après avoir lutté pour chasser les Américains et les Anglais de notre pays, nous concédions maintenant d'hui des bases militaires à d'autres étrangers ? » — (A.F.P.)

La Syrie a annoncé, samedi soir 20 novembre, qu'elle avait décidé de proroger de six mois le mandat des « casques bleus » de l'ONU dans le Golan, lequel expire le 30 novembre prochain. Cette décision a été accueillie favorablement en Israël. En revanche, le gouvernement de Jérusalem a adressé une mise en garde à Damas, plusieurs obus de bazooka ayant été tirés à

partir du territoire libanais sur la localité israélienne de Naharya, provoquant de légers dégâts matériels. En représailles, l'artillerie de l'Etat juif a bombardé plusieurs localités du Sud-Liban. L'attaque contre Naharya est la première perpétrée en huit mois par des fedayin palestiniens, dont les rapports avec la Syrie se sont « normalisés » depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Liban.

De notre correspondant

court le gouvernement de M. Rabin. En attendant la contre-offensive réclamée à cor et à cri par l'ensemble de la presse, MM. Rabin, Pères et Allon, sans s'attarder au fond des propositions de M. Sadate, cherchent à marquer des avantages en s'efforçant d'embourser le leader égyptien. En lui proposant, par exemple, comme l'a fait dimanche M. Rabin sur un ton théâtral, de consentir à une rencontre en tête à tête. Interpellant directement M. Sadate,

M. Rabin a lancé : « Si nos intentions sont sérieuses lorsque vous employez le mot paix, alors, je vous en conjure, parions-en ! Vous avez dit que vous étiez prêts à faire la paix devant des journalistes et des représentants étrangers, devant des journalistes de la télévision. Mais ce n'est pas avec eux que la paix doit se faire. » Si nous voulons que nous allions à Genève, Israël est prêt. Si vous et vos amis préférez un autre endroit pour discuter d'une paix totale, dites-le moi, s'il vous plaît ! »

ANDRÉ SCÉNAMA.

Liban

Les « casques verts » syriens contrôlent presque tout le pays

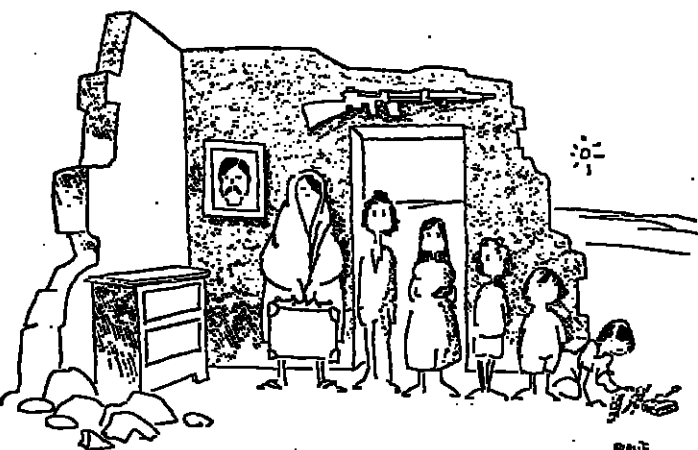
(Suite de la première page.)

M. Sarkis, tout en réaffirmant son intention d'établir de nouvelles structures pour l'Etat libanais, est demeuré dans le vague au sujet de ses projets réformateurs. Il souligne toutefois que le système démocratique sera maintenu. Il pourrait difficilement être plus précis, car le rétablissement du calme n'a pas été accompagné d'une solution de la crise, ou même de l'ébauche d'un règlement.

Le président Sarkis a été, en revanche, plus clair concernant la reconstruction du pays, ce qui laisse supposer qu'il essaiera de la mettre en train sans attendre le règlement politique. Il a ainsi annoncé un ordre de priorités : d'abord la remise en marche du secteur public, puis la solution des problèmes sociaux en poursuivant une aide aux sinistrés de la

guerre, enfin la réactivation du secteur privé. A propos de ce dernier point, il a promis une intervention de l'Etat sous forme d'exemptions fiscales, de garanties des risques non commerciaux, de la réduction de la dette, de la reconstruction. Celui-ci se ferait par le truchement des banques privées, chacune opérant au profit de sa clientèle et assumant une partie des risques encourus. L'ensemble de ces projets, a indiqué M. Sarkis, ne pourrait être réalisé qu'avec l'aide des pays arabes et étrangers, et des organismes internationaux spécialisés. Enfin, le chef de l'Etat a souligné que « les événements qui se produisent dans le Sud rendent plus aiguë la nécessité d'une armée nationale forte, homogène, attachée à la survie du pays et consciente que la souveraineté du Liban est indivisible ».

LUCIEN GEORGE.



(Dessin de PLANTU.)

A TRAVERS LE MONDE

Botswana

LES GOUVERNEMENTS DU BOTSWANA ET DU SWAZILAND ont fait appel, samedi 20 novembre, au haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, à Genève, afin qu'il prenne en charge les réfugiés qui quittent, chaque jour plus nombreux, la République d'Israël. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES ont participé, dans les deux Irlandes, à des manifestations et à des défilés pour le « week-end national de la paix ». Les églises catholiques et protestantes ont fait sonner leurs cloches pendant deux minutes dimanche 21 novembre, à 11 heures et à 3 heures de l'après-midi. Des sermons et des prières ont été consacrés au Mouvement de la paix. A la sortie des lieux de culte, les fidèles pouvaient signer un registre et une déclaration individuelle de soutien à l'organisation pacifiste. Une messe spéciale a été célébrée à la cathédrale catholique de Dublin. Dans un quartier de l'ouest de Belfast, deux cents contre-manifestants du Sinn Féin provinciaire — l'aile politique de l'IRA — ont bousculé les pacifistes, dont Mlle Corrigan, l'une des cofondatrices du Mouvement de la paix. — (Correspondance.)

Namibie

LES GUERRILLEROS NATIONALISTES ont tué vendredi 19 novembre, à Kharo, le chef Ella Ueyulu, a annoncé dimanche le pasteur Cornelius

Nalobe, premier ministre de l'Ovamboland, territoire situé au nord de la Namibie. — (A.F.P.)

Turquie

LES AFFRONTEMENTS SANGLANTS qui, depuis le début du mois, opposent en Turquie étudiants de droite et de gauche ont fait, samedi 20 novembre, un échauffement. Un lycéen est décédé à l'hôpital des suites de ses blessures. Depuis le début de novembre ces affrontements ont fait également une centaine de blessés. — (A.F.P.)

Venezuela

LE PRÉSIDENT PEREZ, chef de l'Etat vénézuélien, qui s'achève une visite de quatre jours en Italie, a eu, samedi 20 novembre, un entretien avec Paul VI, premier président vénézuélien à être reçu au Vatican. Il critique les pays industrialisés qui, a-t-il dit, n'ont pas suffisamment contribué au projet de fonds international pour le développement agricole, dont l'objectif est d'aider les pays les plus pauvres à accroître leurs ressources alimentaires. Il s'est ensuite rendu à Londres pour une visite officielle de trois jours. — (Reuters.)

SEPT GUERRILLEROS, qui s'étaient retranchés samedi 20 novembre avec quinze otages dans un immeuble du centre de Barcelone (à 400 kilomètres à l'est de Caracas), ont été faits prisonniers dimanche par l'armée. Un soldat avait été tué et un autre blessé vendredi, dans la même ville, par un autre groupe de guérilleros. — (A.F.P.)

MÉDECINE

LA FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE EXPLIQUE LA PROGRESSION DES DÉPENSES DES HOPITAUX PUBLICS.

Les dépenses des hôpitaux publics ont progressé à un rythme de 18 % depuis 1969 : elles atteignent 30 milliards de francs en 1975. M. Pierre Raynaud, vice-président de la Fédération hospitalière de France, a souligné leur caractère souvent incompressible, lors d'une conférence de presse réunie vendredi 19 novembre à Paris. Les traitements du personnel sont de l'ordre de 63 % des budgets hospitaliers et sont ceux de la fonction publique.

L'hospitalisation publique donne chaque année quinze millions de consultations externes et assure la formation de trente mille étudiants. Les dépenses de certains exercices ont été dans le secteur privé — et de cinquante mille étudiants paramédicaux. La réduction des dépenses en médecine, prônée par Mme Simone Veil, apparaît également souhaitable à la F.H.F. Les travaux d'humanisation — inclus dans les prix de revient — doivent toucher encore 30 % des lits publics d'ici à 1982.

M. Raynaud a insisté sur la diminution de la durée moyenne de séjour, de cinq jours depuis 1970. Mais cette plus grande rigueur dans la gestion s'est traduite par une hausse de 6 % à 7 % des prix de revient journaliers pour une réduction d'un jour d'hospitalisation dans un service d'adultes. Enfin, le vice-président de la F.H.F. a affirmé que les témoignages d'hostilité émanant du secteur privé à but lucratif ne lui semblaient pas de nature à favoriser la recherche d'une complémentarité entre les deux secteurs.

LE SYNDICAT NATIONAL DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS MODIFIE SES STATUTS

Le Syndicat national des médecins omnipraticiens français s'est transformé, lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue les 20 et 21 novembre, en une Fédération nationale des omnipraticiens français (FNOF), qui groupe désormais les syndicats départementaux, un échelon régional supplémentaire a été créé.

La FNOF s'est élevée contre le montant de la taxe professionnelle cette année et refuse désormais l'existence d'un droit permanent à dégrèvement. Ce syndicat s'est opposé, enfin, à la signature de tout avenant tarifaire, tant que les conclusions du Centre d'études et de recherche sur les coûts (CERC) ne seraient pas déposées : elles seules permettraient de baser une négociation sur des négociations tarifaires avec les caisses de Sécurité sociale.

Mme Simone Veil, ministre de la Santé, assiste ce lundi 22 novembre à l'inauguration des quarante-neuf journées médicales d'Abidjan, qui s'ouvrent sous la présidence du chef de l'Etat, M. Félix Houphouët-Boigny. Ces journées rassemblent deux cents médecins ivoiriens et cinq cent cinquante venus d'Europe, du Canada, des Etats-Unis et d'Afrique autour de deux thèmes : les spléno-mégalias (affections de la rate), l'hypertension portale et les néphropathies.

RELIGION

MARTIN D'ARCY EST MORT

Le Père Martin-Cyril d'Arcy, philosophe et ancien provincial des Jésuites anglais, est mort le 21 novembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

(Né en 1888 à Bath (Grande-Bretagne), Martin d'Arcy entra chez les jésuites en 1908. Après des études brillantes à Oxford, il est ordonné en 1921 et poursuit ses études de théologie à l'Université grégorienne de Rome, où il obtient un doctorat de philosophie. Il est nommé directeur du collège d'Oxford Campion Hall en 1923 puis devient provincial des jésuites anglais en 1945. Jusqu'à sa retraite en 1950, il a écrit plus de vingt-cinq ouvrages sans doute The mind and Heart of Man (1921), The mind and Heart of God (1924), The mind and Heart of the World (1927), The mind and Heart of the Church (1930), The mind and Heart of the Priest (1933), The mind and Heart of the People (1936), The mind and Heart of the Future (1939), The mind and Heart of the Past (1942), The mind and Heart of the Present (1945), The mind and Heart of the World (1948), The mind and Heart of the Church (1951), The mind and Heart of the Priest (1954), The mind and Heart of the People (1957), The mind and Heart of the Future (1960), The mind and Heart of the Past (1963), The mind and Heart of the Present (1966), The mind and Heart of the World (1969), The mind and Heart of the Church (1972), The mind and Heart of the Priest (1975), The mind and Heart of the People (1978), The mind and Heart of the Future (1981), The mind and Heart of the Past (1984), The mind and Heart of the Present (1987), The mind and Heart of the World (1990), The mind and Heart of the Church (1993), The mind and Heart of the Priest (1996), The mind and Heart of the People (1999), The mind and Heart of the Future (2002), The mind and Heart of the Past (2005), The mind and Heart of the Present (2008), The mind and Heart of the World (2011), The mind and Heart of the Church (2014), The mind and Heart of the Priest (2017), The mind and Heart of the People (2020), The mind and Heart of the Future (2023), The mind and Heart of the Past (2026), The mind and Heart of the Present (2029), The mind and Heart of the World (2032), The mind and Heart of the Church (2035), The mind and Heart of the Priest (2038), The mind and Heart of the People (2041), The mind and Heart of the Future (2044), The mind and Heart of the Past (2047), The mind and Heart of the Present (2050), The mind and Heart of the World (2053), The mind and Heart of the Church (2056), The mind and Heart of the Priest (2059), The mind and Heart of the People (2062), The mind and Heart of the Future (2065), The mind and Heart of the Past (2068), The mind and Heart of the Present (2071), The mind and Heart of the World (2074), The mind and Heart of the Church (2077), The mind and Heart of the Priest (2080), The mind and Heart of the People (2083), The mind and Heart of the Future (2086), The mind and Heart of the Past (2089), The mind and Heart of the Present (2092), The mind and Heart of the World (2095), The mind and Heart of the Church (2098), The mind and Heart of the Priest (2101), The mind and Heart of the People (2104), The mind and Heart of the Future (2107), The mind and Heart of the Past (2110), The mind and Heart of the Present (2113), The mind and Heart of the World (2116), The mind and Heart of the Church (2119), The mind and Heart of the Priest (2122), The mind and Heart of the People (2125), The mind and Heart of the Future (2128), The mind and Heart of the Past (2131), The mind and Heart of the Present (2134), The mind and Heart of the World (2137), The mind and Heart of the Church (2140), The mind and Heart of the Priest (2143), The mind and Heart of the People (2146), The mind and Heart of the Future (2149), The mind and Heart of the Past (2152), The mind and Heart of the Present (2155), The mind and Heart of the World (2158), The mind and Heart of the Church (2161), The mind and Heart of the Priest (2164), The mind and Heart of the People (2167), The mind and Heart of the Future (2170), The mind and Heart of the Past (2173), The mind and Heart of the Present (2176), The mind and Heart of the World (2179), The mind and Heart of the Church (2182), The mind and Heart of the Priest (2185), The mind and Heart of the People (2188), The mind and Heart of the Future (2191), The mind and Heart of the Past (2194), The mind and Heart of the Present (2197), The mind and Heart of the World (2200), The mind and Heart of the Church (2203), The mind and Heart of the Priest (2206), The mind and Heart of the People (2209), The mind and Heart of the Future (2212), The mind and Heart of the Past (2215), The mind and Heart of the Present (2218), The mind and Heart of the World (2221), The mind and Heart of the Church (2224), The mind and Heart of the Priest (2227), The mind and Heart of the People (2230), The mind and Heart of the Future (2233), The mind and Heart of the Past (2236), The mind and Heart of the Present (2239), The mind and Heart of the World (2242), The mind and Heart of the Church (2245), The mind and Heart of the Priest (2248), The mind and Heart of the People (2251), The mind and Heart of the Future (2254), The mind and Heart of the Past (2257), The mind and Heart of the Present (2260), The mind and Heart of the World (2263), The mind and Heart of the Church (2266), The mind and Heart of the Priest (2269), The mind and Heart of the People (2272), The mind and Heart of the Future (2275), The mind and Heart of the Past (2278), The mind and Heart of the Present (2281), The mind and Heart of the World (2284), The mind and Heart of the Church (2287), The mind and Heart of the Priest (2290), The mind and Heart of the People (2293), The mind and Heart of the Future (2296), The mind and Heart of the Past (2299), The mind and Heart of the Present (2302), The mind and Heart of the World (2305), The mind and Heart of the Church (2308), The mind and Heart of the Priest (2311), The mind and Heart of the People (2314), The mind and Heart of the Future (2317), The mind and Heart of the Past (2320), The mind and Heart of the Present (2323), The mind and Heart of the World (2326), The mind and Heart of the Church (2329), The mind and Heart of the Priest (2332), The mind and Heart of the People (2335), The mind and Heart of the Future (2338), The mind and Heart of the Past (2341), The mind and Heart of the Present (2344), The mind and Heart of the World (2347), The mind and Heart of the Church (2350), The mind and Heart of the Priest (2353), The mind and Heart of the People (2356), The mind and Heart of the Future (2359), The mind and Heart of the Past (2362), The mind and Heart of the Present (2365), The mind and Heart of the World (2368), The mind and Heart of the Church (2371), The mind and Heart of the Priest (2374), The mind and Heart of the People (2377), The mind and Heart of the Future (2380), The mind and Heart of the Past (2383), The mind and Heart of the Present (2386), The mind and Heart of the World (2389), The mind and Heart of the Church (2392), The mind and Heart of the Priest (2395), The mind and Heart of the People (2398), The mind and Heart of the Future (2401), The mind and Heart of the Past (2404), The mind and Heart of the Present (2407), The mind and Heart of the World (2410), The mind and Heart of the Church (2413), The mind and Heart of the Priest (2416), The mind and Heart of the People (2419), The mind and Heart of the Future (2422), The mind and Heart of the Past (2425), The mind and Heart of the Present (2428), The mind and Heart of the World (2431), The mind and Heart of the Church (2434), The mind and Heart of the Priest (2437), The mind and Heart of the People (2440), The mind and Heart of the Future (2443), The mind and Heart of the Past (2446), The mind and Heart of the Present (2449), The mind and Heart of the World (2452), The mind and Heart of the Church (2455), The mind and Heart of the Priest (2458), The mind and Heart of the People (2461), The mind and Heart of the Future (2464), The mind and Heart of the Past (2467), The mind and Heart of the Present (2470), The mind and Heart of the World (2473), The mind and Heart of the Church (2476), The mind and Heart of the Priest (2479), The mind and Heart of the People (2482), The mind and Heart of the Future (2485), The mind and Heart of the Past (2488), The mind and Heart of the Present (2491), The mind and Heart of the World (2494), The mind and Heart of the Church (2497), The mind and Heart of the Priest (2500), The mind and Heart of the People (2503), The mind and Heart of the Future (2506), The mind and Heart of the Past (2509), The mind and Heart of the Present (2512), The mind and Heart of the World (2515), The mind and Heart of the Church (2518), The mind and Heart of the Priest (2521), The mind and Heart of the People (2524), The mind and Heart of the Future (2527), The mind and Heart of the Past (2530), The mind and Heart of the Present (2533), The mind and Heart of the World (2536), The mind and Heart of the Church (2539), The mind and Heart of the Priest (2542), The mind and Heart of the People (2545), The mind and Heart of the Future (2548), The mind and Heart of the Past (2551), The mind and Heart of the Present (2554), The mind and Heart of the World (2557), The mind and Heart of the Church (2560), The mind and Heart of the Priest (2563), The mind and Heart of the People (2566), The mind and Heart of the Future (2569), The mind and Heart of the Past (2572), The mind and Heart of the Present (2575), The mind and Heart of the World (2578), The mind and Heart of the Church (2581), The mind and Heart of the Priest (2584), The mind and Heart of the People (2587), The mind and Heart of the Future (2590), The mind and Heart of the Past (2593), The mind and Heart of the Present (2596), The mind and Heart of the World (2599), The mind and Heart of the Church (2602), The mind and Heart of the Priest (2605), The mind and Heart of the People (2608), The mind and Heart of the Future (2611), The mind and Heart of the Past (2614), The mind and Heart of the Present (2617), The mind and Heart of the World (2620), The mind and Heart of the Church (2623), The mind and Heart of the Priest (2626), The mind and Heart of the People (2629), The mind and Heart of the Future (2632), The mind and Heart of the Past (2635), The mind and Heart of the Present (2638), The mind and Heart of the World (2641), The mind and Heart of the Church (2644), The mind and Heart of the Priest (2647), The mind and Heart of the People (2650), The mind and Heart of the Future (2653), The mind and Heart of the Past (2656), The mind and Heart of the Present (2659), The mind and Heart of the World (2662), The mind and Heart of the Church (2665), The mind and Heart of the Priest (2668), The mind and Heart of the People (2671), The mind and Heart of the Future (2674), The mind and Heart of the Past (2677), The mind and Heart of the Present (2680), The mind and Heart of the World (2683), The mind and Heart of the Church (2686), The mind and Heart of the Priest (2689), The mind and Heart of the People (2692), The mind and Heart of the Future (2695), The mind and Heart of the Past (2698), The mind and Heart of the Present (2701), The mind and Heart of the World (2704), The mind and Heart of the Church (2707), The mind and Heart of the Priest (2710), The mind and Heart of the People (2713), The mind and Heart of the Future (2716), The mind and Heart of the Past (2719), The mind and Heart of the Present (2722), The mind and Heart of the World (2725), The mind and Heart of the Church (2728), The mind and Heart of the Priest (2731), The mind and Heart of the People (2734), The mind and Heart of the Future (2737), The mind and Heart of the Past (2740), The mind and Heart of the Present (2743), The mind and Heart of the World (2746), The mind and Heart of the Church (2749), The mind and Heart of the Priest (2752), The mind and Heart of the People (2755), The mind and Heart of the Future (2758), The mind and Heart of the Past (2761), The mind and Heart of the Present (2764), The mind and Heart of the World (2767), The mind and Heart of the Church (2770), The mind and Heart of the Priest (2773), The mind and Heart of the People (2776), The mind and Heart of the Future (2779), The mind and Heart of the Past (2782), The mind and Heart of the Present (2785), The mind and Heart of the World (2788), The mind and Heart of the Church (2791), The mind and Heart of the Priest (2794), The mind and Heart of the People (2797), The mind and Heart of the Future (2800), The mind and Heart of the Past (2803), The mind and Heart of the Present (2806), The mind and Heart of the World (2809), The mind and Heart of the Church (2812), The mind and Heart of the Priest (2815), The mind and Heart of the People (2818), The mind and Heart of the Future (2821), The mind and Heart of the Past (2824), The mind and Heart of the Present (2827), The mind and Heart of the World (2830), The mind and Heart of the Church (2833), The mind and Heart of the Priest (2836), The mind and Heart of the People (2839), The mind and Heart of the Future (2842), The mind and Heart of the Past (2845), The mind and Heart of the Present (2848), The mind and Heart of the World (2851), The mind and Heart of the Church (2854), The mind and Heart of the Priest (2857), The mind and Heart of the People (2860), The mind and Heart of the Future (2863), The mind and Heart of the Past (2866), The mind and Heart of the Present (2869), The mind and Heart of the World (2872), The mind and Heart of the Church (2875), The mind and Heart of the Priest (2878), The mind and Heart of the People (2881), The mind and Heart of the Future (2884), The mind and Heart of the Past (2887), The mind and Heart of the Present (2890), The mind and Heart of the World (2893), The mind and Heart of the Church (2896), The mind and Heart of the Priest (2899), The mind and Heart of the People (2902), The mind and Heart of the Future (2905), The mind and Heart of the Past (2908), The mind and Heart of the Present (2911), The mind and Heart of the World (2914), The mind and Heart of the Church (2917), The mind and Heart of the Priest (2920), The mind and Heart of the People (2923), The mind and Heart of the Future (2926), The mind and Heart of the Past (2929), The mind and Heart of the Present (2932), The mind and Heart of the World (2935), The mind and Heart of the Church (2938), The mind and Heart of the Priest (2941), The mind and Heart of the People (2944), The mind and Heart of the Future (2947), The mind and Heart of the Past (2950), The mind and Heart of the Present (2953), The mind and Heart of the World (2956), The mind and Heart of the Church (2959), The mind and Heart of the Priest (2962), The mind and Heart of the People (2965), The mind and Heart of the Future (2968), The mind and Heart of the Past (2971), The mind and Heart of the Present (2974), The mind and Heart of the World (2977), The mind and Heart of the Church (2980), The mind and Heart of the Priest (2983), The mind and Heart of the People (2986), The mind and Heart of the Future (2989), The mind and Heart of the Past (2992), The mind and Heart of the Present (2995), The mind and Heart of the World (2998), The mind and Heart of the Church (3001), The mind and Heart of the Priest (3004), The mind and Heart of the People (3007), The mind and Heart of the Future (3010), The mind and Heart of the Past (3013), The mind and Heart of the Present (3016), The mind and Heart of the World (3019), The mind and Heart of the Church (3022), The mind and Heart of the Priest (3025), The mind and Heart of the People (3028), The mind and Heart of the Future (3031), The mind and Heart of the Past (3034), The mind and Heart of the Present (3037), The mind and Heart of the World (3040), The mind and Heart of the Church (3043), The mind and Heart of the Priest (3046), The mind and Heart of the People (3049), The mind and Heart of the Future (3052), The mind and Heart of the Past (3055), The mind and Heart of the Present (3058), The mind and Heart of the World (3061), The mind and Heart of the Church (3064), The mind and Heart of the Priest (3067), The mind and Heart of the People (3070), The mind and Heart of the Future (3073), The mind and Heart of the Past (3076), The mind and Heart of the Present (3079), The mind and Heart of the World (3082), The mind and Heart of the Church (3085), The mind and Heart of the Priest (3088), The mind and Heart of the People (3091), The mind and Heart of the Future (3094), The mind and Heart of the Past (3097), The mind and Heart of the Present (3100), The mind and Heart of the World (3103), The mind and Heart of the Church (3106), The mind and Heart of the Priest (3109), The mind and Heart of the People (3112), The mind and Heart of the Future (3115), The mind and Heart of the Past (3118), The mind and Heart of the Present (3121), The mind and Heart of the World (3124), The mind and Heart of the Church (3127), The mind and Heart of the Priest (3130), The mind and Heart of the People (3133), The mind and Heart of the Future (3136), The mind and Heart of the Past (3139), The mind and Heart of the Present (3142), The mind and Heart of the World (3145), The mind and Heart of the Church (3148), The mind and Heart of the Priest (3151), The mind and Heart of the People (3154), The mind and Heart of the Future (3157), The mind and Heart of the Past (3160), The mind and Heart of the Present (3163), The mind and Heart of the World (3166), The mind and Heart of the Church (3169), The mind and Heart of the Priest (3172), The mind and Heart of the People (3175), The mind and Heart of the Future (3178), The mind and Heart of the Past (3181), The mind and Heart of the Present (3184), The mind and Heart of the World (3187), The mind and Heart of the Church (3190), The mind and Heart of the Priest (3193), The mind and Heart of the People (3196), The mind and Heart of the Future (3199), The mind and Heart of the Past (3202), The mind and Heart of the Present (3205), The mind and Heart of the World (3208), The mind and Heart of the Church (3211), The mind and Heart of the Priest (3214), The mind and Heart of the People (3217), The mind and Heart of the Future (3220), The mind and Heart of the Past (3223), The mind and Heart of the Present (3226), The mind and Heart of the World (3229), The mind and Heart of the Church (3232), The mind and Heart of the Priest (3235), The mind and Heart of the People (3238), The mind and Heart of the Future (3241), The mind and Heart of the Past (3244), The mind and Heart of the Present (3247), The mind and Heart of the World (3250), The mind and Heart of the Church (3253), The mind and Heart of the Priest (3256), The mind and Heart of the People (3259), The mind and Heart of the Future (3262), The mind and Heart of the Past (3265), The mind and Heart of the Present (3268), The mind and Heart of the World (3271), The mind and Heart of the Church (3274), The mind and Heart of the Priest (3277), The mind and Heart of the People (3280), The mind and Heart of the Future (3283), The mind and Heart of the Past (3286), The mind and Heart of the Present (3289), The mind and Heart of the World (3292), The mind and Heart of the Church (3295), The mind and Heart of the Priest (3298), The mind and Heart of the People (3301), The mind and Heart of the Future (3304), The mind and Heart of the Past (3307), The mind and Heart of the Present (3310), The mind and Heart of the World (3313), The mind and Heart of the Church (3316), The mind and Heart of the Priest (3319), The mind and Heart of the People (3322), The mind and Heart of the Future (3325), The mind and Heart of the Past (3328), The mind and Heart of the Present (3331), The mind and Heart of the World (3334), The mind and Heart of the Church (3337), The mind and Heart of the Priest (3340), The mind and Heart of the People (3343), The mind and Heart of the Future (3346), The mind and Heart of the Past (3349), The mind and Heart of the Present (3352), The mind and Heart of the World (3355), The mind and Heart of the Church (3358), The mind and Heart of the Priest (3361), The mind and Heart of the People (3364), The mind and Heart of the Future (3367), The mind and Heart of the Past (3370), The mind and Heart of the Present (3373), The mind and Heart of the World (3376), The mind and Heart of the Church (3379), The mind and Heart of the Priest (3382), The mind and Heart of the People (3385), The mind and Heart of the Future (3388), The mind and Heart of the Past (3391), The mind and Heart of the Present (3394), The mind and Heart of the World (3397), The mind and Heart of the Church (3400), The mind and Heart of the Priest (3403), The mind and Heart of the People (3406), The mind and Heart of the Future (3409), The mind and Heart of the Past (3412), The mind and Heart of the Present (3415), The mind and Heart of the World (3418), The mind and Heart of the Church (3421), The mind and Heart of the Priest (3424), The mind and Heart of the People (3427), The mind and Heart of the Future (3430), The mind and Heart of the Past (3433), The mind and Heart of the Present (3436), The mind and Heart of the World (3439), The mind and Heart of the Church (3442), The mind and Heart of the Priest (3445), The mind and Heart of the People (3448), The mind and Heart of the Future (3451), The mind and Heart of the Past (3454), The mind and Heart of the Present (3457), The mind and Heart of the World (3460), The mind and Heart of the Church (3463), The mind and Heart of the Priest (3466), The mind and Heart of the People (3469), The mind and Heart of the Future (3472), The mind and Heart of the Past (3475), The mind and Heart of the Present (3478), The mind and Heart of the World (3481), The mind and Heart of the Church (3484), The mind and Heart of the Priest (3487), The mind and Heart of the People (3490), The mind and Heart of the Future (3493), The mind and Heart of the Past (3496), The mind and Heart of the Present (3499), The mind and Heart of the World (3502), The mind and Heart of the Church (3505), The mind and Heart of the Priest (3508), The mind and Heart of the People (3511), The mind and Heart of the Future (3514), The mind and Heart of the Past (3517), The mind and Heart of the Present (3520), The mind and Heart of the World (3523), The mind and Heart of the Church (3526), The mind and Heart of the Priest (3529), The mind and Heart of the People (3532), The mind and Heart of the Future (3535), The mind and Heart of the Past (3538), The mind and Heart of the Present (3541), The mind and Heart of the World (3544), The mind and Heart of the Church (3547), The mind and Heart of the Priest (3550), The mind and Heart of the People (3553), The mind and Heart of the Future (3556), The mind and Heart of the Past (3559), The mind and Heart of the Present (3562), The mind and Heart of the World (3

ST ET ROC COMPETITION LE RECORD ABSOLU DES JEUX OLYMPIQUES 76

**ICI LE ST COMPETITION
EN SLALOM SPECIAL.**

La piste est glacée. Le St Competition, tel en fil de fer, est une véritable épreuve de vitesse et de précision.

A ce passage difficile de cette partie décalée, les skieurs s'élancent dans la course. Ce qui permet un décollage subtil des carres et une glisse parfaite.

Vif et nerveux dans les descentes de portes, les skieurs s'élancent dans la course. Ce qui permet un décollage subtil des carres et une glisse parfaite.

Ici rupture de pente. Les skieurs décollent et retrouvent la maîtrise et la vision du jeu pour aller à la conquête de la victoire.

Rappelez-vous que le St Competition a également été médaillé d'or aux Jeux Olympiques d'été de 1976 avec Cathy KREMER.

Avec Piero GROS, le St Competition vient de franchir la porte de la victoire.

ARRIVEE

**ROSSIGNOL COMPETITION
DES SKIS FABRIQUÉS AU
100° DE MILLIMÈTRE POUR
DES COURSES QUI SE GAGNENT
AU 100° DE SECONDE.**

ROSSIGNOL COMPETITION

EQUIPE

SPORTS

FOOTBALL

Bastia et Lyon rejoints par Nantes en tête du championnat

La soirée du 20 novembre fera peut-être date dans l'histoire du championnat de France de football 1976-1977. A nouveau battus, l'Association sportive de Saint-Etienne et l'Olympique Gymnaste Club de Nice, favoris logiques de la compétition, ont, semble-t-il, bien compromis leurs dernières chances de revenir au

premier plan avant longtemps. La crise latente qui opposait l'entraîneur néo-lyonnais, M. Vlatko Markovic, à certains joueurs, a éclaté au grand jour après cette défaite à domicile devant Nantes, puisque M. Markovic a proposé sa démission. La situation des Stéphanois n'est guère plus enviable, puisque après la quin-

zième journée ils n'ont toujours pas réussi à s'imposer à l'extérieur, où ils comptent déjà cinq défaites — autant que durant toute la saison dernière, — et ont désormais un handicap de neuf points sur les trois équipes de tête. Le championnat 1976-1977 pourrait bien devenir celui des outsiders.

De notre envoyé spécial

Lyon. — Près de trente mille spectateurs pour voir l'équipe de Bastia, malgré un mistral glacial qui gâche le spectacle, plus de vingt mille en moyenne depuis le début de la saison, le football lyonnais sort enfin de l'ombre que projetait sur lui l'envahissant voisin stéphanois. Six mois après avoir tréflé la relégation en seconde division, l'Olympique lyonnais se découvre, du moins à l'usage de son nouvel entraîneur, M. Aimé Jacquet.

La réussite stéphanoise n'est sans doute pas étrangère au choix opéré, en février 1976, par les dirigeants lyonnais pour tenter de sortir leur club de la crise. Douze ans de carrière professionnelle à Saint-Etienne, l'influence des entraîneurs successifs de ce club, MM. René Vernier, François Wilcart, Jean Snella, Albert Batteux et Robert Herbin, l'habitude d'évoluer dans l'environnement et les structures mises en place par M. Roger Rocher, font d'Aimé Jacquet un pur produit de cette école forcenée.

Nul ne fut étonné, à sa prise de fonctions, de le voir réclamer les pleins pouvoirs dans le domaine technique et s'attacher à améliorer l'encadrement de l'équipe réserve, du centre de formation des jeunes footballeurs et des juniors. Malgré ses trente-cinq ans et les circonstances un peu hasardeuses de sa promotion, Aimé Jacquet était déjà prêt pour ce métier qu'il ressentait depuis longtemps comme une vocation.

Si en bon Stéphanois, il place sa confiance dans un travail en profondeur auprès des jeunes qui ne devaient pas porter ses fruits avant trois ou quatre ans, Aimé Jacquet a aussi dû parer au plus pressé et tenter de donner à son équipe un équilibre qui lui manquait.

accession rapide au premier plan des Lyonnais comme un bon stimulant qui ne doit pas devenir une obsession.

Si, pour les Lyonnais, ce championnat est une étape importante vers une réussite espérée à plus long terme, il est pour les Bastiais un objectif beaucoup plus immédiat. Avec l'air faiblement moutonné de celui qui vient de réussir un bon coup devant trente mille spectateurs, l'entraîneur corse, M. Pierre Cahuzac, ne cachait pas sa satisfaction après le match nul obtenu sur le terrain des Lyonnais.

Pour avoir trop souvent entendu dire que les Bastiais devaient leur première place à un calendrier très favorable et à leur invulnérabilité à domicile, il n'était pas incohérent de constater que son équipe pouvait aussi se montrer compétitive en déplacement, même sans le concours du gardien de but yougoslave Petrovic.

Avec un budget quatre fois inférieur à celui des Stéphanois, quelques généraux mécontents, qui

composent en partie les faibles recettes laissées aux guichets par moins de quatre mille spectateurs, de l'enthousiasme et beaucoup de bonne volonté pour pallier un manque inquiétant de structures, les Bastiais n'en ont pas moins réussi à composer une étonnante équipe. Deux grandes vedettes européennes greffées sur une ossature humaine des espoirs, et quelques baroudeurs qui ont retrouvé sous le climat corse une seconde jeunesse, un bon dosage de techniciens et de joueurs de tempérament, et Pierre Cahuzac a, semble-t-il, trouvé la recette d'un cocktail détonant.

Pierre Cahuzac partage pourtant le souci d'Aimé Jacquet de voir son équipe élargie par la malchance et surtout les blessures. C'est à ces conditions que le Sporting Club Stode de Bastia et l'Olympique lyonnais peuvent, en effet, devancer un ensemble stéphanois mieux adapté aux épreuves d'endurance et changer enfin leur réputation restrictive d'équipes spécialistes de la Coupe de France.

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats

Athlétisme

L'athlète Margherita Gargano a établi un nouveau record mondial de l'heure en parcourant 1 212 mètres, le 20 novembre, à Milan. Elle a également battu le record du monde de 15 kilomètres en 53 min. 3 sec. 4/10.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

Bagnols b. Antibes.....	90-88
Le Mans b. Villeurbanne.....	105-82
Monaco b. "Beck.....	84-73
Caen b. Toulon.....	108-83
Clermont b. Valenciennes.....	100-87
S.P. Evry b. Lyon.....	89-85
Challans b. Orléans.....	81-79
Nice b. Tours.....	87-83
Classement. — 1. Nice, 28 pts;	
2. Villeurbanne, Le Mans et Bagnols,	
27; 3. Caen, 26; 4. Tours, 25; 5. Clermont,	
24; 6. Antibes et Bagnols, 23; 7. Orléans,	
22; 8. P. Evry et Challans, 20; 9. Valenciennes,	
19; 10. Toulon, 18.	

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

*Lyon et Bastia	1-1
Nantes bat *Nice	2-1
*Paris-Saint-Germain bat Metz	3-1
*Lens bat Valenciennes	1-0
*Reims bat Laval	1-0
Marseille bat *Nîmes	3-2
*Angers et Sochaux	1-1
*Bordeaux bat Saint-Etienne ..	2-0
*Nancy bat Troyes	3-1
*Brennes bat Lille	3-1
Classement. — 1. Bastia, Nantes et Lyon, 21 pts; 4. Lens et Metz, 18;	

6. Reims, 16; 7. Paris-Saint-Germain et Nice, 15; 8. Nancy, Marseille, Rennes, Laval et Angers, 14; 9. Bordeaux, 13; 10. Saint-Etienne, Valenciennes et Sochaux, 12; 11. Troyes, 11; 12. Rennes, 10; 13. Lille, 9; 14. Valenciennes, 8; 15. Caen, 6.
--

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

DES DRACONES DIVISION	
Toulouze b. Béziers.....	3-1
Angoulême b. Red Star.....	3-2
Gueugnon b. Toulon.....	1-0
Auxerre et Arles.....	1-1
Avignon b. Paris F.C.G.....	1-0
Fontenay-lez-Comptons b. Cannes.....	3-0
Béziers b. Monaco.....	2-1
Martignes b. Toulon.....	1-0
Bourges b. "Ajaccio".....	1-0
Classement. — 1. Gueugnon, 19 pts; 2. Auxerre et Toulon, 18; 3. Angoulême, Monaco et Fontenay-lez-Comptons, 17; 4. Angoulême, 16; 5. Toulon, Martignes, Ajaccio et Béziers, 14; 6. Red Star, 13; 7. Paris F.C.G. et Arles, 12; 8. Cannes, 9; 9. Béziers, 8; 10. Toulon, 7; 11. Rennes, 6.	

"Caracassonne" b. Saint-Claude.....	25-9
Toulon b. Béziers C.S.....	32-13
Avignon.....	15-13
Marbonne b. "Béziers".....	16-12
Classement. — 1. Toulon, 18 pts; 2. Béziers, 14; 3. Béziers C.S. et Caracassonne, 12; 4. Béziers, 10; 5. Avignon, 9; 6. Marbonne, 8; 7. Saint-Claude, 7.	

FOULE D	
Montauban b. Béziers.....	12-11
"Stade Toulousain" b. Avignon.....	10-4
"Brive" b. Grailhat.....	10-11
Classement. — 1. Brive, 15 pts; 2. Lourdes, Montauban et Stade Toulousain, 12; 3. Béziers, 10; 4. Grailhat, 9.	

GROUPE B

Besançon b. Chamois.....	3-1
Strat et Rouen.....	3-0
Strasbourg b. Epinal.....	2-0
Châteauroux b. Lorient.....	1-0
Besançon et Quimper.....	1-0
Evry b. Caen.....	1-0
Lorient b. Boulogne.....	1-0
Dunkersque b. Amiens.....	4-0
Caen b. "Saint-Diz".....	1-0
Classement. — 1. Besançon, 20 pts; 2. Strasbourg et Brest, 19; 3. Caen, 18; 4. Châteauroux, 17; 5. Evry, 16; 6. Rouen, 15; 7. Lorient, 14; 8. Dunkersque, 13; 9. Amiens, 12; 10. Tours et Rouen, 11; 11. Boulogne, 10; 12. Saint-Diz, 9.	

Marbès b. Montpellier.....	13-3
Romans.....	22-0
Oloron b. "Saint-Jean-de-Lux".....	18-0
"Castres" b. Bayonne.....	13-0
Romans et Bayonne, 14 pts; 4. Saint-Jean-de-Lux, 13; 5. Oloron, 12; 6. "Castres", 11; 7. Bayonne, 10; 8. Biarritz, 9; 9. Agen, 8; 10. Pau, 7; 11. Dax, 6; 12. Mont-de-Marsan, 5.	

chaint et Castres, 10; 4. Oloron, 13	
GEORGE B	
"Punel" b. Albi.....	10-0
Uzonnar b. Orléans.....	12-0
Uzonnar.....	11-0
"Carmax" b. Dijon.....	16-3
Uzonnar b. "Punel".....	16-0
2. Albi, Carmax et "Punel", 14	

Handball

A l'occasion de sa tournée en Chine, l'équipe de France a battu la sélection de Tien-Tsin par 22 à 19, le 20 novembre, à Pékin. Au cours du week-end, l'équipe de France 2 a dominé à deux reprises la Belgique par 22 à 16 et 21 à 11.

Hippisme

Le prix Montgomery, disputé à Autry et réservé pour les paires couplées gagnant et tiercé, a été gagné par Bachicha, monté de La Touraine et de Yortz. La combinaison gagnante est 5-1-15.

Jeu à XIII

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

DE PRÉFÉRENCE DIVISION

POULE A

Aix b. Marseille.....	16-7
XIII catalan b. Avignon.....	13-7
Lézou b. "Lézou".....	11-9
Toulon b. "Toulon".....	12-10

Classement. — 1. XIII catalan, 29 pts;

2. Avignon, 26; 3. Aix, 25;

Villeneuve, 23; 5. Carcassonne,

Toulon et Lézou, 21; 6. Lézou,

18; 7. Saint-Raphaël et Marseille, 16;

8. Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

Toulon, 15; 9. Villeneuve, 12.

14; 5. Marmande et PUC, 10;

7. Stade Clermontais, 8; 8. Riom, 6.

POULE E

Lavalant b. Carcassonne..... 17-12

"Chambéry b. Nîmes..... 13-8

"Auch b. Grenoble..... 19-0

"Tarascon b. Moulon..... 10-9

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

2. Chambéry, 16; 3. Auch, 15;

4. Nîmes, 12; 5. Moulon, 10; 6. Moulon,

10; 7. Carcassonne, 8.

Classement. — 1. Lavalant, 17 pts;

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

Rugby		Volley-ball	
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION		CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Angoulême b. Nîmes.....	19-10	Montpellier U.C. b. "Toulon".....	3-2
Angoulême b. Béziers.....	16-6	"Toulon" b. Angoulême.....	3-2
Agès b. Biarritz.....	24-10	Cannes b. Amiens.....	3-2
Béziers b. "Béziers".....	16-9	Saint-Maur b. "Grenoble".....	3-1
Béziers b. Mimizan.....	16-10	"Grenoble" b. Saint-Maur.....	3-1
Classement. — 1. Agès, 21 pts; 2. Nîmes, 18; 3. Angoulême et Angoulême, 14; 4. Béziers, 12; 5. Biarritz, 8; 6. Mimizan, 7.		Classement. — 1. Racing C.F. 12 pts; 2. Montpellier U.C. 8 pts; 3. Cannes, 1; 4. Amiens, 0; 5. Saint-Maur, 10; 6. Toulon U.C. 3; 7. "Grenoble" b. Amiens Sp., 3; 8. A.S. "Grenoble" b. "Tours C.R." et "P.A.U.", 3.	
POULE B			
Salles b. "Paul".....	17-14	Montpellier, 3.	

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

LA CALVITIE... C'EST DÉPASSÉ !
ENFIN A PARIS

«HAIR CHIRURGICAL»

SUPPRIME LA PERRUQUE

GRACE A
SON PROCÉDÉ RÉVOLUTIONNAIRE

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

..... Nom

..... Adresse Tél.

Consultation et examen gratuit sur rendez-vous (surt samedi après-midi). Sans rendez-vous : mardi, mercredi, jeudi de 17 h à 19 h, 38, rue de Bossano - 75008 PARIS. — Téléphone : 723-55-18.

Prochainement : ALGER - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

POULE A	
Angoulême b. Nîmes.....	19-10
Angoulême b. Béziers.....	16-6
Agès b. Biarritz.....	24-10
Béziers b. "Béziers".....	16-9
Classement. — 1. Agès, 21 pts; 2. Nîmes, 18; 3. Angoulême et Angoulême, 14; 4. Béziers, 12; 5. Biarritz, 8; 6. Mimizan, 7.	
POULE B	
Salles b. "Paul".....	17-14

Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle démarre.

Enquête Shell-Hop Mars 1976: 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

La BATTERIE SHELL, surpuissante, légère et durable: — assure un démarrage sans difficultés par les plus grands froids, — supprime le gaspillage d'essence en éliminant les démarrages laborieux. La batterie Shell répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.

Shell

LA CALVITE... C'EST DÉPASSÉ! ENFIN A PARIS «HAIR CHIRURGICAL» SUPPRIME LA PERRUQUE GRACE A SON PROCÉDÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Nom.....

Adresse..... Tél.....

Consultation et examen gratuits sur rendez-vous (surtout samedi après-midi). Sans rendez-vous: mardi, mercredi, jeudi de 17 h à 19 h, 38, rue de Bessano - 75008 PARIS. — Téléphone: 723-55-18.

Prochainement: ALGER - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES.

صكرا من الامل

La journée nationale de course à pied

Lancée il y a un an dans une trentaine de départements, la journée « Sport pour tous » a été étendue, dimanche 21 novembre, à l'ensemble de la France. Sur l'initiative du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, cent quarante-cinq « épreuves » de course à pied ont été organisées dans l'espoir d'y attirer une centaine de milliers de participants. Espoir fondé pour ce qui concerne des départements comme ceux de l'Aisne et de l'Aube, qui avaient établi plus de trente points de départ ; espoir moins confirmé en d'autres lieux, où seule une poignée de braves avait répondu à l'appel.

Les formules adoptées ici ou là par les différentes directions départementales n'étaient pas sans influence sur l'afflux des candidats. Parcourus à la carte, distance au choix, temps réglementés ou non, répartition par catégories d'âge ou par équipes en famille, autant d'initiatives plus ou moins attirantes. Le choix des lieux avait également son importance. Il apparaît que les villes ou leurs abords répondent mieux au projet d'initiation que le village ou n'importe quel site éloigné des concentrations urbaines. La direction des sports, à qui revient l'heureuse initiative de cette journée, ne manquera certainement pas de s'en aviser en étudiant les rapports des directions départementales.

Modifier les comportements

De notre envoyé spécial

Tours. — Le soleil brillait sur la Touraine, en ce matin de novembre, faisant luire comme un pain de glace le dôme de la centrale nucléaire d'Avion. Désireuse de décentraliser son action, la direction départementale de la jeunesse et des sports avait établi un centre de course à pied dans ce coin de campagne où se disputait l'après-midi un cross réservé aux athlètes licenciés. C'est l'après-midi qu'il y eut du monde — quatre cent cinquante concurrents — et c'est bien pour l'après-midi que l'on s'affairait le plus afin de mettre en place des stands de buvette et un plateau pour l'animation.

Sans doute eût-il mieux valu mêler les uns aux autres, comme cela s'est fait dans certains départements, plutôt que de laisser une cohorte de jeunes et de moins jeunes s'étonner de se retrouver à battre la semelle à l'heure où sonnait la messe au clocher du village. Les militaires, requis ou volontaires pour baliser le parcours, montaient une garde frileuse ou patiemment aux abords d'une ambulance incongrue dans ce décor lunaire.

Ce garçon de douze ans, qui forçait l'allure pour ne pas manquer le départ — « Moi, c'est la première compétition que je fais faire » — aurait sans doute mérité autre chose qu'une promenade sympathique au milieu des bosquets humides.

A 50 kilomètres de là, à Tours même, il en allait déjà autrement, et le directeur départemental de la jeunesse et des sports, M. Boireaud, pouvait se satisfaire d'avoir enregistré quatre cents participants. Il est vrai que, dans les casernes, on avait sonné le clairon de bon matin, et que les militaires de la 13^e région, le général Mairal-Bernard en tête, avaient fourni une bonne part du contingent.

Les Tourangeaux ne semblent pas encore acquis à ce genre de footing dominical pourtant adapté à tous les gabarits. Chacun pouvait choisir entre deux boucles de 1000 ou de 3000 mètres, et l'effort à son rythme autant de fois qu'il s'en sentait la force. Un diplomate, format certifié et d'études, tenait lieu de récompense, et l'on se réjouissait ouvertement de ne pas courir pour plus d'avantage.

(1) D'autres fédérations pourraient prendre le relais, notamment celle de natation après les journées de juin : en Indre-et-Loire, dans vingt-sept piscines, mille quatre cents participants et des milliers de spectateurs ont suivi l'opération « porte ouverte ».

FRANÇOIS SIMON.

BASKET-BALL

NICE REDEVIENT LEADER

Les Coupes d'Europe influencent-elles le déroulement normal du championnat de France ? On pourrait le penser après les résultats enregistrés lors de la onzième journée. Trois jours après avoir été battus à Vienne, les Villeurbannais se sont à nouveau inclinés dans leur salle devant Le Mans (105 à 92). Cette remarque vaut aussi pour Bercy, l'autre leader, qui a été dominé à Monaco (84 à 73). Ces deux équipes sont désormais dépassées au classement par Nice, qui a vaincu (97-93) Tours, le champion de France sortant. Les Tourangeaux sont désormais à trois points des Nîçois, mais leur probable élimination en Coupe d'Europe leur permettra peut-être de reporter leurs efforts et toute leur attention sur la compétition nationale.

RUGBY

Béziers, dernier invaincu

Nice ayant été battu à Aurillac (19-10), il ne reste plus qu'une équipe invaincue dans le groupe A du championnat de France de première division : Béziers. Une fois de plus, les Béziers ont fait bonne figure à Vienne, l'équipe d'Irlande Caster, maintenue par 48 à 6. En six matches, les Héraultais ont donc inscrit 250 points, soit une moyenne supérieure à 40 par rencontre ! A une journée de la fin des matches en Coupe d'Europe se sont déjà assurés le titre d'officiels de champion d'automne.

JUSTICE

A Grenoble

LE SYNDICAT NATIONAL DE LA BANQUE APPELLE SES ADHÉRENTS A MANIFESTER LE 23 NOVEMBRE

Le Syndicat national des cadres, gradés et employés de la banque (S.N.B.) organise, mardi 23 novembre, une journée de manifestation pour protester contre la multiplication des condamnations dont sont frappés les agents de banque impliqués dans des affaires de banque, routes ou d'escroquerie.

Le S.N.B. certifie que, dans la plupart des cas, les inculpés « n'ont absolument rien à se reprocher sur le plan professionnel et qu'ils ont agi en tant que salariés respectant les obligations de pouvoir qui leur avaient été accordées ». Il rappelle que ses condamnations sont « particulièrement cruelles » dans la mesure où « la loi du 10 juin 1930 fait interdiction à tout individu frappé d'une peine infamante d'exercer le métier de banquier ou de l'exercer pour le compte d'un tiers ».

L'idée de prouver le mouvement en courant doit faire son chemin. A Tours, on a entendu les responsables du comité départemental de l'athlétisme se proposer d'organiser chaque mois une épreuve analogue. Le pari vaut la peine d'être tenu, voire soutenu (1).

La réaction des dirigeants locaux donne raison aux promoteurs de la journée « sport pour tous », qui pourraient désormais adopter ce slogan : faites courir, il en restera toujours quelque chose.

Au tribunal administratif de Nantes UN HOPITAL EST RECONNU RESPONSABLE DE LA CECITÉ D'UN ENFANT

Le tribunal administratif de Nantes a reconnu, vendredi 19 novembre, que la responsabilité du centre hospitalier de La Roche-sur-Yon était engagée dans l'accident survenu en 1972 à un bébé, Sophie Duranteau, placé en couveuse et devenu aveugle en sortant de celle-ci.

Les parents de Sophie Duranteau, après une longue procédure, avaient fini par porter l'affaire devant le tribunal administratif de Nantes. Celui-ci a jugé que la responsabilité du centre hospitalier de La Roche-sur-Yon était totale. Il a fait observer, en particulier, que les risques présentés par la surveillance sur les prématurés existent des examens du fond de l'œil à intervalles réguliers. Le tribunal se prononcera ultérieurement sur le montant de l'indemnisation. L'avocat de la famille a réclaté 1 million de francs.

● L'enquête sur les « Brigades rouges » : expertise d'une machine à écrire. — Un rapport d'expertise vient d'être remis à Mlle Blanche Clabrin — juge d'instruction à Grenoble chargée de l'enquête sur les « Brigades rouges » — concernant une machine à écrire saisie au domicile de Joël Matencio après l'arrestation de ce dernier. Les experts ont révélé que cette machine avait bien servi à rédiger certains messages des « Brigades rouges ». La demande de Joël Matencio d'être soumis au serment de vérité a d'autre part été rejetée, cette procédure n'étant pas admise dans le droit français.

● Sept détenus africains sont morts dimanche 21 novembre et cinquante autres ont été hospitalisés à la prison de Witbank, située à 130 kilomètres au nord-est de Johannesburg, après un « empoisonnement accidentel », a annoncé, lundi 22 novembre, le département sud-africain des prisons. Un porte-parole a indiqué qu'une enquête était ouverte pour connaître les circonstances des décès et l'origine de cet empoisonnement collectif. — (A.F.P.)

TENNIS

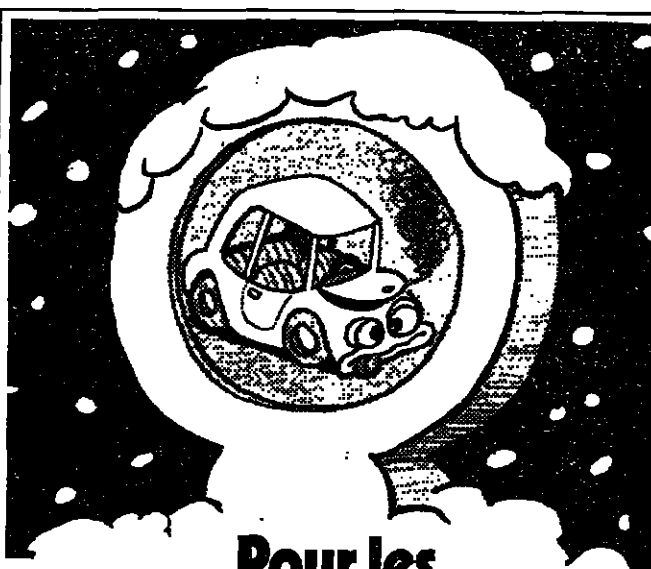
REMOUS EN ITALIE A PROPOS DE LA FINALE DE LA COUPE DAVIS

De notre correspondant

Rome. — Participant à la finale de la Coupe Davis prévue pour la mi-décembre à Santiago-du-Chili, pressé de question par des manifestants qui, la veille, avaient occupé le siège de la Fédération de tennis, M. Giulio Onesti, président du Comité olympique national (CONI), s'est finalement prononcé le samedi 20 novembre. « Dans l'intérêt commun, a-t-il dit, la finale doit se disputer en terrain neutre. Il est nécessaire que le gouvernement italien prenne ses responsabilités. »

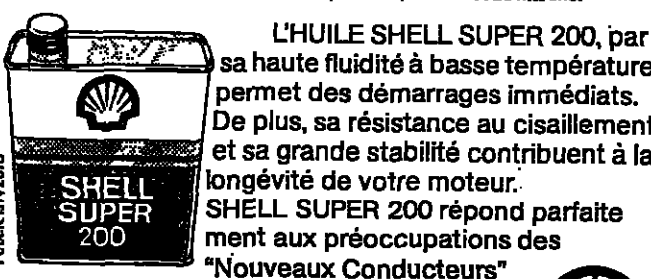
N'ayant pas reçu d'instructions, la Fédération italienne de tennis a normalement convoqué les huit joueurs et informé son homologue chilienne qu'elle participerait au match. En revanche, la deuxième chaîne de télévision de la Rai a décidé qu'elle ne diffuserait pas la finale de la Coupe « pour ne pas offenser la conscience démocratique d'une grande partie de l'opinion ». Cette décision a rendu les polémiques encore plus vives, tout le monde n'approuvant pas que l'on « mêle la politique au sport ».

De nouvelles manifestations sont prévues les 24 et 25 novembre pour obtenir un choix clair du gouvernement Andreotti. Le silence de celui-ci serait maintenant interprété comme une prise de position en faveur de la Davis enseignée : « Pinochet sanguinaire, Panata millionnaire. » — R. S.



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle dure.

Enquête Shell-Top Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, le véhicule est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.



Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.

Gillette lance les "Prêt-à-raser" jetables...

TU AS VU, YA GILLETTE QUI JETTE DES RASOIRS LANCABLES.

MAIS NON, IL LANCE DES RASOIRS JETABLES!

TU SAIS TOUJOURS TOUT?

ILS S'APPELLENT LES "PRÊT-À-RASER". ILS RASENT DE PRES ET AVEC GILLETTE IL VALE CHOU.

A une lame série : le rasage "qualité Gillette"

A deux lames jumelles : l'efficacité du rasage à deux lames

J'AI TOUJOURS PENSÉ QUE GILLETTE ÉTAIT UN VRAI SPECIALISTE!

C'est différent, c'est efficace, c'est sûr, c'est... Gillette.

DÉFENSE

M. Martinet : la force de frappe est un facteur d'autonomie sinon d'indépendance

« La difficulté pour la gauche française est d'accepter une option de politique militaire qui est, partiellement, en contradiction avec sa politique intérieure », écrit notamment dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine M. Gilles Martinet, secrétaire national du parti socialiste, à l'occasion d'une tribune intitulée : « Les socialistes et la bombe ».

« D'une part, on entend rompre avec une certaine logique capitaliste ; de l'autre, on souhaite maintenir l'alliance conclue avec la principale puissance capitaliste. La gauche unie ne jure pas la contradiction. Elle accepte de la vivre dans l'idée que, finalement, les États-Unis n'auront, eux non plus, guère de liberté de

choix. Tant que la coalition populaire n'aura pas triomphé, ils seront beaucoup de choses pour empêcher de venir au pouvoir. Mais si elle gagne et consolide sa position, où est leur intérêt ? Vous devrez-ils courir le risque d'une guerre civile européenne ? Ou se résigneront-ils, comme ils l'ont fait ailleurs, à l'existence d'un socialisme différent de celui de Moscou ?

« De toute manière, ils respecteront davantage ceux qui ont des moyens de se rendre indépendants que ceux qui demeureront sous leur tutelle. Le problème n'est pas seulement militaire, mais il est aussi militaire. Et, de ce point de vue, la force de frappe est incontestablement un facteur d'autonomie sinon d'indépendance. »

PRESSE

Les agences européennes et arabes vont étudier les moyens d'améliorer leur coopération

De notre correspondante

Tunis. — Une conférence des directeurs des agences de presse arabes et européennes s'ouvrira à Tunis le lundi 22 novembre sous la présidence du ministre, M. Hedi Nouri. L'agence Tunis-Afrique-Presse (TAP), présidente de l'Union des agences arabes d'information (U.A.A.I.), a été l'une des promoteurs les plus actifs de cette réunion.

Les participants étudieront notamment les possibilités de complémentarité entre pays développés et pays du tiers-monde. Mais le problème majeur reste celui de l'efficacité des agences arabes face aux grandes agences européennes.

En mars 1975, lors de la conférence de New-Delhi, les délégués européens avaient émis des réserves à l'égard de la création d'agences régionales arabes et africaines, d'abord intercontinentales, ensuite par la mise en pool des agences des pays non alignés. Ceux-ci souhaitaient recevoir, transmettre leurs informations par des circuits directs et ne plus dépendre des interprètes.

« Le bureau de la Fédération internationale des journalistes (F.I.J.), qui s'est réuni trois jours à Aix-la-Chapelle, a adopté plusieurs résolutions. Dans celle qui concerne « la situation dans la presse française », il est dit :

« Le bureau de la Fédération internationale des journalistes tient à assurer les journalistes de France qu'il suit avec la plus grande attention les développements de la situation dans la presse française. Les progrès réalisés à l'échelle nationale par un groupe dont l'orientation ne présente pas un minimum de garanties morales, la minime sur des titres aussi significatifs que le *Figaro* et *France-Sol*, la volonté proclamée de soumettre les rédactions à l'arbitraire d'un propriétaire, tout cela tend à vider de son contenu réel la liberté de la presse et à créer les conditions de n'importe quelle manipulation de l'opinion française. »

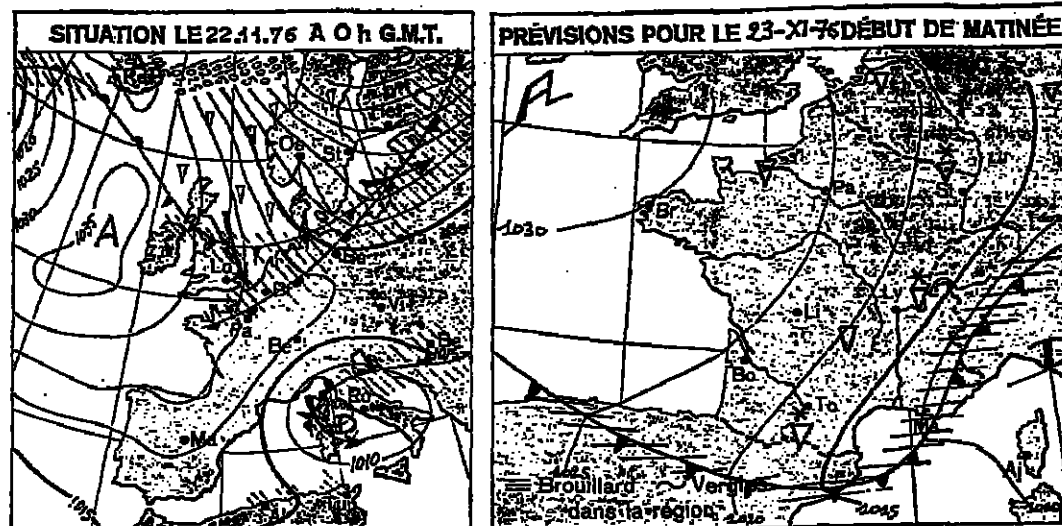
« La F.I.J. assure les journalistes français en lutte contre cette concentration de la solidarité entière et vigilante. Elle se tient prête à leur apporter toute l'aide morale et matérielle possible. »

« La grève observée par la rédaction parisienne d'Associated Press a pris fin vendredi 19 novembre sans qu'un accord ait été conclu. »

« Le *Sunday Telegraph* » a été perturbé dimanche 21 novembre par un arrêt de travail, et plus de 300 000 exemplaires du journal n'ont pas été distribués. Le journal a cependant pu sortir ses premières éditions avant que le syndicat des ouvriers de l'imprimerie n'arrête la production. Les ouvriers de l'imprimerie veulent négocier un nouvel accord avec la direction à la suite du transfert du supplément en couleurs du quotidien *Daily Telegraph* au *Sunday Telegraph*.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige ▼ averse ☉ orage → Sens de la marche des fronts
 Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 22 novembre à 0 heure et le mardi 23 novembre à 24 heures :

Dirigé par les hautes pressions assises du nord du Groenland au large du Groenland, l'air froid venant de la mer de Norvège envahira notre pays.

Mardi 23 novembre, le front froid achèvera de traverser la France au début de la journée en donnant des chutes de neige sur les Alpes et les Pyrénées, puis des averse orageuses sur la Corse. Un temps variable se généralisera ensuite avec alternance d'éclaircies et de nuages dans un flux de secteur nord. Des averse de pluie, de neige ou de grêle auront lieu principalement au sud de Calais aux Vosges et aux Alpes, ainsi que sur les Pyrénées et le nord du Massif Central. Les éclaircies seront plus belles près de l'Atlantique, ainsi que dans le Midi méditerranéen, où le mistral et la tramontane souffleront.

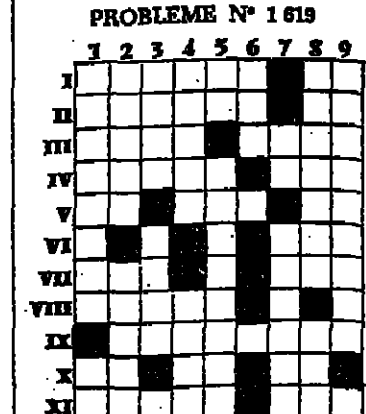
En général, les températures seront en baisse.

Lundi 22 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 025,9 millibars, soit 767,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 novembre; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22) : Ajaccio, 11 et 5 degrés; Biarritz, 8 et 0; Bordeaux, 6 et -2; Brest, 5 et 7; Caen, 8 et 5; Charbourg, 8 et 7; Clermont-Ferrand, 1 et -1; Dijon, 3 et 0; Grenoble, 2 et 1; Lille, 2 et 0; Lyon, 3 et 1; Marseille, 8 et -1; Nancy, 4 et -3; Nantes, 8 et 3; Nice, 13 et 8; Paris-Le Bourget, 5 et -2; Pau, 4 et -4; Perpignan, 7 et 4; Rennes, 8 et 3; Strasbourg, 4 et 0; Tours, 5 et -2; Toulouse, 2 et 1; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 8 degrés; Amsterdam, 8 et 0; Athènes, 20 et 12; Berlin, 4 et 0; Bonn, 4 et -4; Bruxelles, 4 et 1; Des Canaries, 22 et 18; Copenhague, 8 et 1; Genève, 4 et 2; Lisbonne, 12 et 5; Londres, 8 et 5; Madrid, 9 et -3; Moscou, 0 et -1; New-York, 7 et 4; Palma-de-Majorque, 12 et -1; Rome, 13 et 8; Stockholm, 4 et -2; Téhéran, 14 et 2.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1619

HORIZONTALEMENT
 I. Témoin gênant et tenace ; Ne ferait rien pour l'amour de Dieu (épée). — II. Faire le point à Émile en Provence. — III. Accueil très mauvais ; Un qui aurait bien voulu pouvoir fermer l'œil ! — IV. Rarement comme avant ; Ce n'est pas de la poudre à jeter aux yeux. — V. Synbole ; Grand nettoyage ; Animal inversé. — VI. Sicle déjà ancien. — VII. Durs à cuir ; Monnaie. — VIII. Vocabulaire de robin. — IX. Fait que certains démentent sans prévenir. — X. Pointa. — Conjonction ; Forme de savoir. — XI. Vraiment peu éclairé ; Un peu moins pur quand on vient d'expirer.

VERTICALEMENT
 1. Allongent le pas ; Franchi par le Transsibérien. — 2. Moins fort ; Définitivement marquée. — 3. Déplacer un train ; Prophète. — 4. Certains en masquent cruellement ; Source de nombreux mandats. — 5. Initiales d'un historien ; Vendra trop cher. — 6. Façon de boire. — 7. Vers de Virgile ; Fils certain de quelqu'un. — 8. Raison d'être, hélas ! de certains voutours ; Murmuré s'il est timide. — 9. Fait tomber quand elle devient forte.

Solution du problème n° 1618

Horizontalement
 I. Nouvelles. — II. Re : Nu. — III. Évasives. — IV. Melon ; LIR. — V. P.T.T. ; Epile. — VI. Assises. — VII. Lait ; Cite. — VIII. Es ; O.S. — IX. Refrains. — X. Elzéar. — XI. U.S.A. ; Essai.

Verticalement
 1. Empaler. — 2. Orvet ; Coées. — 3. Aïoli ; Pile. — 4. Vio ; SS ; Ri. — 5. Erines ; Dame. — 6. Lev ; Pie ; Les. — 7. Elision. — 8. Ensilera. — 9. Su ; Rases ; Pi.

GUY BROUTY.

2 SESSIONS du 20 au 24 et du 27 au 31 inclus

NOËL 5 jours math, phys

Batipape intensif : 3^e à la terminale
SOS MATH d'accompagnement
 3, rue de MONGEAU - 756-61-24
 Métro : Étoile ou St-Philippe

Le Monde
 Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75421 PARIS - CROIX DE
 C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
 98 F 175 F 232 F 336 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 188 F 353 F 523 F 690 F

ÉTRANGER
 (par messagerie)
 L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
 PAYS-BAS - SUISSE
 125 F 230 F 335 F 440 F

IL - TUNISIE
 163 F 305 F 448 F 590 F

Par voie aérienne
 tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres et capitaux d'impression.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
 Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie
 du « Monde »
 5, rue des Italiens
 PARIS-IX
 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications : n° 5-837.

(Publi-Info)

SUPER SEARCH
 PEUT VOUS AIDER
 A TROUVER UN EMPLOI
 AUX U.S.A.

Ecrire en joignant 2 timbres à 1 F pour envoi documentation à Super Search Dept. DB
 B.P. 169 07 - 75326 Paris Cedex 07

Opel EuroKadett
 PARIS AUTO S.A.
 41-43, rue de Valenciennes
 PARIS 10^e TEL. 250.43.60

A L'HOTEL DROUOT
 A DROUOT RITE GAUCHE
 Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi

EXPOSITIONS
 S. 3. - Bijoux argent.

VENTES
 S. 3. - Orfèvr. anc., argent., imp. bijoux Van Cleef et Arpels, Webb, Plagot.
 S. 11. - Tableaux anc., sièges et meubles 18^e et 19^e.

PALAIS GALLIERA
 Obj. art de très bel am. 18^e. Coiff. Baron A. de Gumburg et d'aut. am. Remont. ens. de céram. Marseille. Midi. Indes. Chine, Italie.

VENTE à VERSAILLES
 PALAIS DES CONGRES
 place du Château de Versailles - Tél. : 951-07-23
 IMPORTANTE VENTE DIMANCHE 28 NOVEMBRE à 14 heures :
 TRÉSORIERS TABLEAUX
 OBJETS D'ART ET MOBILIERS 17^e, 18^e, 19^e
 M^{rs} CHAPPELLE FERRIN, FROMATIN, Commissaires-Priseurs
 à VERSAILLES - Tél. : 950-66-43 et 75-64
 OS. rendent 28 et samedi 27 novembre, de 10 à 18 heures.
 SOIRÉE vendredi 26 novembre, de 21 à 23 heures.

VENTE à CHARTRES (28)
 GALERIE DE CHARTRES
 DIMANCHE 28 NOVEMBRE à 14 h.
 ARGENTERIE XVIII^e, XIX^e et XX^e
 BIJOUX
 en présence de M^{rs} JEAN BESNARD
 en présence de M^{rs} CHARTRES
 IVOIRES - PIERRES DURES
 corail rouge ht 44 cm
 corail blanc large 50 cm
 en présence de M. BEURDELEY
 expert à Paris
 TABLEAUX
 Jongkind, Gullilaum
 MOULIER HAUTE ÉPOQUE
 TAPISSERIES XVI^e et XVII^e
 en présence de M. Roudillon
 expert à Paris
 M^{rs} J. LEBLANC C.F., 8, rue
 Famin, 28-Chartres. - (37) 36-04-33
 Exp. vend. 28, 15 à 22 h., 1^{er} sem. 27,
 10 à 18 h., 2^e sem. 28, 10 à 11 h. 30

SHUSS
 la neige est à vous!

L'ALPE D'HUEZ
 960⁺ 1 semaine
 week-end 280⁺

PYRENEES CAUTERETS
 710⁺ 1 semaine

AUTRICHE LANDECK-ZAMS
 690⁺ 1 semaine

SKI DE FOND/ALPES ST VERAN
 780⁺ 1 semaine

Le point 85
 85 Saint-Nicolas
 75005 Paris
 324 60 30

BON à découper
 Voulez-vous un séjour à l'Alpe d'Huez, aux Pyrénées, en Autriche ou en Savoie ?
 Remplissez et envoyez ce coupon à :
 Le Point 85, 85 Saint-Nicolas, 75005 Paris

l'Amérique de votre choix

TORONTO BOSTON NEW YORK
 DETROIT WASHINGTON
 CHICAGO NEW ORLEANS
 ST. LOUIS MIAMI
 DALLAS

avec LOFTLEIDIR

Toujours fidèle à sa politique de tarifs raisonnables, qu'elle maintient depuis des années, LOFTLEIDIR vous permet, sans contrainte, de découvrir l'Amérique.

Quelle que soit votre destination finale aux États-Unis, vous pourrez utiliser New York ou Chicago comme point de transit vers la ville de votre choix :

- vol quotidien New York aller-retour F. 1.795 (*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour F. 2.205 (*)

Ces tarifs ouverts à tous n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

LOFTLEIDIR a également à votre disposition toute une gamme de tarifs particulièrement intéressants pour de courts séjours (tarifs excursion 21 jours sans minimum de séjour) ou de très longs séjours (billet valable 1 an).

Comparez vous-même ces tarifs avec ceux qui vous seront proposés par d'autres compagnies régulières.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 3 à 30 jours, à partir de 1.890 F comprenant le transport aller-retour Luxembourg-New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lit. 345 A)

N'oubliez pas de souligner également la possibilité d'une escale touristique en Islande lors de votre voyage transatlantique. (*) tarif excursion 22/45 jours.

Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à :

LOFTLEIDIR ICELANDIC
 32, rue du 4-Septembre
 75002 Paris
 tél. 073.75.42 - 742.52.26
 32 bis, rue du MI Joffre
 06000 Nice
 tél. 68.73.41

Nom _____
 Adresse _____
 ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

صكرا من الامل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Mythes et réalités du projet de « bilan social »

Le gouvernement a décidé de déposer, avant la fin de l'année, un projet de loi imposant aux entreprises ou établissements employant plus de trois cents personnes de présenter chaque année un « bilan social » au comité d'entreprise. Le Conseil économique et social, saisi pour avis, devrait se prononcer rapidement sur ce texte, qui n'a guère suscité l'enthousiasme des syndicats et du patronat.

L'objectif du gouvernement est à la fois de compléter et de synthétiser l'information du comité d'entreprise par la présentation d'un document sur l'ensemble de la politique sociale de la firme : plusieurs dizaines de renseignements chiffrés — on parle même de quelque 200 indicateurs sociaux — porteraient sur l'emploi, l'absentéisme, les rotations et les démissions de personnel, les rémunérations, les conditions de travail, la formation, etc. En revanche, l'employeur serait libéré des obligations d'informer au coup par coup le comité sur la formation et les conditions de travail.

Les syndicats s'inquiètent de la mise en place d'une formule qui bloquerait l'information une fois par an et réduirait le rôle des autres représentants du personnel. Le mouvement de réflexion et d'action patronale Entreprise et Progrès, qui s'était prononcé pour cette formule dès 1975, estime, après avoir mené plusieurs expériences positives, que « ce serait une erreur de rendre obligatoire une procédure qui doit encore être expérimentée et être adaptée à chaque établissement. Entreprise et Progrès craint un renforcement de l'esprit bureaucratique si le gouvernement impose un « modèle » qui « aboutirait à un débat d'experts ».

Alors que l'ancien ministre du travail, M. Michel Durafour, préconisait une simple recommandation des pouvoirs publics, son successeur, M. Christian Bonillaud, a choisi la voie légale et l'obligation : « Cette réforme est importante », a-t-il indiqué au journal « la Croix » (le 28 octobre), « car elle conditionne toutes les autres » sur la réforme de l'entreprise.

L'ADOPTION par le gouvernement d'un projet de loi sur le bilan social relance le débat sur la réforme de l'entreprise. Le domaine d'action semble être politiquement bien choisi, car il s'agit d'un thème proposé de longue date par le patronat et des organismes proches, tel le Centre des jeunes dirigeants. Il semble répondre à un besoin évident d'information du personnel relatif aux conditions de travail, aux dépenses en formation, à la sécurité de l'emploi, en bref, à la qualité de la vie dans l'entreprise. Pourtant, un observateur attentif peut se demander pourquoi certains porte-parole du C.N.P.F. ont lancé ce thème avec tant d'insistance et pourquoi l'attitude des syndicats a été réservée pour ne pas dire opposée. N'y a-t-il pas derrière ce projet la poursuite d'un mythe, une tentative de mesurer ce qui ne peut l'être,

qui sert finalement d'alibi à la réalisation des vraies réformes ? L'initiative n'aurait-elle pas logiquement dû venir du bord opposé ? S'agit-il, comme le pensent certains observateurs, d'une manœuvre patronale reprise à son compte par le gouvernement ?

Aut-delà des apparences, il faut cerner l'enjeu du projet qui, en fait, est perçu très différemment selon les interlocuteurs. Les modalités d'application déterminent inéluctablement la qualité des informations fournies au comité d'entreprise et conditionneront indirectement les réponses des entreprises et des syndicats. Un tel projet soulève une série de questions auxquelles le gouvernement, en raison du principe de libéralisme, se garde bien de répondre et qui devront être laissées, en dernière analyse, au bon vouloir de chaque chef d'entreprise.

L'enjeu

En première analyse, ce projet semble traduire une profonde espérance et correspondre à une nécessité. Cette espérance est que l'entreprise, école du profit, se transforme en communauté humaine et prenne en compte une nouvelle finalité, celle de répondre aux attentes du personnel, des pouvoirs publics, des consommateurs et d'autres groupes de pression. Plus qu'un changement de cap, il est demandé aux chefs d'entreprise de faire le point à partir de deux instruments de mesure, l'un économique et l'autre social. Ce type d'approche n'est pas nouveau, ainsi que le montre une lecture des rapports annuels 1975 des grandes entreprises françaises. Le président de Lafarge, par exemple, indique que « les objectifs du groupe sont aussi bien sociaux qu'économiques, les premiers étant toutefois dépendants des seconds ». Ce projet de loi devrait, en fait, veiller à ce que les entreprises qui ont mené une politique sociale dite avancée ne soient pas pénalisées par rapport aux autres et que le climat social ne soit pas détérioré par l'attitude de quelques entreprises rétrogrades.

Ce projet correspond aussi à une nécessité, celle de la transparence de l'entreprise vis-à-vis de son personnel et de l'extérieur. A une époque où les informations circulent instantanément sur notre planète, il serait anachronique de voir les entreprises refuser d'informer leur personnel sur les effectifs, les taux de rotation ou la répartition des dépenses en formation. Il semble d'ailleurs logique que, sur une longue période, le climat social dans une firme où les informations circulent librement et sont analysées périodiquement soit plus calme et que les entreprises qui donnaient le plus d'importance aux informations sociales dans leur rapport annuel étaient aussi celles qui obtenaient les meilleurs résultats économiques, résultats mesurés par la rentabilité des fonds propres (1).

Mais on peut aussi interpréter que la performance sociale est un luxe accessible aux entreprises économiquement performantes. En d'autres termes, en obligeant les entreprises françaises à établir un bilan social et, éventuellement à le publier, le gouvernement prend une mesure d'incitation à la transparence, à un dialogue social étoffé sur des chiffres précis et, disons-le, à un plus grand dynamisme et à une plus grande efficacité. Il oblige, en

effet, les entreprises à se doter d'un nouvel instrument de gestion, le tableau de bord social.

FRANÇOIS LOMBARD
maître-assistant associé,
Institut d'administration
des entreprises d'Aix-Marseille.
(Lire la suite page 18, 1^{re} col.)

L'automobile ne représente plus que 40% de son chiffre d'affaires

Fiat aux onze facettes

Turin. — Une foule élégante se presse sous les hauts plafonds, coule entre les colonnes, se recueille un moment autour des vieilles autos, merveilleux objets luisants, faits de laques, de cuivres et de cuir tanné. Nous sommes dans le temple de Turin, ce musée Fiat où l'on continue d'honorer tous les ans à l'automne la déesse qui fit la fortune de la ville. Pourtant, à la sortie on oublie vite la Fiat de toujours. La brochure distribuée s'intitule « Ecco

la holding Fiat » (1). Sur la seconde page, une marguerite symbolique à onze pétales. Au cœur, le sigle Fiat et sur chaque pétale des noms : Fiat Holding Technocomponente, Fiat Trattori S.P.A., Fiat Allis M.M.T.S., Fiat T.T.G., etc. Fiat-ci, Fiat-là, Fiat partout : dans la sidérurgie, les travaux publics, l'énergie, le génie civil, le tourisme, le matériel ferroviaire, et on en passe...

De notre envoyée spéciale

1975, et 65 % en 1970. L'automobile n'occupe plus que 48 % du personnel total de Fiat (255 880 personnes), et seulement 34,5 % des investissements totaux (925 milliards de lire) lui ont été consacrés en 1976. Ivo, le fils aîné de la holding, a pris peu à peu presque autant de poids que l'automobile dans les activités du groupe : 31,5 % du chiffre d'affaires, et 29 % des investissements en 1976.

Au total, la part des véhicules (autos et poids lourds) dans le chiffre d'affaires n'atteint plus que 71,50 %, alors qu'elle demeure de 90 % par exemple à la région Renault. Quant aux neuf autres secteurs (3), constitués en 1975 et 1976 en regroupant les multiples activités de Fiat, ils s'orientent délibérément vers les marchés extérieurs. L'« intégration » n'est plus de mise. Le secteur sidérurgie, par exemple, devenu autonome le 1^{er} janvier 1976 sous la raison sociale « Italsid », devrait peu à peu se spécialiser dans les aciers spéciaux en abandonnant la « sidérurgie pauvre » classique. Or, en 1970, les activités de la division consistaient essentiellement à couvrir les besoins des usines Fiat.

personnes environ), celui qui œuvre dans le Mezzogiorno a plus que triplé, passant de 6 000 en 1970 (soit 3,3 % du total) à plus de 20 000 en 1975 (11 % du total).

Ravalement complet. Fiat en six ans s'est transformée. Pourquoi ? A la base l'arrivée au pouvoir de Giovanni et Umberto Agnelli, qui ont, aussitôt, brisé les dogmes intangibles établis par leur prédécesseur : le professeur Valetta. Révolution forcée d'ailleurs. L'empire construit par celui-ci était devenu ingouvernable, et Fiat, emporté dans des structures trop rigides, avait manqué le boom des années 1970-1973.

La crise de l'automobile a accéléré le processus et accompagné la tâche des nouveaux dirigeants. Le renforcement de la concurrence étrangère lui a fait perdre des points sur la plupart des marchés, et même en Italie. En 1970, Fiat couvrait 64 % du marché italien, en 1975 ce pourcentage est tombé à 48 %. Contrainte d'exporter coûte que coûte, Fiat s'est tournée vers les marchés de grande exportation, ce qui explique, pour une bonne part, ses multiples implantations internationales.

Enfin, au contraire de l'automobile, la plupart des secteurs « annexes » ont connu au cours des dernières années un développement « naturel » important : tracteurs, véhicules industriels, engins de génie civil, infrastructure routière, énergie notamment. « Dans un premier temps, nous ne leur avons pas donné plus d'importance qu'ils n'en méritaient. Puis nous avons poussé leur développement, sans en faire un problème de primauté et sans pénaliser l'automobile », explique M. Chiusano, conseiller personnel de Giovanni Agnelli et secrétaire du comité de direction de la holding Fiat.

YERONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 18, 1^{re} col.)

L'essor dans le Mezzogiorno

Fiat sort de l'automobile, mais aussi de Turin. A l'étranger, les usines contrôlées, associées ou sous licence se sont depuis quelques années multipliées. Après l'Espagne (SEAT), la Pologne, la Yougoslavie, l'Argentine, la Tunisie, la dernière née — l'usine Fiat Automobili da Belo-Horizonte (Brésil) — sera mise en service avant la fin du mois. Elle produira 200 000 véhicules par an. La production d'automobiles sous licence, qui n'atteignait en 1970 que 430 000 unités (soit 21,7 % de la production), a atteint, en 1973, 707 000 unités (38 % du total) et devrait passer à 850 000 véhicules en 1976. Même orientation dans les véhicules industriels : le siège d'Iveco est à Bruxelles, non à Turin, et en 1975 la production en Italie n'a représenté que 68 % du total, le reste étant produit en France et en Allemagne fédérale. Enfin les secteurs tracteurs et engins de travaux publics possèdent également plusieurs usines à l'étranger.

Par ailleurs, Fiat s'est réajustée depuis quelques années à abandonner Turin, naguère d'indépendance absolue, le Mezzogiorno, renversant une politique pratiquée pendant des décennies. Depuis 1970,

la plupart des nouvelles usines ont été implantées dans le Sud. Résultat : alors que le personnel travaillant à Turin est resté stationnaire de 1970 à 1975 (145 000

- (1) Voici la Holding Fiat.
- (2) Iveco comprend les sociétés : Fiat Vehicoli Industriali, OM, UNIC, Lancia Vehicoli speciali et Magirus Deutz.
- (3) Sidérurgie, composants, tracteurs, engins de travaux publics, énergie, machines-outils et systèmes de production, matériel ferroviaire, génie civil, tourisme et transports.

Le retour d'Umberto

De notre correspondant

Rome. — Tout est rentré dans l'ordre au « sommet » de Fiat après un tremblement de terre estival dont les circonstances ne sont pas entièrement claires. Le 9 juin 1976, pour se présenter aux élections, M. Umberto Agnelli cédait sa place d'administrateur délégué à un nouveau venu dans la maison, M. Carlo de Benedetti. Le 25 août, ce dernier démissionnait de la présidence du comité de direction et c'est le même Umberto Agnelli, devenu dans l'intervalle sénateur démocrate-chrétien de Rome, qui lui succédait.

L'hypothèse d'une manœuvre électorale, montée de toute pièce par ces deux anciens camarades d'usine, ne tient pas debout. Fiat est une entreprise trop importante pour s'enferrer d'un nouveau patron pendant quelques semaines, et M. de Benedetti n'est pas homme à jouer les intermédiaires ou les figurants. Les frères Agnelli lui avaient effectivement donné les pleins pouvoirs en juin.

Le communiqué officiel du 25 août (cinq lignes) parlait de « divergences sur les politiques de gestion ». Bien sûr, cependant d'autres bruits ont couru : l'administrateur délégué était en fait convoqué pour avoir voulu s'emparer de la majorité des actions de Fiat ; non content d'être l'homme fort, il cherchait aussi à devenir le patron.

Cette hypothèse — formellement démentie par la direction de Fiat — paraît peu vraisemblable : exactement opposées, attribuent d'ailleurs aux Agnelli eux-mêmes des achats importants de titres Fiat constatés cet été. Dans leur entourage, on se contente de souligner qu'ils sont en position de force : par l'intermédiaire de plusieurs sociétés — dont l'ITFI — ils possèdent 21,7 % des actions ordinaires de Fiat.

Autre hypothèse avancée : le départ de M. de Benedetti s'expliquerait simplement par le retour de M. Umberto Agnelli. Partir à Rome pour « faire le sénateur », comme on dit en Italie, il aurait été profondément déçu par cette brève expérience politique. La démocratie chrétienne ne s'est pas jetée dans ses bras et on ne lui a même pas offert un poste de ministre.

C'est une hypothèse absurde, répond un de ses proches. Umberto n'est pas Servan-Schreiber. Il n'a jamais imaginé changer la face du monde en trois mois. Il continue à passer deux jours par semaine à Rome et il prendra de nouvelles initiatives politiques prochainement. Le sénateur ne suffit pas à expliquer que Fiat se soit brusquement passé des services de M. de Benedetti. Un

des meilleurs managers de la péninsule. Il y a bien eu « divergences » sur les politiques de gestion. Elles portaient sur les objectifs mais plus encore sur les méthodes.

M. de Benedetti est entré chez Fiat avec deux idées fixes : efficacité, rentabilité. Il fallait que cet empire, ayant des activités de plus en plus diversifiées, se ressaisisse et soit en mesure de s'autofinancer. Or Fiat, malgré sa taille, une entreprise familiale. L'adhésion de jeunes cadres n'empêche pas le maintien de dirigeants plus anciens qui ne sont pas toujours fuyés au travail journalier mais aux actions passées et à leur fidélité aux Agnelli.

Dans la maison turinoise, l'arrivée du nouveau patron a fait l'effet d'un cataclysme. M. de Benedetti a aussitôt institué de nouvelles méthodes et procédé sans ménagement à des mutations importantes. De nombreux cadres sont allés s'en plaindre à « l'avvocato » (Giovanni Agnelli) qui avait d'autres raisons de regretter son choix. M. de Benedetti ne semblait guère porté à la diversification, chère au P.-D.G.

Persuadé que le secteur automobile était prioritaire, il voulait le réformer de fond en comble mais espérait empêcher Fiat de trop se disperser. Plus profondément, le nouveau administrateur délégué voyait dans la firme turinoise une société comme les autres, alors que par son histoire, sa taille et ses activités, elle occupe en Italie une place à part et entretient avec le pouvoir politique des liens qui déterminent aussi l'état de son budget. M. de Benedetti n'en a pas tenu compte : il venait d'une entreprise bien plus petite, d'un monde où les rapports sont plus directs et les « politiques de gestion » plus rationnelles ou plus simples.

Qui est maintenant le patron de Fiat ? Au siège de la firme turinoise on s'étonne de la question : c'est M. Giovanni Agnelli, bien sûr, qui n'a cessé de l'être, même pendant le règne éphémère de M. de Benedetti. Il a personnellement rappelé son jeune frère Umberto, qui est chargé, comme par le passé, de présider le comité de direction. Pour faire fonctionner la machine, le sénateur est assisté de trois hommes : M. Cesare Romiti, administrateur délégué, M. Bruno Becattini (véhicules industriels) et M. Nicola Tufarelli (secteur automobile) que M. de Benedetti avait cherché à « dégommer ».

Signe que tout est rentré dans l'ordre : M. Vittorio Chiusano, le vieux conseiller de la famille Agnelli, qui travaillait sur la déception du sénateur, ne suffit pas à expliquer que Fiat se soit brusquement passé des services de M. de Benedetti. Un

bilan réévalué : 2 milliards d'actifs réels.

BULLETIN

Le protectionnisme a toujours de bonnes raisons

On se demande parfois comment il a été possible au début des années 50, à des gouvernements pourtant bien intentionnés, de prendre des mesures qui, avec le recul du temps, ne pouvaient pas ne pas aggraver la crise. Ce qui se passe sous nos yeux, se garde bien de répondre et qui devront être laissées, en dernière analyse, au bon vouloir de chaque chef d'entreprise.

quels globales ne font-elles que décrire un phénomène général qui, par lui-même, n'explique pas la brutalité de la réaction des Neuf. Si la Commission européenne a adressé en leur nom une véritable ultimatum à Tokyo, c'est parce que, dans des secteurs bien définis, des entreprises se trouvent menacées par le dynamisme des exportateurs nippons.

Il n'est pas question de mettre en doute la nécessité d'imposer une certaine discipline à ces derniers pour permettre les adaptations nécessaires et éviter de nouveaux licenciements. Mais, sauf à prouver que les Japonais usent de méthodes de dumping, ce qui ne semble pas être vraiment le cas, il serait dangereux de leur mesurer trop durement l'absence aux marchés européens. Le Japon ne fait pas autre chose que pratiquer la politique économique sur laquelle comptent la plupart des pays pour soutenir une conjoncture déclinante : étendre les débouchés extérieurs pour assurer les plans de charge de ses entreprises. Si demain, les industriels japonais, trouvant fermée la porte de l'Europe, se retournent en masse vers les marchés américains (où ils occupent déjà des positions bien plus importantes que sur le Vieux Continent) et qu'à leur tour les Etats-Unis réagissent par des mesures protectionnistes, il pourrait en résulter une nouvelle chute de l'activité au Japon.

Pénaliser l'efficacité finit toujours par provoquer une baisse générale, au moins relative, du niveau de vie global. Tokyo préconiserait la tenue prochaine d'une conférence « au sommet » pour conjurer le danger. Mais s'agit-il encore de conférence, quand l'économie de marché, désorganisée par l'inflation, connaît un développement de plus en plus irrégulier ?

(1) François Lombard : Performances sociales et économiques des entreprises, L.A.S. d'Aix-en-Provence, 1976.

EMPLOI : chute importante des offres

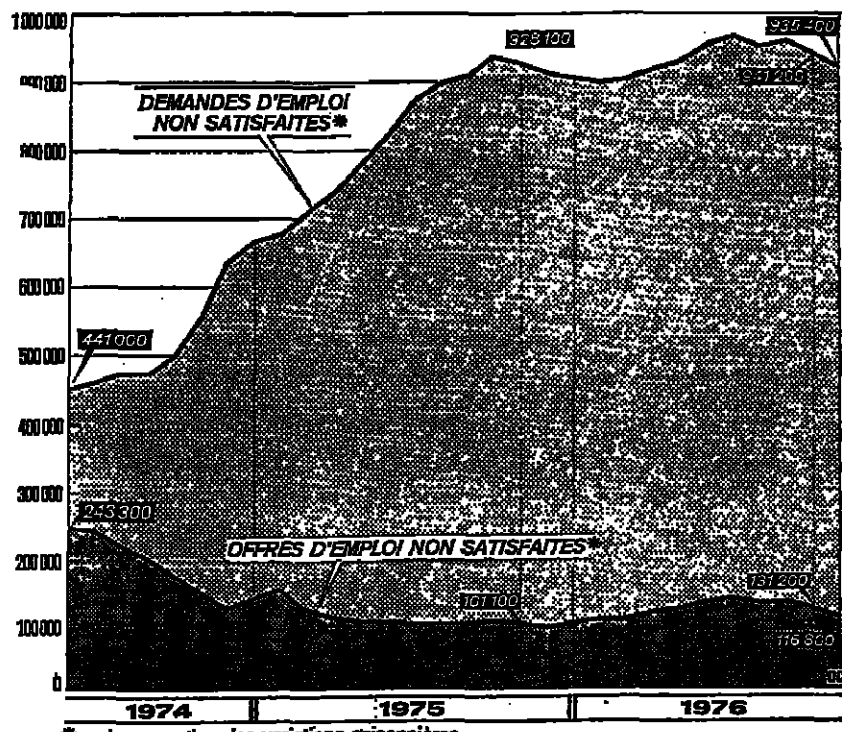
BIEN que M. Christian Beullac, ministre du travail, ait déclaré, le 15 novembre à l'Assemblée nationale, qu'il n'y avait pas de « dégradation accentuée » de l'emploi, tout en ajoutant ailleurs que la situation demeurait « préoccupante », force est de constater que l'état du chômage en France a empiré au mois d'octobre, pour dépasser les maxima enregistrés au plus fort de la crise économique.

En données observées, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a de nouveau franchi le cap du million, pour atteindre le chiffre record de 1 025 300, contre 985 400 en septembre (+ 7,31 %). Cette barre avait été passée pour la première fois en octobre 1975, avec 1 015 600, le niveau le plus élevé constaté le mois suivant, avec 1 020 100.

En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandes d'emploi a en revanche légèrement diminué, comme l'an dernier : 938 400 en octobre contre 941 200 en septembre.

Aux mêmes dates de 1975, il était respectivement de 928 100 et 933 100. Certes, pour le ministre du travail, il ne faut pas confondre demandeurs d'emploi et chômeurs. Comme M. Michel Durafour, son prédécesseur, M. Christian Beullac avait réaffirmé, peu après son entrée en fonctions, que 15 % des demandeurs n'étaient pas immédiatement disponibles et qu'on ne pouvait pas vraiment considérer comme chômeurs ceux qui trouvent un emploi dans un délai de trois mois.

Devant l'Assemblée nationale, il a assuré qu'il s'attachait d'abord à améliorer le dispositif de connaissance de l'emploi et qu'il venait de faire parvenir à M. Raymond Barre, ministre de la lettre que le premier ministre lui avait envoyée dans ce sens le 19 octobre, un « dossier sur les statistiques de l'emploi ». Il ne s'agit pas, a précisé le ministre du travail, de « truquer les chiffres, trahir et culpabiliser ceux qui sont momentanément dans une situation difficile (...) Mais, je ne crains pas de dire qu'il serait immoral de ne pas lutter contre les abus, peu nombreux, mais choquants ». En attendant, on a noté au mois



d'octobre, un autre signe de cette nouvelle détérioration de l'emploi : la chute sensible des offres non satisfaites. M. Christian Beullac a reconnu lui-même que le « tassement traditionnel des offres après septembre est plus accusé que l'an dernier ». En données corrigées des variations saisonnières comme en données observées, cette baisse est en effet importante et inquiétante : dans le premier cas, le nombre des offres est passé, de septembre à octobre, de 121 200 à 116 800 (- 3,6 %) et, dans le second cas, de 142 900 à 121 100 (- 15 %). En septembre et octobre 1975, on avait respectivement enregistré 105 300 et 101 100 offres en données corrigées

(- 4 %) et 114 700 et 104 900 en données brutes (- 8,55 %). Selon les statistiques officielles, 48 % des demandeurs d'emploi ont moins de vingt-cinq ans et 46 % sont à la recherche d'un travail depuis plus de trois mois. D'autre part, environ la moitié seulement des chômeurs sont iniquement indemnisés. M. André Bergeron, président du conseil d'administration de l'UNEDIC, vient d'indiquer que si le nombre des bénéficiaires des allocations des ASSÉDIO (435 721 au 31 octobre) avait baissé d'un million le mois dernier, c'est aussi parce qu'un certain nombre de chômeurs ont épuisé leurs droits au regard de l'assurance-chômage.

Fiat aux onze facettes

(Suite de la page 17.)

Développement « naturel » donc et réorganisation imposée par la conjoncture, les aussi par la pression syndicale. S'il est un problème qui chez Fiat n'a pas été résolu depuis quelques années c'est bien celui-là. Qu'on en juge : au cours du premier semestre 1976, Fiat a subi 6 387 millions d'heures de grève (contre 4 millions en 1975 au total et 3,2 millions en 1971) auxquelles il faut ajouter la « microconflictualité » (arrêts de travail de petites groupes indépendants) : 1,4 million d'heures perdues. Quand on sait que l'absentéisme a atteint 15,07 % des horaires théoriques (contre 12,4 % en 1975), on mesure le problème à sa juste valeur. « Cette année les conflits sociaux nous ont fait perdre cent mille voitures », affirme M. Chiusano.

C'est autant que la perte subie par la régie Renault en 1975 au cours de la grève la plus longue de son histoire (neuf semaines). La Régle a mis presque un an à s'en remettre. Chez Fiat, voilà bien dix ans que cela dure.

En 1974, pourtant, on avait cru à une amorce de conciliation. L'accord signé entre la direction de Fiat et les syndicats pour « gérer la crise » était cité partout comme un modèle. « Cet accord n'a pas été un échec, il nous a permis de sortir de la crise sans conflit majeur », affirme M. Chiusano. Mais ce n'était que des négociations répétées. « Cogestion ? » Sûrement pas, répond M. Corrado Ferro, secrétaire général de l'U.I.L.M., l'un des principaux syndicats de la métallurgie. Il s'agit de déterminer ensemble les jours de chômage partiel et de garantir du travail à tous les ouvriers. Sur ce plan, l'accord a été respecté.

Par contre, l'accord prévoyait aussi un programme d'investissement dans le Sud. Selon les syndicats, la Fiat n'a pas tenu toutes ses promesses. Elle s'était engagée à construire trois usines supplémentaires. Une seule a été commencée et elle n'emploiera que huit cents personnes au lieu des trois mille prévues.

Reste que l'action syndicale a été sans nul doute prépondérante dans les choix de Fiat de s'implanter en Italie du Sud. « Fiat devait faire de nouveaux investissements, la pression syndicale a conduit à ce qu'ils se fassent dans le Midi, et pas ailleurs », reconnaît M. Chiusano.

La peur du syndicat a-t-elle également motivé pour une bonne part le développement à l'étranger et la transformation de la Fiat en holding ? C'est ce qu'affirme M. Corrado Ferro.

« Les syndicats sont plus faibles pour affronter une situation internationale », explique-t-il. Selon ses dires, l'éclatement de Fiat en secteurs relativement autonomes ne serait qu'une feinte, « la direction réelle est toujours à Turin, Fiat nous oblige à signer de faux contrats avec des personnes qui ne sont pas de vrais dirigeants ». Et de citer l'exemple de la direction d'Aviano : « Elle peut dire si la production va augmenter, compte tenu du marché, mais ne peut s'engager sur la politique industrielle et les investissements qui dépendent de la politique générale du groupe ».

Vraie ou fausse holding ? La direction de Fiat assure que la décentralisation des pouvoirs est réelle, et que l'autonomie est quasi totale pour les cinq principales branches (automobiles, camions, aéronautique, tracteurs et engins de travaux publics). Il est certain que la transformation ne se fera pas en un jour, et si pour l'heure les pouvoirs de la direction centrale restent étendus, la volonté de décentralisation se traduit par le fait que la production de moins en moins automobile et si elle reste un « Etat dans l'Etat », ce ne sera bientôt plus qu'un état-major.

Cette transformation permettra-t-elle au géant de Turin de retrouver les performances financières d'antan ? Pour l'heure, les résultats ne sont pas évidents. Certes, les bénéfices ont augmenté en 1976 (107 millions de lire contre 38 millions en 1974) et 1976 promet d'être encore meilleur, mais on est loin des chiffres de 1971 (15,5 milliards de lire). Si les ratios financiers de la Fiat demeurent dans la plupart des cas meilleurs que ceux de ses concurrents, la comparaison avec les années précédentes montre une nette dégradation : le rapport des capitaux propres sur l'ensemble des dettes est passé de 5,85 en 1968 à 0,93 en 1975 par exemple, tandis que celui des actifs immobilisés sur l'endettement passait de 22,4 à 21.

L'optimisme reste pourtant de règle à Turin, où l'on rappelle la conjoncture italienne défavorable des deux dernières années. « Nous sommes un cas en 1976 en Italie », assure M. Chiusano. « Notre situation s'est améliorée grâce à une politique financière prudente, alors qu'elle s'est gravement détériorée dans l'ensemble des firmes italiennes. » Fiat est-elle donc sortie de l'ornière ? Il est un peu tôt pour l'affirmer. En tout état de cause, elle mettra encore quelque temps à digérer les bouleversements et à en tirer profit. Les allées et venues qui ont perturbé sa direction au cours de l'été dernier ont montré qu'il est plus facile de changer les structures que d'introduire du sang neuf au sein d'une entreprise qui, pour avoir effacé ses rides, n'a pas encore rompu avec ses traditions. L'organe passé, on semble décidé à Turin à ne pas tenir compte.

« Tout est rentré dans l'ordre. Le passage de Benedetti, c'est une histoire de quatre-vingts ans », explique M. Chiusano. Fiat d'aujourd'hui, Fiat de toujours.

VERONIQUE MAURIS.

Le projet de « bilan social »

(Suite de la page 17.)

Il est donc logique que le patronat, dans sa stratégie, appuie le projet gouvernemental qui élargit à tout ce qui n'était qu'une politique pratique par entreprises dynamiques comme Roussel-Uclaf, Carrefour ou Moët-Hennessy. Par contre, les syndicats peuvent se poser des questions de fond. Ne s'agit-il pas de donner l'impression de réformer l'entreprise, alors que les questions de partage des décisions et des bénéfices n'ont pas encore été abordées directement ? Le bilan social, n'est-ce pas en fait une réforme plus apparente que réelle, qui vise à démotiver les travailleurs ? Incommodément, les travailleurs savent que, de toutes les façons, le gouvernement instaurera le bilan social et que c'est déjà un avantage acquis. Les premières expériences ont montré que, pour élaborer un tel bilan, il est parfois nécessaire de recueillir l'avis de l'ensemble du personnel, ce qui implique inévitablement que les représentants de la base se sentent un peu court-circuités. L'enjeu, pour les syndicats, est donc de collaborer à un système qu'ils souhaitent combattre. Le bilan social leur semble être un miroir aux alouettes qui exerce un attrait à court terme et recèle un danger de démotivation à plus long terme. Devant de tels points

de vue, l'instauration du bilan social est-elle possible ?

Le choix des modalités d'application du bilan social déterminera la portée historique de cette réforme. Le projet actuel peut être vu comme une première étape dans l'expérimentation et l'élaboration d'indicateurs sociaux propres à chaque branche industrielle. L'analyse de l'évolution de ces indicateurs et les comparaisons inter-entreprises peuvent être utiles à la fois à la direction et aux syndicats, qui auront des bases de références communes et pourront situer la performance d'une entreprise dans un contexte régional, industriel ou national donné. Ces comparaisons, déjà amorcées dans des travaux tels que l'Examen social de l'entreprise, se révèlent difficiles en raison de l'existence de groupes financiers ou industriels fort diversifiés, ou de sociétés de tailles différentes. L'expérimentation progressive devrait permettre d'élaborer des outils adaptés à différentes tailles d'entreprises et à des firmes de secteurs différents. Si le projet actuel de bilan social est donc considéré comme une étape dans un processus fondamental de réforme, il devrait répondre aux préoccupations de tous. Encore faut-il qu'il soit mis en place dans des délais très brefs, pour que cette phase d'expérimentation ne soit pas reportée à un futur lointain.

Des questions sans réponses

Pour avoir un avenir, la procédure envisagée ne doit pas être confinée au sein de l'entreprise. On pourrait envisager, par exemple, que l'allocation de subventions et de primes de décentralisation par l'Etat prenne en considération la contribution sociale d'une entreprise, contribution mesurée par une analyse coût-bénéfice socio-économique et par son bilan social ainsi que le font certains pays, tel le Canada. Et le projet actuel est vu comme la réalisation d'un compromis délicat entre plusieurs forces et n'est pas destiné à évoluer, son avenir est fortement menacé ; il représentera une obligation formelle. Le bilan social ne peut que reposer sur l'élaboration d'indicateurs négociés et acceptés par la direction et le comité d'entreprise. Son fondement est fragile puisqu'il suppose un dialogue préalable entre direction et syndicats. L'originalité du bilan social français, c'est donc son caractère généralisé, évolutif et tripartite.

Le projet gouvernemental dans sa simplicité actuelle laisse planer une grande incertitude quant à son contenu, aux instruments de mesure utilisés, à la garantie d'objectivité des informations fournies et aux sanctions éventuelles du défaut de présentation.

Dans son principe, le concept de bilan social devrait être retenu dans son sens large de prise en compte ou de mesure des effets externes de l'entreprise, non seulement vis-à-vis du personnel, mais aussi de l'extérieur, des consommateurs et des institutions régionales. Ne tenir compte que d'indicateurs chiffrés de la politique de personnel est certainement insuffisant pour ce qui est de la formation ; par exemple ; plus que le montant des dépenses, c'est la qualité des sessions proposées qui importe. Des questions du type : « Comment la responsabilité est-elle répartie dans l'entreprise ? De quelle autonomie chaque homme dispose-t-il dans la

conception, la conduite et le contrôle de sa tâche ? » (2), ne peuvent être ignorées sans risquer de donner une image incomplète et inexacte des réalités sociales d'une entreprise.

La comptabilité des ressources humaines instaurée dans certaines entreprises françaises et étrangères devrait aussi être inévitablement intégrée à la comptabilité classique. Déjà certains chercheurs pensent que les coûts et les dépenses en matière de pollution devraient être évalués et que les actionnaires sont en droit de savoir si les contraintes imposées par les lois de protection de la nature sont prises en compte et quel en est le coût (3) ?

Retenons une définition restrictive du bilan social, le gouvernement prend peu de risques, mais le projet perd son caractère novateur. De plus, le projet actuel ne prend pas position sur la question de la garantie d'objectivité des informations fournies. Le danger, en effet, est que les employeurs, ayant le monopole des informations, abusent de cette position. Il est nécessaire de donner une garantie de sincérité à ces bilans sociaux ; il serait, à notre sens, logique d'exiger que des experts en questions sociales ou des comptables interviennent pour certifier l'exactitude des informations fournies. Des grandes entreprises comme Lafarge ou Singer ont fait appel à de tels conseillers et les résultats ont été plutôt positifs. Il sera nécessaire de prévoir des sanctions en cas de manquement aux obligations de présentation du bilan social.

FRANÇOIS LOMBARD.

(2) Alain Chevalier : *Le Bilan social*, Masson, 1976.
(3) Jacques Lohm et Pierre Revallion : *Mesurer le social*, *Le Monde de l'économie*, 27-28 mai 1976.

« Le Monde de l'économie » continue pages 27 et 28.

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruhe », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11.



Plus que jamais indispensable... Dominique de LAUBIER LES RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

« Un des plus attachants ouvrages parus depuis la guerre sur les problèmes monétaires internationaux » (Alfred Sauvy, « Le Monde »).

« Très clair et très vivant » (« Revue d'Economie politique »).

Un volume 40

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
ÉCONOMIE ET HUMANISME - PARIS



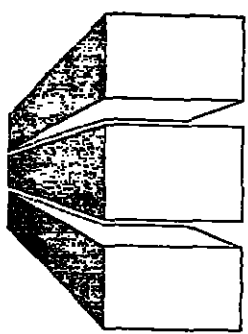
Lucien Thiriet
L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Quelles politiques pour quel avenir ?

Le dossier complet établi par un expert appartenant au C.E.A. A lire par ceux qui ont compris qu'il était important de s'informer avant de se faire une opinion.

dunod

(Avis financiers des sociétés)



LA HENIN 76

RAPPORT ANNUEL DE LA COMPAGNIE LA HENIN

COMPAGNIE LA HENIN - 21, RUE DE LA VILLE-L'ÉVÊQUE - 75008 PARIS - Tél. 260 35 15 - Secrétaire général, responsable de l'information : J.P. FLOCHET

Compte rendu
de l'exercice
1975-1976
à l'assemblée
générale
ordinaire
des actionnaires
du 9 décembre
1976

LE MÉTIER

LA HENIN, comme tout le monde, doit avoir un métier, sinon elle se viderait vite dans la misère. Elle se veut propriétaire-exploitant. A ce titre il lui a paru bon de résumer pour ses propriétaires les caractéristiques principales des métiers qu'elle exerce.

Ses immeubles de rapport l'amènent à trouver des locataires, à assumer la gestion des immeubles et des loyers, à subir les contraintes éventuelles des baux, à procéder aux amortissements, en un mot à se comporter comme n'importe quel propriétaire d'immeubles.

Son patrimoine comprend : huit centres commerciaux régionaux dont l'animation est assurée par la Société des centres commerciaux, à qui La Henin doit d'être entrée dans ce métier.

— Une cinquantaine d'immeubles d'habitation possédés à travers le Crédit Foncier et Immobilier.

— Des surfaces commerciales de bureaux et d'entrepôts par Ball-Investissement, Codetour et S.N.-I.S.M.

Par sa filiale les Salins du Midi, La Henin est propriétaire-exploitant de 40 000 hectares sur lesquels elle produit et vend du sel, et du vin.

La Henin prend des participations dans un certain nombre d'affaires de promotion immobilière destinées à la vente.

Quels que soient les efforts faits pour tenir les prix et livrer les appartements à bonne date, la conjugaison des rapports indispensables entre l'administration, qui délire les autorisations, l'entreprise, qui construit, les banques, qui financent, et pas gratuitement, amène ces opérations à des seuils de rentabilité encore satisfaisants par rapport aux fonds investis mais faibles par rapport aux risques encourus. Dans ce domaine, La Henin a pour le moment, des satisfactions inégales mais globalement positives.

Enfin, La Henin a ses banques. Elles effectuent le commerce de l'argent, qui est une marchandise comme une autre. Par leurs réseaux de vente répartis sur toute la France sous les marques Sofinco, La Henin et Banque de La Henin, elles recherchent des emprunteurs, montent les crédits souhaités. Leurs profits découlent de l'écart entre le prix auquel elles facturent ces prêts et celui auquel elles achètent la matière première, c'est-à-dire l'argent, ledit écart étant diminué des frais de fonctionnement.

On voit que toutes ces activités tournent autour d'une idée simple : être présent dans tout ce qui, directement ou indirectement, concerne l'immobilier et la terre et l'exploiter le plus rationnellement possible.

Outre la gestion de son patrimoine, la compagnie exerce des activités bancaires (crédits immobiliers et à la consommation) qui ajoutent aux rendements fonciers et agricoles les rendements plus importants des services bancaires, là encore, le travail se trouve rapporté plus que le patrimoine, eux, se conservent et le temps est leur ami, alors que le travail doit tous les jours être remis sur le métier.

C'est la conjugaison de ces deux conceptions qui fait de La Henin ce qu'elle est aujourd'hui.

CROISSANCE DANS UNE STRUCTURE STABILISÉE

- Revenus nets : 105 millions
- Bénéfice net : 64 millions contre 51 en 1975

Si l'on excepte l'attribution d'une action gratuite pour dix, qui a eu lieu en juin dernier, l'exercice qui s'est clôturé le 31 août 1976 est le premier, depuis six ans, au cours duquel la Compagnie La Henin n'a pas réalisé d'opération financière importante, sous forme de fusion, augmentation de capital par voie d'apport ou offre publique d'échange.

Cette pause dans la croissance externe de la société s'est traduite par une augmentation de 28 % du profit par action, engendrée par l'augmentation du bénéfice consolidé de l'année précédente. En effet, comme cela a été signalé à plusieurs reprises, la majeure partie du bénéfice de la Compagnie La Henin provient de ses filiales, il y a un décalage d'un an entre la constitution du bénéfice par celles-ci et son appropriation par la Compagnie La Henin, maison-mère.

Par suite de la croissance des dividendes reçus de ses filiales, du produit de la location des centres commerciaux et des activités de promotion, les revenus nets sont passés de 79 à 105 millions de francs (+ 32 %), le bénéfice d'exploitation passe de 48 à 70 millions de francs. Après provisions, le bénéfice de l'exercice s'élève à 64 millions de francs, contre 51 millions l'an passé.

Dividende : 16 F sur le capital augmenté

En raison de ces résultats, le conseil d'administration propose à l'assemblée la distribution d'un coupon de 16 francs, en augmentation de 12 %, compte tenu de la dernière attribution d'actions gratuites (une pour dix).

Les mêmes prévisions de résultats pour l'année 1976 permettent d'espérer une croissance du bénéfice consolidé par action de près de 15 %.

De 1972 à 1975, lors des opérations financières importantes réalisées par la Compagnie La Henin : prise de contrôle à 100 % de ses filiales bancaires, à 83 % des Salins du Midi et à 44 % du Crédit Foncier et Immobilier, nous avions annoncé que cette nouvelle croissance du patrimoine de la Compagnie ferait baisser, à court terme, le revenu par action, mais, en revanche, assurerait une meilleure protection contre l'inflation, et rendrait, à l'avenir, plus régulière la progression des bénéfices.

L'exercice 1975-1976 apporte la preuve de ce qui avait été annoncé à l'époque. Aujourd'hui, le groupe La Henin forme un ensemble à forte base immobilière dans lequel travaillent six mille personnes. Le groupe possède une unité, qui est fonction de la complémentarité existant entre ses métiers, l'équilibre de ses revenus et la répartition de son patrimoine.

Le groupe La Henin est engagé, au travers de la plupart de ses sociétés, à satisfaire les besoins des consommateurs en matière de logements, locataires comme acquéreurs. En ce sens, l'ensemble des instruments de la Compagnie La Henin se complètent les uns les autres. Ils débordent d'ailleurs largement le cadre de l'habitation puisqu'ils couvrent les domaines de l'agriculture, des loisirs, du tourisme, du commerce, et de l'équipement général du foyer.

En valeur absolue, la contribution du secteur du crédit au bénéfice consolidé devrait rester stable, la majeure partie de la croissance du bénéfice provenant du secteur immobilier. Une évolution inverse avait eu lieu de 1974 à 1975.

La structure actuelle de la Compagnie La Henin lui permet donc de bénéficier d'une plus

grande régularité, dans la mesure où les effets de la conjoncture ne jouent pas de la même façon sur ses deux principaux secteurs.

70 % du Patrimoine en biens immobiliers

La répartition des actifs de la Compagnie La Henin est fort différente de la répartition de ses revenus. En effet, 70 % du patri-

moine sont constitués par des biens immobiliers : immeubles d'habitation, hôtels, centres commerciaux, bureaux, entrepôts, vignobles et terrains. Ces biens immobiliers offrent à l'actionnaire de la Compagnie, par le biais de sa Société, le moyen le plus efficace pour préserver la valeur de son patrimoine dans le climat d'inflation actuel.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le bruit de la vie

par JEAN LAMEY

Aujourd'hui, tout s'oublie : la pluie après le beau temps, les bonnes récoltes qui succèdent aux mauvaises, oubliées aussi les vraies épreuves dont notre Histoire est jalonnée, oubliée la chance de vivre dans notre pays, qui en a vu d'autres, oublié le déroulement normal des jours et des nuits.

Vous voyez, tout au long de ce rapport, se confirmer de plus en plus les avantages de votre structure dans laquelle les revenus du travail de vos sociétés de services vous assurent vos dividendes, et grâce à laquelle vous pouvez, vous aussi, tenter de devenir un tout petit peu riches par vos immeubles et vos terres, moins rentables mais bien là.

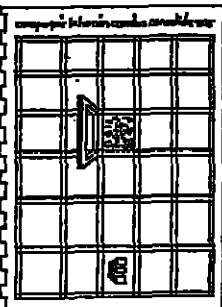
Et c'est vrai que La Henin désire gagner de l'argent, et pour tout le monde :

— Pour le pays d'abord : elle a payé en 1975, dans ses comptes consolidés, plus de 115 millions d'impôts, et elle en paiera bien davantage encore en 1976, sans oublier l'impôt sur le revenu payé par ses employés qui lui amènent aussi leur propre contribution.

— Pour son personnel, et heureusement, puisque c'est lui qui tous les jours, par le travail de tous, assure les résultats.

— Pour ses actionnaires enfin dont les dividendes qu'elle leur sert auront eu jusqu'à cette année un taux d'accroissement annuel de 9 % depuis 1969 en harmonie avec les hausses de salaires si l'on veut bien considérer les sommes mises en réserves et leur appartenant ainsi que la valorisation de leurs actifs.

54 pages d'information financière



à votre disposition en avril chaque année sur simple demande

comptes consolidés

COMPAGNIE LA HENIN
21 rue de la ville l'Évêque
75008 Paris 260 35 15

Et c'est vrai encore que, sur ce dernier point, il ne sont pas gâtés et que la Bourse donne à leurs titres un cours bien éloigné de celui qu'ils sont en droit d'en attendre.

Maudit cercle vicieux où ceux qui y croient sont victimes de ceux qui ne croient plus à rien, et maudit paradoxe où le marché n'est plus le marché.

La Henin va bien. C'est donc, bien sûr, qu'elle va aller mal ; et les offrandes de vendre puisque aussi bien les étrangers craignent le franc et larguent leurs titres, et que les plus-values sur les valeurs mobilières vont être taxées. Et l'on voit La Henin à 295 F.

Alors que les seules estimations de ses actifs, dettes déduites, sans aucune valeur de fonds de commerce permettent d'avancer un prix de 640 F.

Les étrangers ? C'est leur jeu et leur droit, et ils ne savent pas.

Les plus-values ? La belle affaire ! Et chacun de vous se sent-il vraiment concerné ? Et d'abord où sont-elles ? Et où est le grand mal à taxer les ailer et retour rapides et à favoriser la détention plus longue indispensable à la création ? Ce qui revient, au fond, pour les particuliers à subir un peu la fiscalité des sociétés qui s'en accommodent depuis longtemps. N'est-ce pas un alibi pour donner bonne conscience aux craintifs ?

Mystère du comportement, paradoxe des sondages : à les en croire, à lire le *Nouvel Observateur*, les Français aiment par-dessus tout leur maison, les terres, les biens réels. Leur attachement tenace ne les a jamais trompés, ils le savent et La Henin, c'est tout ce qu'ils aiment, puisque c'est tout cela qui est ainsi mis à leur portée et leur permet à leur tour d'essayer de se sentir un peu propriétaires.

Et, cependant, ils la boudent. Comme toutes les autres, certes ;

beau sujet de satisfaction, en vérité !

..

Notre métier fait de nous des réalistes. Nous avons appris de nos banques la perpétuelle appréhension des risques en essayant de ne les prendre qu'à bon escient et de nos positions foncières et agricoles la sérénité entraînée par la pérennité des biens réels.

Or, année après année, quels que soient les augures, La Henin trouve dans l'exercice de ses métiers les satisfactions des résultats et constate avec plaisir qu'elle est encore contente.

Chant du cygne, dira-t-on. Mais même notre prudence, toujours en éveil, ne peut que confirmer qu'il dure depuis longtemps !

Alors c'est peut-être la chance, et c'est vrai que sur ce point La Henin en a grâce à ses actionnaires qui l'ont dotée de ce qu'elle a. Bien sûr, tout ne va pas également bien. Les sujets de réflexion ne manquent pas. Il faut de l'audace pour entreprendre en 1976, face aux réactions passionnelles toujours prêtes à stigmatiser les mauvaises nouvelles, et à rester de glace quand il y a de bonnes.

Mais, là encore, n'est-ce pas la vie, l'essentiel étant qu'il y en ait davantage de bonnes que de mauvaises ? Et les difficultés sont faites pour être surmontées.

..

Votre personnel ne ménage pas ses efforts : il n'a guère le temps de penser à la mort. Certes, il a l'exercice de l'action, mais il souhaite vous voir de plus en plus conscients qu'il utilise au mieux tout ce que vous lui avez mis en main.

Aussi bien n'est-ce pas tellement à vous que ce discours s'adresse, chers actionnaires, mais à tous ceux qui ne le sont plus, et aussi à ceux qui, tentés de l'être, ne l'ont pas osé pour

OU A ÉTÉ L'ARGENT EN 1975 ?

Sur la base des comptes consolidés de l'exercice 1975, la valeur ajoutée totale du groupe La Henin est de 700 millions de francs et se répartit comme suit :

	MONTANT (En millions de francs)	(En %)
Au personnel	430	62
À l'État	115	16
Aux actionnaires (bénéfice)	90	13
Reconstitution de l'outil de travail	65	9
	700	100

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE des actionnaires de la Compagnie La Henin

Le 9 décembre 1976 à 18 h.

16, RUE DE LA VILLE-L'ÉVÊQUE dans les locaux de La Henin Cogefimo

Répondant à un vœu de la Commission des opérations de bourse, la Compagnie La Henin publie un projet de rapport quinze jours avant l'assemblée. Ce rapport ne deviendra définitif qu'après approbation par l'assemblée générale.

A l'issue de celle-ci, et dans le cadre d'une promotion commerciale de ses filiales, seront présentés et offerts aux personnes présentes les nouveaux produits du vignoble des Salins du Midi couronnés à la Foire de Paris 1976.

l'essentiel, contredit aussitôt par un autre tout aussi péremptoire.

Tout est effroi, même le bruit de la vie.

La Terre va-t-elle cesser pour autant de produire et La Henin d'exister en savourant sa chance ?

qu'un jour ils ne se contentent pas, peut-être, d'un amer « si j'avais su ».

Mais vous si nombreux et que je connais si peu — vous voilà plus de trente mille. — Je sais votre fidélité et votre constance. Le cours de votre affaire me tient à cœur puisque c'est votre argent et, comme exploitant qui sais ce que vous avez, je ne peux que vous dire que vous avez raison et que les autres ont tort.

LA HENIN 76 : LA HENIN EN 8 PAGES.

- Dans ce numéro :
- II. - PORTEFEUILLE-TITRES
Fus de assurances importants en 1976.
Résolutions proposées à l'assemblée des actionnaires.
 - III. - CREDIT
Banque de La Henin-Cogefimo : optimisme raisonné.
Sofinco-La Henin : augmentation de plus d'un tiers du chiffre d'affaires.
Immobilier
Promotion : un métier polyvalent.
1976 : année record pour l'immobilier.
 - IV. - AGRICULTURE
Salins du Midi : un exercice meilleur que le précédent.
Vin des Salins : une récolte exceptionnelle.
Etranger
Un centre commercial en cours de Bruxelles.
 - V. - PATRIMOINE
C.F.I. : Un parc immobilier de 1 milliard.
Le nouveau siège social.
Centres commerciaux régionaux
Un nouveau centre à Boisy-Saint-Léger.
Hôtellerie - Tourisme
Hôtel Ibis : huit hôtels ouverts et sept en chantier.
Val-Thorens : cinq mille lits à Noël.
 - VI. - COURRIER DES ACTIONNAIRES
Finances
Bénéfice net : + 28 %.
 - VII. - FINANCE
Bilans comparés aux 31 août 1975 et 1976 et résultats.
 - VIII. - BOURSE
Tableau de bord de l'actionnaire.
Revenu global de 24 francs par action.
Résultat consolidé prévisionnel 1976 : + 15 %.
Bilans résumés : 2,5 milliards d'actifs réels.

Conseil d'Administration de la Compagnie La Hénin

JEAN LAMEY, président-directeur général ;
MAURICE GONTIER, vice-président-directeur général ;
JEAN-PIERRE BRUDERER, administrateur ;
PAUL DE CHALUS, administrateur ;
GERARD DANGELZER, administrateur ;
JOSEPH-CAMILLE GENTON, administrateur ;
ANDRE WORMSER, administrateur ;
COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ, administrateur (Philippe Malet) ;
CREDIT FONCIER DE FRANCE, administrateur (Max Laxan) ;
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, administrateur (Dominique Chastillon) ;
INA CORPORATION, administrateur (Bernard F. Combemale) ;
L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS, administrateur (René de Lestrade).

Collège des censeurs

BERNARD AUBE,
JACQUES CHEGARAY,
CHRISTIAN DES COURTIS,
JEAN LA FONTA,
JACK FRANCES.

Direction

JEAN LAMEY, président-directeur général ;
MAURICE GONTIER, vice-président-directeur général ;
RENE MAGRON, directeur général adjoint ;
JEAN-PIERRE FLOCHET, secrétaire général ;
CLAUDE GAILLARD, contrôleur de gestion ;
FRANÇOIS LAGANDRE, directeur ;
GUY LAURANS, directeur de la promotion immobilière ;
PIERRE LE ROUX, directeur ;
MAX STERN, directeur.

Conseillers financiers

MARCEL BOUCHET, directeur général de Sofinco - La Hénin ;
FRANÇOIS LUGAGNE-DELPON, directeur général de Banque de La Hénin - Cogefimo ;
LOUIS DE MONTAUDAN, président-directeur général de Sépimo - La Hénin et Constructions La Hénin.

Commissaires aux comptes

GESTION ET CONTRÔLE, titulaire ;
SECOFI (Société d'Expertises Economiques et Financières), titulaire ;
JACQUES CAGNAT, suppléant.

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Mesdames, messieurs,
Aux termes de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, il appartient aux commissaires aux comptes des sociétés anonymes de présenter, à l'Assemblée annuelle des Actionnaires, un rapport spécial sur les conventions visées par l'article 101 de la même loi qui ont dû être préalablement autorisées par le Conseil d'Administration.

Nous avons l'honneur, conformément à ces dispositions, de vous informer que votre Conseil d'Administration nous a avisé de la conclusion des conventions suivantes susceptibles d'entrer dans le champ d'application de l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966 :

● Souscription lors de l'augmentation de capital de la société Sofinco-La Hénin, de 111 040 actions émises à 270 F pour 29 980 000 F (Conseil du 14 avril 1976).

Personnes concernées : MM. de Chalus, Genton et Lamey, représentant la Compagnie La Hénin ;
● Achat de 30 000 actions Bouygues à la société Cogefimo pour 21 812 155 F (conseil du 15 octobre 1975).

Personnes concernées : MM. Lamey, Bruderer, Wormser et Crédit Foncier de France ;
● Souscription au capital de la société N.V. La Hénin-Noord de 2 446 actions pour un montant de 275 052,70 F.

Personne concernée : M. Lamey ;
● Souscription à l'augmentation de capital qui a suivi, de 7 389 actions pour un montant de 874 357,60 F. La participation détenue par la Compagnie La Hénin, dans la société N.V. La Hénin Noord, s'élève à 49,18 % (conseil du 15 octobre 1975).

Conformément aux dispositions des articles 91, alinéa 2, et 92 du décret du 23 mars 1967, nous vous signalons les modalités d'exécution des conventions antérieures.

ment autorisées en application de l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, qui se sont poursuivies au cours de l'exercice 1976 :

● Prêt de 122 320 F consenti à UFIC au taux de 12,50 %. Votre société a enregistré, à ce titre, 14 997,78 F de produits financiers.

Personne concernée : M. Gontier.

● L'avance de 300 000 F consentie à la société Servair, moyennant un intérêt de 7,50 %, a été ramenée à 100 000 F. A la clôture de l'exercice, votre société a enregistré, à ce titre, 18 838,41 F de produits financiers.

Personne concernée : M. Gontier.

Pour le surplus, votre Conseil d'Administration a continué à considérer comme relevant de l'article 102 de la loi du 24 juillet 1966, c'est-à-dire dispensées de la procédure d'autorisation préalable, les diverses opérations concernant des sociétés dans lesquelles votre compagnie détient la quasi-totalité du capital. Ont été estimées relever de cette procédure :

— Les avances consenties par votre société à Saffi, Cogifig, Gérard et Sépimo-La Hénin ;

— L'avance accordée par Cogefimo à votre société ;

— Diverses opérations de services et de remboursement de frais intervenues entre les Sociétés du Groupe La Hénin ;

— Les avances temporaires de trésorerie à un taux normal d'intérêt à l'intérieur du groupe pour une meilleure utilisation de ses ressources financières.

Paris, le 21 octobre 1976.

— Société d'Expertises Economiques et Financières (*) ;
— Gestion et Contrôle (*).

(*) Commissaires aux comptes, membres de la Compagnie régionale de Paris.



PORTFEUILLE-TITRES

Pas de mouvements importants en 1976

Le portefeuille-titres au 31 août 1976

AUCUN mouvement important de titres n'est venu modifier fondamentalement la composition du portefeuille-titres en 1976. La valeur d'inventaire a d'ailleurs peu varié, passant de 1 553 millions de francs à 1 614 millions de francs.

Les principales opérations enregistrées ont été les suivantes :

● BAIL-INVESTISSEMENT-SIMCO. — En vue de préparer l'introduction de son titre sur des bourses étrangères, la Compagnie La Hénin a procédé aux opérations suivantes :

— Vente à sa sous-filiale Cofiges de :

23 000 Bail-Investissement à 190 francs, soit 4 370 millions de francs ;

30 367 Simco à 122 francs, soit 3 704 millions de francs.

La cession des actions Bail-Investissement a dégagé un bénéfice comptable de 1 276 million de francs. Sur le plan fiscal, ces actions provenant d'un apport de la Compagnie financière de Suez ayant bénéficié d'un régime, la Compagnie La Hénin a calculé la plus-value imposable par rapport au prix de revient fiscal dans les livres de la société apporteuse. De ce fait, la plus-value fiscale imposable s'élève à 3,1 millions de francs.

Echange par Cofiges, avec une filiale du Crédit foncier et immobilier, de l'ensemble de ces titres contre 22 156 actions La Hénin.

● S.A.F.P. — La Compagnie La Hénin a racheté, au pair, 15 % des actions de cette société de promotion au capital de 6 millions de francs, soit 9 000 titres.

Parmi les principaux programmes de cette société, citons :

— Un immeuble, rue de l'Assomption, à Paris (16^e) ;

— Un immeuble, terminé, rue Fagon, à Paris (13^e) ;

— Une opération de rénovation, rue Saint-Guillaume, à Paris (7^e) ;

— Un immeuble, rue Perronet, à Neuilly-sur-Seine (92).

Le capital, de cette société, est actuellement réparti ainsi :

— Société continentale d'entreprises industrielles, 30 % ;

— Primatère, 15 % ;

— Crédit Lyonnais, 10 % ;

— Compagnie La Hénin, 45 %.

● S.I.L.H. — Le nombre de titres S.I.L.H. détenus par la Compagnie est passé de 590 à 780 ; 70 titres ont été achetés au prix unitaire de 5 000 F, soit 3 500 millions de francs, le solde provient d'une attribution d'actions gratuites.

Nombre de titres	Pourcent détenu	Sociétés	Valeur d'inventaire (en milliers de francs)		Coupons encaissés	
			1976	1975	en 1976	en 1975
SECTEUR IMMOBILIER						
1 271 033	82,65	Salins du Midi, action A.....	444 577	444 577	10 682	10 682
119 683	43,41	Salins du Midi, action B.....	10 139	10 137	244	244
1 768 718	42,41	Crédit Foncier et Immobilier.....	385 687	385 687	11 107	11 109
210 687	11,70	Bail Investissement.....	27 287	30 360	3 271	3 272
146 238	34,68	S.N. I.S.M.....	17 724	17 724	1 816	1 579
5 398	26,74	R.I.V.P.....	4 438	4 438	162	108
30 570	30,57	U.F.I.C.....	3 477	3 477	—	128
780	86	Selectimo.....	3 131	3 131	190	27
29 959	4,99	Codétour.....	2 998	2 998	210	185
100	—	Simco.....	10	2 544	—	136
10 174	51	Aric.....	2 544	2 544	203	—
26 997	45	S.A.R.P.....	2 705	1 805	124	144
279	97,89	Gerdin.....	1 383	1 383	—	—
780	54,29	S.I.L.E.....	1 045	695	—	89
250	25	Constructa.....	125	125	—	—
145 350	42,75	Sté Barrio del Pilar (Madrid).....	32 940	—	—	—
5 500	50,93	Centre Commercial de Vélizy.....	7 106	7 106	—	—
3 680	36,80	Centre Commercial de Roissy.....	2 104	2 104	—	—
		Autres.....	437	709	—	224
			939 895	921 896	28 170	27 897
SECTEUR DES CREDITS						
402 152	99,67	Cogefimo.....	269 945	269 936	6 835	14 870
659 280	98,78	Sofinco.....	190 693	180 428	18 446	4 650
30 000	5	Bouygues.....	13 000	—	600	600
267 127	99,69	Banque de La Hénin.....	107 122	107 146	18 561	5 072
233 268	5,17	C.I.C.....	40 653	40 653	1 516	1 189
43 988	47,32	Sphère.....	11 733	11 733	—	—
99 992	99,99	Cocafi.....	10 000	10 000	—	—
9 869	98,69	Sofitroute.....	9 588	9 588	3 948	1 974
49 940	49,94	Finaref.....	7 990	7 990	499	399
51 000	51	Soficref.....	5 151	5 151	—	—
11 250	7,80	Bank of the Near East.....	2 374	2 374	—	—
2 598	32,48	Gefie.....	2 078	2 078	78	9
10 000	10	Servair.....	1 000	1 000	—	—
9 992	99,92	Seritour.....	999	999	—	—
4 920	98,40	Safri.....	876	880	295	—
1 237	44,82	Ségla.....	403	403	—	—
3 974	79,48	Sépimo.....	497	497	—	8
172	86	Constructions La Hénin.....	172	172	—	—
9 835	49,18	La Hénin Noord N.V.....	1 150	—	—	—
		Autres.....	221	248	22	—
			674 425	630 896	46 800	28 781
		TOTAL GENERAL.....	1 614 320	1 552 892	74 970	56 678

* Le revenu de ces sociétés est classé dans les revenus provenant de la location de centres commerciaux.

Résolutions proposées à l'assemblée des actionnaires du 9 décembre 1976

SIX résolutions seront successivement proposées aux votes des actionnaires à l'assemblée générale ordinaire du 9 décembre 1976. Rappelons que les actionnaires non présents à l'assemblée peuvent faire parvenir leurs pouvoirs par l'intermédiaire de leur banque ou de leur agent de change chez qui ils auront immobilisé leurs titres.

Voici les résolutions :

Première résolution : affectation à la réserve légale
L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration, décide d'affecter à la réserve légale, ladite réserve se trouvant ainsi par prélèvement sur le poste primes d'apports de fusion et d'émission, la somme de 2 976 980 francs, ladite somme se trouvant ainsi portée à 22 746 790 francs.

Deuxième résolution : approbation des comptes
L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, les approuve dans toutes leurs parties ainsi que les comptes et le bilan de l'exercice 1975-1976 clos le 31 août 1976, tels qu'ils ont été présentés par le conseil d'administration.

Troisième résolution : affectation des bénéfices
L'assemblée générale approuve l'affectation des bénéfices telle qu'elle est proposée par le conseil d'administration et décide, en conséquence, compte tenu des bénéfices nets de l'exercice de 63 823 529,87 francs et du report à nouveau au 31 août 1975, de 4 526 726,08 francs :
— De distribuer pour l'exercice 1975-1976, à 3 274 679 actions au lieu de 2 976 981 actions, pour l'exercice précédent, un dividende de 16 francs par action ; l'impôt correspondant déjà payé au Trésor (avoir fiscal) sera de 8 francs ;
— De reporter à nouveau la somme de 15 755 391,95 francs.

Exercices	Nombre d'actions	Masse distribuée (en francs)	Dividende net (en francs)	Avoir fiscal (en francs)
1972 - 1973	1 702 566	25 538 490	15	7,50
1973 - 1974	2 513 986	39 594 019,50	15,75	7,875
1974 - 1975	2 976 981	46 887 450,75	15,75	7,875

LA HENIN 76 : 52 TONNES DE PAPIER.

Quatrième résolution : approbation du rapport spécial

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, approuve les opérations au cours de l'exercice 1975-1976.

Cinquième résolution : quitus aux administrateurs
L'assemblée générale donne quitus aux administrateurs pour leur gestion pendant l'exercice 1975-1976. Elle renouvelle, jusqu'à la prochaine assemblée, le mandat d'administrateur de M. Maurice Gontier.

Sixième résolution : dépôt du procès-verbal

L'assemblée générale donne quitus au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée et des documents qui lui sont soumis pour accomplir tous dépôts et formalités particulières où besoin sera.

Skiez plus blanc
à Val
Thorens

SERITOUR LA HENIN
5 et 7 rue de Surène 75008 Paris 280 35 15

صكوك الاموال

L'encadrement

DEPUIS plusieurs années, les pouvoirs publics se sont donné comme tâche prioritaire de réduire, sinon de supprimer, l'inflation. A cette fin, les autorités monétaires ont tenté pour l'ensemble des banques un taux d'accroissement annuel des encours de crédits.

Afin que les banques, mues par des considérations de clientèle et de fonds de commerce, se tiennent à ces limites, il était nécessaire de prévoir, en cas de dépassement, des pénalités suffisamment dissuasives pour que le gain à attendre des crédits consentis hors limites soit sensiblement inférieur au coût des pénalités. Aussi, en cas de dépassement, les établissements bancaires doivent-ils déposer auprès de la Banque de France des sommes, non rémunérées, d'autant plus élevées que le dépassement est important.

Le mode de calcul de ces sommes est basé sur une progression géométrique : pour 1 % de dépassement les réserves à constituer sont égales à 0,45 % de l'encours auto-

risé ; pour 10 % à 20 %, et pour 20 % à 60 %. Un établissement qui se trouverait dans cette dernière situation n'aurait pas d'autre solution pour surcroît que de majorer de 60 % le taux de tous ses crédits en cours ; ce qui est évidemment impensable.

Ainsi les pouvoirs publics ont-ils à leur disposition un moyen d'action efficace sur la distribution des crédits. La réglementation en vigueur prévient toutefois deux inconvénients qu'il convient de ne pas dissimuler.

— En fixant la position des banques les uns par rapport aux autres, elle empêche les établissements les plus dynamiques de se développer et elle offre aux banques en perte de vitesse une véritable rente de situation.

— Dans la mesure où les marges, dans le système bancaire, sont pratiquement constantes, l'accroissement des crédits nettes nécessaires pour couvrir l'augmentation des charges ne peut provenir que de l'accroissement des encours.

UN EXEMPLE CHIFFRÉ

Voici, à titre d'exemple, les pénalisations encourues dans divers cas pour un encours autorisé de 3 milliards de francs :

Dépassement	Pénalisation (1)
1 %, soit 30 millions	13,6 millions
10 %, soit 300 millions	594 millions
20 %, soit 600 millions	1.800 millions

(1) Réserves non rémunérées à constituer.

Sofinco-La Hénin : augmentation d'un tiers du chiffre d'affaires

POUR Sofinco-La Hénin, spécialisée dans le crédit à la consommation, l'exercice 1976 sera un bon exercice. Les achats de particuliers financés par la société atteindront près de 4 milliards de francs contre 3 milliards en 1975, soit une augmentation de 33 %.

Le maison du crédit

Cette progression s'explique par la prolongation de la bonne conjoncture de la fin de 1975, ainsi que par le déblocage relatif du crédit à la consommation, au moins pendant les neuf premiers mois de l'année 1976. En outre, l'augmentation de capital de 30 millions de francs réalisée au cours de l'exercice a permis à la société de trouver un second souffle au moment où le marché était encore favorable.

Par secteur d'activité, c'est le crédit automobile qui a connu le plus fort développement ; cette poussée s'était déjà fait sentir à la fin de 1975. En revanche, le crédit ménager a été plus fluctuant.

Mais c'est surtout la grande facilité d'adaptation de Sofinco-La Hénin aux besoins de son époque qui permet la constante progression de son activité. Née du meuble et de l'équipement des ménages, secteur dans lequel elle effectue encore 45 % de son chiffre d'affaires, Sofinco a, au cours des années, ajouté bien d'autres cordes à son arc : cartes de crédit automatique, crédits personnels permanents, crédits à vendeurs à moyen terme, etc. De nouvelles nouvelles en produits nouveaux, Sofinco est ainsi devenue la maison du crédit.

Qu'il s'agisse d'ailleurs de cartes de crédit ou d'autres formules, une notion particulièrement importante est apparue : le crédit

permanent. C'est la source même du développement de l'activité d'une société de ce type.

Une réserve d'argent

Le principe en est simple : qu'il s'agisse de centres commerciaux, de grandes surfaces ou de chaînes de grands magasins, tout repose sur l'ouverture d'un compte sur lequel le client dispose d'une réserve d'argent — son crédit permanent — à utiliser à l'intérieur du réseau de vente correspondant à la carte qu'il détient. Chaque mois, Sofinco adresse un relevé de comptes détaillé des achats réalisés ; le client a la possibilité de les régler, soit en totalité et sans majoration, soit à son crédit, chaque versement vient réalimenter le crédit qui lui a été alloué au départ. C'est le même système qui est utilisé, notamment par Finaref, filiale commune de La Redoute et de la Compagnie La Hénin pour le financement à crédit des achats effectués par correspondance.

Un fait nouveau est intervenu avec le lancement, cette année, d'une formule de prêt personnel permanent. Le produit en soi est proche de la carte de crédit : il s'agit d'une réserve d'argent — au maximum 50 000 F — toujours disponible, que le bénéficiaire du prêt peut utiliser à sa convenance, sans avoir à justifier des achats effectués ; il dispose alors de vingt-quatre mois pour rembourser son crédit, chaque remboursement venant reconstruire le crédit pour un usage ultérieur.

Cela suffira-t-il pour assurer un bon exercice en 1977. Le problème principal reste, bien sûr, celui de l'encadrement avec un taux d'augmentation des encours limité à 10 %, alors qu'il était de 18 % en 1976.

Banque La Hénin-Cogefimo : optimisme raisonné

L'ACTIVITE de la banque de La Hénin-Cogefimo a enregistré, depuis le début de l'année 1976, une sensible augmentation, essentiellement due à un marché immobilier plus animé que l'on ne l'espérait.

En réalité, le métier de la banque de La Hénin-Cogefimo repose sur quatre types principaux d'intervention :

● Organisme de crédit.

Organisme de crédit à court, moyen et long terme, elle assure le financement de la construction immobilière, des acquisitions de logements ou de locaux industriels et commerciaux.

La distribution de nouveaux concours aux promoteurs a augmenté de 24 %. Toutefois, malgré cet accroissement, l'encours n'a progressé que de 5 %, surtout en raison de la baisse des ventes, et il comprend près de deux mille programmes.

La banque de La Hénin a particulièrement orienté ses concours sur les financements de groupements d'habitations individuelles et de lotissements, ainsi que d'opérations de rénovation urbaine, qui correspondent à l'évolution des goûts de la clientèle. La mise en place d'environ quarante mille nouveaux crédits aux acquéreurs, chaque année, in-occupe par la banque de La Hénin-Cogefimo dans ce type d'interventions.

Il est intéressant de noter que 57 % de la clientèle des ressources de 25 000 à 75 000 F par an et que 80 % de ses emprunteurs sont salariés. D'autre part, les canaux d'affaires, par lesquels cette production est assurée, offrent une grande diversité, puisqu'aucun apporteur ne représente plus de 4 % du total des affaires produites. Cela confère, au fonds de commerce de la banque de La Hénin-Cogefimo, une grande stabilité.

● Organisme de garantie.

Depuis plus de dix ans, l'évolution législative a donné aux banques un rôle primordial dans la sécurité offerte aux acquéreurs de logements. Aux garanties classiques d'achèvement d'immeubles en cours de construction, sont venues s'ajouter les garanties de livraison de maisons individuelles.

A ce titre, la banque de La Hénin garantit les trois plus importantes entreprises de construction de maisons individuelles ainsi que de nombreux constructeurs, petits ou moyens, pour le compte d'établissements bancaires ou financiers.

Le volume global des crédits, garanties, cautions gérés par la Banque de La Hénin-Cogefimo est supérieur à 30 milliards de francs. L'évolution de sa technique d'information lui donne la possibilité d'anticiper sans cesse les prestations fournies.

● Organisme de consolidation.

Cogefimo est un organisme de consolidation qui permet à des prêteurs, quels qu'ils soient, de minimiser la durée de leurs engagements tout en offrant aux emprunteurs des durées plus longues.

L'encours des contrats ainsi souscrits auprès de Cogefimo passe 13 milliards de francs, dont 80 % font l'objet de crédits anticipés par d'autres prêteurs que la Banque de La Hénin-Cogefimo, ainsi en rapport suivi avec plus de trois mille agences de banques.

Ces quatre aspects de l'activité de la Banque de La Hénin-Cogefimo sont pour chacun d'eux, porteurs de promesses intéressantes pour l'avenir, même si, pour des raisons conjoncturelles (comme l'encadrement du crédit), telle ou telle partie du métier était provisoirement ralentie.

A la condition expresse de continuer à être imaginatifs et adaptables à tous les coups de la conjoncture, cette structure permet d'être, raisonnablement, mais résolument, optimiste.

LE PARADOXE DU BANQUIER

Métier tout en contradiction où il faut être bon vendeur pour proposer l'argent (c'est mieux ici qu'ailleurs), face à une très forte concurrence des grandes banques, et ne pas oublier que de quoi à vendre doit être remboursé, donc être restreint, et savoir refuser lorsque l'on a envie cependant de plaire à tout le monde, car ici comme ailleurs les clients sont les maîtres.

IMMOBILIER

Promotion : un responsable polyvalent

LA PROMOTION immobilière est un domaine complexe en raison des relations qui existent entre le promoteur, ses associés et les banques. Aussi est-il nécessaire de définir les attributions des principaux agents économiques qui concourent à la réalisation d'ensembles immobiliers.

Un chef d'orchestre

Le promoteur immobilier responsable de sa mise de fonds est une personne ou une société qui va prendre la responsabilité de créer un immeuble et de le vendre. Pour mener à bien cette tâche, le promoteur devra avoir un rôle polyvalent, c'est-à-dire superviser la définition du projet, son architecture, l'établissement des plans, l'obtention du permis de construire, ainsi qu'assurer les relations avec les entreprises de construction et le contrôle des opérations en général. Ceci est beaucoup pour un seul agent économique. C'est pourquoi il fait généralement appel à des concours extérieurs : architectes, bureaux d'études, entreprises, sociétés de ventes d'appartements.

Si le promoteur n'a pas les fonds nécessaires pour la réalisation de son programme, il fait appel à des banques qui vont assurer le financement.

Si, enfin, sa surface financière n'est pas suffisante pour assumer la responsabilité de l'ensemble du programme, il cédera une partie du capital de l'opération à des tiers, appelés couramment associés, et dont le rôle consiste essentiellement à prendre une part du risque dans l'opération sans la gérer.

Des participations de 5 à 20 %

La compagnie La Hénin n'est pas elle-même promoteur mais prend des participations à hauteur de 5 à 20 % dans le capital de divers programmes immobiliers.

Elle est en fait associée. Son rôle consiste, grâce à des équipes spécialisées, à sélectionner les participations qui lui sont proposées, à suivre le bon déroulement des programmes et à exercer un contrôle rigoureux et permanent, compte tenu de l'importance des risques encourus.

Au 31 août 1976, l'ensemble des fonds investis dans la promotion immobilière s'élève à 157 millions et concerne environ deux cents programmes, dont :

Programmes gérés par des promoteurs immobiliers extérieurs au groupe, 74 millions ;

— Programmes gérés par des sociétés filiales Sepimo La Hénin, Constructions La Hénin, UPIC, 83 millions.

La compagnie La Hénin détient la quasi-totalité du capital de Sepimo La Hénin et de Constructions La Hénin ; elle détient environ 33 % de UPIC. Les trois sociétés agissent en qualité de promoteur immobilier. Leur rôle consiste à rechercher des terrains, à créer des programmes, à trouver des associés et à assurer le suivi général de l'ensemble de l'opération pour le compte des participants.

Ces trois filiales sont engagées au total dans environ quarante programmes en cours, représentant un chiffre d'affaires global

DÉJÀ PLUS DE 15 %

Le tableau présenté ci-dessous montre les statistiques de ventes, trimestre par trimestre, pour les années 1974, 1975 et 1976 des programmes dans lesquels la Compagnie La Hénin a pris des participations :

	1974	1975	1976
1 ^{er} trimestre	1 384	524	1 114
2 ^e trimestre	881	677	1 069
3 ^e trimestre	507	823	930
4 ^e trimestre	517	875	—
	3 289	2 699	3 113 (1)

On constate donc que, globalement, l'année 1976 a été médiocre, avec un chiffre de 2 700 appartements vendus, contre 3 300 en 1974, soit une baisse de 18 %. Par contre, l'année 1976 devrait être une année excellente dans la mesure où, au bout de neuf mois d'activité, on atteint un chiffre de 3 113 appartements vendus, supérieur de près de 15 % à la totalité de l'année 1975, et inférieur de 5 % seulement aux douze mois de ventes de l'année 1974.

(1) Pour trois trimestres seulement.

de 14 milliards. Elles ont, en outre, à l'heure actuelle, environ trente-sept opérations en cours d'étude.

Pour l'exercice 1976, les revenus bruts relatifs aux fonds investis dans la promotion immobilière se sont élevés à 22,9 millions ; ces recettes représentent les résultats des différents programmes immobiliers pour l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Des opérations d'aménagement

EN plus de ses opérations traditionnelles de promotion, la compagnie La Hénin, en association avec sa filiale Les Salins du Midi, étudie la mise en valeur progressive de certains terrains inexploités appartenant aux Salins. Cette mise en valeur nécessitera plusieurs années en raison de l'importance de ces terrains situés sur le littoral méditerranéen.

A Sète, la compagnie a ainsi un rôle d'aménageur sur environ 80 ha. Elle définit, en relation avec les pouvoirs publics, la nature des constructions à édifier, ainsi que l'infrastructure nécessaire. L'aménagement de cette partie du littoral devrait permettre la construction de résidences permanentes ou secondaires.

Il est également prévu de construire une soixantaine de villas de bon standing et des petites résidences sur des terrains de la presqu'île de G'ans, à Hyères.

Méditerranée et Atlantique

Les études techniques de ces deux projets sont à l'heure actuelle très avancées et il ne reste à régler que quelques modalités administratives avant le démarrage des travaux.

Enfin, pour répondre à un souhait exprimé par les pouvoirs publics, la compagnie La Hénin participe au projet d'aménagement de la côte aquitaine. Son intervention consisterait à intervenir sur une partie de la côte située à environ 30 kilomètres au nord de Biarritz, sur les communes de Soustons et Vieux-Boucau.

CENTRES COMMERCIAUX



EVRY2
CENTRES COMMERCIAUX

1976, année record pour l'immobilier

L'expérience de GEFIC

LE 1^{er} septembre 1981, ouverture du premier bureau de GEFIC, 1976, année record pour la première centrale de vente française : quinze ans d'histoire, inséparables de celle d'un immobilier tour à tour en pleine effervescence, en crise aiguë ou renaissant, de celle d'une profession toujours contestée, de celle d'un marché si sensible à tous les coups de vent économiques et par là même si fragile.

Cette période aura vu se ressembler progressivement le grand retard accumulé en cinquante ans en matière de logement. Cela est à mettre en parallèle avec la politique qui privilégia le développement quantitatif. Mais pouvait-elle faire autrement ?

Passant d'une situation de pénurie à une satisfaction relative des besoins, l'immobilier appelle à plan commercial, la nécessité d'une spécialisation, l'affirmation de compétences spécifiques, l'organisation d'une notoriété reconnue. Lorsque fut venu le temps de la qualité et de la sélection, GEFIC grand magasin de l'immobilier, offrait, tout à la fois, le plus grand choix — fruit d'une sélection rigoureuse mais complète — de tous les types de logements et de tous les financements possibles et, pour guider ce choix, des hommes et des femmes capables, dans les meilleures conditions, de provoquer l'acte d'achat. La sanction de cette politique est dans les chiffres : aux trente mille logements vendus en quatre ans s'ajoutent, cette année, quatre mille cinq cents appartements et maisons : voilà pour l'année record.

Diminution régulière du stock de logements

Lorsqu'il est de bon ton de gloser sur la crise et que les mots de morosité et de pessimisme sont les plus faibles de ceux employés par les contempteurs de l'immobilier, les chiffres cités ici ont de quoi surprendre, même s'ils sont irréfutables.

Quel est donc la réalité du marché ? L'économie française, depuis octobre 1974, est en dépression et tous les secteurs

d'activité ont été profondément affectés. Pourquoi l'immobilier aurait-il échappé au marasme général ? Ballottés de plan de stabilisation en plan de relance, tous les agents économiques ont été perturbés.

Mais le plus remarquable est la permanence d'attitude de la consommation immobilière, qu'il s'agisse de l'acquéreur, qu'il s'agisse de l'investisseur. Oh ! certes, les obstacles ne lui ont pas manqué : flambée des prix, encadrement du crédit, hausses brutales des taux d'intérêt. Cela n'a pas suffi à diminuer l'intérêt de la pierre.

Certes, les intentions d'achat furent différentes lorsque la production marquait une trop grande rupture avec la solvabilité des ménages ; cela explique certain tassement en 1974-1975. Mais il s'agissait bien d'une position d'attente, comme en témoignent les succès des plans d'épargne-logement en cette période et les concrétisations intervenues en 1976.

Par ailleurs, la loi foncière, la taxation des plus-values, les mesures fiscales, ont transformé les derniers mois en une course d'obstacles proposée aux candidats acquéreurs. Jamais, pourtant, il n'y eut d'arrêt brutal, et la confiance dans l'immobilier, valeur refuge, revenait après la réflexion.

En cet automne « anti-inflationniste » un fait s'impose : le

stock de logements proposés à la vente diminue régulièrement depuis la fin de 1974.

Percée du marché de la maison individuelle

Certes, il y a eu transfert d'un secteur moyen des grandes villes, handicapé par un crédit bancaire élevé s'ajoutant à une trop forte hausse des prix, à un secteur social de qualité. Il y a eu aussi, et surtout, la percée du marché de la maison individuelle où la demande est largement supérieure à l'offre. La capacité d'adaptation des constructions à ces nouvelles conditions économiques a été remarquable. Elle explique, pour une large part, la confusion des Cassandre qui ne désarment pas pour autant.

GEFIC 1976, un résultat remarquable et deux constatations satisfaisantes qui l'expliquent en partie :

— D'abord la réussite du virage maison individuelle, pris dès 1974, et qui fait que ce secteur représente aujourd'hui plus de 30 % de ses ventes, avec comme objectif la parité avec le collectif dès 1978 ;

— Ensuite, la confirmation du succès de l'implantation en province. Après la Côte d'Azur, la région Marseille-Provence et Toulouse, voici les premiers bureaux de vente sur Lyon. La politique régionale à l'ordre du jour passe aussi par la décentralisation des grandes centrales parisiennes.

l'efficacité



Velizy2

carte de crédit

SOFINCO LA HENIN

STATISTIQUES AU 31 AOUT 1976 DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT DU GROUPE LA HENIN (EN MILLIONS DE FRANCS)

Désignation	S.L.H.		COGEFIMO		SOFINCO	
	Montant	Indice (1)	Montant	Indice (1)	Montant	Indice (1)
ENCOURS DE CRÉDITS GÉRÉS :						
● Acquéreurs de biens immobiliers	6 380	112	13 214	111	—	—
● Promoteurs immobiliers	2 189	113	—	—	—	—
● Acquéreurs de biens de consommation ..	—	—	—	—	3 174	126
Total encours	8 569	112	13 214	111	3 174	126

(1) Indice 101 en août 1975.

Crédit foncier et immobilier l'histoire d'une reconversion

LORSQU'IL s'agit de démontrer que les crises politiques et économiques, les incidents de parcours, ne sont jamais vraiment fatals et qu'à force de ténacité et de volonté il est toujours possible de « tirer son épingle du jeu », l'histoire du Crédit foncier et immobilier est, à ce titre, exemplaire.

Fondé en 1923, peu après la fin de la première guerre mondiale, le C.F.I. avait, à cette époque, limité ses objectifs à transformer les conditions d'habitat dans les villes d'indochine. De 1923 à 1929,

il entreprend de vastes programmes de construction, crée un marché d'achat, de ventes, de locations de biens immobiliers et normalise le marché hypothécaire en consentant à des taux jusqu'alors inconnus des populations asiatiques, des prêts urbains et agricoles.

La crise mondiale de 1929 atteignit de plein fouet les pays d'Extrême-Orient et frappa pour la première fois la jeune société. Ce fut ensuite la seconde guerre mondiale avec ses conséquences.

Un parc immobilier de 1 milliard

Sans perdre confiance en l'avenir, le C.F.I. décide alors, tout en se maintenant en Extrême-Orient, de se reconstruire principalement en Europe.

Au cours des trente années suivantes, ce fut un long chemin qui aboutit à la situation dans laquelle aujourd'hui le C.F.I. se retrouve avoir 85 % de ses actifs situés en France et être parmi les plus gros propriétaires immobiliers

parisiens. Son parc immobilier comprend 168 logements pour une surface habitable d'environ 250 000 m² et pour une valeur approximative de 1 milliard de francs.

Ainsi peut-on estimer à leur juste valeur les problèmes actuels du Crédit foncier et immobilier lorsque l'on considère les nombreuses épreuves déjà surmontées avec succès.

Revenus des trois premiers trimestres de 1976

	LOYERS (hors charges locatives)		TAUX D'OCCUPATION	
	Montant (en milliers de francs)	Indice (1)	1976	1975
FRANCE	9 554	109	91,69	91,38
OUTRE-MER	1 678	107	97,73	98,49
TOTAL	11 232	109	92,55	92,53

(1) Base 100 en septembre 1975.

La Hénin Investissement : UN OUTIL PONCTUEL

Il existe à La Hénin un groupe de sociétés dont la vocation est l'investissement immobilier, sans objectif systématique de revente. Chaque société de ce groupe remplit un rôle bien déterminé, pour former finalement un ensemble représentant un patrimoine de 2 milliards de francs : La Hénin-Investissement.

Ce groupe est en fait, à travers des sociétés, un rassemblement de personnes physiques ou morales qui toutes s'attachent à l'immobilier avec des motivations et des objectifs différents. La Hénin-Investissement propose à ces investisseurs des solutions qui les rassemblent dans des sociétés dont ils sont membres : Sicom, pour louer des immeubles en leasing ou en location simple ; sociétés de placements immobiliers : sociétés civiles particulières dans lesquelles ils possèdent en commun un seul immeuble. Elle assure une gestion efficace, avec des revenus indexés versés ponctuellement, et respecte les impératifs posés par les investisseurs quant au type de valeurs qu'ils désirent, soit qu'ils fassent plutôt place au rendement, soit qu'ils privilégient la sécurité du capital.

Mais La Hénin-Investissement peut aussi être le point de rencontre, pour financer des installations industrielles ou commerciales, entre le demandeur et l'investisseur de capitaux. Pour cela, elle a mis en place, autour de Bail-Investissement, Sicom cotée en Bourse, des sociétés comme Codefour, Immobilière - Centres commerciaux, Sélectinvest, Codeitel et Servair.

CITRAIL A LA PORTE DE PANTIN...

En association avec des investisseurs institutionnels, La Hénin Investissement vient de réaliser la très importante opération du centre inter régional de transit rail-route (Citrail).

Le Citrail, c'est, à la porte de Pantin, le premier véritable entrepôt urbain. Compte tenu de sa desserte, il propose aux entreprises, aux transitaires et aux transporteurs plus de 100 000 mètres carrés d'entrepôts et de bureaux en location.

...ET UN CENTRE DU COMMERCE ALIMENTAIRE A RUNGIS

En liaison avec la Semmaris, la Société de gestion du marché d'intérêt national de Rungis, la Compagnie La Hénin vient de terminer la réalisation du centre international du commerce des produits alimentaires.

Il s'agit d'un programme de 20 000 mètres carrés de bureaux, entièrement loués par la Semmaris.

Ce programme a été réalisé par Constructions La Hénin. C'est ensuite La Hénin-Investissement qui en a assuré la commercialisation, en mettant au point et en proposant aux investisseurs institutionnels une formule judicieuse d'investissement.

UN PLACEMENT

LA HENIN INVESTISSEMENT a mis au point une formule de placement attrayante.

Elle offre des parts de la Société Sélectinvest qui est propriétaire du sol et des murs de biens immobiliers, supermarchés, bureaux loués, par des baux de longue durée.

Cet investissement cumule plusieurs avantages :

- La sécurité et les plus-values éventuelles attachées à un investissement « pierre » particulièrement sélectionné ;
- Une bonne rentabilité assurée et indexée ;
- Un régime fiscal privilégié.

Dans un prochain avenir, La Hénin Investissement pourra répondre au vœu de sa clientèle actuelle et toucher de nouveaux clients, mettra sur le marché les parts d'une nouvelle société civile de placements immobiliers dont le patrimoine est en cours de constitution.

37, rue de Surène, 75008 PARIS
Tél. : 265-23-33

LA HENIN 76 : PLUS DE 700 000 EXEMPLAIRES.

Un nouveau centre régional à Boissy-Saint-Léger

UN nouveau centre commercial régional — Boissy 2 — a été ouvert, fin octobre, à Boissy-Saint-Léger, dans la banlieue est de Paris. Implanté dans une région en plein développement, proximité du métro express régional, il s'étend sur 23 000 mètres carrés et regroupe quarante commerces.

C'est le huitième centre commercial à la réalisation duquel participe la Compagnie La Hénin, en association avec la Société des centres commerciaux (S.C.C.). Ont été ainsi successivement ouverts : 1971, Vélizy 2 ; 1973, Rosny 2 ; 1974, Les Ulis 2 ; 1974, Bobigny 2 ; 1975, Evry 2 et Lyon-Part-Dieu.

L'ensemble fait un chiffre d'affaires annuel global de 3,2 milliards de francs, soit environ 10 millions de francs par jour.

Hormis Lyon-Part-Dieu, les centres commerciaux réalisés jusqu'ici sont toujours excentrés. Ils sont construits là où la densité de population s'accroît proportionnellement aux réalisations d'aménagement et de rénovation. Ce sont ces nouvelles zones urbaines qui ont appelé la création d'équipements commerciaux adaptés aux besoins de notre époque.

Pour la Compagnie La Hénin, la réalisation d'un centre commercial constitue une double opération :

— Opération de promotion immobilière, avec la construction du centre et la vente d'une partie des surfaces commerciales ;

— Opération d'investissement, pour la partie destinée à être louée.

Les locations se font sans passe-port, avec des baux de longue durée ; le loyer est constitué par un pourcentage sur le chiffre d'affaires, assorti d'un minimum garanti. Un service de gestion assure, diagnostic et assiste chaque commerçant dès sa candidature ; il reste, après l'ouverture, un conseil permanent. Cette organisation a pour but de contribuer au maximum à l'adaptation la plus complète possible des commerçants indépendants au centre moderne, assés d'ailleurs dès le départ à la conception du centre.

Les projets de nouveaux centres commerciaux ne manquent pas. Beaucoup en sont encore au stade de l'étude ; d'autres sont, au contraire, en bonne voie de réalisation, dont l'un à Lille-Est (40 000 m²) ouverture en novembre 1977) et l'autre à Saint-Sever (40 000 m², ouverture prévue en avril 1978).

En outre, deux projets ont été lancés à l'étranger, l'un à Bruxelles, l'autre à Madrid.

LES HUIT CENTRES S.C.C.-LA HENIN

Centres	date d'ouverture	Surfaces louées (en m ²)	Nombre de commerces	Propriété de La Hénin (en m ²)
Vélizy - 2	1972	28 100	150	8 000
Rosny - 2	1973	30 700	180	6 000
Grigny - 2	1973	2 900	30	1 700
Les Ulis - 2	1973	18 000	70	4 000
Bobigny - 2	1974	15 700	60	3 000
Evry - 2	1975	31 000	140	7 500
Lyon-Part-Dieu	1975	67 000	260	5 800
Boissy - 2	1976	13 000	80	5 000
		204 400	975	41 000

HOTELLERIE - TOURISME

Hôtel Ibis : huit hôtels ouverts et sept en chantier

P OUR réussir dans l'hôtellerie, il ne suffit pas d'être promoteur et banquier. Il faut être hôtelier.

L'ayant parfaitement compris, La Hénin a choisi, Novotel, deuxième grand de l'hôtellerie européenne. Ensemble, ils réalisent en France la première chaîne de deux étoiles, Hôtel Ibis.

Le premier hôtel de la chaîne a été ouvert en 1974. Aujourd'hui, Hôtel Ibis compte huit hôtels

ouverts et sept en chantier, qui ouvriront dans le courant du premier semestre 1977. Avec mille chambres exploitées actuellement et mille quatre cents autres en construction ou à l'étude, c'est de très loin la première chaîne de deux étoiles française.

Depuis plusieurs années, il existe en France un vide hôtelier entre le parc traditionnel et les trois et quatre étoiles de construction récente. Entre les deux, il

n'existait, jusqu'à présent, aucune chaîne intégrée. C'est pour cela qu'Hôtel Ibis est née, avec, pour emblème, deux petites fleurettes rouges sur un parterre de gazon.

Hôtel Ibis, c'est, en outre, un port qualité - prix qui exprime la devise de la chaîne : on y vient par sagesse, on y reste par plaisir. Le prix de la chambre, son aménagement, ses prestations, sont pleinement définies et répondent à des normes nationales et internationales visant à apporter à l'client un confort maximum pour un prix très étudié (30 % moins cher que les hôtels de la catégorie supérieure). La chambre, de 15 m² environ, comporte : un grand lit ou deux lits jumeaux. Elle est meublée, insonorisée, ventilée et chauffée à la convenance du client ; elle possède une salle de bains individuelle avec baignoire, douche et lavabo.

Un tiers moins cher qu'un trois étoiles

Bien sûr, il a fallu soigneusement repenser la façon dont l'hôte assurait certaines prestations. Le client « Hôtel Ibis » téléphone de la réception, règle sa chambre à l'avance et prend son petit déjeuner au restaurant. Tout comme chez lui, il devra se donner la peine de régler le réveil qui se trouve dans sa chambre, car il n'est pas possible de se faire réveiller par la standardiste. C'est une formule qui, maintenant, a fait ses preuves et est très bien acceptée par l'immense majorité des utilisateurs.

Quant à la restauration, dans les « Rapid Grill » elle a été mise au point en ayant simplement comme objectif d'offrir un repas simple et complet, sans complication inutile ; elle est orientée vers une cuisine familiale, comme « à la maison ».

Dans l'hôtellerie, et peut-être plus qu'ailleurs, c'est en dernier lieu l'avis du client qui compte. C'est pourquoi il est rassurant de constater que le taux de remplissage est élevé et que l'Hôtel Ibis de Bagneux annonce pour l'année 1976 un taux de remplissage supérieur à 80 %.

ACQUISITION DU GRAND HOTEL DE BORDEAUX

La Hénin vient d'acquiescer le Grand Hôtel et Café de Bordeaux, situé sur la place de la Comédie, devant le Grand-Théâtre, au cœur de la ville. Les locaux seront rénovés et offriront aux Bordelais et à leurs visiteurs les possibilités de l'hôtellerie fonctionnelle. La façade classée sera évidemment préservée.

Que la fête commence !

C E serait un tort de croire que, lorsque la construction d'un centre est terminée, lorsque les surfaces de vente sont vendues ou louées, il ne reste plus aux initiateurs de l'opération qu'à recueillir les fruits de leur travail. Un centre commercial moderne est, avant tout, conçu pour vivre et il ne vit que par l'animation, en devenant une petite ville dans la ville. Aussi, la dernière pierre posée, le dernier coup de balai donné, est-ce là que tout commence. Alors, concepteurs, financiers, architectes, entrepreneurs laissent la place à un homme nouveau : le manager.

L'homme aux multiples casquettes

Le manager ? un homme jeune, d'abord. Trente ans environ. Issu ou non d'une école commerciale, mais avant tout homme de terrain. De son dynamisme, de son enthousiasme et de son savoir-faire, dépendent, en grande partie, le succès ou l'échec du centre. Homme orchestre, il va devoir jouer habilement de tous ses instruments.

Les instruments, ce sont aussi les différentes casquettes qu'il aura à arborer tout au long de la journée dans ses multiples fonctions. Elles peuvent avoir, pour ses interlocuteurs, un air triste ou un air gai selon la fonction qu'elles recouvrent. Il devra jouer des couleurs pour faire oublier l'homme au bâton au profit de l'animateur de la scène.

L'homme au bâton ? Eh oui ! Intendant général du centre, chargé de la gestion des parties communes, il est d'abord « M. Charges Communes » ; il doit établir un budget de fonctionnement, d'entretien et de sécurité qu'il

devra faire accepter par les copropriétaires.

Pis encore : représentant de tous les propriétaires auprès des locataires du centre, il est « M. Percepteur ». C'est, sûrement, sa casquette la plus sombre. Et si, aujourd'hui, l'informatique a pu le décharger de son ancien rôle de collecteur général des redevances, il est parfois le bras secourable chargé de faire rentrer les loyers en retard.

Avocat des bonnes causes

Il est vrai aussi qu'il peut, à cette occasion, se transformer en avocat efficace d'un débiteur momentanément en difficulté mais dont il a estimé toutes les possibilités de redressement. Il sera alors « M. Médicinal-Conseil ». Beaucoup plus à l'aise dans ce rôle d'assistant technique du commerce, il apprendra à son client les ficelles du métier qui suffisent parfois à faire d'une boutique en difficulté une maison prospère.

Mais sa casquette préférée est incontestablement celle de « M. Animateur ». Chargé de coordonner la publicité et de promouvoir toutes les manifestations qui feront d'une structure de pierre et de verre un ensemble de vie, il est pleinement « M. Centre ». Il doit donc s'efforcer de lui donner toute sa signification et recréer dans ce cadre moderne tout ce qui faisait le charme des marchés d'autrefois. Dès lors, les salons, les ventes promotionnelles, les salons, les vacances... tout devient fête. Conçu pour attirer la foule, le « M. Centre » abrite avec bonheur expositions, présentations de collections, scènes animées, etc., etc.

Le décor est en place ; « M. Centre » n'attend plus que ses visiteurs et... que la fête commence !

Le prix d'une chaîne deux étoiles

LA Hénin participe à la création de la chaîne Ibis à travers sa filiale Sphère, qu'elle détient à 47 %.

La Sphère est la société holding du groupe des hôtels Ibis ; elle anime et détient la quasi-totalité des différentes sociétés dont le rôle est de louer l'hôtel pour l'exploiter.

En effet, le lancement commercial d'un hôtel demande un général trois ans et, compte tenu de l'importance du programme de développement de la chaîne Ibis au cours des quatre prochaines années, le coût de lancement des nouveaux hôtels pèsera sur les résultats bénéficiaires des premiers construits.

Les résultats d'exploitation d'Ibis sont, au 31 décembre 1976, équilibrés. Cependant, ce n'est que dans quelques années que la chaîne pourra être bénéficiaire.

L'IMMOBILIER DE LOISIR

BIEN que largement développée, la résidence secondaire reste un investissement souvent élevé pour une occupation annuelle fortement limitée. Seront-ils La Hénin s'est spécialisée dans ce domaine très particulier de l'immobilier de loisir et propose une formule nouvelle : la propriété saisonnière.

L'intérêt de la propriété saisonnière réside dans le fait que l'investisseur achète, dans un immeuble de qualité, situé à la mer ou à la montagne, une période d'occupation dans un appartement entièrement équipé pour deux, quatre ou six personnes.

L'acheteur d'un appartement en propriété saisonnière bénéficie, avec un investissement modeste, de la valorisation d'un placement traditionnel.

Seront-ils La Hénin propose la propriété saisonnière au Cap d'Agde et pour la neige à Val-Thorens, dans les Alpes françaises. Ce dernier programme s'inscrit dans le complexe des trois villages et offre un domaine skiable de 250 kilomètres carrés qui peut permettre la pratique du ski en toutes saisons.

CENTRES COMMERCIAUX
BOISSY 2
CENTRES COMMERCIAUX

LE NOUVEAU SIÈGE SOCIAL

Entre Noël et le Jour de l'An, la Compagnie La Hénin s'installe dans son nouveau siège social, 21, rue de la Ville-Évêque.

Cet immeuble de construction moderne, extrêmement rationnel, a été construit par l'entreprise Bouygues.

Sa surface totale utilisable sera de 4 000 m², très supérieure à celle de l'ancien hôtel particulier qui s'y trouvait à ce même emplacement. Son aménagement intérieur sera sobre : il sera doté de dispositifs ultra-modernes en ce qui concerne les services intérieurs (communications, aménagements, circulation) et la sécurité.

COURRIER

Le point de vue des actionnaires

DEPUIS plus d'un an, un véritable dialogue s'est instauré entre la compagnie et un grand nombre de ses actionnaires. Les sujets abordés sont variés puisqu'ils concernent aussi bien la Bourse et l'investissement en général que des problèmes particuliers et même personnels.

Ce dialogue est particulièrement constructif, aux félicitations se mêlent des critiques et aussi des suggestions. Les actionnaires participent ainsi, par les idées qu'ils expriment, à la vie de leur compagnie et l'aident dans son action.

Les suggestions avisées d'un notaire du Nord

Ne conviendrait-il pas que la loi permette, dans les statuts, de prévoir pour des actionnaires fidèles et stables, propriétaires de leurs actions nominatives depuis un certain temps, une possibilité de toucher des dividendes plus importants ? Cela pourrait être fait sous la condition d'un engagement d'investissement à long terme, et cet avantage pourrait être réservé aux personnes physiques.

Ne conviendrait-il pas d'obtenir du législateur une possibilité de rémunérer la participation effective des actionnaires, personnes physiques, aux assemblées générales, en couvrant tout au moins leurs frais de déplacement ? Des

assemblées pourraient ainsi être tenues le samedi ou le dimanche. Ne peut-on aussi faire preuve d'imagination en organisant peut-être un vote par correspondance (et non pas un pouvoir en blanc) qui nécessiterait cependant une participation active, un peu comme une réponse à une enquête ?

Tout cela serait réservé aux actionnaires nominatifs propriétaires depuis un certain temps desdites actions ou qui ont souscrit un engagement d'emploi à long terme (engagement dont la formule est à créer et qu'il ne faut pas confondre avec le plan d'épargne à long terme).

Un actionnaire de Bordeaux déçu

Il vaut mieux cesser la comédie. Dans le système actuel, l'actionnaire esclave n'a aucun pouvoir. Qu'importe à l'actionnaire que

vous estimiez l'action à 700 F en petit comité alors que la Bourse la juge à environ 400 F et que vous n'avez pas pu lui verser le dividende net de 2 % de votre estimation !

Un actionnaire de Courbevoie : il faut persévérer

Vous dites que les collaborateurs de La Hélin se sont abandonnés par les actionnaires qui semblent se désintéresser de leur affaire. Je vous assure que ce n'est pas mon cas, mais que je ne fais pas un actionnaire pour s'intéresser de près à La Hélin. Je ne veux pas que la Bourse devienne un terrain d'exploitation pour des spéculateurs et il est presque impossible d'y aller.

Par contre, je crois qu'en vous limitant peut-être aux actionnaires possédant un minimum de 2 actions, vous pourriez les associer

plus étroitement à vos efforts en leur permettant de temps en temps, en dehors de l'assemblée générale annuelle, à une réunion d'information. Mais peut-être est-ce difficile à organiser.

Vous savez, cher monsieur, et je vous l'ai dit, que la façon dont vous cherchez à traiter vos actionnaires me plaît beaucoup. Il faut maintenant que le message passe. Votre lettre va y contribuer. J'ai tenu à vous apporter ma petite contribution personnelle en vous faisant cette modeste suggestion qui peut en entraîner d'autres.

De Nice, un autre actionnaire déçu

L'Etat, les salariés, les cadres ont droit prioritaire sur les fruits, toujours relevés pour eux — au minimum — sur l'indice du pouvoir d'achat. Sur cent valeurs françaises combien augmentent leurs dividendes depuis quinze ou cinquante ans dans une proportion appréciable. On se console un peu en pensant aux plus-values. Vous allez distribuer une action pour dix : pure inflation.

tion de papier : c'est aussi une promesse de maintenir le dividende unitaire, soit une augmentation de 10 %, quand vos salaires augmentent de 12 % à 20 % la même année. La Hélin est-elle une valeur moins mauvaise pour l'épargnant que beaucoup d'autres, mais notre désaffection est globale, inutile de nous répéter que nous sommes propriétaires, tout le monde (sauf vous) sait que ce n'est pas vrai.

Le problème personnel d'un actionnaire de Marseille

Connaissant la considération que la société que vous présidez porte à ses actionnaires, je n'hésite pas à vous soumettre mon problème en espérant que vous pourrez m'aider à le résoudre dans les meilleures conditions.

Appelé à m'installer à Lyon pour plusieurs années, à compter du 1^{er} octobre prochain, je serais intéressé par l'acquisition d'un appartement de deux pièces prin-

cipales situés dans le septième arrondissement, à proximité de la Compagnie La Hélin à des programmes de construction à Lyon, et qu'il vous sera possible de m'en louer une partie.

Dans la négative, pourriez-vous me recommander une société de construction ou une agence immobilière réputée par son sérieux ?

Des félicitations d'un actionnaire de Hardicourt

Votre lettre du 8 courant témoigne une fois de plus du souci de dialogue avec vos actionnaires ; cette préoccupation est si rare, encore aujourd'hui, qu'elle mérite d'être soulignée. Pour ma part, veuillez me permettre de vous en remercier chaleureusement.

J'ai pris connaissance avec le plus vif intérêt de l'allocation que vous avez prononcée devant la récente assemblée. Je retiens, notamment, votre désir très légitime de voir vos clients devenir actionnaires et, inversement, vos actionnaires devenir vos clients.

Avant d'acheter un appartement ou une maison, êtes-vous bien sûr que la GEFIC n'a pas mieux ?



GEFIC 52, CHAMPS ÉLYSÉES ALM 98 98

FINANCE

Rapport général des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission que nous a confiée votre assemblée générale du 9 décembre 1975, nous avons examiné les comptes de l'exercice clos le 31 août 1976.

Le bilan qui nous a été présenté totalise 1 976 617 433,43 francs. Le compte d'exploitation fait ressortir un bénéfice de 61 749 152,77 francs. Après pertes et profits, le résultat de l'exercice est bénéficiaire de 63 624 529,57 francs.

Notre examen, effectué conformément aux normes de révision comptable, a comporté les contrôles nécessaires par nous comme nécessaires, eu égard aux règles de diligence normale.

Le compte d'exploitation général, le compte de pertes et profits et le bilan qui vous sont présentés ont été établis dans la même forme et selon les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent. Toutefois, il nous semble utile de préciser :

— Qu'en application de la première résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 3 juin 1976, le capital de votre société, d'un montant de 297 698 000 francs, a été porté à 327 487 900 francs par incorporation de la prime de fusion sur la base de 1 action nouvelle pour 10 anciennes ;

— Qu'il a été effectué un prélèvement de 2 976 980 francs sur cette même prime de fusion afin de compléter le montant de la réserve légale à 10 % du capital. Ce prélèvement fait l'objet de la première résolution soumise à votre approbation ;

— Que l'avance faite à la Société civile qui construit le nouveau siège social de votre compagnie, dont la quasi-totalité du capital est détenue par la Compagnie La Hélin, figure toujours parmi les « comptes courants débiteurs ». Cette opération doit être dénouée au cours du présent exercice ;

— Qu'une provision de 7 000 000 de francs a été pratiquée sur la valeur des terrains sur lesquels la compagnie possède directement ou indirectement.

Le rapport de votre conseil d'administration explicite les principes adoptés pour l'évaluation et le classement des participations. En particulier, se rapportant à l'avis du Conseil national de la comptabilité du 23 octobre 1973 et à la loi du 21 décembre 1973, il a estimé que le cours de Bourse moyen des titres de la Compagnie La Hélin figurant dans le bilan au 31 août 1976, soit 315 F, est l'objet d'une dépréciation totale pour 9 812 000 F, ramenant ainsi la valeur du titre à environ 400 F. La perte provenant de cette dépréciation figure dans le compte de résultats. En contrepartie, votre conseil d'administration a prévu la provision pour fluctuation du portefeuille créée par votre assemblée générale du 20 avril 1972, un montant identique, qui a été porté au crédit du compte de pertes et profits. De la sorte, la dépréciation des titres Bouygues n'a aucune incidence sur le bénéfice de l'exercice. Après déduction du capital, ont été classés parmi les titres de participation à raison du pourcentage total que détiennent vos principaux actionnaires dans le capital de ces entreprises.

En application de l'article 356 de la loi du 24 juillet 1966, votre conseil énumère dans son rapport les principaux mouvements concernant les autres participations de votre société.

Nous avons vérifié qu'aucune atteinte n'a été portée à l'égalité entre les actionnaires. Les dispositions relatives aux actions de garantie des administrateurs ont été respectées.

Les informations d'ordre comptable figurant dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière de l'entreprise sont conformes aux livres de la société.

Compte tenu des précisions fournies sur les options adoptées, il nous apparaît que le bilan et le compte de résultats qui nous sont soumis sont réguliers et sincères.

Paris, le 25 octobre 1976.

Société d'expertises économiques et financières (S.E.F.).
Gestion et Contrôle.

Bénéfice net des opérations + 28 %

Résultats comparés au 31 août 1975 et 1976 (en milliers de francs)

	1976	1975
REVENUS NETS		
Dividendes	74 970	58 878
Location centres commerciaux	4 426	4 117
Promotion :		
Habitat	8 035	11 479
Autres	14 872	4 064
Commissions et divers	2 563	2 943
	104 866	79 281
CHARGES D'EXPLOITATION		
Frais de personnel	4 241	4 745
Travaux, fournitures, services extérieurs	347	603
Frais divers de gestion	2 097	1 516
Frais financiers	27 838	24 488
Impôts et taxes	81	60
	34 604	31 412
Bénéfice avant amortissements et provisions	70 262	47 869
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
	(8 512)	(1 601)
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	61 750	46 268
AUTRES REVENUS (CHARGES)		
Provision pour investissements	(18)	(105)
Reprise de provisions	811	2 181
Autres	(290)	254
	505	2 330
Bénéfice avant impôt	62 255	48 598
IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS		
	662	574
BÉNÉFICE NET DES OPÉRATIONS	61 593	48 024
REVENUS (CHARGES) EXCEPTIONNELS		
Plus-values nettes à long terme après impôt	2 031	3 069
Reprise de provision pour fluctuation du portefeuille	9 812	—
Provision pour dépréciation des titres de participation	(9 812)	—
	2 031	3 069
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	63 624	51 093

● REVENUS NETS

Les revenus de la Compagnie La Hélin sont composés de deux éléments principaux : — Des dividendes reçus des filiales et qui représentent une part plus ou moins importante du bénéfice consolidé de l'exercice précédent. Compte tenu de sa détention à 100 % dans ses filiales, la Compagnie a, en fait, toute latitude pour fixer l'importance de cette part en fonction de ses propres besoins de trésorerie et de ceux de ses filiales. L'augmentation d'environ 17 millions par rapport à 1975 est due au secteur des crédits, et notamment à la Banque La Hélin-Cogedim ainsi qu'à Sofinco La Hélin-Sofinco.

Des recettes directes provenant de sa propre activité dans le domaine de la promotion et de l'investissement immobilier. Deux nouveaux centres commerciaux ont été ouverts en 1976, Evry et Lyon ; leur exploitation, malgré les frais élevés du premier exercice, a été équilibrée ; il faut habituellement trois ans pour qu'un centre commercial régional entre dans une phase bénéficiaire.

Les recettes de promotion ont augmenté de près de 50 % en raison, surtout, de la réussite d'opérations ponctuelles revendues à des investisseurs ; dans le domaine de l'habitat, la stagnation du marché immobilier en 1975 a provoqué une baisse des résultats.

Au total, les recettes directes de la Compagnie couvrent approximativement, au même titre que l'an dernier, l'ensemble de ses frais de fonctionnement.

● AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Une provision de 7 millions a été constituée pour couvrir des pertes éventuelles sur des terrains dont la date de mise en valeur a été reportée. Il faut noter que, sur cette somme, 2 millions seulement ont été considérés comme déductibles du point de vue fiscal pour le calcul de l'impôt sur les sociétés.

● IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Les recettes propres à la Compagnie couvrant, pratiquement, ses frais d'exploitation et les dividendes reçus des filiales ayant un régime privilégié d'imposition, la Compagnie La Hélin dégage un faible montant de bénéfices imposables. En revanche, avant de distribuer 75 millions de dividendes, les filiales ont dû payer l'impôt sur les sociétés pour un montant sensiblement équivalent.

● REVENUS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les plus-values nettes à long terme découlent principalement des cessions de titres (cf. commentaires du portefeuille-titres). La provision pour dépréciation des titres de participation (9 812 000) a été compensée par

une reprise de même montant sur la provision pour fluctuation des titres existant au bilan depuis l'assemblée extraordinaire d'avril 1972.

Au total, avec un montant de 63 624 000 F, le bénéfice net des opérations enregistrées une progression de 28 %.

Résultats financiers des 5 derniers exercices (en milliers de francs)

	1975-1976	1974-1975	1973-1974	1972-1973	1971
Situation financière					
Capital social	327 488	297 698	251 391	170 257	70 136
Nombre d'actions émises	3 274 879	2 976 981	2 513 906	1 702 568	701 362
Nombre d'actions ajustées	3 274 879	3 274 879	2 765 296	1 873 822	848 648
Résultat global des opérations					
Chiffre d'affaires H.T.	104 866	79 281	59 720	45 736	14 133
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	70 783	50 305	37 934	48 851	14 589
Plus-values à long terme avant impôt	2 031	4 092	543	26 977	1 655
Impôt sur les bénéfices	662	574	2 050	13 339	3 425
Impôt sur les plus-values à long terme	—	1 023	81	3 327	226
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	61 593	48 024	33 361	30 261	9 888
Plus-values à long terme après impôt	2 031	3 069	483	23 650	1 429
Montant des bénéfices distribués	62 596	48 887	39 594	25 538	9 819
Résultat réduit à une action ajustée (en francs)					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	21,41	15,19	12,98	17,89	13,13
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	18,81	14,67	12,08	18,15	11,65
Dividende par action	16,00	14,32	14,32	13,64	11,57
Personnel					
Nombre de salariés	83	41	36	28	9
Montant de la masse salariale	3 158	3 843	2 783	3 188	332
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux, de la Sécurité sociale et des œuvres sociales	1 085	902	821	1 000	88

Pour la première fois depuis cinq ans, l'exercice qui vient de se terminer peut être comparé à l'exercice précédent sans que les comparaisons soient altérées par des changements de structures.

En juin 1976, la Compagnie La Hélin a distribué 1 action nouvelle pour 10 anciennes ; le nombre d'actions émises est ainsi passé de 2 976 981 à 3 274 879.

Le bénéfice net par action de la Compagnie

La Hélin de l'exercice 1975-1976 montre une progression d'environ 28 % par rapport à 1975, progression qui ne fait que refléter l'augmentation des profits du groupe de l'exercice précédent.

Il est évident que pour la Compagnie La Hélin, qui détient la plupart de ses filiales opérationnelles à près de 100 %, seul le bénéfice net consolidé par action ajustée a une signification. En 1976, celui-ci était en progression de 28 % par rapport à 1974.

صلى الله عليه وسلم

FINANCE

BILANS COMPARÉS AUX 31 AOÛT 1975 ET 1976
(EN MILLIERS DE FRANCS)

Le bilan de la Compagnie La Hénin a sensiblement la même physionomie au 31 août 1976 qu'au 31 août 1975. En effet, pour la première fois depuis plusieurs années, aucune opération financière importante avec l'extérieur n'est venue modifier les structures d'exploitation.

Outre cette stabilisation au niveau du total du bilan, il faut noter :

ACTIF

● **Immobilisations.** — Le nouveau siège social de la Compagnie, actuellement en cours de construction, ne figure pas dans les immobilisations. Il est, en effet, financé au travers d'une société civile immobilière par l'intermédiaire de la Banque La Hénin et de la Compagnie La Hénin, à hauteur, pour celle-ci, de 21 800 000 F sous forme d'avances en comptes courants.

● **Portefeuille titres.** — L'augmentation de

43,5 millions du secteur des crédits correspond à la reprise des 5 % détenus dans Bouygues par Cogefino, à la création de la filiale belge La Hénin Noord N.V. et à la souscription à l'augmentation de 30 millions du capital de Sofinco-La Hénin.

Dans le secteur immobilier, le fait essentiel est la prise de participation de 42,75 % (soit 22,9 millions de francs) dans le capital de la société espagnole Barrio del Pilar, propriétaire, à Madrid, d'un terrain de 10 hectares sur lequel sera édifié un centre commercial.

Il a été procédé, pour les principaux titres de participation, à une comparaison de leur valeur au bilan avec leur valeur boursière et leur valeur intrinsèque estimée ; pour certains titres, dont la Compagnie détient moins de 10 %, le caractère de participation a cependant été retenu, compte tenu

du pourcentage de détention de certaines sociétés du groupe. A la suite de ces comparaisons, la valeur des titres Salins du Midi, Crédit Industriel et Commercial et Crédit Foncier et Immobilier, pour lesquels la valeur intrinsèque estimée est supérieure à la valeur au bilan, a été maintenue. Pour les titres Bouygues, il a été décidé de constituer une provision pour dépréciation de 327 F par titre ; la valeur ainsi retenue au bilan au 31 août 1976 est de 400 F par titre.

● **Promotion immobilière.** — L'augmentation, d'environ 11 millions en 1976, représente la différence entre les mises de fonds dans la promotion immobilière pratiquées par la Compagnie (100 millions) et les remboursements encaissés des différents promoteurs (90 millions).

● **Valeurs réalisables à court terme ou disponibles.** — Les comptes de régularisation

Actif enregistrent une diminution de 22 millions. Au 31 août 1975, la Compagnie détenait, pour le compte d'investisseurs et pour son propre compte, un investissement de 24 millions dans la société espagnole Barrio del Pilar. En 1976, les fonds avancés par la Compagnie pour le compte d'investisseurs ont été répartis entre ces derniers ; en conséquence, la somme totale de 24 millions, qui se trouvait à l'actif et au passif du bilan, a disparu. La Compagnie a enregistré sa propre part d'investissements dans son portefeuille titres au 31 août 1976.

L'augmentation de 25 millions des comptes courants débiteurs provient essentiellement d'avances faites à différentes filiales (Cogifco, Sepic, Sogarec) et de l'augmentation du compte courant de la S.C.I. pour la construction du nouveau siège social de la Compagnie, pour environ 12 millions.

ACTIF	31-8-1976	31-8-1975	PASSIF	31-8-1976	31-8-1975
FRAIS D'EMISSION D'OBLIGATIONS					
Amortissements	12 426	13 436			
	2 081	1 252			
	10 345	11 174			
IMMOBILISATIONS			CAPITAUX PROPRES ET RESERVES		
Constructions	2 472	2 472	Capital social	327 468	297 698
Matériel de transport	55	70	Primes d'apport, d'émission et de fusion	972 327	1 005 091
Mobilier, agencements et installations	605	554	Réserve légale	32 747	29 769
	3 132	3 096	Réserve facultative	15 933	15 933
Amortissements	678	593	Réserve pour plus-values à long terme	56 770	56 770
	2 454	2 503			
PORTEFEUILLE TITRES			Report à nouveau	1 405 245	1 405 245
Secteur des crédits	684 237	630 896	Provision pour investissements	4 527	4 527
Provision	9 812	—		2 613	2 596
	674 425	630 896	Situation nette	1 412 384	1 412 384
Secteur immobilier	938 895	921 986			
	1 614 320	1 552 882	PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES		
PROMOTION IMMOBILIERE			Provision pour fluctuation du portefeuille	188	188
Participation au capital	17 240	18 469	Provision pour risques	7 958	7 958
Comptes courants	141 918	128 712			
	159 158	147 181	DETTES A LONG ET MOYEN TERME		
Provision	2 268	1 854	Emprunt obligataire	200 000	200 000
	156 896	145 327	Participation de groupe	38 605	38 605
VALEURS REALISABLES A COURT TERME					
OU DISPONIBLES			DETTES A COURT TERME		
Autres débiteurs	5 873	4 845	Participation de groupe	5 845	—
Comptes de régularisation - Actif	11 943	34 153	Avances d'actionnaires	20 000	20 000
Titres de placement	15	15	Autres créanciers	15 904	15 904
Comptes courants	66 338	40 986	Comptes de régularisation - Passif	25 113	25 113
Banques et caisses	8 420	2 559	Comptes courants	63 395	63 395
	92 609	82 559	Impôt sur les sociétés	662	662
	1 876 618	1 794 455	Dividendes à payer	—	52 395
			Banques	22 940	22 940
				153 859	206 254
				63 624	—
				1 876 618	1 794 455

ENGAGEMENTS HORS BILAN. — Cautions et contre-garanties d'engagements de bonne fin : 900 millions de F aux 31-8-1975 et 1976.

PASSIF

● **Capitaux propres et réserves.** — En juin 1976, il a été attribué gratuitement une action nouvelle pour dix anciennes, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter le capital social de 29,770 millions par prélèvement sur les primes d'apport, d'émission et de fusion.

La situation nette, après répartition, augmente de 11,2 millions, somme correspondant à la partie des bénéfices de l'exercice 1975-1976 affectée au report à nouveau.

● **Provisions pour pertes et charges.** — La diminution de 3,5 millions correspond à une augmentation de 5,5 millions du poste « Provisions pour risques » et à un prélèvement, sur le poste « Provision pour fluctuation du portefeuille », d'une somme de 8,8 millions de francs destinée à couvrir la provision pour dépréciation des titres Bouygues, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire d'avril 1972.

● **Dettes à long et moyen terme.** — L'augmentation de 9,2 millions correspond essentiellement à

la variation du poste « Participation de groupe » : une augmentation d'environ 15 millions, représentant l'intéressement de l'exercice 1975 porté en compte courant par les bénéficiaires ainsi que les intérêts dus au titre des années antérieures ; une diminution de 5,8 millions de francs, montant de la première échéance concernant l'intéressement de l'exercice 1971, payable en avril 1977 et transférée aux « Dettes à court terme ».

● **Dettes à court terme.** — La diminution, d'en-

viron 15 millions, des comptes de régularisation - Passif est due à la régularisation relative à la société Barrio del Pilar (cf. Comptes de régularisation-Actif) et à la constatation d'une dette de 10 millions concernant la partie non libérée de l'augmentation de capital de Sofinco-La Hénin.

La variation d'environ 20 millions des comptes courants créditeurs concerne le solde des opérations avec les filiales.

État des ressources et des emplois pour l'exercice clos le 31 août 1976
(en milliers de francs)

RESSOURCES	
Bénéfice net de l'exercice	63 624
Amortissements et provisions	7 913
Autofinancement	71 387
Participation de groupe 1975 et intérêts	15 036
Total des ressources	86 960
EMPLOIS	
Acquisition de titres de participation	
— Bouygues	31 812
— Sofinco La Hénin	29 981
— Barrio del Pilar (Madrid)	22 940
— Autres variations	(3 493)
	71 240
Dividendes payés sur les résultats 1975	46 887
Transfert en court terme de l'intéressement 1971 payable au personnel en avril 1977	5 845
Autres	534
Total des emplois	124 506
DIMINUTION DU FONDS DE ROULEMENT	37 943

Fonds de roulement à moyen terme

Pour la Compagnie La Hénin, la notion de fonds de roulement doit être interprétée de façon objective. En effet, en plus des valeurs réalisables à court terme ou disponibles, la compagnie détient des participations dans des programmes immobiliers dont la vente s'étend, en moyenne, sur une période d'environ dix-huit mois. Compte tenu de cette particularité, le fonds de roulement total à moyen terme s'élève à 96 millions.

Cependant, par rapport à 1975, ce fonds de roulement s'est dégradé de 38 millions, en raison du financement provisoire à court terme de l'augmentation de capital de Sofinco et de la prise de participation dans la société Barrio del Pilar, à Madrid.

LA HENIN 76 :
ÉCONOMIQUE, COÛT DU RAPPORT : 0,70 F.

Variations de la situation nette au cours de l'exercice clos le 31 août 1976

	Augmentation (diminution) (en milliers de F)
SITUATION NETTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT	1 408 178
Affectation de résultats à la situation nette par l'A.G.O.	4 206
SITUATION NETTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 412 384
VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE :	
Variation du capital	29 770 (1)
Variation des primes, réserves, report à nouveau et provisions à caractère de réserves	(29 770) (1)
SITUATION NETTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT L'A.G.O.	1 412 384
VARIATION TOTALE DE LA SITUATION NETTE PENDANT L'EXERCICE	Néant
dont variations dues à des modifications de structure	Néant
VARIATIONS DE LA SITUATION NETTE PENDANT L'EXERCICE, HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	Néant

Résultats des exercices clos les 31 août 1975 et 1976

	1975-1976	1974-1975
RESULTAT AVANT REVENUS EXCEPTIONNELS :		
Global (en milliers de francs)	61 593	48 024
Par action ajustée (en francs)	18,80	14,70
RESULTAT APRES REVENUS EXCEPTIONNELS :		
Global (en milliers de francs)	66 624	51 093
Par action ajustée (en francs)	19,40	15,60
VARIATION TOTALE DE LA SITUATION NETTE (1) :		
Globale (en milliers de francs)	—	193 641
Par action ajustée (en francs)	—	60,70
DIVIDENDE PROPOSE :		
Global (en milliers de francs)	52 395	45 887
Par action ajustée (en francs)	16,00	14,30

(1) En 1974-1975, la variation de la situation nette représente les apports de titres Crédit Foncier et Immobilier, la participation de La Hénin étant passée de 17 % à 42 %. En 1975-1976, la structure financière de la Compagnie La Hénin est demeurée inchangée.

CALCUL DE L'IMPOT 1976

Déterminé à partir du bénéfice net de l'exercice (cf. tableau de résultats p. 6), le calcul de l'impôt dû par la Compagnie La Hénin s'effectue de la façon suivante (en milliers de francs) (1) :

● Bénéfice net comptable	63 624
● Revenus non imposables (à déduire) :	
— Reprise de provision pour fluctuation du portefeuille-titres	9 812
— 92,5 % des dividendes bénéficiant du régime mère-filiales	64 336 (74 148)
● Charges non déductibles (à réintégrer) :	
— Moins-values nettes à long terme	5 965
— Provisions pour risques	5 000
— Impôt sur les sociétés	682
— Autres	222
● Bénéfice imposable	1 325
● Impôt dû (50 %)	662

La différence entre le bénéfice net comptable (63 624) et le bénéfice imposable (1 325) découle principalement du régime spécial d'imposition de dividendes provenant de filiales.

En effet, dans la mesure où une société soumise à l'impôt sur les sociétés détient plus de 10 %, ou une participation supérieure à 10 millions de francs dans une autre société également soumise à l'impôt sur les sociétés, la société détentrice (ou société mère) ne paie l'impôt à 50 % que sur 7,50 % des produits reçus de sa filiale. Ce régime a été institué afin d'éviter que le revenu de la filiale ne soit imposé deux fois, de par le fait qu'il soit distribué à une société mère avant que celle-ci ne le redistribue elle-même à ses actionnaires.

Pour que la Compagnie La Hénin ait pu encaisser, en 1976, 70 millions de francs de dividendes, bénéficiant du régime mère-filiales, ces derniers ont dû gagner environ 150 millions en 1975 : la différence de 80 millions de francs représente l'impôt sur les sociétés.

(1) Les chiffres entre parenthèses sont des chiffres à soustraire.

la nuit
à deux étoiles
hotel ibis
Autoroute A3 31019 Evry 077 9290

LA HENIN 76

LA HENIN A LA BOURSE DE PARIS

Un patrimoine, du rendement

Enrichissez-vous !

« **ENRICHISSEZ-VOUS** - VOUS par le travail et par l'épargne. »

De cette invitation, lancée par Guizot, ministre de Louis-Philippe, à ses contemporains pour les inciter à participer au développement économique du pays, la petite histoire n'a retenu que la caricature « enrichissez-vous ! » Personne aujourd'hui, la notion même de richesse et de profit étant abondamment critiquée, n'oserait reprendre à son compte un tel slogan. Et pourtant, qui ne rêve, en son for intérieur, de s'enrichir ?

Un sondage, publié récemment par un hebdomadaire financier, a révélé — ou plutôt confirmé, car l'on s'en doutait déjà — que les deux tiers des Français choisiraient comme placement de leurs économies, par ordre de préférence, des appartements, des terrains à bâtir, des terres agricoles, des résidences secondaires.

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'aujourd'hui comme hier les Français gardent le souci de tirer le meilleur profit de leurs économies ; qu'aujourd'hui comme hier ils recherchent, de préférence, des placements reposant sur des valeurs traditionnelles, celles dont on sait qu'elles résistent aux crises et aux révolutions. N'est-ce pas cela s'enrichir ?

Qu'a donc fait d'autre la Compagnie La Henin au cours des cinq dernières années ? Plus des deux tiers de son patrimoine sont constitués par des immeubles, des terrains à bâtir, des terres agricoles et des équipements touristiques et commerciaux.

Grâce à ces choix, les résultats d'exploitation n'ont pas cessé de progresser : le bénéfice consolidé par action, c'est-à-dire la mesure des richesses produites en un an par l'ensemble des sociétés du groupe, devrait atteindre 30 F en 1976, marquant une nouvelle augmentation de l'ordre de 15 %. Grâce à ces choix, chaque propriétaire de La Henin bénéficie, sur la base du cours de bourse actuel, d'un rendement d'environ 8 % de son placement. Et ceci sans qu'il ait le moins du monde entamé le patrimoine social qui, au contraire, ne fait que prendre de la valeur.

Malgré ces choix, malgré ces résultats, le titre La Henin a coté, au cours du mois de novembre, moins de 300 F, soit à peine 45 % de la valeur des biens immobiliers possédés par la Compagnie. Manque de logique ?

Mais vous tous, épargnants à la recherche de placements sûrs, avez-vous bien établi le lien existant entre la propriété et le titre qui la représente ?

Etes-vous convaincus qu'acheter une action dont la valeur réelle est fondée sur des terres et des immeubles, c'est acheter une part de ces terres et de ces immeubles ?

Avez-vous réalisé qu'à travers l'action La Henin, c'est cela qui, aujourd'hui, vous est offert à moitié prix ?

Alors... enrichissez-vous !

Le tableau de bord de l'actionnaire suit, depuis 1969, l'évolution d'un placement effectué en titres « Compagnie La Henin ».

Ces calculs ne sont pas faits pour présenter la société sous un jour favorable, mais pour essayer d'analyser la rentabilité du titre pour un investisseur. La référence 1969 a été choisie parce que, à cette date, la Compagnie a décidé de rééquilibrer son patrimoine en redéfinissant ses orientations et en lançant un certain nombre d'opérations financières particulièrement ambitieuses. 1969, c'était le départ d'une nouvelle société pour qui tout était à prouver. Sept ans après, en 1976, voici la situation de l'actionnaire qui, en 1969, aurait « risqué » 92 250 F sur la Henin :

● La politique d'attribution d'actions gratuites pratiquée par la Compagnie lui a permis de recevoir 113 actions supplémentaires, sans investir un franc de plus, son portefeuille est passé de 250 actions, à l'origine, à 363 actions ;

● Ses 363 actions lui reviennent, en moyenne, à 254 F ;

● Sur la base du cours de bourse du mois d'août 1976, il pouvait vendre près de 120 000 F ce que, à l'origine, il avait acheté 92 250 F ;

● Il a encaissé 33 053 F de dividendes qu'il aurait pu réinvestir.

En fait, le résultat global des opérations — synthétisées ci-contre dans le tableau de bord de l'actionnaire — montre qu'il a opéré un placement à 9,10 % l'an, qui aurait pu être encore meilleur, mais qui aurait pu également être pire.

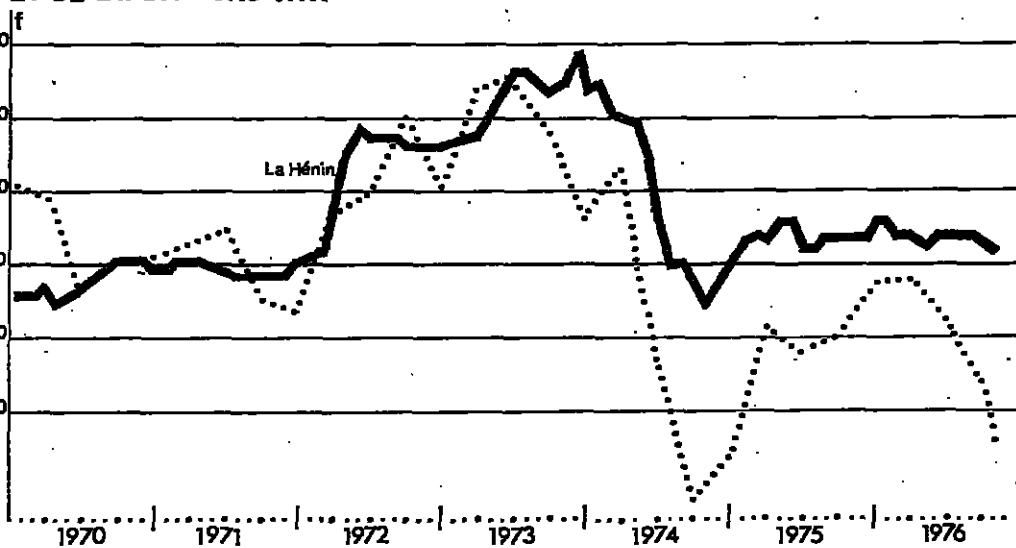
Quoi qu'il en soit, la démonstration est faite : dans une bourse où les plus profondes dépressions succèdent à de maigres espérances, le titre « Compagnie La Henin », cumulant patrimoine et rendement, est une vraie valeur de rapport et de sécurité. La courbe ci-dessous, qui montre l'évolution des cours de La Henin par rapport à l'ensemble des valeurs cotées (indice CAC) confirme cette définition.

Tableau de bord de l'actionnaire

● CARTE D'IDENTITE DU TITRE		Capitalisation boursière :
Nombre de titres cotés...	3 274 679	1969 : 127 millions de francs.
Cours moyen actuel	300 F	1976 : 983 millions de francs.
Valeur nominale	100 F	Cotations : au comptant et à terme
Valeur estimée	640 F	Rubrique : Foncières et immobilières.
● EVOLUTION D'UN PLACEMENT EN TITRES LA HENIN		Place : Paris.
1969 : un actionnaire achète, entre octobre et décembre, 250 actions de la Compagnie La Henin à 369 F, cours moyen de la période		
● INVESTI		250 actions x 369 F = 92 250 F
1971, ATTRIBUTION GRATUITE		1 POUR 5
Il reçoit 50 actions et en possède désormais 300.		
1973, ATTRIBUTION GRATUITE		1 POUR 10
Il reçoit 30 actions et en possède désormais 330.		
1976, ATTRIBUTION GRATUITE		1 POUR 10
Il reçoit 33 actions et en possède désormais 363.		
DIVIDENDES : entre 1969 et 1976, il reçoit 33 053 F de dividendes et bénéficie de l'impôt déjà payé au Trésor pour 16 526 F, soit un revenu global de 49 579 F.		
● BILAN DE L'OPERATION		
— Valeur du portefeuille sur la base du cours moyen		108 900 F
— Dividendes perçus		33 053 F
— Impôt déjà payé au Trésor (Avoir fiscal)		16 526 F
Total au 31 décembre 1976		158 479 F
A déduire, le prix d'achat du portefeuille		92 250 F
GAINS EN SEPT ANS		+ 66 229 F
soit un enrichissement final de 72 % équivalant à un placement à 8 % l'an et à 7 % après impôts sur le revenu de 20 %.		

La Compagnie La Henin n'ignore pas que le portefeuille moyen de ses actionnaires se situe autour de 25 actions. Toutefois, pour éviter un fractionnement irréaliste des actions lors des attributions gratuites, il a paru préférable de raisonner sur un portefeuille dix fois plus important. Bien entendu, la rentabilité par action reste la même pour 250 ou 1 action.

EVOLUTION DU COURS MOYEN MENSUEL AJUSTE ET DE L'INDICE CAC



Indice CAC des valeurs françaises à revenus variables à la fin de trimestre. Base 100. Fin septembre 1976.

Bilan réévalué

2 500 millions d'actifs réels

Pour approcher au plus près la réalité économique, il est nécessaire de réévaluer les actifs pour tenir compte des plus-values latentes, soit 630 millions de francs au total.

Sur cette base, la valeur de l'action La Henin ressort à 640 F contre 600 F par action ajustée en 1975.

Il n'a pas été calculé d'impôt sur les plus-values et aucune

valeur n'a été attribuée aux différents fonds de commerce.

La valeur intrinsèque estimée des différents actifs a été calculée selon les principaux critères suivants :

— Immeubles d'habitation : valeurs locatives capitalisées au taux moyen de 5 % ;

— Immeubles commerciaux : valeurs locatives capitalisées au taux de 8 % pour les immeubles

loués et estimation du prix au mètre carré pour les locaux utilisés pour l'exploitation ;

— Centres commerciaux : moyenne des loyers nets hors taxes 1976 capitalisés au taux de 8,13 %, représentatif de transactions récentes ;

— Terrains agricoles et salins : prix estimés de réalisation par hectare ;

— Actifs cotés : cours de Bourse.

ACTIF	(en millions de francs)	PASSIF	(en millions de francs)
IMMOBILISATIONS ET FRAIS D'ETABLISSEMENT	14,8	CAPITAUX PROPRES ET RESERVES	
PORTFEUILLE TITRES		Capital	327,5
Secteur des crédits	740,8	Reserves, primes, résultats	1 148,5
Secteur immobilier	1 488,3	Plus-value de réévaluation	616,9
	2 229,1	Actif net réévalué	2 092,9
PROMOTION IMMOBILIERE	156,9	PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES	
ACTIFS A COURT TERME	92,6	Dettes à long et moyen terme	8,1
	2 493,4	Dettes à court terme	238,6
			153,8
			2 493,4

Compagnie La Henin
S.A. au capital de 327 467 900 F
N° d'identité d'entreprise : 552 061 048

Service Publicité : Vincent Rode.

Rédaction : R. Belhomme, J.-P. Derigay, J.-P. Fleche, C. Galliard, P. Médieu, F. Moys, D. Paniel.

INFORMATION ET GRAPHISME
55, rue de la Fédération
75015 PARIS

Imprimerie spéciale
du « Monde »
5, rue des Italiens, Paris (9^e).

LA HENIN 76 :
52 TONNES DE PAPIER.

Un revenu global pour l'actionnaire de 24 F par action

- DIVIDENDE : 16 F
- AVOIR FISCAL : 8 F

Un dividende de 16 F par action, assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 8 F sera proposé à l'assemblée des actionnaires du 9 décembre. Le dividende sera payé à partir du 20 décembre 1976 contre remise du coupon n° 29 et sur présentation des certificats pour les actions nominatives.

Les banques suivantes assureront le service du titre : Banque de l'Indochine et de Suez, Crédit du Nord, Crédit Industriel et Commercial, Société Générale, Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Séquanaise de Banque.

Augmentation de 12 % des bénéfices distribués

Le projet de répartition du résultat de l'exercice 1975-1976 présenté à l'assemblée s'établit ainsi :

Total disponible :	
Report à nouveau au 1 ^{er} septembre 1975	4 536 726 F
Bénéfice net de l'exercice	63 623 530 F
	68 160 256 F

Répartition proposée :	
Dividende de 16 F par action, soit pour 3 274 679 actions	52 394 864 F
Report à nouveau	15 765 392 F
	68 160 256 F

Le montant du bénéfice distribué par la Compagnie La Henin est ainsi passé de 46,9 millions de francs en 1975 à 52,4 millions de francs en 1976, marquant une progression de près de 12 %. Cette augmentation est due :

— A l'augmentation du dividende net par action, qui passe de 15,75 francs à 16 francs ;

— A l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix anciennes, le nombre de titres rémunérés passant ainsi de 2 976 981 en 1975 à 3 274 679 cette année.

Le dividende a progressé de 9 % par an

L'évolution réelle du dividende net par action au cours des dernières années doit être corrigée pour tenir compte de la rémunération des actions gratuites attribuées aux actionnaires en 1971, 1973 et 1976, ainsi que le montre le tableau suivant :

Dividende global par action (en francs, hors avoir fiscal).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Dividende net par action	14,00	14,00	14,00	15,00	15,75	15,75	16,00
Dividende net ajusté par action	9,84	11,57	11,57	13,84	14,32	14,32	16,00

Ainsi, depuis 1970, la progression du dividende ajusté a été, en moyenne, de 9 % l'an.

Cependant, la répartition des bénéfices de 1976 illustre bien la politique générale de la Compagnie La Henin, qui, tout en associant ses actionnaires aux résultats d'un exercice favorable, ne souhaite pas pour autant entamer le patrimoine social. C'est ainsi que, à l'issue de l'exercice 1975-1976, le report à nouveau passe, après affectation des résultats, de 4,5 millions à 15,8 millions, soit 30 % du montant du bénéfice distribué cette année.

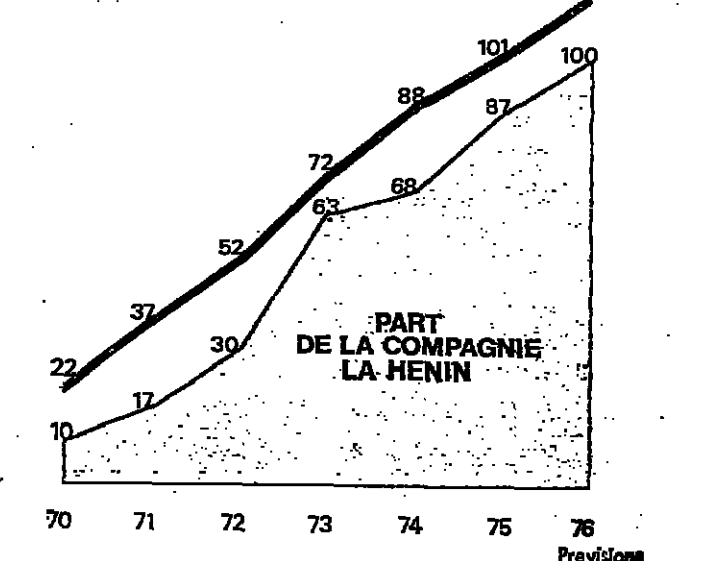
Chiffres caractéristiques sur trois ans

Sur une période de trois ans, les chiffres caractéristiques des comptes consolidés qui reflètent l'activité économique du groupe sont les suivants (en millions de francs) :

	1975	1974	1973
Actif net consolidé	1 586	1 566	1 157
Immobiliations	1 080	1 053	627
Titres de participations dans les sociétés non consolidées	333	220	323
Promotion immobilière	270	300	236
Concours à la clientèle	12 261	10 529	8 535
Bénéfice d'exploitation consolidé	199	158	121
Bénéfice consolidé des opérations après impôt	101	88	72

Pour l'exercice 1976, la part des actionnaires de la Compagnie dans le bénéfice consolidé devrait marquer une progression de l'ordre de 15 % par rapport à 1975 et représenter un bénéfice net par action d'environ 80 F contre 68,40 F par action ajustée en 1975.

BENEFICE CONSOLIDE DES OPERATIONS (millions de francs)



صكاف الاموال

LES SOCIÉTÉS DE COMMERCE FRANÇAISES À LA RECHERCHE DE L'EFFICACITÉ ALLEMANDE

VENDRE à l'étranger est devenu un impératif pour de nombreuses firmes industrielles qui ont besoin d'antennes ou de relais sur les terrains qu'elles doivent conquérir. Or beaucoup d'entre elles n'ont pas les moyens d'avoir leurs propres services d'exportation.

Le développement des sociétés de commerce international (S.C.I.) préoccupe depuis longtemps ceux qui cherchent à promouvoir les exportations françaises.

Déjà M. Michel Debré, alors ministre de l'économie et des finances, avait créé en 1967 une commission consacrée à ce sujet. Neuf ans plus tard, M. Raymond Barre, quand il se trouvait qualifié Brandy, s'était à son tour saisi du dossier qu'a repris le nouveau ministre du commerce extérieur, M. André Rossi. Une table ronde vient ainsi de réunir autour de lui les représentants de la profession, des industries et des banques intéressées, ainsi que de l'administration.

Un certain nombre de décisions et d'orientations ont été prises au cours de cette séance. Pour mieux connaître et faire connaître les S.C.I., un fichier central informatisé sera créé, qui les classera selon leur taille, leur spécialisation sectorielle ou géographique, la nature de leurs services (1). L'Institut de développement industriel (I.D.I.) interviendra pour renforcer leur financement ou aider à leur regroupement, l'objectif étant de créer une dizaine de sociétés de commerce opérationnelles. De son côté, la profession étudiera, en collaboration avec la Caisse nationale des marchés de l'Etat, la mise en place d'une société de caution mutuelle, pour mieux répartir les risques. Sur tous ces sujets, il a été décidé de faire le point en avril prochain.

La France, dit-on communément, ne dispose pas d'un efficace réseau international de ventes, comme le Japon, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne fédérale. Les S.C.I. sont nombreuses (5 000 pour l'exportation et 9 000 pour l'importation), mais ne représenteraient que le tiers du commerce extérieur français (le quart pour les exportations, la moitié pour les importations) et quadrupleraient de façon insuffisante les marchés étrangers.

Les dirigeants de la profession reconnaissent eux-mêmes son insuffisance. Selon le président de la Fédération nationale des syndicats de sociétés de commerce extérieur, M. Nestorenco, président de la SCOA (Société commerciale de l'Ouest africain), le réseau existant « n'y est pas à la dimension de l'appareil industriel et des possibilités de l'agriculture de la France... La valeur ajoutée est médiocre... La présence n'est pas celle que symbolisent dans des régions éloignées, mais importantes ».

Un bon exemple

Cette faiblesse organique et géographique tient en partie à l'histoire. Certaines sociétés de commerce ont joué un rôle important au temps de l'empire colonial et sont encore marquées par le rose des atlas d'autrefois ; elles ont gardé des habitudes. Par ailleurs, les banques ont jusqu'ici montré peu d'intérêt pour ce genre de firmes, en raison notamment des risques que représentaient leur statut souvent personnel et leur faible assise financière. De même les industriels ignorent souvent ou se méfient de sociétés qui pratiquent peut-être parfois des marges excessives, mais, de leur côté, se plaignent de ruptures de contrats.

A côté de grandes firmes fonctionnant une multitude de petites « boîtes ». Quatre cent cinquante sociétés ont exporté pour plus de 13 millions de francs et huit cent cinquante-dix importé pour plus de 12 millions. Du courtier à la maison qui achète et stocke, l'éventail est large. Il y a les sociétés qui assurent la promotion des produits et accomplissent les formalités de vente, celles qui reçoivent les ordres d'acheteurs étrangers et procèdent aux expéditions, celles qui tiennent le rôle d'un service d'exportation. Il y a les négociants, les commissionnaires, les commissaires, les agents...

En raison même de sa dispersion et de son manque d'homogénéité, la profession est mal connue. Son intérêt se heurte à un certain scepticisme. Et pourtant, faisait remarquer M. Raymond Barre en juillet dernier, la France « doit se doter, comme d'autres grands pays exportateurs, de ce puissant instrument des échanges internationaux ». Les exemples étrangers sont souvent cités, à plus ou moins bon escient. Ainsi, au Japon, les sociétés de commerce effectuent environ 80 % des échanges (les dix plus importantes font 40 %), mais ce sont des émanations de grands groupes industriels. En Grande-Bretagne, les firmes jouent surtout un rôle financier.

En fait, c'est le cas de l'Allemagne fédérale qui apparaît le plus intéressant. A Brême et à Hambourg, on trouve quelque deux mille sociétés de commerce extérieur.

(1) La Fédération nationale des syndicats de commerce extérieur vient de publier un répertoire de quatre cents firmes classées par ordre alphabétique, par produits et par pays (3). Avenue Pierre-Séba-Serbie, 75116 Paris.

E. LEVY, M. BUNGENER,
G. DUMENIL, F. FAGNANI

**Economie
du système
de santé
dunod**

96 F

CORRESPONDANCE Une lettre de M. Julien Schwartz à propos de la fiscalité des grands groupes

A la suite de la publication, dans le Monde de l'économie du 16 novembre dernier, d'un article de M. Jean Poperen, député du Rhône, secrétaire national du parti socialiste, sur la fiscalité des grands groupes, M. Julien Schwartz, député U.D.R. de la Moselle et auteur d'un célèbre rapport parlementaire sur les activités des sociétés pétrolières (le Monde du 8 novembre 1974), nous a écrit une lettre dont nous publions ci-dessous l'essentiel.

Dans l'article en question, il est fort justement rappelé que l'article 34 de la Constitution stipule que le taux et l'assiette de l'impôt sont du domaine législatif ; j'ajoute, par ailleurs, que la Constitution ne prévoit pas de délégation de compétence si ce n'est en son article 38 (ordonnance prise pour l'exécution d'un programme gouvernemental).

D'autre part, il existe un autre problème que celui soulevé par l'article du Monde de l'économie : c'est celui des répercussions de certaines définitions retenues dans le régime du bénéfice consolidé sur la capacité, pour les entre-

prises, de constituer des provisions pour reconstitution de gisements. Je voudrais, à ce sujet, apporter la précision suivante : dans une réponse qu'il m'a faite à l'occasion de la préparation de mon avis budgétaire sur les crédits du ministère de l'Industrie, le ministre de l'économie et des finances m'a précisé que « les modifications intervenues depuis la dernière décennie dans l'économie générale des relations entre les compagnies pétrolières et les Etats producteurs de pétrole, justifient un réexamen des modalités d'application, à ces compagnies, du régime du bénéfice consolidé, et, notamment, les conditions d'imposition des bénéfices réalisés dans les pays producteurs de pétrole par la C.F.P. et la S.N.E.A. ».

En clair, cela voudrait dire que, pour certains tonnages de pétrole enlevés par les compagnies en question, les impôts inclus dans le prix de ce pétrole ne seraient plus considérés comme des impôts sur les bénéfices, et donc ne seraient plus imputables sur les impôts théoriquement dus en France par la C.F.P. et la S.N.E.A. Il pourrait s'agir

naturellement du pétrole de participation, mais aussi de certains pétroles extraits de puits sur lesquels les compagnies sont de simples opérateurs. En effet, la P.R.G. n'est justifiée en droit fiscal que pour compenser la perte de substance d'une propriété de l'entreprise, à savoir la mine, dont la valeur diminue avec l'exploitation. Des lors que les entreprises ne sont plus propriétaires des mines ou concessionnaires, il est évident que, sauf dispositions législatives précises, une P.R.G. ne peut être constituée sur la base des produits extraits de cette mine.

Dans ces conditions, la remise en question de la « qualité » du pétrole enlevé des pays producteurs par les compagnies devrait avoir des répercussions très importantes sur la capacité, pour les compagnies, de constituer des P.R.G. Mais on aimerait en être sûr car l'article 39 ter précise que la P.R.G. est constituée à partir d'un certain pourcentage « du montant des ventes des produits marchands extraits des gisements (que les entreprises exploitent) ». Comment ce verbe sera-t-il « compris » par l'administration fiscale ?

Au Vaudreuil, le temps des pionniers est déjà révolu.

Suivez la Seine, et à 100 km de Paris vous reconnaîtrez Le Vaudreuil. La ville nouvelle a deux ans - à peine - mais déjà tout existe, tout fonctionne. On y entre et on en sort facilement par l'autoroute de Normandie, l'aérodrome de Rouen, et les huit trains quotidiens pour Paris St-Lazare.

L'architecture est originale : toute en maisons, petits immeubles et rues piétonnes. Des balcons, des terrasses, des surfaces habitables plus larges et pourtant des habitations accessibles à tous (Crédit Foncier et HLM).

Les équipements ont devancé les habitations : de la Maternelle au Collège, la rentrée 76 s'est bien passée. L'E.S.I.T.P.A. a accueilli ses 300 premiers étudiants. Le maire a célébré les premiers mariages.

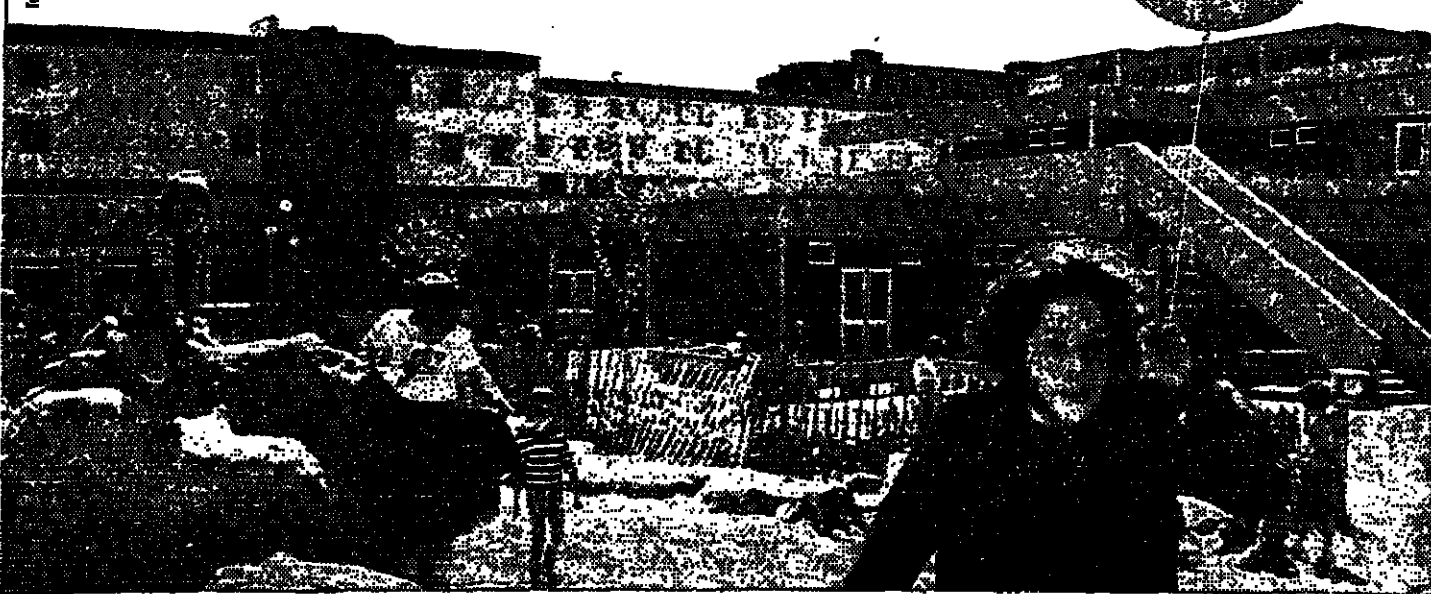
Sept experts ès-nature organisent et anticipent la lutte contre les nuisances : murets et talus anti-bruits, immeubles isolés des voies rapides, équipement tout électrique : Le Vaudreuil veut rester une ville à la campagne.

On ne s'ennuie pas au Vaudreuil et ce n'est pas étonnant : la route du Vaudreuil, c'est la route de vos week-ends. Golf, équitation, tennis, chasse en forêt de Bord, et voile sur 80 hectares de plan d'eau. Tous les soirs, si vous voulez.

Au Vaudreuil, on vit et on travaille déjà. Les parcs d'activités ne sont plus des chantiers : ils sont tous viabilisés et bien rodés par les 18 entreprises déjà installées : l'Institut Pasteur en 1973, et depuis : Upjohn, Télémécanique, CIL, les parfums Hermès, etc.

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives. C'est à lui qu'il faut vous adresser : M. Viger, Etablissement Public du Vaudreuil, BP 5 27690 Léré - Tél. (32) 59.00.80.

Venez travailler où vous avez envie de vivre, vous économiserez une résidence secondaire.



OU RÉSIDE LA FORCE SOVIÉTIQUE ?

L'OCCIDENT ne cesse de se lamenter sur les maux de l'Union soviétique... Sa productivité, très largement inférieure à celle de l'Ouest, n'augmente que d'environ 4% par an. Le retard accumulé par rapport à nos pays est, dit-on, de quinze à vingt ans. L'agriculture, qui emploie près du quart de la population active russe, a des résultats si médiocres qu'elle réclame une subvention annuelle équivalente à 10% du produit national brut pour faire appel à l'extérieur. Les « journées sans viande » ne sont que l'un des aspects des restrictions imposées à la population, les industries de consommation étant notablement insuffisantes par rapport aux besoins, etc.

Dans de telles conditions, il est permis de se demander si l'économie soviétique constitue une base solide et stable de sa puissance militaire, et par quels moyens l'U.R.S.S. met sa stratégie économique au service de sa stratégie politique mondiale. C'est précisément la question que se sont posée MM. Joseph Fontanet et Bertrand Hommay dans le rapport sur « les fondements économiques de la puissance soviétique » qu'ils viennent de présenter à l'Association française pour la Communauté atlantique (1).

« On serait tenté, remarquent-ils, de conclure à la vulnérabilité d'un appareil militaire disposant d'une base économique aussi fragile, et à la faiblesse politique à terme d'un régime de planification centralisée, auquel les Soviétiques ne peuvent pas renoncer par crainte des forces centrifuges que déclencherait la décentralisation, mais qui implique des structures administratives

totallement inadaptées aux exigences d'une économie moderne développée et aux aspirations de la population. »

On cite toujours l'ignorance dans laquelle vivent la majorité des Soviétiques de l'écart entre leur mode de vie et d'autres pour expliquer leur étonnante soumission. Et l'on explique comment l'économie parallèle, qui dépasse de beaucoup le simple marché noir, sert de soupape de régulation. Certes, les « bons articles de consommation » sont réservés par les vendeurs des magasins d'Etat aux habitués qui leur versent d'avance un pourboire : les bons médecins ont souvent à côté de leur fonction à l'hôpital une activité lucrative de clientèle privée ; et des « équipes de travail » se constituent, qui sont de véritables sociétés privées (dans le bâtiment, par exemple), et avec lesquelles les entreprises d'Etat sont souvent heureuses de aligner des contrats pour réaliser des travaux urgents qui ne pourraient l'être autrement. Mais la force soviétique est ailleurs.

En fait, l'adéquation des objectifs économiques et de la politique militaire est presque parfaite. Si certains secteurs ont pris autant de retard, c'est parce que l'industrie lourde et les activités d'armement passaient en priorité. L'U.R.S.S. est le premier producteur du monde d'acier, de ciment d'électricité, de pétrole. L'économie soviétique est caractérisée par le pourcentage extraordinaire de son P.N.B. consacré aux investissements (par rapport aux pays occidentaux, qui consacrent plus) et par la concentration massive de ces investissements dans les secteurs stratégiques où, évidemment, l'U.R.S.S. se trouve dans une position de gestion particulièrement favorable.

Une zone protégée

La force de l'économie soviétique tient au fait que l'industrie lourde et quelques autres grands domaines prioritaires comme l'aéronautique et l'espace, qui constituent une pure « économie administrative », sont très largement autonomes par rapport au reste. Dans cette zone protégée aussi, le système a ses inconvénients. Ainsi Staline considérait-il la chimie comme une branche industrielle peu importante sans être contre-dit... Jusqu'au jour où il est devenu clair que le retard accumulé dans ce domaine gênait la mise au point des vaisseaux spatiaux. Et comme les cloisons ne sont jamais complètement étanches en économie, si l'U.R.S.S. dépend de l'étranger pour son alimentation, c'est que la carence de sa production de céréales est en partie due à l'insuffisance de sa production d'insecticides et d'engrais.

Il n'en reste pas moins que, comme l'a dit M. Malcom Carr, directeur de la recherche du département américain de la défense, « si l'évolution actuelle se poursuit, l'U.R.S.S. sera la puissance dominante des années 80 en ce qui concerne la technologie militaire ». Et cela peut-être d'autant plus qu'elle aura renoncé à une indépendance technologique totale vis-à-vis de l'Ouest.

La technologie va bien

Car l'Occident devient l'une des composantes de cette force soviétique. Un tiers de la récolte soviétique de betteraves est traité dans des usines importées de l'Ouest ; un tiers de la bière soviétique est produit dans des brasseries construites par des Occidentaux ; plus d'un tiers du ciment soviétique vient de cimenteries importées... Juste de quoi remédier à certaines insuffisances. Et dans le même temps l'équivalent de 5 milliards de dollars par an de transferts de technologie se produisent à partir de l'Ouest.

Les apports de Fiat auraient fourni à l'U.R.S.S. les techniques qui ont conduit à la fabrication de véhicules blindés de transport de personnel dont l'efficacité a été reconnue au cours de la guerre de 1973 entre Arabes et Israéliens. Il semble qu'une machine à abaisser de grande précision fournie par les Etats-Unis ait rendu possible la construction par l'U.R.S.S. des têtes nucléaires multiples de leurs missiles... Il n'est pas question, ici, de parler de l'appareillage industriel, dont on sait qu'il se multiplie spectaculairement. La technologie soviétique va bien. Et le commerce inter-

(1) Association française pour la Communauté atlantique, 185, rue de la Pompe, 75116 Paris.

Le Monde dossiers et documents

NUMERO DE NOVEMBRE

- LA SÉCHERESSE EN FRANCE
- LA TÉLÉVISION EN QUESTION

Le numéro : 2,50 F
Abonnement 1 an
(10 numéros) : 25 F

BIBLIOGRAPHIE

UN LIVRE DE RAYMOND COURBIS

« Compétitivité et croissance en économie concurrentielle »

Le livre de Raymond Courbis, *Compétitivité et croissance en économie concurrentielle*, qui a obtenu le prix de l'Association française de science économique, est une œuvre importante, modèle de méthodologie et exemple d'efficacité pour l'économie scientifique.

Le point de départ des travaux de Courbis a été pratique : il s'agissait de contribuer à la préparation du V^e Plan par une étude sectorielle des prix et des modes de financement. Cette étude lui rendit évidente l'opposition entre deux secteurs essentiels, celui qui est exposé à la concurrence internationale, celui qui en est abrité. Face à cette dichotomie radicale, les théories courantes, qu'elles fussent néo-classiques ou keynésiennes, étaient insuffisantes. L'auteur fut donc amené à proposer une théorie absolument originale dite « de l'économie concurrentielle » qui avait l'ambition de se substituer aux théories traditionnelles dans le cas d'une société ouverte sur le monde et soumise à la compétition internationale.

On peut dire, sans exagération, que cette ambition a été réalisée. Comme toute

théorie, celle-ci ne prétend pas épuiser la complexité du réel, elle propose un système de références qui encadre et permet d'analyser les processus observés : mieux encore, un système de concepts qui permet de les penser et même de les apercevoir.

Il s'agit ici d'une macro-économie nouvelle qui distingue deux secteurs théoriquement contrastés : le secteur concurrentiel sur le plan international dont les prix sont imposés par le marché international ; le secteur abrité dont les prix sont fixés sur le marché intérieur. Le processus de croissance est différent dans ces deux secteurs, quoiqu'il repose ici et là sur l'autofinancement qui est une condition nécessaire. Mais les profits du secteur exposé, sources de l'autofinancement, sont déterminés par ses coûts puisque ses prix de vente sont imposés. S'il ne peut investir assez à cause de coûts trop élevés, une demande supplémentaire ne bénéficiera qu'aux producteurs étrangers. Pour le secteur abrité, il pourra répondre à tout accroissement de la demande en ajustant ses prix pour dégager les profits et donc des investissements suffisants.

L'autofinancement

On aura reconnu l'importance fondamentale de l'autofinancement, quasiment méconnue des théories classiques, souvent condamnée par les doctrines dirigistes. Comme dit l'auteur, il ne doit être ni négligé ni condamné, il faut l'étudier, le comprendre et s'en servir pour le bien général. L'auteur a dégagé la notion de « comportement d'autofinancement » qui traduit bien la conversion à la croissance et le souci d'indépendance de l'entreprise moderne. Il a donné aussi un sens précis à la notion courante de partage du marché entre producteurs internes et externes.

De cette précision découle une définition stricte de la compétitivité, problème essentiel pour la France : pour

une économie ouverte, à un moment donné du développement et de la technique, il existe une répartition d'équilibre entre consommation et investissement, autrement dit, entre salaires et profits. Si cet équilibre est rompu par une part trop grande affectée à la consommation, il en résulte un sous-investissement qui entraîne à la fois le chômage et le déficit extérieur. Nous connaissons les accidents.

On tire encore du modèle le concept nouveau de « multiplicateur d'offre » (qui se substitue au multiplicateur de demande de Keynes), qui doit inspirer une politique économique fondée sur la croissance par l'offre du secteur exposé, c'est-à-dire tout ce qui peut favoriser

l'extension de ses capacités de production, tant par l'action du financement que de la fiscalité. Est mise aussi en évidence la relation de la croissance avec le « taux » d'autofinancement, en distinction avec la grandeur absolue de celui-ci.

Il est difficile de rendre justice à la richesse de ce livre. Chaque problème particulier est traité au moyen d'un modèle mathématique spécifique qui trouve sa place dans la construction d'ensemble. Les mesures de politique économique qu'on peut déduire sont tranchées, et s'opposent souvent aux déductions routinières qu'on pouvait tirer des théories dépassées, l'enrichissement des causalités étant différent.

Si le modèle d'économie concurrentielle a servi de fondement théorique au modèle de planification utilisé pour le V^e Plan, dit modèle physico-financier (ou modèle FI FI), toutes les recherches ou les progrès qui ont été accomplis depuis lors dans la planification sont issus de cette conceptualité et de ces cadres nouveaux : l'accélération de l'inflation, le prélèvement sur les ressources dû à la hausse du pétrole, amènent à nuancer tel ou tel aspect de l'économie concurrentielle. Mais il s'agit toujours, en se fondant sur une représentation intelligente de l'économie moderne, de passer, comme le dit l'auteur, « d'une économie concurrentielle à une économie compétitive ».

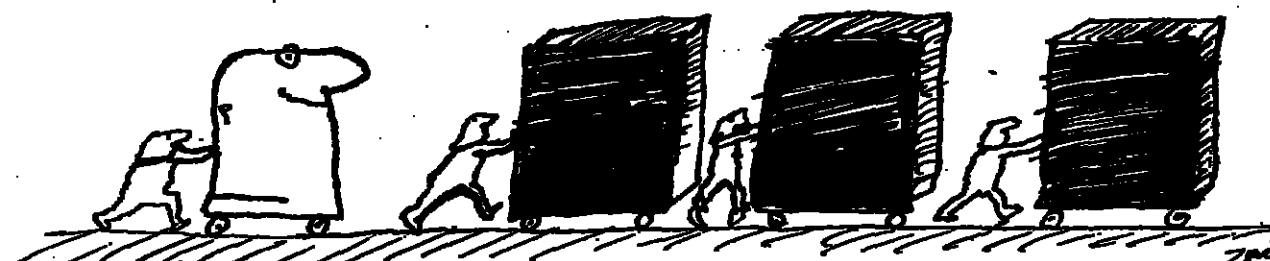
JEAN ULLMO.

président de l'Association française de science économique.

* Dunod 1975, collection « Finance et Économie appliquée », numéros 47 (150 F) et 48 (110 F).

A. TIANO
La méthode de la prospective
dunod 63 F

Technip. Nous sommes le 30^e exportateur français. Et nous ne fabriquons rien.



Ce que nous exportons ce n'est ni de la matière première, ni des produits finis : c'est de la maîtrise d'œuvre. Nous concevons et assurons la réalisation complète d'ensembles industriels. Dans le monde entier. Et dans des domaines variés, de la production de pétrole en mer aux plastiques, de la brasserie au complexe sucrier.

Nous étions 100 en 1958. Nous sommes aujourd'hui 2500 en France, 4000 dans le monde, de Pékin à New-York, de Téhéran à Moscou, et depuis 1975, le 30^e exportateur français.

Quand nous emportons un marché quelque part à l'étranger, c'est toute l'économie française qui en bénéficie. Nous lui apportons des commandes de technologies, de matériels et de travaux.

Et ces commandes concernent des projets de plus en plus importants, parfois de plusieurs milliards de francs.

Il est donc normal de rencontrer Technip et ses fournisseurs à la 30^e place des exportateurs français ; derrière des sociétés prestigieuses, et devant certaines aussi.



Groupe Technip.

Au cours des 5 dernières années dans le seul secteur Raffinage, Chimie, Gaz, Technip a assuré 1/3 des exportations françaises d'ensembles industriels.

En France : Cocci - Guigues - Intercontrôle - Ipelex - Technip Géoproduction - Technipex - Technocor.
Dans le monde : Algérie, Brésil, Colombie, Espagne, États-Unis, Inde, Iran, Italie, Japon, Venezuela, Yougoslavie.

صكرا من الاميل

ARTS ET SPECTACLES

Variétés

Fiasco à Los Angeles

Le Gala de l'Union des artistes s'est achevé samedi soir au Santa Monica Civic Auditorium de Los Angeles dans une certaine confusion, devant une salle aux trois quarts déserte. Pour assister à la représentation, il fallait s'acquitter de 125 dollars (environ 600 francs).

Le projet de Jean-Claude Brialy, qui présidait le Gala de l'Union, était ambitieux : il s'agissait, en cette saison de bicentenaire des Etats-Unis, de jumeler le gala français — où, pour un soir, les gens du spectacle exécutent traditionnellement des exercices inhabituels empruntés le plus souvent au répertoire de la piste (volutes, dressages, illusion, clowneries) — et le gala américain, son aîné.

De l'union des deux soirées — les artistes d'outre-Atlantique sont présidés par Lisa Minelli — devait naître Gala-Gala (« le Monde » daté 11 octobre-1er novembre). On annonçait, de part et d'autre, de nombreuses vedettes bénévoles : Paul Newman, Robert Redford, Charles Bronson, Raquel Welch, Yves Montand, Catherine Deneuve, Jeanne Moreau, Sophia Loren, etc. Alain Delon serait M. Loyal.

Le gouvernement français et certains annonceurs soutenaient conjointement l'organisation, dont le revenu serait principalement constitué — le producteur du spectacle étant américain — par les cessions de droits télévisés à C.B.S. Dans cette clause, apparemment anodine, résidait cependant la réalité nouvelle du Gala de l'Union : non seulement les organisateurs devaient faire face à une pluie de délégués, mais ils perdaient totalement le contrôle de la représentation, même s'ils ne voulaient pas l'admettre. C'est ainsi que, au terme de quelques jours de malentendus et de mésententes, des officiels des deux pays — pour la France siégeaient dans la tribune d'honneur Mme Raymond Barre, épouse du premier ministre, Mme Françoise Giroud et M. Jacques Météchin, respectivement secrétaires d'Etat à la culture et au tourisme — ont assisté, six heures durant, à l'enregistrement d'un show télévisé, où il fallait applaudir à la commande d'un régisseur, tandis que des passés, allant de cinq minutes à un quart d'heure, séparaient les numéros très brefs. Les speakers, puis Lisa Minelli et Charles Aznavour, entreprenaient de faire du remplissage devant l'impatience croissante de l'assistance, non dépourvue d'animosité. « Allez les verts ! », pour encourager les Français qui se produisaient, donne le ton.

D'une participation française fort modeste en définitive, on retiendra l'émotion sans doute — les numéros de volige : avec Annie Duperey, on a vu à quel point la beauté pouvait être l'actrice d'un suspense. Avec Marie-Christine Barrault et Guy Marchand se prolongeait le miracle américain de « Cousine », un film dont ils sont les interprètes et qu'une rumeur de succès précède outre-Atlantique. Mme Giroud a donc eu l'occasion de mesurer de près les limites de la bienfaisance. Un gala annuel, au profit des retraités du spectacle, ne pallie pas le scandale des pensions misérables, dans une profession où le chômage est à 30 % en moyenne, le lot commun. La solidarité des vedettes ne tient pas lieu de retraite complémentaire. Mais ceci est une autre histoire : Mme Giroud était principalement venue à Los Angeles remettre les insignes d'officier de la Légion d'honneur au cinéaste Jean Renoir, dont elle a été la scripte sur « la Grande Illusion ». Le secrétaire d'Etat à la culture a été victime d'un cambriolage à l'hôtel Beverly Hills, où elle séjournerait : ses bijoux et une somme d'argent (au total environ 100 000 francs) lui ont été dérobés.

MARTIN EVEN.

Cinéma

CLOTURE DU « FESTIVAL DE PARIS »

Bilan positif, sous réserve d'inventaire

Le second Festival cinématographique International de Paris s'est achevé avec un bon film de Mario Monicelli, Caro Michele, adapté d'un roman de Natalia Ginzburg. Monicelli, humoriste sentimental, met en contrepoint divers milieux bourgeois, intellectuels, commerçants, et un personnage funambulesque qui fait la nique à tout le monde, et qu'interprète la première vedette féminine du cinéma transalpin, Mariangela Melato.

Dans l'ensemble, le succès de la manifestation, que ses organisateurs, Pierre-Henri Deleau et Henry Chaplin, ne voyaient pas du tout assuré au départ, a été considérable. Un public jeune, nouveau, le public de demain et déjà d'aujourd'hui, est venu en masse. Paris, comme le souhaitait P.-H. Deleau, s'est réouvert à la réalité indispensable de Cannes à Cannes, tout en offrant un contraste significatif avec le grand jamboree de mai. Les majors américaines et françaises ont finalement montré le bout de l'oreille : United Artists assure la distribution de Welcome to L.A., Goumont, en particulier, a confirmé un intérêt tout neuf pour les nouvelles cinématographies.

Quels que soient les vœux formulés pour l'avenir par P.-H. Deleau et Henry Chaplin — un peu moins de films, davantage de rigueur dans la sélection, accueil plus large fait aux films de recherche et d'avant-garde — le vrai problème n'est plus tant celui de la continuation du Festival, assuré, mais plutôt de sa continuité au jour le jour, semaine par semaine : comment assurer un débouché régulier aux films français et étrangers soudain révélés ? Ne faut-il pas repenser notre système d'exploitation cinématographique, nos taxes, les rapports cinéma et télévision ? Ne pourrait-on entreprendre pour le septième art l'effort depuis longtemps poursuivi pour le théâtre, malgré tous les déboires actuels : c'est-à-dire, à l'encontre des opinions reçues par la majeure partie des tenants du pouvoir économique, considérer le cinéma, à l'égard du théâtre, comme un outil majeur de culture et de formation dans la société française de 1976. Ce qui n'exclut nullement le plaisir du spectacle et de la découverte.

C'est un peu ces thèmes qu'évoquait la Nuit du cinéma bis organisée samedi à l'hôtel Sheraton par le parti communiste français. Des questions judiciaires y étaient soulevées, voire insidieuses : que fait-on pour encourager la pratique amateur, pour développer l'enseignement du cinéma, pour aider la création ? La modernisation des salles améliore-t-elle la fréquentation ? Le choix même des œuvres annoncées, trois documentaires sur quatre films retenus, ne manquent pas d'impressionner. Le débat en effet est ouvert.

LOUIS MARCORELLES.

En bref

Concerts

Reine Gianoli et Jacques Manzoni

Les Amis de la musique de chambre, qui remplissent le Théâtre de la Madeleine, ont fêté samedi la naissance d'un nouveau duo piano et violon où deux virtuoses allient les qualités de deux générations : Reine Gianoli, qui fut la jeune partenaire, entre autres, de Casals et de Vegh, donne la main à Jacques Manzoni, un des premiers pupilles de l'Orchestre de Paris.

Dans ces œuvres d'intimité qui sont le bon pain quotidien de la musique, rarement le domaine du fantastique, du pittoresque, du lyrisme échoué, l'accord doit se faire à demi-mot, et la sonorité généreuse du violoniste s'affine, se subtilise, pour écouter, en dialoguant avec lui, ce piano si lumineux et reposé où chaque phrase révèle des secrets impalpables. Accord délicieux dans la Sonate en mi mineur de Mozart, d'un charme et d'un naturel extrêmes comme une conversation entre amis, et la Sonate en la majeur de Haydn, divertissement pour les princes, plus impersonnel, qui soudain, dans le mouvement lent, devient un admirable poème à deux voix.

Dans la Troisième Sonate en ré mineur de Brahms, le style est moins sûr, le texte moins justement conquis, et de curieux soufflets expressifs « tziganes » à l'excès le lyrisme d'une puissante coulée. Un peu de temps l'amènera à maturité, comme la Sonate en la mineur de Schumann, jouée en bis, qui

rayonne du feu et de la confiance mutuelle d'artistes pleinement harmonisés.

JACQUES LONCHAMPT.

Théâtre

Le paradoxe sur le comédien

Le célèbre texte de Diderot soutient une thèse qui tient dans ces seules lignes : « C'est l'acteur sensible qui fait les acteurs médiocres ; c'est la sensibilité médiocre qui fait la multitude des mauvais acteurs ; et c'est le manque absolu de sensibilité qui prépare les acteurs sublimes. »

On notera le mot « prépare », qui évite in petto le paradoxe absolu. Dialogue éloquent, Diderot fait du style, et on pourrait surtout lui reprocher de tourner en rond. Parce que des pages et des pages de ce « Paradoxe » disent en fait une même chose, qui, à la longue, prend des airs de faux problème.

Jacques Toja et Alain Pralon administrent au goût à goutte le dialogue, avec gourmandise. La mise en scène de Jacques Bailion invente peu, et fait intervenir un troisième protagoniste non prévu, must passif, hors du coup, bel objet ornemental, une femme bien sûr. Diderot écrit sûrement mieux ainsi que son dialogue soit dit par deux jeunes religieuses, et que la « stupéur muette » soit le jardinier ou le confesseur.

M. C.

* Petit-Opéra, 18 h. 30.

« Sérail »

Scénariste de Bernardo Bertolucci (la Stratégie de l'assignée), de Jean-Louis Comolli (la Cécilia), collaborateur de Jacques Rivette (Celine et Julie vont en bateau, Duell), Edouardo de Gregorio est passé à la réalisation avec Sérail, dont il a écrit le scénario avec Michael Graham. Sérail est un film romanesque, étrange et brillant.

Quelque part dans la province française, Eric Sange (Corin Redgrave), jeune officier anglo-saxon, cherche à acheter une maison isolée pour travailler en paix. Il visite une demeure délabrée, où il est reçu par Ariane, une blonde fantasque (Bulle Ogier). Le lendemain, il est accueilli par une gouvernante, Cécile (Leslie Caron), qui la conduit auprès d'Agathe (Marie-France Pisier), une brune aux allures de femme d'affaires. Agathe, qui semble être la propriétaire, ne connaît pas Ariane. Pourtant, Ariane reparait dans la maison aux multiples chambres et aux multiples fenêtres. Eric se trouve aux prises avec les trois femmes que lie un mystérieux contrat.

Comme Eric, le spectateur intrigué se pose des questions et tente

de leur trouver des réponses rationnelles. Mais la raison perd pied dans une histoire lentement investie par les faux-semblants de la réalité.

Edouardo de Gregorio a mis en place, par des images portées d'imprévu, de sens détournés, un jeu intellectuel. On ne s'étonnera pas que son film ressemble quelque peu à ceux de Rivette auxquels il a participé. Et, comme Gregorio admire Renoir, il a fait fredonner par Leslie Caron la chanson de Bourdieu, sur des eaux. Mais surtout, l'originalité de cette première œuvre est de mêler deux genres : comédie sophistiquée avec les allées et venues de Bulle Ogier et Marie-France Pisier, drame à suspense avec le mystère de la maison et le rôle de la gouvernante, film érotique dans les rapports d'Eric avec les deux beautés du « sérail », film fantastique avec le secret de la maison elle-même. Les acteurs sont subtils, ment dirigés et les trois interprètes féminines rayonnent, chacune, d'un charme bien personnel.

JACQUES SICLIER.

* O.G.C. Opéra, Studio Saint-Séverin, 14-Juillet-Parnasse, Normandie, Olympia.

Petites nouvelles

À l'occasion du cinquantième de l'Exposition de 1925, le Musée des arts décoratifs propose le jeudi 24 novembre, à 22 h. 30, dans la grande salle de la Cinéma-thèque française, à Chaillot, du film français Guerres civiles en France, réalisé par un collectif de la revue Ca, et un peu perdu dans le tourbillon de la dernière journée du Festival.

mak, Dudow, Fassbinder, Fleischmann, Herzog, Schöndorff, Syberberg, Wenders) sur les thèmes : l'expressionnisme, la montée du nazisme, le nouveau cinéma allemand.

Le Musée de Lille est le bénéficiaire d'une donation de quinze toiles impressionnistes et de trois sculptures de Rodin. Cette collection, offerte par Mlle Denise Masson, est présentée au Musée des beaux-arts jusqu'à fin novembre. Elle est accompagnée de toutes les œuvres dont Lille est redevable à la famille de la doctoresse (des tableaux de Monet, Sisley, Renoir et Bonnard), dans laquelle la ville n'aurait aucun témoin du mouvement impressionniste.

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2 250 F*, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....
Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris,
tél. 742.52.26/073.75.42

* 1 semaine, transport DC 8 Jet et hôtel type "3 étoiles" complet
Organisation L.C. A 476, L.C. A 496 et L.C. A 702



Cette année, les Bahamas!

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 322.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Culture

Un autre théâtre en Aquitaine

(Suite de la première page.)

Quelque chose bouge. Le secrétariat d'Etat à la culture dispose depuis peu d'une antenne régionale pour le théâtre. Sans budget mais avec un responsable, Bordeaux d'origine, connaît bien les gens et leurs difficultés, bien les gens à utiliser au maximum sa carte de visite officielle pour que ça n'arrête pas de bouger. Premiers objectifs : recenser les lieux, publier un bulletin hebdomadaire d'informations et un annuaire, et sauver le Rex, un vieux cinéma, merveilleux et « kitch », qu'un classement a préservé de la démolition mais qui doit être rénové.

La charte culturelle de Bordeaux prévoit la création d'un centre dramatique national dans deux ou trois ans. C'est-à-dire des crédits supplémentaires, et surtout une reconnaissance de besoins culturels. Quelle sera la part du marginaux d'aujourd'hui s'en dégageant ? Vraiment y participer, et comment ? La question était sous-jacente tout au long des trois jours de débats qui réunissaient les créateurs, André-Louis Perinetti, directeur du Théâtre national de Chaillot, des représentants des municipalités, de collectivités locales, des partis politiques. Mais alors que le P.C. et le P.S. avaient délégué, au niveau national, MM. Lucien Marest et Dominique Taddéi.

La ville n'était pas représentée. Négligence ou attitude volontairement réservée ?

Ce type de débat où chacun peut faire entendre sa voix est toujours confus, mais les préoccupations et les angoisses s'en dégagent avec force : les créateurs ne veulent pas perdre leur temps, leur énergie à des « animations » qui prennent l'allure de travaux publicitaires. Ils ne veulent pas se mettre au service d'un parti politique, fût-il le leur. Le P.S. et le P.C. leur donnent des garanties, en théorie. Tout le monde pressent que si l'ensemble des personnels ne participe pas à l'élaboration de structures nouvelles, quelle que soit la future société, les anciennes seront seulement améliorées, avec plus de moyens sans doute, mais elles deviendront de plus en plus anachroniques. Pour cela, encore faut-il que les obscures divisions Paris-province, jeune théâtre-théâtre nant, soient oubliées, et elles sont bien ancrées dans le subconscient.

Les troupes d'Aquitaine ont finalement la chance de se développer sur un terrain presque vierge. Si le futur centre dramatique n'est pas seulement un objet de convoitise, il peut servir à inventer des types nouveaux de relations entre les divers créateurs. Quand on ne possède rien, soit on se déchire pour les miettes soit on est disponible à tout. Pour l'instant, les troupes oscillent entre les deux positions et Roger Lafosse se demande si le troisième Signa aura lieu : « Trois est un mauvais chiffre, dit-il. Mais sérieusement, où aura-t-il lieu ? Les entrepôts Laitné seront fermés pour réfection. L'Alhambra est obèse par les inondations, le Capitole a disparu, et les autres salles sont trop chères. »

Signa XIII aura lieu pendant une semaine peut-être, avec sans doute des ateliers, des séminaires professionnels. A moins que d'ici là tout bouge encore. Entre la fièvre artificielle de quelques jours de fête et l'étalement engourdissant de sept semaines (le Monde du 19 novembre), il existe sûrement une solution qui ne serait pas forcément un moyen terme.

COLETTE GODARD.

Le chanteur-compositeur italien Patti Al Afed donnera un récital les 22 et 23 novembre, à 20 heures, au Théâtre Moulfard, à Paris.

Daniel Noin

l'espace français

Une nouvelle analyse régionale de la France et une introduction aux problèmes d'aménagement du territoire.

ARMAND COLIN

LIBRAIRIE DU GLOBE

Du 22 novembre au 4 décembre
cadeau pour tout achat minimum de 30 F

d'ÉDITIONS SOVIÉTIQUES

Ballet Moïseïev, Cirque de Moscou, Ballet du Théâtre Bolchoï...
autant de formes d'art d'un grand pays.

L'Union Soviétique s'exprime et s'apprend à connaître aussi à travers sa littérature, son histoire, ses compositeurs, ses virtuoses...
Pour vous-même — et pour les offrir — vous trouverez ses livres et ses disques directement importés

à la

LIBRAIRIE DU GLOBE
2, rue de Spéc - 75001 PARIS CEDEX 05

LENTILLES DE CONTACT :
parce que les yeux myopes
sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 322.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Daniel Noin

l'espace français

Une nouvelle analyse régionale de la France et une introduction aux problèmes d'aménagement du territoire.

ARMAND COLIN

صكرا من الامل

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés", 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CARTONS OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Double insertions"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

emploi international

emploi international



SODEXHO

Groupe français créé en 1966. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 600 millions de francs et employons un effectif supérieur à 7 000 personnes. Notre vocation internationale affirmée, dès l'origine du groupe, nous permet d'être aujourd'hui présents dans 12 pays. En EUROPE, nous sommes spécialisés dans la restauration des collectivités (entreprises, écoles, hôpitaux). Ce marché a généré depuis 10 ans une croissance annuelle moyenne de 35 %. OUTRE-MER, nous essayons pour le compte de grands clients internationaux titulaires, dans les pays pré-industriels, de contrats d'équipement industriel, d'infrastructures ou d'exploitation des ressources on-off-shore, la gestion de ces grands chantiers (restauration, hébergement, services sécurité, entretien, économie, etc.).

Nous souhaitons intégrer des hommes de haute valeur personnelle et très motivés par la croissance. Ils sont diplômés de l'enseignement supérieur et parfaitement bilingues (anglais).

DIRECTEURS DE FILIALES A L'ETRANGER

Avec une forte capacité personnelle au « leadership », leur rôle de chef d'entreprise est de développer et de gérer. Parce qu'ils font la preuve de leur réussite dans la direction générale d'un CENTRE DE PROFIT, de préférence à l'étranger, ils ont développé une capacité à détecter les marchés, négocier des contrats dont ils assurent ensuite l'objectif de rentabilité. Hommes de terrain, ils mesurent les difficultés du commandement et sont, avant tout, préoccupés d'efficacité et soucieux de la qualité du service rendu. Nous offrons, en contrepartie d'un métier passionnant, parce que difficile, des assurances de carrière et un haut niveau de rémunération.

CHEFS DE PROJETS

Ils se voient confier la responsabilité de grosses opérations de développement Outre-Mer (projets de grands chantiers, par exemple). Intervenant dès l'identification des projets, ils conduisent toutes les actions jusqu'à conclusion des contrats : études techniques, propositions commerciales, négociations, coordination, etc. Ils ont, par la suite, mission d'assurer sur place la direction du projet acquis. Jeunes, voire débutants, leur ambition les conduit à rechercher les moyens de prouver sur le terrain leur capacité d'engagement personnel. Ils sont formés par l'entreprise.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à SODEXHO, Division Pétrole et Grands Chantiers, 3, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Alger (Algérie)

L'Institut National Agronomique recrute pour l'année universitaire 1977-1978 des professeurs, maîtres de conférences, maîtres assistants et assistants dans les spécialités suivantes :

- MACHINISME
- HYDRAULIQUE
- ECOLOGIE
- AGRONOMIE
- FORESTERIE
- ART DES JARDINS ET PAYSAGISME
- ZOOTECHNIE
- INDUSTRIES PAPETIÈRES
- PÉDOLOGIE
- GÉOLOGIE
- ARBORICULTURE
- TECHNOLOGIE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Tous les enseignements sont donnés en langue française. Les candidats intéressés peuvent s'adresser, en joignant un curriculum vitae, à la direction de l'Institut National Agronomique.

Avenue Pasteur - Hacem Badi
El-Harrach - ALGER (10°)
ALGÉRIE

Ne pas prêter les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN spécialiste en équipements thermiques pour surveillance chantier en S.D.A. Connaissance parfaite de l'anglais exigée. L'offre immédiate.

Adresser C.V. L'INDUSTRIELLE DE CHAUFFAGE S.P. 4M 7210 SOULOGNE.

FILIALE AFRICAINE d'un important groupe chimique européen recherche pour poste à

ABIDJAN

JEUNE

CADRE

ADMINISTRATIF (ESSEC SUP. de CO ou UNIVERSITE)

de nationalité ivoirienne. Connaissance de l'allemand appréciée.

Après une période de formation de 3 à 4 ans au sein du Groupe, il devra prendre en charge la responsabilité de tous les problèmes financiers et administratifs de cette filiale.

Adresser C.V. et prétentions à n° 86 676 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.

POUR ÉTRANGER INGÉNIEUR PROJET BÂTIMENT ET ÉQUIPEMENT COLLECTIF

ARABE COURANT Envoyer C.V. détaillé en précisant disponibilité, A.T. 20, av. Friedland, 75008 PARIS.

POUR CHANTIER ÉTRANGER

AT3 ÉLECTRONIC.

Spécialiste en régulation et automatisation électronique.

Envoyer C.V. à A.T. 20, av. Friedland, 75008 PARIS.

ÉLECTRICIEN TECHNICIEN

pour Afrique av. forte exp. et maîtrise travaux d'ÉCLAIRAGE.

Envoyer C.V. à ALAMÉDINE, 24, boulevard de Cézair, NICE.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONES

233-44-21

nigerians

SCOA

SCOA NIGERIA LTD. is seeking applications from Nigerian Executives interested in working in their home country.

It is one of the major Companies operating in Nigeria (turnover more over 200 millions Naira) and has 2500 employees.

Its main operations are as follows:

- distribution and servicing of motor vehicles: Peugeot & Leyland;
- assembly plant: Peugeot & Leyland;
- Fiat-Alfa range of earthmoving, agricultural and allied machinery.

Management positions are available, after a training period, for NIGERIAN EXECUTIVES having university degrees and/or experience in the following fields:

- SALES and MARKETING
- BUSINESS and ACCOUNTANCY
- PERSONNEL ADMINISTRATION
- GARAGE MANAGEMENT
- MECHANICAL ENGINEERING
- AUTOMOBILE ENGINEERING
- WORKSHOP and MAINTENANCE
- SPARE PARTS CONTROL

Information concerning the positions will be communicated upon receipt of hand-written applications giving full details of university education and professional experience.

Interviews will be arranged in the coming weeks near your present location with EUREQUIP Consultants.

Write quoting reference P-10331-M to



EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vanvreson - France

TRADUCTEURS RÉDACTEURS DE LANGUE ARABE

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

organise un examen d'aptitude aux fonctions de traducteur-rédacteur de langue arabe, les 18 et 17 mars 1977, en vue de pourvoir des postes vacants au Secrétariat de l'ONU.

Les candidats doivent avoir l'arabe comme langue maternelle et être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme délivré par un établissement de niveau équivalent. Ils doivent avoir une parfaite maîtrise de l'arabe et, soit une excellente connaissance de l'anglais et une bonne maîtrise du français, soit une excellente connaissance du français et une bonne maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue officielle de l'Organisation des Nations Unies (chinois, espagnol ou russe) est éminemment souhaitable. Les candidats retenus à la suite des épreuves écrites seront convoqués à une entrevue. L'entrevue fait partie intégrante de l'examen et les candidats qui y sont convoqués ne doivent pas compter qu'ils recevront nécessairement une offre d'emploi.

Il pourra être offert aux candidats retenus à la suite des épreuves un engagement en qualité de traducteur-rédacteur avec traitement annuel brut de 13.750 dollars, plus indemnités de cherté de vie et pour charges de famille. Il pourra être offert un traitement de début plus élevé aux traducteurs expérimentés.

Pour plus amples renseignements et formulaire d'inscription à remplir, écrire avant le 1^{er} décembre 1976 à la :

SECTION DE LA FORMATION ET DES EXAMENS, Traducteurs de langue arabe, Office des Nations Unies, 1211 GENEVE 10 (Suisse).

Joindre une étiquette auto-collante portant l'adresse du candidat.

SECTEUR INTERNATIONAL AMÉRIQUE LATINE

Trois important Groupe Français recherche

DIRECTEUR FILIALE

pour VENEZUELA (CARACAS) Produits techniques du Bâtiment (planchers, préfabriqués...)

chargé en liaison avec des partenaires locaux de gérer les activités techniques, commerciales et de gestion d'une petite affaire (10 personnes) appelée à un fort développement dans un proche avenir.

Le titulaire du poste aura :

- 35 ans minimum ;
- une formation supérieure ou équivalente ;
- la connaissance parfaite de l'espagnol ;
- une expérience technique-commerciale et de gestion réussie de plusieurs années dans les produits industriels, et possible à l'étranger et en Amérique latine, dans le cadre d'une large délégation de pouvoir.

Adr. C.V. dét. man., photo et prêt., au n° 2.281 à :

31 Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

Sté d'Etudes internationale

recherche

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

4-5 ans expérience. Bonnes connaissances calcul et technologie réseaux urbains de distribution d'eau. Anglais indispensable.

Travail à Paris avec détachements de plusieurs mois à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé sous référence REIS à :

PROFILS CONSEILS EN RECRUTEMENT, 5 bis, rue Koppler, 75116 PARIS.

URGENT, IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE, recherche pour sa filiale étrangère PAYS FRANCOPHONES

ingénieur méthodes

Formation AM, ou Ecole Supérieure Electricité, ayant connaissance des problèmes de gestion. Expérience industrielle souhaitée. (Réf. 468A)

chef d'atelier

Niveau BTS, ayant quelques années d'expérience en câbles téléphoniques plastiques. Possibilité de promotion CADRE. (Réf. 468B)

agent de planning ordonnancement

Niveau BTS. (Réf. 468C)

Très bonnes conditions de travail.

Adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT, 49, rue du Président Harriot - 69002 LYON.

Société de Conseil recherche

ingénieur de projet

Diplômé Grande Ecole, il sera âgé au minimum de 30 ans, résidera à Paris et voyagera fréquemment à l'étranger. Expérience ingénieur-réalisation en/ou d'affaires en engineering. Habitude coordination T.C.E. Bilingue ANGLAIS. Rémunération motivante.

ingénieur génie-civil

pour AFRIQUE NOIRE après stage à Paris. Formation Ingénieur T.P. ou similaire. Expérience supervision chantiers nécessaires. Rémunération intéressante et avantages. Ecrire ou téléphoner à :

unic industries charge de la recherche - 28, rue de Trévise 75003 Paris Téléphone : 246.09.43

Filature longues fibres

Située environs JOHANNESBOURG recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Envoyer C.V. manuscrite détaillée, photo et prêt. à : n° 7.946 « LE MONDE » Publiée, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e), qui transmettra.

صكنا من الامل

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés"	34,00	38,70
Devises insérées	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

CHARTERED INDUSTRIES OF SINGAPORE PTE. LTD.
MATERIALS MANAGER

We require a Senior Executive who has had considerable experience in and possesses a sound knowledge of purchasing and stores procedures. Such a person must be able to apply modern Management techniques to the compilation and analysis of prices and sources of supply in order to formulate economic buying policies.

Candidates should possess a Degree in Economics or Business Administration or similar qualification plus a minimum of 5 years proven Management experience.

Fluency in English is essential and a knowledge of other European or Asian language would be an additional advantage.

ENGINEERING DESIGN MANAGER

This position involves responsibility for project management as well as basic design and development of new products which will enhance the advancement of local skills and technology in the field of advance product manufacture.

Applicants should be conversant with modern small and medium calibre weapons and ammunition and should have at least 10 years experience in this field as a Senior Design and/or Development Engineer.

A Degree in Engineering or Corporate Membership of recognised professional body together with fluency in the English language are essential.

General Requirements and Conditions of Service: CIS is a modern, large and progressive Company engaged in a diverse range of precision engineering manufacture which in general covers the mechanical and chemical sciences.

Successful applicants will report directly to the Chief Executive of the Company and will receive a substantial salary in the range of \$35,000 to \$50,000 per annum. The usual appropriate expatriate benefits will also apply.

Applicants should be in the age range of 35 to 50 years and be able to assist in the development and training of local personnel.

All applications, which should include a personal curriculum vitae and a passport size photograph, should be addressed to:-

The General Manager,
Chartered Industries of Singapore Pte. Ltd.,
249 Jalan Boon Lay,
Singapore 22.

and marked "CONFIDENTIAL" to be received not later than 15th December, 1976.

All applications will be acknowledged and treated in strict confidence.



emplois régionaux

PROVINCE - VILLE MOYENNE
Usine Européenne d'un Groupe Multinational en expansion

PRODUCTION SERIE
ENGINS MECANISÉS
900 personnes

recherche 2 Ingénieurs A & M (ou sim.) expérimentés - 35 ans minimum

LE FUTUR RESPONSABLE DE FABRICATION
(Réf. 122 M 150)

Solide expérience de l'organisation et de la fabrication dans industrie analogue. Notions de gestion informatique.

Outre l'aspect technique la fonction comportera la responsabilité de la gestion humaine de l'unité.

Anglais courant nécessaire.

LE CHEF DE SERVICE METHODES (Réf. 122 M 140)

Il déterminera, en partant des données fournies par l'ingénierie, les modes d'obtention des pièces et sera responsable des prix de revient.

Il contrôlera, en outre, les outillages et la métrologie.

Bilingue anglais, il sera en liaison constante avec ses homologues de la maison-mère.

L'un et l'autre seront rattachés au Directeur de l'usine.

• Confortable logement prévu.

Adresser C.V., photo récente et prêt, 30, rue de Mogador, 75009 PARIS sous référence choisie.

Les candidats présentés recevront au préalable une notice sur l'entreprise et la poste.

SUD DE LA LOIRE

• NOUS SOMMES une importante Société industrielle.

• NOUS RECHERCHONS LE

RESPONSABLE des RELATIONS HUMAINES

de l'une de nos principales unités décentralisées (+ de 1200 personnes)

• VOUS SEREZ ASSOCIE à la définition de la politique sociale que vous aurez ensuite à mettre en oeuvre.

• VOUS ASSUREREZ la gestion complète des services du personnel et les relations avec les partenaires sociaux.

• CE POSTE VOUS CONVIENT si vous avez une expérience complète de la fonction (de préférence en milieu industriel) d'au moins 5 à 10 ans, comprenant :

- l'application d'une politique dynamique de développement des ressources humaines,
- une pratique développée des relations sociales,
- l'encadrement de services administratifs du personnel.

Si cette mission vous attire, adressez votre candidature, en mentionnant la rémunération souhaitée à No 78127 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr. La discrétion totale vous est assurée.

COMPOSANTS ELECTRONIQUES DE TELEVISION

Société internationale recherche pour son unité de fabrication (1000 personnes) située en HAUTE NORMANDIE

directeur technique usine

Sous les ordres du Directeur Technique de la Société, il supervisera les services :

- Bureau d'études et développement
- Méthodes industrialisation
- Equipements
- Contrôle qualité.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (Sup élec, IEG ou équivalent) ayant acquis dans le secteur électronique grand public, une réelle expérience des problèmes de mise en fabrication de nouveaux produits et ayant des qualités d'animateur.

La pratique de l'anglais courant est souhaitable. Une rémunération motivante sera offerte aux candidats possédant l'expérience et les compétences requises.

Adresser C.V. et prétentions à No 85955 CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

EXARCOS

ENTREPRISE EXARCOS T.P.

recherche TRAVAUX ROUTIERS AU CAMEROUN

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Bonne formation comptable, expérience de plusieurs années dans des fonctions d'organisation administrative et connaissances techniques Afrique sements et injections de sols indispensables.

UN CHEF COMPTABLE

Ayant obligatoirement minimum 5 années expérience. Gestion entreprise, bilan et connaissances de la pratique comptabilité sur ordinateur indispensable.

UN DIRECTEUR DE TRAVAUX

Expérience important chantier barrages, terrassements et injections de sols indispensables.

Emplois stables et de hauts niveaux.

Ecrire avec C.V. et photo à Entreprise Exarcos T.P. 62, avenue de New-York, PARIS (16°).

SOCIÉTÉ ALUSUISSE FRANCE
Usine de Saint-Florentin (Yonne)
Effectif 400 personnes - C.A. 130 millions
Filiale du groupe international

ALUMINIUM SUISSE S.A.

recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

Pour prendre en charge, sous la responsabilité du Directeur de production, ses ateliers de filage demi-produits aluminium et pièces annexes.

Le poste conviendrait à un ingénieur débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, de formation A & M ou équivalente.

Le candidat devra être particulièrement intéressé par les différents aspects de la fabrication (transformation des métaux) et par l'exploitation d'équipements importants.

Le poste sera susceptible du plus large développement, même au niveau international pour un candidat désireux de se spécialiser dans cette branche d'activités.

Possibilité de logement.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations au Service Relations Humaines, Route de Tonnerre, 89600 SAINT-FLORENTIN.

C.N.R.O.
Cagnes-sur-Mer

Pour le développement et la gestion de nouvelles applications de télé-informatique en temps réel (400 terminaux) sur 2 ordinateurs : 370/158, 370/158, recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Les candidats devront pouvoir justifier une longue expérience de l'assemblage sous OS-L.B.M.

Rémunération annuelle : 80.000 F à 75.000 F.

Les candidats parisiens seront reçus à Paris.

Envoyer C.V. + photo à C.N.R.O., Direction du Personnel, B.P. 4, 06023 NICE CEDEX.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE
recherche un

Directeur d'Usine

Le candidat aura de préférence une formation d'ingénieur arts & métiers ou industrie alimentaire complétée par une expérience concrète de la direction d'usine.

Il marquera des qualités démontrées pour la conduite des hommes (400 personnes). Il saura également mener à bien d'importants programmes d'investissement.

Le poste est à pourvoir dans une ville universitaire du Centre Est de la France.

Les dossiers de candidatures (comprenant CV, photo et prétentions) seront examinés avec la plus grande discrétion - sous réf. M 1249 à préciser sur l'enveloppe - par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix, 75002 Paris.

Société industrielle en développement, dépendant de groupes français importants et implantée en PENINSULE IBERIQUE recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de formation supérieure (Sup de Co, Expertise comptable, etc.). Agé de 35 ans minimum, il doit avoir l'expérience d'une direction administrative et financière en milieu industriel et si possible directement en usine.

La connaissance de l'espagnol est exigée. La connaissance du portugais et de l'anglais souhaitée.

Il aura la responsabilité de toute la comptabilité, de la trésorerie, des plans de financement et de la facturation, ainsi que des divers services administratifs (personnel, achats, expéditions, etc.).

Le lieu de travail est en permanence hors de France. Il existe de réelles perspectives d'avancer sur place pour le candidat qui saura démontrer avec compétence ses qualités d'organisation.

Ecr. av. C.V. dét. et prêtent. en réf. CA 80 à

PROFILS
Conseils en Recrutement, 5 bis, rue Kappler, 75116 PARIS.

INGÉNIEUR COMMANDES-DEVIS
CHEF DE SERVICE

Cette importante fonderie d'acier (1300 t/mois) fabrique des pièces unitaires, ou de séries.

Elle recherche (proche retraite du titulaire) un ingénieur, - si possible Fonderie -, ayant l'expérience des devis, achats, ordonnancement, expéditions. Connaissance du plan indispensable.

Gestion informatique. Connaissance des candidats retenus durant Décembre. Prière d'adresser C.V. détaillé, avec réf. photo récente et s'inscrire au : C.E.I.P.

BRETAGNE COTIERE
Route du Fort-Bleu, 56770 PLOEMEUR

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

UN INGÉNIEUR ETUDES DE FORAGE

Formation Grande Ecole ou Ingénieur Docteur complétée si possible par le diplôme de l'E.N.S.P.M. Connaissance bien l'anglais.

Sera chargé d'études et de recherches expérimentales liées au forage de puits de pétrole et concernant principalement les fluides de forage, de colmatage, ciments, etc...

LIEU DE TRAVAIL :
REGION TOULOUSAINE puis expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire sous réf. No 85038 avec C.V. et photo, Sté Nationale ELF AQUITAINE (Production) Département Développement Formation 7, rue Nélaton 75739 Paris Cedex 15.

CREUSOT-LOIRE
USINE DU CREUSOT
recherche

ADJOINT au CHEF de COMPTABILITE

• Dépendra du Chef de la comptabilité.

• Devra assurer la formation, le contrôle, l'animation du Service comptable analytique d'une unité de 1300 personnes.

• Une formation comptable (DECS ou équivalent) ainsi que 5 ans d'expérience minimum sont indispensables.

Ecrire avec C.V. détaillé à CREUSOT LOIRE Etablissement du Creusot - Recrutement - Rue de l'Etang - 71308 Le Creusot.

emplois internationaux

Lo Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Un Groupe Alimentaire à vocation internationale veut adjoindre à une équipe dynamique

UN INGÉNIEUR DE RECHERCHE

pour prendre en charge et faire aboutir des projets de produits nouveaux :

- Formation supérieure (AGRO - ENSIA - PHY-SIQUE - CHIMIE - BIOLOGIE...) étoffée par quelques années d'expérience.
- Goût marqué pour les réalisations pratiques.

Lieu de l'activité : centre de recherche très moderne, 180 km Sud-Ouest de Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 85276, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-16, 4. V.

Filiale française en forte expansion d'un important groupe international PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

créé dans son usine (200 personnes) située en région agréable 200 kms Sud PARIS

un poste

ingénieur confirmé

Adjoint au Directeur de l'usine

Dans un premier temps, il assiste le Directeur dans la réalisation de certains objectifs de production, d'organisation et de gestion.

La réussite dans cette mission doit conduire à des fonctions de directeur technique.

Ce poste de confiance conviendrait à un ingénieur de formation, âgé d'au moins 35 ans. Une expérience en conditionnement, acquise de préférence dans une entreprise multinationale, ainsi que la connaissance de l'anglais sont souhaitables.

Adresser rapidement, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 636 à notre Conseil

centor DÉPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

UN INGÉNIEUR PHYSICIEN

Mécanique des fluides et thermodynamique. Formation Grande Ecole ou Docteur es-sciences physiques ayant une très bonne connaissance de l'anglais, et une pratique du fortran si possible.

Sera chargé d'études et de recherches expérimentales sur divers procédés d'exploitation de gisements d'huile.

LIEU DE TRAVAIL : région toulousaine. Expatriation ultérieure dans le cadre de l'évolution de carrière.

Ecrire sous réf. No 85038 avec C.V. et photo, Sté Nationale ELF AQUITAINE (Production) Département Développement Formation 7, rue Nélaton 75739 Paris Cedex 15.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ingénieur travaux neufs

95 000 F +

TRAITEMENT DE MINÉRAUX

Pour réaliser son programme d'investissement, une société de traitement de minéraux appartenant à un groupe de taille européenne propose le poste d'ingénieur en chef travaux neufs. Il aura à étudier de nouvelles installations, en suivre l'exécution sur chantiers, élaborer et mettre en œuvre de nouveaux procédés. C'est un poste évolutif dans lequel la réussite doit entraîner un élargissement des responsabilités.

Il nécessite une formation Grande Ecole avec de solides connaissances en techniques de traitement, hydraulique, mécanique, prouvées par 5 à 10 ans d'expérience travaux neufs. Il est à pourvoir dans une ville située à 80 km au Nord de Paris. La connaissance de langues, Anglais et/ou Allemand est vivement souhaitée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 61134/M (à préciser sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Les laboratoires pharmaceutiques

ELI LILLY FRANCE

à SAINT CLOUD
FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherchant pour leur département TRÉSORERIE

cadre financier

- Il sera essentiellement chargé : des prévisions de trésorerie, de l'analyse et des prévisions de bilan, et de l'élaboration de procédures dans le cadre du département.
- Ce poste conviendrait à un jeune Cadre de formation supérieure (HEC, ESCP, ESSEC).
- Un début d'expérience professionnelle dans un poste similaire serait souhaitable.
- Connaissance requise de l'anglais.

Prière d'adresser C.V. avec photo et prétentions, réf. JP 244, au Département du Personnel - 203, Bureaux de la Collins 92213 ST-CLOUD.

IMPORTANT GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL

recherche candidat, minimum 30 ans, large culture générale, excellents contacts, sens de l'organisation et du suivi en profondeur des schémas, conscient de l'importance étroite du développement de l'individu et de son entreprise, pour le poste de

ASSISTANT DIRECTION

Responsable d'exploitation

Candidature manuscrite, C.V. détaillé et photo à : Mlle LARCHEL - Sous réf. 305 - 25, boulevard de Courcelles, 75008 PARIS.

emploi régional

IMPORTANTE CONCESSION AUTOMOBILE DE BELTAGE SUD demande un

GESTIONNAIRE CHEF COMPTABLE

justifiant d'une expérience suffisante et assés ouvert à l'innovation

Logement assuré dans station balnéaire renommée

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à n° 88 021 CONTESSÉ Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}

Importante société NANTAISE recherche

CHEF COMPTABLE

compétence analytique générale et ordinaire.

Ecrire avec C.V. n° 6468 H.A.P. Hall petites annonces 7 X 1400 NANTES CEDEX.

IMPORTANTE STÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE recherche

JEUNE CADRE ADJOINT

A SON DIRECTEUR DE PROGRAMMES

pour station sports d'hiver DANS LES PYRÉNÉES

Expérience souhaitée du produit, administration et commercialisation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à : M. L. CONTESSÉ Pub., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Organisation public 150 km Est de Paris, ch. de l'Est, par route de conseil, de gest. niv. D.E.C.S. Expert comptable Exp. P.M.E. souh. Ecr. n° 531 296 Régie-Presses, 85 bis, r. Réaumur, 21.

Recherche ingénieur formation générale, expérience technique, commerciale, rapid. disponible pour DIRECTEUR des SERVICES techn. commerc. et coordination. Résidence MONTPELLIER. Dép. sur 100. Sal. ann. brut 60 000 F. Ecr. A.R.P., 26, bd du Jeu-de-Paume, 34000 Montpellier.

STÉ D'EMBALLAGES INDUSTRIELS recherche

CADRE COMMERCIAL

pour région NORMANDIE et TOULOUSE.

Dynamique, sérieux, sens de la vente, bonne rémunération. Avantages sociaux.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à :

SOFECON
12, rue Jean. 9302, ST-OUEN.

ATELIER D'URBANISME DE LA VILLE DE NANCY recherche

ASSISTANT D'ÉTUDES

2 ans d'exp. min., notamment dans conduite de réunion, contacts avec public.

Adresser C.V. à NAVAS NANCY 54000 sous n° 1199 N.

IMPORTANT GROUPE DE PROMOT. IMMOBILIÈRE recherche pour ROUEN

JEUNE CADRE

Responsable de programmes immobiliers en NORMANDIE.

Formation supérieure. Expérience professionnelle préalable souhaitée. Carrière et progression de salaire assurée pour collaborateur efficace.

Adr. C.V. + photo et prét. à : M. L. CONTESSÉ Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou tr.

directeur général adjoint

Biens d'équipement Mécanique

Cette importante Société fait partie d'un des premiers groupes industriels français : elle a acquis une renommée mondiale dans la fabrication, en petites et moyennes séries, de biens d'équipement (mécanique de précision), et réalise ainsi la moitié de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Son Président Directeur Général recherche l'Adjoint auquel il confiera, à terme, la Direction Générale de la Société.

Pour s'y préparer, il lui sera confié, dans un premier temps, la Direction de la Production : coordination de l'activité dans différentes usines réparties sur tout le territoire, planification et gestion des fabrications, lancement des produits nouveaux, politique de sous-traitance, etc...

La fonction requiert une forte culture générale et technique : elle devrait intéresser un polytechnicien âgé de 40 ans au moins, ayant une solide expérience de gestion de production fondée sur la maîtrise des prix de revient et la recherche de la rentabilité ; et elle lui apporterait la possibilité de s'intégrer dans une équipe particulièrement soudée.

Le siège est à Paris : il faudra prévoir de fréquents, mais courts déplacements, dans les différentes usines.

Afin d'observer la discrétion qui s'impose, les Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP réuniront les candidatures. Ecrivez-leur sous référence 10.334-M.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

Notre Groupe de travail international dans le domaine des biens d'équipement de haute technicité a des objectifs ambitieux à l'Export. Nous recherchons :

2 responsables commerciaux

PRATICIENS EXPORT

ingénieurs électrotechniciens

ESE de préférence, connaissances réseaux électriques souhaitées.

Leur mission sera dans deux unités de :

- propositions et suivi commercial
- promotion technique des produits
- étude des marchés et analyse des problèmes techniques des clients
- participation à l'étude des produits nouveaux
- organisation et gestion d'un service de 15 personnes.

Un poste est basé dans une ville importante du CENTRE OUEST de la France et implique l'Allemand courant et l'Anglais en 2e langue. L'autre est basé en REGION PARISIENNE et exige l'Anglais et une 2e langue.

Les deux postes sont semi-séquentiels et les déplacements représentent environ 25 % du temps.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 8125 à

ORGANISATION ET PUBLICITÉ
2, RUE MARIGNO 75001 PARIS/CLÉ TRANSMETTRA

TEKELEC AIRTRONIC société française d'électronique

600 personnes, C.A. 180 MF propose à un ingénieur diplômé d'une grande école de prendre la

direction

de son département commercial instruments de mesure

Il aura pour mission de développer en France les ventes d'une gamme très diversifiée d'instruments de mesure électronique de haute technologie.

Il s'agit d'une mission complète comprenant :

- la maintenance de la gamme par la négociation avec les fournisseurs français ou étrangers de contrats de distribution de nouveaux matériels
- la direction, la formation et l'animation d'une équipe de 25 ingénieurs technico-commerciaux
- la gestion de son département dans le cadre d'un système évolutif de gestion budgétaire et informatique.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme ayant au minimum 32 ans et une expérience commerciale réussie, si possible dans l'industrie de mesure ou dans des matériels électroniques sophistiqués. Il devra avoir également un tempérament d'animateur, de gestionnaire et d'homme de marketing.

Connaissance exigée de la langue anglaise.

La rémunération ne sera pas inférieure à 130.000 F/an.

Le lieu de travail est en banlieue Ouest de Paris.

Adresser C.V. complet + photo + rémunération actuelle sous référence 8125 C à notre Conseil Henri PHILIPPE

egor 5, rue Meyerbeer - 75009 Paris

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE À L'ÉTRANGER DE MATÉRIELS INDUSTRIELS SOPHISTIQUES, RECHERCHE

Négociateur International

TRES HAUT NIVEAU 35 ANS MINIMUM

MISSIONS : études d'avant-projets, préparation et négociation de contrats importants à l'étranger à des niveaux élevés en étroite coordination avec le Directeur Général et son équipe.

Ce poste convient à une personnalité de premier plan, de formation grandes écoles d'ingénieurs ou HEC..., pouvant justifier d'une expérience confirmée des négociations internationales et de leurs implications juridiques et financières, acquise de préférence dans une société d'ingénierie ; très disponible en raison de nombreux déplacements ; parfaitement bilingue anglais, langue arabe appréciée.

QUALITÉS : valeur morale, très bon contact humain, adaptabilité en milieu étranger, esprit d'équipe, patience et dynamisme, pragmatisme et imagination concrète, bonne santé.

Rémunération importante assortie d'avantages liés aux déplacements et aux séjours à l'étranger.

Base : Paris.

séle CEGOS

Adresser lettre man. + C.V. détaillé à Mme CLERE sous réf. 73 365/M S&N-CEGOS : 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Importante Société Multinationale leader dans sa branche (située en banlieue parisienne) recherche :

INFORMATICIEN HAUT NIVEAU

pour lui confier le poste de

COORDINATEUR TIME-SHARING

Le ou la candidat(e) aura :

- 30 ans environ,
- une formation supérieure,
- connaissance indispensable de l'API,
- pratique en Basic, Fortran, Cobol, et direction de projets importants.

Le poste :

- conseiller et assister les utilisateurs,
- élaborer et gérer le budget time-sharing,
- développer de nouveaux systèmes.

Anglais nécessaire.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. X 123 à Infraplan Carrières Tour de Lyon, 183, rue de Berzy Paris, qui traitera les candidatures.

INFRAPLAN CARRIERES

La FILIALE FRANÇAISE de COMMERCIALISATION d'un des premiers Groupes Sidérurgiques Français

A IMPLANTATION INTERNATIONALE LEADER SUR SES MARCHÉS

2 Directeurs de Centres de Profits

1- pour la REGION PARISIENNE
2- pour la REGION RHONE-ALPES

Dans le cadre d'une gestion totalement décentralisée, ils seront responsables du chiffre d'affaires (de l'ordre de 100 millions de F. en 1976) et de la rentabilité de leur Région. Ils auront notamment à animer une équipe de vendeurs et à gérer d'une manière dynamique un stock de produits d'une valeur importante.

Ces postes conviendront à :

Diplômés Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales

30 ans minimum, ayant une expérience de la négociation commerciale et de l'encadrement d'une équipe de vendeurs dans le domaine des produits industriels, les préparant à prendre rapidement en charge des responsabilités d'homme (30 personnes environ) et de gestion. La rémunération envisagée est de l'ordre de 120.000 F.

Très larges possibilités de carrière dans le Groupe tant en France qu'à l'étranger.

Les dossiers de candidatures, précisant la référence de la région souhaitée, seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION

RECHERCHE dans le cadre de son activité de rénovation et de restauration d'immeubles anciens

UN COLLABORATEUR

possédant une expérience de 5 ans minimum et ayant une formation supérieure (HEC-ESSEC, etc.).

Adresser C.V. et prétentions sous la réf. 1066 à :

MAXIME DUFOUR
AGENCE 6, rue de Lisbonne - 75008 PARIS (qui transmettra).

gi

ALLIANCE INFORMATIQUE

SOCIÉTÉ DU G.F.I.

Groupe Français d'Informatique Équipe de 3 ordinateurs IBM 370-168

RECHERCHE

Dans le cadre du développement de ses activités :

- service bureau, produits standard ;
- réalisation de systèmes temps réel ;
- installations de mini-ordinateurs.

- INGÉNIEURS COMMERCIAUX
- INGÉNIEURS D'ÉTUDES
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- PROGRAMMEURS

(NIVEAU I.U.T. OU ÉQUIVALENT).

Débutants ou avec quelques années d'expérience connaissances OS, COBOL, PL/I, IMS, DL/I, MINI-ORDINATEURS, applicables.

Lieu de travail : LA DEFENSE.

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à :

ALLIANCE INFORMATIQUE
11, rue Louis-Philippe, 92200 Neuilly-sur-Seine.

صكيا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

TEKELER AIRTRONIC

Société Française d'Électronique
600 personnes, 180 millions de C.A.
renforce ses équipes technico-commerciales et recherche

PLUSIEURS INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS
DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

Ils seront responsables à la fois d'un secteur de clientèle et d'une ligne de produits dans l'un des domaines suivants :

- Instrumentation générale (Baf. 1164)
- Systèmes de tests automatiques (Baf. 1165)
- Analyse et traitement du signal (Baf. 1166)
- Composants passifs (Baf. 1167)
- Semi-conducteurs (Baf. 1168)
- Interrupteurs, voyants, potentiomètres, etc. (Baf. 1169)

Ces postes réservent de larges et rapides possibilités d'évolution de carrière pour des candidats capables de faire preuve à la fois d'un fort dynamisme commercial et de capacités techniques pour la gestion et l'organisation des ventes.

Les candidatures de débutants ne sont pas exclues, au moins pour certains postes proposés, à condition que les candidats soient très motivés par ce type d'activité.

Zone d'activité en région parisienne. Voiture de fonction fournie.

Envoyer C.V. détaillé en précisant la référence du poste souhaité à TEKELER - AIRTRONIC, B.P. n° 2 - 92310 REVERES.

Dans le cadre de son expansion, le
Laboratoire Choay

recherche pour son
DEPARTEMENT MEDICAL, un
Médecin Jeune

Le candidat aura de préférence un titre hospitalier, la connaissance de l'Anglais impérativement, et résidera à Paris. Il peut être débutant.

Il est souhaitable qu'il soit libre rapidement. Il lui sera confiés des actions de FORMATION, d'INFORMATION et d'ETUDES, impliquant des missions fréquentes avec le Corps Médical, en particulier Hospitalier. Ce poste comporte des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Le salaire élevé sera fonction des titres et aptitudes du candidat.

Les dossiers de candidatures (lettre manuscrite et CV) sous R&F.M. 1243 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Une société mondialement connue
pour son département MARKETING

UN CHEF de PRODUITS

chargé de :

- définir des plans d'action ;
- mettre en œuvre les moyens destinés à améliorer le produit et le niveau de profit ;
- assurer la coordination avec les différents services de la société pour analyser le marché ;
- proposer les moyens promotionnels ou publicitaires et procéder aux améliorations techniques ;
- contrôler les résultats tant sur le plan commercial que sur le plan financier (prix de revient, marge).

Le candidat doit avoir une bonne expér. d'un poste similaire dans les produits de grande consommation. Connaissance de l'anglais très appréciée.

Env. C.V. photo et prétentions sous le n° 85.888, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

**D'ATTACHES DE PERSONNEL
ET DE RELATIONS SOCIALES**

IFOCOP Institut de Formation
Commerciale Permanent
recrute sa nouvelle promotion.

Conditions d'admission :

- Être âgé de 25 ans min., niveau supérieur ou baccalauréat.
- Expérience professionnelle min. 3 ans.

Lieu et date de stage : RUNGIS, janvier 77. Études rémunérées, durée de la formation 9 mois.

Renseignements et inscriptions à IFOCOP, 3, rue du Caducée - 94154 Rungis Cedex (Tél. 687.24.05)

offres d'emploi

CHEF DU MARKETING

Membre du Conseil de Direction

Nous appartenons à un Groupe International en pleine expansion implanté en Allemagne, Angleterre, Suède, Suisse et maintenant en France. Spécialisés dans l'équipement des Collectivités, nous sommes distributeurs exclusifs de deux marques leaders :

- BREWMATIC (U.S.A.) machines à café filtre.
- CARIMALI (Italie) machines à café express.

La Société Suédoise, qui est à l'origine de la création de notre Groupe, détient plus de la moitié du marché d'équipement de Cafétéria en Suède. Les autres Sociétés du Groupe mettent en pratique l'expérience suédoise en l'adaptant aux nécessités spécifiques de leur marché national.

Notre domaine d'activités se partage entre :

- Les Châsses de Restauration et d'Hôtellerie.
- L'équipement des Administrations publiques et privées.
- Les Collectivités en général.
- Tous les lieux de consommation du café en dehors de chez soi.

Notre Société, de création récente, située à Paris, est déjà bien implantée sur le marché français et recherche, pour accroître son développement, son Chef de Marketing, collaborateur immédiat du Directeur Général.

Ce poste convient à un « businessman » d'ambition élevée, rompu aux méthodes de marketing, âgé de 35 ans environ, aux contacts humains de premier ordre à tous les niveaux de clientèle et sachant motiver aussi bien son équipe de vente que le réseau de concessionnaires. Pour pouvoir s'intégrer à notre équipe internationale, la connaissance de l'anglais, un certain sens de l'humour et une grande imagination sont indispensables.

La réponse à cette annonce et le curriculum vitae doivent être adressés en anglais accompagnés d'une photo avant le 6 décembre 1976 à : E.P. Boite Postale 876-49 - 75425 Paris Cedex 09. Réponse assurée.

**GROUPE IMPORTANT SPÉCIALISÉ
DANS L'ÉVACUATION DES DÉCHETS SOLIDES**

recherche

INGÉNIEUR
30 ANS MINIMUM

E.N.T.P.E., A. et M. ou form. similaire

SA MISSION :

- Participer activement au développement des activités ;
- Animer et contrôler la gestion des unités d'exploitation.

EXPERIENCES NÉCESSAIRES :

- des relations avec les administrations et collectivités publiques ;
- des problèmes de gestion dans des activités comparables à main-d'œuvre nombreuse.

Ce poste convient à un tempérament actif ayant des qualités de chef.

Langue anglaise souhaitée. Situation intéressante et d'avenir. Lieu de travail : NEUILLY.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prêt à : CAMPBELL 7524 PARIS CEDEX 17.

offres d'emploi

**Assistante
de direction**

50.000

D'excellente présentation, bilingue anglais (connaissant si possible l'espagnol), vous êtes attirée par une activité de contact et de réflexion. Votre formation est de nature juridique et commerciale, vous rédigez bien, et les statistiques ne vous effraient pas. Une importante Société de Services aux activités internationales vous offre un poste d'Assistante auprès de la Direction Générale. Vos missions : liaisons entre la Direction, les services internes de l'entreprise et les filiales à l'étranger, organisation de réunions, participation aux contacts avec les clients de passage à Paris. Réponse et discrétion assurées à la lettre man. - C.V. - photo - rém. adressées ss réf. 3974/B à Mme Butterlin.

bernard julhié psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche pour PARIS-8

— **UN EXPERT COMPTABLE**
DIPLOMÉ ou MÉMORIALISTE
Expérience Audit Indispensable.

— **2 COLLABORATEURS HEC ESSEC**
ou ESCP + DEGS

Expérience 1 à 2 ans ou débutant. Libre le plus rapidement possible.

Adresser C.V. + prétentions n° T. 94.560 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

EUROPE INFORMATIQUE S.A.
recherche

dans le cadre de son expansion

ANALYSTES PROGRAMMEURS
CONFIRMÉS

COBOL et PLI sous O.S
(IMS/ DL.1 apprécié)

— niveau DUT ou équivalent

— plusieurs années d'expérience requises

postes à pourvoir rapidement

Adresser curriculum-vitae et références au Service Sélection

10, rue Victor Massé - 75009 PARIS

IMPORTANT CARTONNAGE PROVINCE
recherche

COLLABORATEURS (TRICES)
exclusifs pour développer ses ventes à clientèle industrielle PARIS et REGION

— Contacts à haut niveau

— Expérience cartonnage et impression demandée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à HAVAS ATENON 2.674, qui transmettra.

offres d'emploi

Petite multinationale, cherche
pour décharger Président groupe Paris

**UN ADJOINT
DIRECTEUR
GENERAL**

Chargé de superviser toute la gestion, développer et suivre les systèmes de contrôle de tous les services.

Nous avons 2 responsables compétents sur le plan commercial et technique : nous choisissons un bon organisateur, ayant le sens du profit, l'expérience du commandement et le goût d'administrer.

Au reçu de votre carte, nous enverrons une notice sur le job, les produits (électromec.), et la sté de Paris (40 millions, 3 secteurs économiques, 30 pays).

Plus tard, ou de préférence au premier courrier, vous décrirons le job idéal pour vous (goûts, compétences, aptitudes, expérience) et indiquerez ambitions financières actuelles et niveau en anglais.

LEJEUNE - 16 av. du Louvre
75000 Versailles

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.
GROUPE BOSCH

Division Commandes Numériques
recherche pour son

Service Après-Ventes
INGÉNIEURS diplômés

ou
TECHNICIENS B.T.S.

IL EST DEMANDÉ :

- Connaissances approfondies et pratiques en C.V. et machines-outils.
- Sens des responsabilités.
- Allemand ou anglais lu et parlé.
- Expérience contact clientèle si possible.
- Déplacements fréquents.

Adresser C.V. détaillé avec photo au SERVICE DU PERSONNEL, 2, rue Galvani, 91301 MASSY (B.P. 16).

**L'Un des Premiers Groupes
Français d'Assurances**

PARIS, recherche

**UN ADJOINT
AU CHEF DU PERSONNEL**

Il sera chargé d'animer une section d'études (statistiques, gestion...) et de recrutement.

— Formation supérieure exigée (Droit - Sc. Eco.) si possible formation complémentaire en gestion du Personnel ;

— 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction Personnel indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions, n° 85.882, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

ARTIS FLORA

Spécialiste de reproductions
de Tapisseries anciennes

A BESOIN DE VOUS

Si vous aimez la décoration, le goût de la performance et celui des contacts humains...

Nous vous proposons de vendre nos tapisseries aux particuliers (sur adresse fournie).

Région parisienne, grande banlieue, limite grande banlieue/province. Voiture nécessaire.

Commission importante.

Adresser votre curriculum vitae :

ARTIS FLORA, 32, rue de Paradis, PARIS-10^e ou appeler à : 70-00-33

LOCINDUS

Société de crédit-bail immobilier (statut banque), recherche pour son siège à Paris

CADRE CONFIRMÉ

Il sera chargé de l'équipe et de la mise en place des opérations de crédit-bail et de location.

— Formation juridique supérieure.

— Expérience plus années en matière immobilière.

— Bonnes notions d'analyse financière.

— Langue allemande souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit à : LOCINDUS 11 bis, rue Serbe, 75009 PARIS

COMPAGNIE D'ASSURANCES INTERNATIONALE

Implantée depuis de nombreuses années en France recherche :

FUTUR DIRECTEUR MANDATAIRE POUR TOUTE LA FRANCE

— Votre sens des contacts humains et de l'organisation efficace constitue le meilleur atout de votre réussite.

— Vous occupez actuellement, à un âge relativement jeune (35 ans minimum) un poste n° 2 dans votre Compagnie d'Assurances.

— Votre carrière plébiscite pour une raison indépendante de votre valeur (Directeur Général trop jeune, etc.).

— Vous aimerez ouvrir votre avenir d'une façon plus large et plus heureuse.

— Pour atteindre vos résultats actuels, vous avez constamment fait preuve de dynamisme et de créativité.

Vous estimez, objectivement, que ce qui précède vous autorise à postuler pour la situation ci-dessus car vous avez compris qu'il s'agit d'une opportunité rare pour un homme rare.

De plus, une connaissance particulière des régions Est France peut vous apporter un avantage.

De toute façon, il est de votre intérêt de vous informer, même si vous occupez une excellente position, preuve de votre valeur.

Une discrétion absolue est de rigueur, mes 15 années de réputation professionnelle vous le garantissent.

Ecrivez-moi une lettre résumant votre expérience professionnelle concordante, ainsi que vos ambitions : c'est peut-être la lettre la plus importante de votre carrière que vous aurez écrite. Inscrivez la mention « Confidential » et personnel sur votre enveloppe adressée à M. Georges BONA, Agence Havas, 124, avenue du Général-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE (Tél. 78.21.65).

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIE
NON FERREUX EN EXPANSION**

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour siège PARIS

CONTROLEUR de GESTION

Ce collaborateur sera rattaché au Directeur Financier. Il aura pour mission, dans un premier temps, d'assurer le fonctionnement et le perfectionnement des moyens actuels de contrôle de gestion.

Il devra ensuite : ELABORER un système d'informations pour la société et ses filiales. REALISER les tableaux de bord nécessaires au suivi des activités de la société, ASSUMER le contrôle des réalisations.

Le poste conviendrait à un HOMME JEUNE 30 ANS minimum et diplômé Grande Ecole, formé méthodes modernes comptables et contrôle budgétaire, ayant solide expérience contrôlé de gestion dans société moyenne ou grande dimension. Anglais souhaité.

Yls bon climat d'entreprise. Evolution possible vers fonction Direction Financière ou Direction Division.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions sous n° 502 - SODECI - 15, rue Victor 75005 PARIS.

**Filiale du premier constructeur Européen
d'ORDINATEURS, nous recherchons
pour PARIS et PROVINCE**

**INGENIEURS
COMMERCIAUX**

EXPERIMENTES

dans la vente de services ou de systèmes informatiques.

Une connaissance en particulier des problèmes de la Distribution ou des Etablissements Financiers serait appréciée.

Après une formation aux techniques ICL, ils auront la responsabilité de la vente des ordinateurs des Séries 1500, 7500, System TEN, 2903, 2904. Par la suite et suivant les résultats obtenus, ils pourront participer à la diffusion des grands systèmes ICL (2960, 2970, 2980).

Adresser lettre manuscrite avec CV et prétentions à P. QUERIN - ICL FRANCE - 15, cours Albert 1^{er} - 75008 PARIS



La région parisienne

Pour tous ou pour chacun ?

A PRES FATEC (Association pour le développement des techniques de transport, d'environnement et de circulation), les associations d'usagers des transports, le GEDACT (Groupe d'étude et d'action pour la circulation et les transports), le conseil régional de la région d'Ile-de-France vient de se prononcer en faveur des transports collectifs ; mais les élus et les pouvoirs publics sont-ils réellement prêts à répondre à ce désir unanime des usagers ?

Le conseil régional de l'Ile-de-France s'était réuni, le mardi 16 novembre, pour une séance extraordinaire sur les transports. Les élus avaient, en effet, estimé nécessaire une telle discussion avant le vote du budget pluri-annuel de la région, qui est consacré aux transports.

Si le bilan de l'action passée marque une réelle prise en compte des transports collectifs, l'effort qui a été fait n'a été égalé que celui qui reste à faire. Au début des années 60, les transports en commun faisaient triste figure : vieilles rames (dont certaines remontent à 1920), stations nées avec le siècle, voitures bondées, le métro butait aux portes de Paris. Quant aux autobus, ils ne faisaient plus d'exception depuis longtemps. Dans dix ans, les rames et les stations seront entièrement renouvelées, l'interconnexion des réseaux S.N.C.F.-R.A.T.P. devra être réalisée et le métro parisien sera devenu banlieusard.

Mais le principal obstacle auquel se heurte le développement des transports en commun n'est pas financier. Il est politique. Est-on prêt à limiter si peu que ce soit le nombre des voitures particulières sur les chaussées de la capitale et de sa banlieue ? Au cours d'une réunion organisée par l'ATEC, un orateur soulignait que si la R.A.T.P. augmentait de 50 % le trafic de ses autobus, la circulation de l'automobile diminuerait de... 1,5 %. C'est donc à cette dernière, et à elle directement, qu'il faut « s'attaquer ».

Or, si la cote d'amour de l'automobile baisse de sonde en sondage, si les usagers réunissent courage sur courage pour réclamer une politique cohérente des transports, les élus font encore le plus souvent la sourde oreille.

Le plan de circulation de Paris se fait attendre, et M. Yves Milloud, qui en a la responsabilité, vient d'affirmer une fois de plus son hostilité à toute mesure financière (vignette urbaine, augmentation du prix de l'essence...) prise à l'encontre des véhicules particuliers au centre des villes. La création de couloirs d'autobus rencontre toujours l'hostilité des élus parisiens. Quant aux élus de la région parisienne, ils ne paraissent guère pouvoir s'élever jusqu'à une telle appréhension du véritable intérêt régional et s'en tiennent à réclamer « leur » ligne de métro, « leur » portion de voie ferrée.

Une politique des transports en commun se dessine progressivement. Sans doute. Mais augmenter les crédits alloués aux transports collectifs n'est pas leur donner la priorité, car une priorité s'affirme contre une autre, et à quel bon double le nombre des autobus si ceux-ci doivent rouler sur pas dans les encombrements ?

M.-C. ROBERT

Une usine ferme ; les feuilles jaunes tombent

Budget impossible à Dammarie-les-Lys

LES contribuables de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) ont la mauvaise surprise de constater, sur leur « feuille jaune », que les impôts locaux demandés par la commune ont augmenté, cette année, de 19,37 %. Sur l'initiative de la municipalité, une campagne de pétitions a été lancée pour dénoncer cette hausse rendue obligatoire par la fermeture de la société Idéal-Standard à la fin de 1975.

Pour partie résidentielle grâce à la proximité de la forêt de Fontainebleau, la commune de Dammarie-les-Lys est aussi la banlieue industrielle de Melun. Une banlieue industrielle pourtant bien fragile, puisque la déconiture d'un seul établissement déséquilibre le budget communal. Il est vrai qu'Idéal-Standard représentait une masse non négligeable d'emplois pour cette commune de vingt mille habitants. Après avoir compté jusqu'à mille huit cents salariés, cette entreprise, spécialisée dans la fabrication de radiateurs de chauffage central, avait réduit ses effectifs à sept cent cinquante-cinq personnes. Une gestion, pour le moins inadé-

quate, a contraint la direction à mettre la clé sous la porte en octobre 1975.

« Nous avons enregistré une perte de patente de 1,4 million de francs, considérable pour un budget qui avoisine les 20 millions de francs », constate Mme Maryvonne Pourveau, maire communiste de Dammarie. C'est dire que, au moment de voter le budget de 1976, le conseil municipal s'est trouvé obligé de boucher un « trou » qui représentait plus de 50 % du produit de la contribution mobilière et 25 % de celui des patentes, avant même d'envisager la moindre dépense supplémentaire. Il était impensable que nous demandions aux contribuables de supporter ce déficit.

Le conseil municipal a donc voté, le 13 février, un projet de budget en déséquilibre demandant une subvention à l'Etat et prévoyant une augmentation de 8 % de la pression fiscale. Budget refusé par le préfet. Le conseil a adopté, le 25 mars, un nouveau projet encore plus déséquilibré, tenant compte d'une diminution du versement représentatif de la

taxe sur les salaires (V.R.T.S.). Budget à nouveau rejeté.

« Certes, Dammarie-les-Lys traverse une crise assez sérieuse, qui n'est pas de son fait », déclare M. Jacques Solier, préfet de Seine-et-Marne. Mais nous nous sommes aperçus que les impôts locaux étaient inférieurs à la moyenne de communes comparables comme Lagry et Montesson. D'autre part, nous nous sommes aperçus que la municipalité prévoyait des investissements très importants qu'elle souhaitait financer sur le budget de fonctionnement, ce qui n'était pas très orthodoxe. Si la commune fait un effort fiscal et réduit son train de vie, comme l'Etat le fait actuellement, nous transmettrons au ministère de l'Intérieur sa

demande de subvention exceptionnelle. » Plutôt que de laisser le préfet équilibrer d'office le budget, Dammarie a préféré voter, « contrainte et forcée », une majoration d'impôt jusqu'au niveau de la moyenne fiscale départementale. Tous les contribuables assujettis à la taxe d'habitation verront cette année leur contribution majorée de 19,37 %, soit 14 % destinés à compenser la perte due à la fermeture d'Idéal-Standard et 5 % rendus nécessaires par l'inflation. Des difficultés de trésorerie risquent de surgir à la fin de l'année, car ces hausses ne permettent pas de boucler le budget 1976. « Nous pourrions obtenir des prêts à court terme », conclut le préfet.

Trois fois plus nombreux

De toute évidence, Dammarie-les-Lys a droit à une aide de l'Etat pour supporter le manque-à-gagner dû au départ d'Idéal-Standard. Toutefois, Mme Pourveau évalue à environ 5 millions de francs la somme nécessaire pour rétablir ses comptes. On est

loin du 1,4 million disparu avec idéal.

Cette revendication s'explique par la croissance démographique rapide de Dammarie, qui a triplé sa population en vingt ans et qui a imprudemment accueilli un pourcentage élevé (25 à 30 %) de travailleurs immigrés. « Nous avons jugé qu'il leur fallait droit à une vie décente, d'autant que les autres communes n'en voulaient pas », précise Mme Pourveau. Aujourd'hui, nous refusons d'accroître cette proportion d'immigrés. Certains incriment aussi la politique de subvention à tout-va menée par la municipalité. Celle-ci rétorque qu'elle a dû équiper une commune très démunie.

« Le refus de nous accorder tout de suite une subvention est une décision politique », contre-attaque Mme Pourveau. « Pas du tout », réplique le préfet, il s'agit de respecter l'orthodoxie budgétaire. » Il n'empêche que M. Solier ne doit pas être mécontent : à quelques mois des élections municipales, de donner un leçon de rigueur à une municipalité communiste, d'autant que les communes gérées par le P.C. ne donnent, en général, pas prise à ce genre de critique. A Dammarie, la désindustrialisation, le marasme économique, se sont, semble-t-il, conjugués avec une certaine imprudence.

ALAIN FAUJAS.

DÉBAT

Le métro, mais aussi des autoroutes

par LUCIEN LANIER (*)

UN point de vue sur... Les transports dans le désordre », article publié dans le Monde du 26 octobre et signé de M. Claude Jeannin, vice-président du conseil général de l'Essonne, nous oblige à rectifier certaines erreurs, à relever des omissions et à tenter de remettre un peu d'ordre, au moins dans les esprits.

Selon l'auteur, l'échec des pouvoirs publics dans la solution des problèmes de transport parisiens est patent : ils n'ont aucune politique, ils ont priorisé aux transports en commun et purement verbale, les autoroutes sont multipliées en dépit du bon sens et au mépris des nuisances. En de proposer un plan d'ensemble comportant notamment : le développement de la R.A.T.P., l'amélioration des liaisons entre les pôles d'activités et les villes ou cités nouvelles, le développement des possibilités d'interconnexion, la meilleure desserte du secteur rural, l'utilisation des techniques nouvelles, la représentation des élus dans les organismes de décision.

J'approuve sans réserve ce plan d'ensemble, puisqu'il est, depuis plusieurs années, celui qui a été adopté par les pouvoirs publics et qu'ils appliquent.

Car la priorité aux transports en commun, loin d'être verbale, est une réalité. Réalité budgétaire d'abord : de 1971 à 1975, les autorisations de programme inscrites au budget régional pour les transports en commun ont progressé de 314 % ; pour la seule année 1975, elles dépassent 900 millions (soit la moitié du budget régional). En 1976, le total des infrastructures de transport auxiliaires de la région d'Ile-de-France a participé avec l'Etat et les entreprises publiques à représenter une somme supérieure à 2 milliards (quatre fois plus qu'en 1972), cependant que le total des investissements de voirie est de l'ordre de 1,4 milliard par an depuis plusieurs années.

Réalité tangible ensuite : des prolongements de lignes de métro ont été et sont engagés chaque année. D'ores et déjà, la ligne 3 a été prolongée jusqu'à Créteil ; cette année, les lignes 13 et 14 viennent de faire leur jonction aux Invalides et sont prolongées, au nord, jusqu'à la basilique de Saint-Denis et

au sud jusqu'à Châtillon. L'année prochaine seront avancés les travaux de prolongement de la ligne 7 vers La Courneuve, de la ligne 10 dans Boulogne. En 1977, le R.E.R. desservira Noisy-le-Grand et son prolongement central sera mis en service entre Aubert et Nation. Au même moment, la ligne de boulevards sera prolongée jusqu'à Châtelet, ce qui ouvrira la voie, vers 1981, au premier réseau d'interconnexion.

Un port pour Marne-la-Vallée

PARIS est aussi un port, mais peu nombreux sont ses habitants qui le savent. Il est vrai que ses installations fluviales sont à la fois discrètes et dissimulées sur tout le territoire de l'Ile-de-France. Dans ce domaine, l'économie pour écarter des convois de gros tonnage, les derniers travaux faits sur la Marne, vers l'est, remontent à l'année 1965, et seuls des convois de 250 tonnes peuvent y naviguer. « Pourtant, affirment les responsables du Port autonome de Paris, la Marne constitue un des axes de développement en région parisienne. Dès que les installations de Bonneuil ont été modernisées, le trafic s'est accru régulièrement.

Le port autonome envisage, d'autre part, la création d'une zone industrielle à Lagry-sur-Marne, au cœur de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Ce projet ne pourra être mis à exécution que si les 23 kilomètres de voies qui relient Saint-Maur à Lagry sont aménagés. « Le coût de cette opération est fixé à 194 millions de francs, soit moins qu'un kilomètre d'autoroute parisienne, souligne-t-on au Port autonome. C'est une charge raisonnable qui permettrait un réajustement vers l'est de la région, par une meilleure desserte des activités existantes et de celles de la ville nouvelle. »

La construction de la rocade A-90, à Ouessy, alterne le port de Bonneuil (Marne-et-la-Vallée) et s'étend, mais Bonneuil et ses installations ne sont reliées aux localités voisines que par une voirie départementale ébréchée. L'autoroute A-97, prévue dans

ce secteur, soulève tant de difficultés que certains se demandent si elle sera jamais construite.

Autre train sur développement de Bonneuil : si la Seine et l'Oise sont aménagées pour écarter des convois de gros tonnage, les derniers travaux faits sur la Marne, vers l'est, remontent à l'année 1965, et seuls des convois de 250 tonnes peuvent y naviguer. « Pourtant, affirment les responsables du Port autonome de Paris, la Marne constitue un des axes de développement en région parisienne. Dès que les installations de Bonneuil ont été modernisées, le trafic s'est accru régulièrement.

Le port autonome envisage, d'autre part, la création d'une zone industrielle à Lagry-sur-Marne, au cœur de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Ce projet ne pourra être mis à exécution que si les 23 kilomètres de voies qui relient Saint-Maur à Lagry sont aménagés. « Le coût de cette opération est fixé à 194 millions de francs, soit moins qu'un kilomètre d'autoroute parisienne, souligne-t-on au Port autonome. C'est une charge raisonnable qui permettrait un réajustement vers l'est de la région, par une meilleure desserte des activités existantes et de celles de la ville nouvelle. »

M.-C. R.

instantes, ce qu'il ne manque pas de faire, mais qu'en définitive la décision appartient aux élus locaux ? Et si les couloirs réservés sont moins nombreux en banlieue qu'à Paris, n'est-ce pas précisément qu'ils y posent des problèmes plus délicats, leur délimitation sur des routes nationales ou à grande circulation soulève des questions de sécurité ? Enfin, si la « carte orange » existe, et qu'elle rencontre le succès que l'on sait, n'est-ce pas le syndicat des transports parisiens qui doit en être crédité, puisqu'il en a eu l'heureuse initiative ?

Il n'est pas non plus sérieux de dire que la politique régionale des transports se résume à la multiplication d'autoroutes nuisantes : les chiffres donnés plus haut pour les transports en commun le démentent. En outre, le schéma directeur régional entend justement limiter la prolifération des autoroutes afin de préserver l'environnement et d'assurer la priorité aux transports en commun. Mais quelles critiques n'aurait-on pas entendues si, depuis plus de dix ans, les pouvoirs publics s'étaient refusés à toute construction d'autoroutes entre Paris et sa banlieue, et si n'existaient pas les grandes radiales qui empêchent la complète asphyxie de la circulation ? Une telle passivité n'aurait pas manqué de se traduire par de très graves nuisances dans la vie urbaine, et par des difficultés de déplacement bien supérieures à celles que nous connaissons aujourd'hui. En outre, que l'auteur du point de vue s'en fasse une mention des rocade A-96 et A-97, qui sont une nécessité vitale pour les déplacements en banlieue.

Les transports, comme les autres domaines de l'aménagement, sont affaire de choix, et c'est aux élus, hier comme demain, de les décider, puisque ce sont bien eux qui votent les crédits. Mais n'y a-t-il pas alors contradiction à demander, d'un côté, que les élus soient représentés dans les organismes prenant les décisions et à appeler, d'un autre, que le conseil régional sera jugé en fonction des responsabilités qu'il saura prendre ? Car, aux termes de la loi, c'est bien l'établissement public régional qui a défini et met en œuvre la politique régionale des transports.

La réalité, c'est que la révolution des transports est en cours dans la région d'Ile-de-France, et que les usagers en prennent rapidement de plus en plus conscience devant le rythme des réalisations. (*) Préfet de la région d'Ile-de-France, président du syndicat des transports parisiens.

Voiles sur La Villette

APPAREILLER-ON un jour de La Villette transformée en parc urbain pour gagner la forêt de Saint-Denis, les vieux quartiers de Meaux par une ligne régulière de bateaux-promenade ? Ce n'est pas impossible si les associations parisiennes qui luttent pour l'amélioration du cadre de vie parviennent à se faire entendre. Les représentants de dix-huit d'entre elles s'étaient réunis, le 10 novembre, à La Villette, pour exposer leur point de vue sur l'aménagement des 54 hectares libérés par le transfert des abattoirs à Rungis. Comme le soulignait M. Philippe Saint-Marc, l'un de leurs porte-parole : « Une occasion comme celle-ci ne se représente pas deux fois en un siècle. Il ne faut pas la manquer. »

Cinq cent quarante mille mètres carrés soudain disponibles à la lisière de Paris constituent, en effet, une aubaine quasiment insoupçonnée. Après le scandale d'un aménagement inutile qui a coûté 1 milliard de francs, l'Etat se trouve propriétaire du terrain. Qu'en faire ? Il faut d'abord le débarrasser des 10 hectares de bâtisses dont on l'avait encombré : des étables, un abattoir, un frigo géant, une centrale d'énergie. A conserver assurément l'admirable futaie métallique des grandes halles de Baitard, qui peuvent abriter sous leur verrière de 25 000 mètres carrés toutes les manifestations imaginables.

Là-dessus, tout le monde est d'accord. Mais quel sort réserver à l'incroyable « hangar à sept pétales », haut de 30 mètres et long de 300 mètres, où devait se négocier la viande ? Ce « Beaubourg de la boucherie », comme l'appelaient les bouchers parisiens, pourrait être livré aux ferrailleurs, qui en tireraient autant que d'un croiseur réformé. Mais on conserve les trois étages de sous-sol, où peuvent se parquer quatre mille voitures.

Sur l'espace ainsi dégagé l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) a imaginé d'édifier un nouveau quartier où s'entasseraient quatre mille cinq cents logements, un hôpital, un hôtel, bureaux, commerces, et même quelques industries. Bref, un univers de béton ou vivraient quinze mille personnes. On leur accorderait toutefois 15 hectares de verdure. Le président de la République a jugé que l'on mesurait trop étroitement la chirophyllie. Il a demandé qu'on lui réserve 23 hectares. Les associations proposent, quant à elles, un véritable parc urbain de 35 hectares.

Leur solution s'appuie sur un raisonnement assez solide. Le dix-neuvième arrondissement compte quatre-vingt-cinq mille habitants qui n'ont à leur disposition, en guise d'espaces verts, que le parc des Buttes-Chaumont et le square du Chapeau-Rouge. En tout, 27,5 hectares, ce qui fait 1,9 mètre carré par personne. Le projet de l'APUR leur en offrirait 2,6 m², celui de M. Giscard d'Estaing 3,3 m², celui des associations leur en donne plus de 4 m².

« Paris est déjà l'une des villes les plus denses du monde », disent les associations. La priorité consiste donc aujourd'hui non à y construire encore, mais à desserrer le tissu urbain. La démolition des abattoirs de La Villette est l'occasion unique d'offrir aux habitants de l'Est parisien l'espace de détente et de loisir qui leur manque. Et cela d'autant plus que le site est bien desservi par deux lignes de métro et que ses abords se prêtent à de tels aménagements originaux. Ainsi La Villette est un carrefour de canaux.

Le bassin de l'ancien port de La Villette reste l'un des plus beaux plans d'eau de la capitale : l'APUR a prévu d'aménager les rives pour l'agrément des pêcheurs et les eaux pour ceux du canotage ou de l'aviron. Ce plan a été accepté par le Conseil de Paris en mars dernier.

MARC AMBROISE-RENDU.



loterie nationale

tranche de la

sainte catherine

tirage le 24 novembre

gros lot 2 millions

Prix du billet : 65 F - Prix du 1/10ème : 7 F

سكنا من الاصل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Alsace

Pas de centrale nucléaire à Marckolsheim

Il n'y aura pas de centrale nucléaire à Marckolsheim (Bas-Rhin). C'est ce qu'a annoncé M. Gabriel Gilly, préfet du Haut-Rhin, samedi 20 novembre, à Karlsruhe au cours d'une réunion de la commission franco-allemande chargée d'harmoniser les projets industriels des deux pays le long du Rhin. Cette décision n'a guère surpris. Le site de Marckolsheim n'avait jamais été sérieusement retenu, ni étudié par l'E.D.F. Il figurait seulement comme l'un des emplacements possibles d'une centrale nucléaire en Alsace, sur la carte rendue publique par le gouvernement en novembre 1974.

En fait, E.D.F. a besoin d'ici à 1980 de trois grosses centrales pour l'Alsace et la Lorraine. La première est en construction à Fessenheim. Son premier réacteur de 900 mégawatts, endommagé par un attentat le 3 mai 1975, a pris du retard. Ses essais ne commenceront qu'en début de l'an prochain. Un second réacteur est en construction. Deux autres sont prévus sur le même site, mais cette extension suscite une très vive opposition des écologistes alsaciens.

La seconde centrale sera vraisemblablement celle de Cattenom, sur la Moselle, en Lorraine, pour laquelle l'enquête publique devrait être ouverte au printemps 1977. Deux réacteurs de 900 mégawatts sont prévus, suivis de deux autres de 1.300 mégawatts. La Fédération lorraine pour l'environnement

(FLORE) s'est prononcée contre ce projet, estimant qu'on ne pouvait l'accepter tant que l'impact sur l'environnement n'aurait pas été étudié.

Le démarrage de Fessenheim et l'avancement des procédures administratives sur Cattenom rendent donc moins urgent le choix d'un troisième site, qui, celui-ci sera sur le Rhin. L'E.D.F. pouvait penser à Marckolsheim. Mais une grande partie de la population a déjà lutté pendant plus d'un an pour refuser l'installation d'une usine allemande de plombs. Le terrain n'était donc pas le meilleur, d'autant que les Allemands projettent de construire leur propre centrale à Wyl, à 3 kilomètres de là, sur l'autre rive du Rhin. Techniquement, les deux projets se contredisent. Le 15 novembre dernier, le ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, M. Hans Eberhard, a d'ailleurs jugé « indépassable » un éventuel projet E.D.F. sur Marckolsheim.

Restent, le long du Rhin, quatre autres sites possibles : plus au nord : Sundhouse, à 15 kilomètres en aval ; Gerstheim, à 30 kilomètres au sud de Strasbourg ; Gambenheim, à 12 kilomètres au nord de Strasbourg ; Lauterbourg, à la limite du territoire français. Selon M. Gilly, préfet du Haut-Rhin, le choix d'un second site sur le Rhin n'aurait pas lieu avant le printemps 1977, lors de la prochaine réunion de la commission franco-allemande.

TRANSPORTS

Accalmie dans la « guerre des ferries » de la Manche

La situation est redevenue normale, dimanche 21 novembre, dans les liaisons assurées par l'armement breton B.A.I. (Bretagne-Anglais-Irlande) entre Roscoff et Plymouth, d'une part, Saint-Malo et Portsmouth, d'autre part.

La « guerre des ferries » (le Monde des 7-8 et 18 novembre) semble bien vouloir se calmer. Les dockers anglais du Transport and General Workers Union (T.G.W.U.) ont, en effet, accepté de lever le blocus et le boycottage dirigés depuis douze jours à l'encontre de l'armement breton, à Portsmouth dans un premier temps, et à Plymouth depuis le lundi 15 novembre.

Mais il aura fallu plusieurs jours de négociations serrées entre les dockers et le British Transport Docks Board (B.T.D.B.), qui gère les principaux ports britanniques.

Du côté français, le boycottage des deux ferries de la B.A.I. qui provoqua de nombreuses réactions, tant en Bretagne qu'à Paris. Deux députés bretons sont intervenus à l'Assemblée nationale pour que le gouvernement français fasse une démarche auprès du gouvernement de Sa Majesté. Le premier ministre, M. Raymond Barre, avait demandé le 17 novembre, à M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, d'intervenir auprès de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France.

L'opposition des dockers britanniques était motivée par leur crainte de voir les ouvriers portuaires de Southampton et Plymouth privés d'une partie de leur travail, à partir du moment où des car-ferries débarqueraient des marchandises à Portsmouth.

D'autre part, un vif conflit opposait à la B.A.I. l'armement français Trunklines qui dessert la ligne Cherbourg-Poole directement concurrencée par la ligne Saint-Malo-Plymouth. Ce conflit demeure entier et il appartient aux services du secrétaire d'Etat aux transports, M. Marcel Cavallé, d'essayer de le régler dans une perspective de coopération, non d'isolement.

Enfin, la B.A.I. a annoncé qu'elle allait prochainement donner des suites judiciaires à cette affaire car, dit-elle, l'armement breton a subi de lourds préjudices. Elle entend d'ailleurs associer à sa plainte, qu'elle déposera auprès des autorités nationales et internationales compétentes, les passagers qui ont subi un préjudice depuis douze jours, ainsi que les transporteurs.

● **SEPT NOUVEAUX BOEING-727 POUR L'ITALIE.** — La compagnie Alitalia vient d'acquiescer sept nouveaux Boeing-727. Ces appareils remplaceront les DC 8-43 sur les réseaux européens et en Afrique du Nord.

FAITS ET PROJETS

Aménagement du territoire

VOSGES : DISTRICT MALADE

(De notre correspondant.)

Nancy. — Il a fallu qu'une commune vosgienne, Thion-les-Vosges, attende cinq ans qu'un arrêté préfectoral l'autorise à quitter le district de la moyenne Moselle. Celui-ci avait été créé en 1965 et groupait seize communes (vingt-trois mille habitants de Thion-les-Vosges). M. Marcel Hoffner, député U.D.R., en est le président.

Thion-les-Vosges (localité de sept mille sept cents habitants, spécialisée dans le textile) constata en 1971 que le district constitué pour favoriser l'industrialisation n'avait pas répondu à ses espoirs : pas de nouvelle usine installée dans la commune et le sentiment qu'avait Thion de rester plus proche d'Épinal que de Charleville. Fin 1971, le conseil municipal refusa de voter sa contribution au district et demanda de s'en retirer. Ses partenaires refusèrent, car le départ de Thion risquait de mettre en cause l'existence même du district. — C. L.

Paris

KANDINSKY A SA PLACE

Le Conseil de Paris a décidé de donner à une place de la capitale le nom du peintre Wassily Kandinsky, indique le « Bulletin municipal officiel ».

La place ouverte à hauteur des numéros 55 et 57 de la rue de Valenciennes, dans le 15^e arrondissement, portera désormais le nom de ce maître de l'art abstrait né à Moscou en 1866 et mort en 1944 à Neuilly-sur-Seine.

Tourisme

GRÈVE AU « MÉRIDIEN »

M. Jean Regnaud, vice-président du tribunal de Paris, a ordonné le samedi 20 novembre, en référé, l'exécution des grévistes de l'hôtel Méridien (mille chambres, porte Maillot) qui, depuis la veille, occupaient au deuxième sous-sol le local abritant les commandes des installations électriques.

Le personnel réclame essentiellement une indemnité de fin d'année correspondant au troisième mois, comme c'est l'usage dans les autres établissements comparables. Le tribunal a considéré que cette grève avec occupation était abusive et qu'il y avait urgence à faire cesser une situation dangereuse pour la sécurité.

La direction, qui, ce lundi matin, n'avait pas encore fait appel à un huissier, déclarait avoir l'intention de proposer aux grévistes une augmentation progressive de leurs indemnités pendant dix-huit mois, comme c'est l'usage dans les autres établissements comparables. Le tribunal a considéré que cette grève avec occupation était abusive et qu'il y avait urgence à faire cesser une situation dangereuse pour la sécurité.

La direction, qui, ce lundi matin, n'avait pas encore fait appel à un huissier, déclarait avoir l'intention de proposer aux grévistes une augmentation progressive de leurs indemnités pendant dix-huit mois, comme c'est l'usage dans les autres établissements comparables. Le tribunal a considéré que cette grève avec occupation était abusive et qu'il y avait urgence à faire cesser une situation dangereuse pour la sécurité.

AUDIOVISUEL

LES GRÈVES SUR LES ANTENNES NATIONALES

Le Conseil d'Etat définit ce que doit être le « programme minimum »

Par quatre décisions du 12 novembre 1976, le Conseil d'Etat a statué sur les requêtes introduites par le Syndicat unifié de radio et télévision C.F.D.T. contre les prescriptions imposées par l'Etat aux sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision et contre les instructions arrêtées par les dirigeants de ces sociétés en matière de grève après la réforme résultant de la loi du 7 août 1974.

Ces décisions rendues sur le rapport de Mme Aulagnon et les conclusions de M. Massot, après observations de M^{rs} Nicolas et Hennuyer, ont partiellement fait droit aux conclusions de ces requêtes.

Il a, enfin, jugé que les obligations assignées à l'établissement public de diffusion Télédiffusion de France étaient légales : elles consistent simplement à assurer le fonctionnement continu des réseaux, la diffusion des émissions préparées par les sociétés de programme et le maintien, lorsque ces derniers sont interrompus, de la continuité de la modulation par la diffusion d'une mise ou d'un programme sonore continu.

● « Les rendez-vous du dimanche », le magazine hebdomadaire de Michel Drucker sur TF1, a été annulé le 21 novembre, en raison du mouvement de grève des artistes et interprètes de télévision qui se poursuit depuis le jeudi 18 novembre (le Monde du 17 novembre). Lauren Bacall, invitée d'honneur du Festival de Paris, devait répondre en direct aux questions de Michel Drucker, ainsi que le cinéaste Marco Ferreri. « Convaincu » par les conditions de travail des artistes, le C.G.T. et de l'U.S.D.A. (autonome), l'actrice américaine a refusé au dernier moment de participer à l'émission, que Michel Drucker a donc prélevé aux archives. Ces rendez-vous ont été remplacés par la rediffusion du film de Michel Bolond. Cette soirée gamine, avec Brigitte Bardot.

Après avoir rappelé qu'en vertu de l'article 14 de la loi du 7 août 1974, le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement, était bien compétent pour préciser les conditions d'exercice du droit de grève des agents de ces organismes réglementés par l'article 26 de la même loi, et notamment pour définir les éléments du « service minimum », le Conseil d'Etat a considéré que l'étendue de ce service minimum devait être déterminée, pour chacune des sociétés de programme, en fonction des obligations particulières que leur assaillent leur cahier des charges.

Statuant des obligations imposées à TF1, la Haute Assemblée a estimé que la production et la programmation de deux journaux télévisés, d'éditions spéciales du journal en cas de besoin et d'un programme du soir composé de films du commerce ou d'émissions déjà enregistrées, demeurent dans les limites de ce qu'il est légitime de demander au titre du service minimum. En revanche, elle a considéré que l'obligation d'assurer, en outre, le samedi, le dimanche ou les jours fériés un programme dans l'après-midi excédait ces limites et était donc illégale.

Pour ce qui concerne FR3, le

VU

« Le Monde » à l'endroit

Difficile de juger quelqu'un qu'on estime. Qu'on aime bien, à qui l'on doit beaucoup, je pense à Jacques Fauvet, dimanche, sur TF1. Jean-Louis Servan-Schreiber l'invitait à répondre aux critiques venues de la droite, venues de la gauche, à l'encontre de ce journal, le journal officiel de la classe dirigeante, précisait-il en guise d'introduction, lui avec « l'assiduité d'un curé pour son bréviaire », un journal qui fait autorité, le seul des quotidiens de la capitale à avoir réalisé de substantielles bénéfices l'an dernier, une institution, ajoutait-il, et contesté à ce titre.

Quelle impression son directeur et-t-il fait à l'écran ? Etait-il bon ? Pas bon ? Je n'en sais rien, l'avoue, trop curieuse de ce qu'il dirait pour prêter vraiment attention à sa façon de le dire. Ce qui m'a frappée, si, au début de ce « questionnaire », c'est son sourire tout content, heureusement surpris par le côté direct, franc du colloque, de ces demandes d'explications. Nettes, claires, précises, elles ont saisi des réponses du même style, le style même de Jacques Fauvet : pas de piquettes, pas de faux-fuyants. Les prises de position du Monde plus marquées que par le passé ? Non. Depuis trente-cinq ans, depuis la guerre d'Indochine et le réarmement allemand, jusqu'au référendum sur l'Europe, le Monde a toujours pris parti. Sans équivoque. Le Monde, journal d'information, devenu journal d'opinion ? Fausse distinction : à

chaque stade de son cheminement, depuis le moment où il se produit jusqu'à celui où il est « reproduit » dans les colonnes d'un journal, quel qu'il soit, ou, au fil de cette chaîne, l'événement est traité, interprété — ce ne sont pas les mots de Jacques Fauvet, mais c'est un peu cela, — jaugé et, qu'on le taise ou qu'on en parle en long, en large ou en brail, par là même jugé.

Les événements du Cambodge, tels que les a relatés notre envoyé spécial après être resté enformed trois semaines à l'ambassade de France ? Il a raconté ce qu'il a vu et entendu entre Phnom-Penh et la frontière thaïlandaise (il faisait partie d'un convoi), il a écrit et nous l'avons passé. Quel journal aurait refusé de publier, en pareille circonstance, pareil témoignage ? Que ses articles aient pu choquer après coup, par endroits, en effet, cela se conçoit. Tout le monde peut se tromper, reconnaître. J'ai des volontiers Jacques Fauvet, à plus forte raison un journaliste obligé de camper à chaud, sur le tas, talonné par le temps, une réalité dont les historiens débattront encore vingt, soixante ou cent ans plus tard. Ce qui est grave, ce n'est pas de commettre des erreurs, c'est de ne pas les reconnaître.

Ce y est, pensions-nous, le voilà reparti ! Pas une réunion de la rédaction où ne revient, l'incrimination antienne, ses « prières de rectifier ». Cet em-

CLAUDE SARRAUTE.

LUNDI 22 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30 (R.), L'avenir du futur... film : « les Naufragés de l'espace », de P. Surges (1968), avec C. Peck, R. Crenna, D. Janssen, J. Francis.

Un vaisseau spatial américain, ayant à son bord trois astronautes, tombe en panne pendant son retour vers la Terre.

Vers 22 h. Débat : Pourquoi la conquête de l'espace ?

Avec M. Ichikawa-Rasool, de la NASA ; R. Sagdeev, de l'Institut de recherches cosmiques de Moscou ; R. Gibson, directeur général de l'Agence spatiale européenne ; M. Curien, président du Centre national d'études spatiales.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Chronique : Les années Bonheur racontées par G. Bonheur (1935 : Sous les drapeaux) ; 22 h. 50, Émissions de l'Union des Écoles de Ph. Bouvard (La parapsychologie) ; 23 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Cinéma public : « M 15 demande protection », de S. Lumet (1967), avec J. Mason, S. Signoret, M. Schell, H. Anderson.

Un haut fonctionnaire du Foreign Office enquête sur le suicide d'un de ses collaborateurs, qui a été accusé de sympathies communistes, et découvre un réseau d'espionnage. Un excellent film à suspense.

FRANCE-CULTURE

20 h. « La Fange », de V. P. Fergusson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clay, F. Chammette ; 21 h. « L'autre scène », de J. Vian, avec J. Vian et les Dieux ; 22 h. Enlèvement avec I. Carvino ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du studio 105... Ensemble Hespérie XX : Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive ; 21 h. 30, Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive ; 22 h. 30, Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive ; 23 h. 30, Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive.

MARDI 23 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 12 h. 45, Rester donc avec nous) ; 20 h. 30, Variétés : la Rose d'or d'Antibes, concours international de la chanson ; 21 h. 25, Série documentaire : Les provinciales. (Nés natus de Vendée), d'I. Knapp et J.-C. Bringer.

Le portrait d'une servante, symbole d'une région tournée vers son passé, et prélude à une étude en trois parties sur le pays de Charente.

22 h. 15, Émission littéraire : Le livre du mois, de J. Fournier et Ch. Collange. « L'Écriture du monde » : « L'interrogatoire », d'E. Berli ; « Jacques Hergé » : « La Révolution en France depuis 1924 », d'E. Vilar ; Raymond Aron : « La Chute finale », d'O. Todd ; René Fassin : « Tempête sur l'Occident », de L. Weiss ; M. Siegel : « Les Hauts Fonctionnaires et la Politique », d'E. Suleiman ; Claude Lévêque : « Le Peuple blanc », de P. Chassan et C. Sullert ; Jean-François Kahn : « Les Débris de l'Etat moderne », de P. de Joux.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine) ; 20 h. 30, Les dossiers de l'écran... Téléfilm : « Tous chefs », par J.-F. Delasau.

Ces chefs aspirant à passer aux commandes de l'entreprise ; ceux qui ont des responsabilités ; les chefs blancs de la majorité et les chefs noirs, représentés par des volontaires recrutés, pour participer à la

réédition de ce document, par petite émission.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : l'Union des Grands Écoles ; 20 h. Les leçons de l'histoire ; 20 h. 30 (R.), Westerns, films policiers, aventure : « Les Géants de l'Ouest », d'A. McLellan (1980), avec J. Wayne, R. Hudson, T. Aguilar, R. Gabriel.

La guerre de Sécession finie, un colonel nordiste et un colonel sudiste se rencontrent, par hasard, au Mexique, et deviennent amis devant les dangers communs. Un film d'aventure, d'épique pittoresque, qui tourne court et sombre dans le conformisme et la mollesse.

FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues : « Le Libéralisme aujourd'hui », avec Ph. Tesson et R. V. Pithon ; 21 h. 20, Entretiens avec I. Carvino, par J. Thibaut ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. En direct du palais de la musique à Barcelone... solistes de l'Orchestre de Barcelone, direction A. Romarba : « Ballade de Majorque » ; « Deux pièces espagnoles » ; « Fantaisie brésilienne » ; « Chants populaires espagnols » ; « Sonnet à Cordoue » ; « Concerto pour clavier et cinq instruments » (Manuel de Falla) ; 22 h. 55, France-Musique la nuit : Deschamps parisiens (Sainte Maria, J. Peltinho, J.-S. Carvelho, F.-L. Garga) ; 0 h. 5, « Le Rituel islamique » ; 1 h. Les percussionnistes éclectes.

LUNDI 22 NOVEMBRE

— M. J.-F. Lemoine, P.-D.G. de Sud-Ouest, est interrogé par Jacques Chancel pour « Radio-socie », sur France-Inter, à 17 heures.

— M. Jacques Chaban-Delemas, député de la Gironde (U.D.R.), et maître de Bordeaux, est invité de « Dix questions, dix réponses », sur France-Inter, à 19 heures.

— M. Bly, vice-président des universités de Paris, s'exprime à la tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

— « Pourquoi la conquête de

TRIBUNES ET DEBATS

l'espace ? est le sujet d'un débat sur TF1, à 22 heures.

MARDI 23 NOVEMBRE — M. Jean Lecorvey, ministre d'Etat, ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, est invité de « Dix questions, dix réponses », sur France-Inter, à 19 heures.

— L'Union des grandes écoles s'exprime à la tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

— M. Philippe Tesson et René-Victor Pihes dialoguent à propos du libéralisme aujourd'hui, sur France-Culture, à 20 heures.

— M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, René-Victor Pihes, auteur de l'Imprécateur, Yvon Charpentier, président de la Confédération générale des cadres, René Bull, secrétaire confédéral de la C.G.T., Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., et plusieurs cadres participent au débat des « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, à 22 heures.

tous les sujets d'examen, toutes les chances de votre côté

ANNALES VUIBERT, ANNALES CORRIGÉES

en vente chez votre libraire

(PUBLICITE)
PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DE LA REGLEMENTATION

BUREAU DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DES ELECTIONS

Ligne nouvelle ferroviaire Paris-Sud-Est
et artère de télécommunications à grande capacité
PARIS-SUD-EST

AVIS d'ouverture de l'enquête parcellaire dans les communes de
TOUTRY, EPOISSES, VIEUX-CHATEAU, MONTEBTHAULT,
VILLARBOIS, SAULIEU et THOUY-LA-BERCHERE.

Une enquête parcellaire destinée à déterminer l'identité des
propriétaires et les caractéristiques des parcelles dont l'acquisition
est nécessaire pour permettre la construction de la ligne nouvelle
ferroviaire Paris-Sud-Est d'une part et l'établissement de l'artère
de télécommunications Paris-Sud-Est d'autre part, se déroulera dans
les communes de Toutry, Epouisses, Saulieu, Montebthault, Villarbois,
Thouy-la-Berchère et Vieux-Château du 1^{er} décembre 1976 au 28 décembre
1976 inclus.

Pendant cette période, les pièces du dossier seront déposées dans
les mairies et pourront être consultées aux jours et heures suivants :

TOUTRY de 15 h. à 18 h. du lundi au vendredi inclus,
EPOISSES de 10 h. à 12 h. et de 16 h. à 18 h. du lundi
SAULIEU de 10 h. à 12 h. et de 16 h. à 18 h. du lundi
au vendredi inclus,
VIEUX-CHATEAU de 16 h. à 18 h. du lundi au vendredi inclus,
MONTEBTHAULT de 10 h. à 12 h. du lundi au vendredi inclus,
VILLARBOIS de 16 h. à 18 h. du lundi au vendredi inclus,
THOUY-LA-BERCHERE de 16 h. à 18 h. du lundi au vendredi inclus.

afin que les personnes qui le désirent puissent en prendre connais-
sance et consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet.
Les observations pourront également être adressées directement
par écrit au commissaire-enquêteur, M. VERMOT PÉLÉ, Directeur des
impôts (Contributions Directes et Cadastre) en retraite soit à son
domicile, 63, rue de Mirande à Dijon, soit en mairie de l'une des
communes indiquées ci-dessus.

A l'issue de l'enquête, les personnes concernées pourront demander
à prendre connaissance des conclusions du commissaire-enquêteur
en adressant leur requête à M. le Préfet de la Côte-d'Or, Direction
de l'Administration Générale et des Elections, 21004 DIJON CEDEX.

DIJON, le 28 octobre 1976.

LE PREFET.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général :
Michel BACHELIER.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 710

PROJET DE RÉÉQUIPEMENT DU PORT D'ADEN

La Corporation des Ports et du Transport Maritime du Yémen
lance un appel d'offres pour la fourniture de matériel, comprenant
des REMORQUEURS, VEDETTES, BARQUES et DIVERS
EQUIPEMENTS MECANIQUE pour le projet de rééquipement du
port d'Aden, qui sera financé par la Banque Mondiale et le Fonds
de Financement Arabe.

Groupe A. — REMORQUEURS : 2 remorqueurs ayant une force
de traction au crochet de 175 T.

Groupe B. — VEDETTES A COQUE FIBRE DE VERRE : 3 pila-
tines, 4 barques de mouillage, 1 vedette pour plongeur et 1 vedette
de surveillance.

Groupe C. — EMBARICATIONS A COQUE ACIER : 1 vedette de
service général, 26 barges à marchandises, 4 barges d'alimentation
en eau et 3 pontons.

Groupe D. — EQUIPEMENT MECANIQUE :
— Section 10 : Matériel pour machinerie de navires.
— Section 11 : Matériel général pour ateliers.
— Section 12 : Compresseurs à air.
— Section 13 : Matériel de carénage à air comprimé.
— Section 14 : Matériel de peinture au pistolet.
— Section 15 : Matériel de soudure.
— Section 16 : Tracteurs et remorques.
— Section 17 : Chariot élévateur à fourche.
— Section 18 : Grue à tour.
— Section 19 : Grues mobiles.
— Section 20 : Treuils.
— Section 21 : Eclairage portatif.

Groupe E. — MATERIEL DE RADIOCOMMUNICATIONS.

La date limite de réception des offres, qui devront être soumises
en deux exemplaires, est le 7 février 1977.

Le dossier d'appel d'offres en double exemplaire en anglais peut
être obtenu par poste ou collecté directement auprès de l'ingénieur
Conseil à l'adresse ci-dessous contre règlement des sommes suivantes :

Groupe A : 100 livres ou 165 dollars U.S. - Groupe B : 60 livres
ou 100 dollars U.S. - Groupe C : 60 livres ou 100 dollars U.S. -
Groupe D (chaque section) : 20 livres ou 33 dollars U.S. - Groupe E :
20 livres ou 33 dollars U.S.

PETER FRAENKEL & PARTNERS, Consulting Engineers, 39 Vic-
toria Street, London SW1 8DE - Angleterre.

(Publicité)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

SONELGAZ

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un appel d'offres international ouvert est lancé pour la fourni-
ture sur site, le montage et la mise en service des machines-outils
et équipements de production nécessaires à l'Unité de Compteurs
d'ET-EULMA - WILAYA DE SETIF.

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour l'ensemble
des pièces d'équipement et accessoires en un ou plusieurs lots
correspondants aux axes de fabrication :

- Compteurs d'électricité ;
- Compteurs d'eau ;
- Compteurs et détecteurs de gaz ;
- Ateliers communs.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du
23 octobre 1976 aux adresses suivantes :

- SONELGAZ - Direction du Transport du Gaz - 2, bou-
levard Salah-Bouakrou, ALGER ;
- EXPANSIAL - 148, boulevard Haussmann, PARIS (8^e).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront par-
venir à SONELGAZ, 2, boulevard Salah-Bouakrou, avant le 28 février
1977 - délai de rigueur - sous double pli cacheté, l'enveloppe
intérieure portant la mention :

« APPEL D'OFFRES FOURNITURE EQUIPEMENT DE PRODUCTION

UNITÉ COMPTEURS ».

Les dossiers seront retirés contre remise de la somme de 1.000 D.A.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

L'APPLICATION DU PLAN BARRE

La C.G.C. et la C.F.T.C. manifestent leur inquiétude

M. André Bergeron, secrétaire
général de la Force ouvrière, sera
reçu deux fois, au cours du mois
de décembre, à des dates non
encore fixées — par M. Raymond
Barre. Le premier entretien por-
tera sur les problèmes de l'indus-
trie et notamment la situation
dans la sidérurgie et l'automati-
que. Le second aura trait, comme
prévu, à la politique contractuelle,
et fera suite à l'entrevue que le
secrétaire général de F.O. a eue,
le 17 novembre, avec le premier
ministre.

A Charleville-Mézières, où il
présidait, ce week-end, les assises
départementales des syndicats
F.O. des Ardennes, M. André Ber-
geron a déclaré : « Nous ne con-
ditionnons pas plus aujourd'hui le
plan Barre que nous ne condi-
tionnions demain le programme
commun de la gauche. Notre
mission est de défendre les inté-
rêts de la classe ouvrière, quelles
que soient les couleurs des partis
au pouvoir. »

Cette volonté d'indépendance,

les dirigeants de la C.G.C. l'ont
aussi réaffirmée, au cours d'un
meeting réuni, samedi 20 no-
vembre, à Metz, devant des cen-
tades, et animé par M. Jean
Marchelli, président général, et Paul
Menin, secrétaire général, et Paul
Marchelli, président des cadres de
la maîtrise et des techniciens
C.G.C. de la métallurgie. Ils ont
surtout réitéré leurs vives réserves
à l'égard du plan Barre.

« Fidèle à sa conception de syn-
dicalisme non inféodé à un parti
politique, quel qu'il soit, la C.G.C.
a formulé un refus technique du
plan anti-inflationniste présenté

par M. Barre, a déclaré M. Mar-
chelli. La C.G.C. s'en tiendra à ce
refus technique aussi longtemps
que le gouvernement n'aura pas
engagé des réformes profondes de
structures : priorité à la lutte
contre l'injustice fiscale, réforme
de l'entreprise, assouplissement des
contraintes de distribution et de la
sécurité sociale. »

« De graves conflits sont iné-
vitables si des garanties ne sont
pas données très rapidement sur
le prolongement pour 1977 des
contrats conclus dans les secteurs
public et nationalisés », a estimé,
pour sa part, le bureau confédéral
de la C.F.T.C. dans un commu-
iqué publié dimanche.

« C'est une constatation que, deux mois
après un nouveau plan de stabili-
sation, divers indices montrent
que l'évolution de l'activité, la
situation de l'emploi et le rythme
des hausses de prix continuent de
susciter les plus vives inquié-
tudes. Toutefois, elle a demandé
à toutes les organisations de ne
pas s'engager dans des grèves pré-
ventives tant que des réponses
sans équivoque n'auront pas été
données sur le prolongement des
contrats salariaux. »

Réunie en congrès à Saint-
Etienne, la fédération U.G.T. de la
métallurgie a, de son côté, affirmé
la nécessité de « mener des luttes
puissantes » et d'organiser dans
les prochains mois « de grandes
actions professionnelles et inter-
professionnelles d'une ampleur
jamais vue ».

CORRESPONDANCE

Le prix du bifteck n'est pas bloqué

Un de nos lecteurs, M. Komars
de Paris nous écrit :

Le vendredi 13 novembre, je
suis allé au Monoprix de la rue
de Rennes pour acheter du bifteck
haché. Je me suis aperçu alors
qu'il coûtait 26,80 F le kilo.
J'ai fait remarquer au vendeur
que le produit avait augmenté.
Un peu gêné, celui-ci m'a répondu
qu'il avait en effet subi une
hausse de 3 F par kilo. Pour ma
part, j'évalue, sans pouvoir le
prouver, la hausse sur cet article
depuis le 15 septembre à environ
5 F (dans ce magasin).

Ce matin, j'ai téléphoné au
ministère des finances, où l'on
m'a passé à la direction générale
des prix. M. Jean — Celui-ci —
qui n'est pas en cause — m'a
expliqué ce scandale par la ral-
son suivante : certains produits —
dont la viande — se trouvent
avant le 15 septembre, l'objet
d'une réglementation particulière
et de ce fait ont été soustraits à
la décision du premier ministre.
J'ai appris au cours de la conver-
sation que en ce qui concernait
la viande, la réglementation
consistait en un accord de liberté
des prix depuis le mois de juillet.
Un la seule logique était en
cause, je ne protestais pas, car
il est parfois bon d'en faire fi, et
je laisserais le professeur Barre
se débattre avec les problèmes
casuistiques de liberté implicite et
explicite. Mais il s'agit d'une réa-
lité quotidienne à laquelle le
consommateur est des plus sen-
sibles, puisqu'elle touche à ses
moyens d'existence.

FAITS

L'ACCORD DE COOPÉRATION RHONE-POULENC - U.R.S.S. EST LE PLUS IMPORTANT JAMAIS SIGNÉ

L'accord de coopération que le
groupe chimique Rhône-Poulenc a
signé vendredi 19 novembre avec
l'U.R.S.S., représentée par M. Son-
chikov, vice-ministre du commerce
extérieur, est le plus important qui
ait jamais été signé avec un pays
de l'Est. D'un montant global de
6 milliards de francs, il comporte,
à raison des deux tiers, des livraisons
à destination de l'U.R.S.S., la moitié
sous forme d'usines d'engrais et
d'insecticides fournis par l'industrie
française sur procédés Rhône-
Poulenc, l'autre sous forme de pro-
duits Rhône-Poulenc. Le tiers res-
tant est constitué par des achats de
produits de base soviétiques par le
groupe Rhône-Poulenc pour ses
propres fabrications.

Le montant de cet accord dépasse
celui signé avec l'U.R.S.S. par le
groupe FIVE, au début de juillet der-
nier, pour la construction d'une
usine d'alumina sur la mer Noire,
au coût global de 1,2 milliard de
francs, qui pourrait être porté à
5 milliards de francs sur cinq à sept
ans pour l'édification d'une usine
d'alumina en Sibirie.

FAITS ET CHIFFRES

LE JURY DU PRIX ADOL- PHE-BENTINCK, qui groupe des personnalités appartenant aux deux Eglises membres de la Communauté européenne, a déniché son prix pour 1976 à M. Jean Monnet, à l'occasion de la publication de ses Mé- moires.

M. Jean Monnet a exprimé
son intention d'attribuer le
montant de ce prix à la Fon-
dation Paul-Franc, créée par
la Communauté européenne du
charbon et de l'acier, en faveur
des œuvres sociales des mi-
neurs et des sidérurgistes de la
Communauté.

M. GÉRARD NICOUD a été
réélu secrétaire général du
CID-UNATI, samedi 20 no-
vembre, au cours du huitième
congrès national du mouve-
ment, qui se tient du 20 au
22 novembre à Dijon. Il a ex-
pliqué la baisse des effectifs
de son organisation (de deux
cent mille il y a deux ans, le
nombre des adhérents est passé
à cent cinquante mille) par la
« démobilité » née de la
loi Royer. M. Gérard Nicoud
a néanmoins précisé que le
CID-UNATI élargissait, depuis
peu, l'éventail de ses adhé-
rents « chez les gros commer-
çants, les petits industriels, et
même les membres des profes-
sions libérales ».

Le leader a également an-
noncé qu'il fallait s'attendre,
« dans les semaines à venir », à
une reprise des actions illé-
gales. « Nous sommes sous la
dictature des technocrates de
l'ENA, et les choses n'avan-
cent que sous la pression »,
a-t-il conclu. — (A.F.P., A.P.)

PRÈS DE TROIS CENTES
TRAVAILLEURS MAURI-
CIENS ont manifesté, di-
manche 21 novembre, à Paris,
à l'église Sainte-Odile, contre
l'expulsion de 23 octobre der-
nière de quinze de leurs con-
citoyens. Ils ont aussi réclamé
la régularisation de deux mille
à trois mille Mauriciens qui
séjourneraient en France sans
papiers.

Mgr Margot, évêque de
Port-Louis, actuellement de
passage en France, a annoncé
qu'il entendait jouer un rôle
de médiateur, et qu'il recon-
struira à cet effet des membres
du gouvernement.



A titre de cadeau de fin d'année
Europcar offre à sa clientèle un
agenda 1977.

Cet agenda est une création
originale réalisée spécialement
pour la Compagnie Internationale
Europcar.

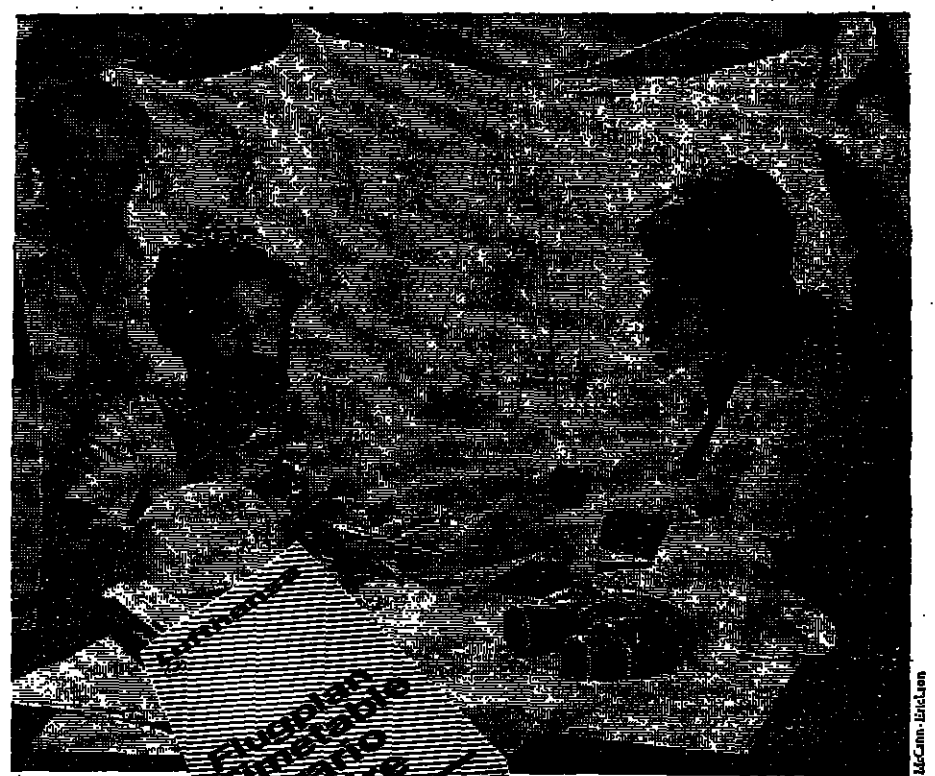
Offrant un maximum d'utilité
sur une épaisseur minime, il se
distingue par le fait qu'il réunit
des trois caractéristiques :

— Tous globes, quinze ligues
pour la dernière quinzaine
de l'année qui s'achève ;
— Une page pour chaque unité
de mois de l'année nouvelle ;
— Pour l'année suivante, un
classeur en perspective don-
nant aux premiers mois
avantage de place qu'aux
mois plus chauds et s'ac-
compagnant avec le mois d'août,
limite habituelle des papiers
qui se font d'une année sur
l'autre.

A tous les comptoirs Europcar,
au moment de louer ou de rendre
votre voiture.

Offre valable dans la limite des
quantités disponibles.

Voyage d'affaires au Moyen-Orient? Ne partez pas sans notre livre jaune.



Notre horaire vous
présente une bonne
nouvelle : à partir du 1^{er}
novembre, vous gagnez deux heures sur tous nos vols

pour le Moyen-Orient. Départ 13 h 15 d'Orly-
Ouest pour Munich avec 10 correspondances
directes par semaine vers Téhéran ou Bagdad.
Consultez notre livre jaune.

Lufthansa

Lufthansa. Pour mieux voyager.

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

Le VII^e Salon de l'alimentation a fermé ses portes

Le VII^e Salon international de l'alimentation (SIAL) et les manifestations conjointes, MATIC (découpe de la viande), GIA (génie alimentaire) et Salon de l'embouteillage se sont achevés le 20 novembre. M. Le Coq de Kerland, P.-D.G. du SIAL, a noté les bons résultats enregistrés par les exposants. M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, a de son côté rassuré les professionnels, qui s'étaient émus de la sup-

pression du secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires (I.A.A.) dans le gouvernement Barre, en annonçant la création prochaine d'un poste de délégué aux industries alimentaires qui sera chargé de réaliser le programme de développement de la branche rendu public le 8 juillet dernier. D'ores et déjà, des programmes sectoriels sont en passe d'être conclus dans la brasserie, la biscuiterie et la découpe de la viande.

Un secteur puissant et fragile

Les bons résultats du Salon et les assurances répétées du ministre de l'agriculture n'ont pas effacé toutes les inquiétudes des industriels. Premier souci : le blocage des prix. Après avoir explicitement reconnu que l'une des conditions essentielles de la constitution d'une industrie alimentaire puissante était le retour à une certaine liberté des prix dans cette branche, les pouvoirs publics ont — plan Barre oblige — bloqué ceux-ci jusqu'au 31 décembre. M. Francis Lepatre, président de l'Association nationale des industries agricoles et alimentaires (A.N.I.A.A.), n'a pas manqué de souligner cette contradiction qui aggrave la situation financière des entreprises. Réflexion reprise par la plupart des industriels.

Car ce secteur est tout à la fois puissant et fragile. Puissant parce que les exportations agro-alimentaires sont devenues, avec la crise des matières premières, un élément essentiel de l'équilibre commercial extérieur. Le solde des échanges agro-alimentaires est devenu largement excédentaire en 1974 (+ 10 milliards de F) et même en 1975 (+ 4,3 milliards de francs). En dépit de la sécheresse de l'été passé, les résultats devraient rester positifs (+ 4 milliards de francs environ) cette année.

Fragile parce que les exportations agro-alimentaires sont constituées pour moitié par des produits vendus en vrac, pas ou peu transformés. Autrement dit, en forçant le trait, les I.A.A. ont les caractéristiques du « sous-développement ».

Seize mille entreprises

Même paradoxe en ce qui concerne la structure des entreprises. Globalement avec un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 160 milliards de francs, et quelque 570 000 salariés, elles constituent le second secteur industriel français derrière le bâtiment et les travaux publics. Pourtant, sur quelque 16 000 entreprises, moins

de 4 400 occupent plus de 5 salariés. Selon une enquête du ministère de l'agriculture, il n'existait en 1974 que soixante-quatorze groupes de dimensions nationales. Bien que quelque 7 000 entreprises aient fermé au cours des dix dernières années, la concentration reste faible, sans commune mesure avec celle du secteur alimentaire britannique ou américain. Cette atomisation a été un des facteurs qui ont permis, à partir des années 60, et par vagues successives, une certaine colonisation de l'industrie agro-alimentaire par des firmes étrangères. Certes, les capitaux étrangers ne contrôlent qu'une part relativement faible de la production agro-alimentaire, 15 à 20 %, selon les estimations. Toutefois, ces capitaux sont regroupés dans des secteurs à forte valeur ajoutée : 80 % du marché des bouillies et poivres ; 60 % des aliments du bétail, des condiments, de la margarine ; 50 % des crèmes glacées ; 40 % pour la biscuiterie. La conquête de ces positions s'est faite au prix d'investissements qui ont dépassé 2,5 milliards de francs au total de 1970 à 1975.

Cette « colonisation » est accentuée par le fait que les industriels français versent 110 millions de francs de redevances pour l'exploitation de brevets étrangers, alors que celles encaissées par la France ne sont que de 4,7 millions de francs.

Jusqu'où ira cette « occupation » des industries agro-alimentaires françaises ? L'époque des prises de contrôle à grand spectacle paraît révolue. Quelques entreprises françaises ont même contre-attaqué : B.S.N.-Gervais-Danone produit des desserts lactés en Allemagne, brasse de la bière en Grande-Bretagne, fabrique des pâtes et vend de l'eau minérale en Espagne ; Perrier s'installe en Espagne ; Bongrain fait des fromages aux États-Unis. Plus remarquable, sans doute, la reconquête du marché de la biscuiterie par Céraliment. Pied à pied, cette firme

s'est hissée au premier rang de la biscuiterie en Europe, représentant dernièrement Grin goire-Brossard à Pillsbury-Mills, après s'être attaché Lu-Brun. Elle regarde maintenant obstinément du côté de la firme belge Général Biscuit. Personne n'aurait donné cher du dernier carré de la biscuiterie française il y a trois ans encore... Reste à savoir si ce sursaut marquera le réveil de l'industrie alimentaire française. Dans l'ensemble, la Bourse bonde les valeurs alimentaires et les encouragements des pouvoirs publics ne seront pas suffisants si la conjoncture ne s'améliore pas. D'autant que les magasins à grande surface, qui diffusent désormais plus de 45 % de la production de ces industries, poussent leurs fournisseurs à accorder des conditions financières souvent préjudiciables à une bonne gestion.

ALAIN GIRAUDO.

● LA VENTE DES VINS DES HOSPICES DE BEAUNE a rapporté cette année 5 571 702 F pour cinq cent soixante pièces. Le prix moyen de celles-ci s'est élevé à 9 849 F (le record date de 1972 : 9 860 F). Les vins rouges ont connu une hausse de 47,42 % par rapport à l'an dernier, et les blancs de 37,5 %. En revanche, le prix des eaux de vie a baissé de 10 %. — (Corresp.)

1- L'économie japonaise est aussi compliquée que l'économie française.

2- Les Japonais parlent beaucoup japonais, un peu anglais avec un accent spécial et pas du tout français.

3- Avant de dire bonjour, les Japonais échangent des cartes de visite en souriant.

4- Le yen flotte, mais pas comme le franc.

5- Le franc flotte, mais pas comme le yen.

6- Au Japon, on consomme le boeuf en tranches très fines et bouillies. Et il n'y a pas de frites...

7- Si vous avez encore envie de faire des affaires au Japon mieux vaut partir avec nous...

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

JAPAN AIR LINES

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.

En 18 mois nous avons installé 141 entreprises dans leurs nouveaux locaux.



La meilleure preuve de dynamisme est, en conjoncture difficile de continuer à progresser. Ainsi, quand nous disons que nous avons installé 141 entreprises dans 200.000 m² d'usines et 600.000 m² d'entrepôts — sans compter 1.000.000 m² de terrains industriels — ce n'est pas de l'auto-satisfaction, c'est nous l'espérons le meilleur moyen de vous convaincre que nous pouvons réussir ensemble, aujourd'hui, votre future implantation. Que ce soit en région parisienne ou en province, nous comptons de solides références; Citroën ou Manufrance en région parisienne, Datsun ou les Pompes Guinard à Lille, l'Oréal ou Darty à Lyon, la SCAC à Marseille. Par exemple, Cette façon de travailler, de progresser, c'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo. Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

CABINET **AUGUSTE-THOUARD**

17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

REMO 2000

(PUBLICITE)

ELETROSUL CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

(Subsidaire de l'Eletrobras)

SYSTEME SALTO SANTIAGO
APPEL POUR LA PREQUALIFICATION DES FABRICANTS DE PARAFODURES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS, DIVISEURS CAPACITIFS DE TENSION, TRANSFORMATEURS DE TENSION, CONDENSATEURS DE COUPLAGE, SECTIONNEURS, DISJONCTEURS 230 KV.

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvrira des adjudications internationales, pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 230 KV, 60 Hz.

- GRUPE I. - Trente-trois (33). Parafodures.
- GRUPE II. - Quarante-deux (42). Transformateurs de courant.
- GRUPE III. - Dix-huit (18). Diviseurs capacitifs de tension.
- GRUPE IV. - Neuf (9). Transformateurs de tension.
- GRUPE V. - Neuf (9). Condensateurs de couplage.
- GRUPE VI. - Trente-neuf (39). Sectionneurs, tripolaires, avec mécanisme d'opération motorisé, montage horizontal, ouverture verticale et semi-pantographe.
- GRUPE VII. - Quatorze (14). Disjoncteurs, tripolaires, à air comprimé, SF₆ ou à petit volume d'huile.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 17 décembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
ELETROSUL - DIRETORIA ADMINISTRATIVA
Rua Trajano, 41 - 3o andar
88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil.
Télex : 0482 164.

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 = 29 décembre 1972

Indice	22 nov. 1976	15 nov. 1976
Indice général	78,9	77,5
Indice des valeurs	78,9	77,5
Indice des actions	78,9	77,5
Indice des obligations	78,9	77,5
Indice des valeurs étrangères	78,9	77,5
Indice des valeurs françaises	78,9	77,5
Indice des valeurs européennes	78,9	77,5
Indice des valeurs américaines	78,9	77,5
Indice des valeurs asiatiques	78,9	77,5
Indice des valeurs africaines	78,9	77,5
Indice des valeurs océaniques	78,9	77,5

LONDRES

La recensement, amorcée vendredi, s'est accélérée lundi par suite du fort gonflement de la masse monétaire. Forte baisse des industriels et léger progrès des valeurs d'Etat, en liaison avec la hausse du métal.

OR (ouverture) (dollar) : 132 75 contre 130 25

VALEURS	CLOTURE 19/11	COURS 22/11
War Loan 3 1/2 %	22 7/8	22 7/8
British Petroleum	328 1/2	328 1/2
Shell	408 1/2	408 1/2
Imperial Chemical	120 1/2	120 1/2
Unilever	110 1/2	110 1/2
Glaxo	110 1/2	110 1/2
Roche	110 1/2	110 1/2
Novartis	110 1/2	110 1/2
Sanofi	110 1/2	110 1/2
Boehringer	110 1/2	110 1/2

(*) En livres.

B.A.L.O.

Le BALO daté du 22 novembre 1976 publie notamment les insertions suivantes :

Société nationale des chemins de fer français. — Emmission, au pair, et cotation en Bourse, d'une part, d'un emprunt de 400 millions de francs remboursé par 400 000 obligations de 1 000 F, créées le 15 novembre 1976, d'autre part, d'obligations pour un montant maximum de 113 millions de francs à souscrire en remploi des bons S.N.C.F. 6,25 % 1986 déposés pour remboursement le 15 décembre 1976.

Les obligations non amorties rapporteront un intérêt calculé sur la base d'un taux de 11 % l'an, payable le 15 avril de chaque année, à terme échu.

Emmission de 100 000 francs et négociation de 6 000 actions nouvelles de 50 F (une pour neuf), jouissance le 15 janvier 1976. Le capital est porté de 100 000 francs à 3 millions de francs.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ESSILOR. — Pour renforcer sa position sur le marché allemand, la société vient de prendre le contrôle d'Optik G.m.b.H., dont le chiffre d'affaires a atteint 8,97 millions de deutschemarks en 1975 et le bénéfice, 653 417 deutschemarks. D'autre part, la société Elzinger, filiale d'Essilor, prendra, avant la fin de l'année, le contrôle total d'Elzinger Scherzer G.m.b.H., société viennoise qui a réalisé un profit de 680 702 schillings sur un chiffre d'affaires de 12,76 millions de schillings en 1975.

RAND SELECTION CORP. — Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre dernier, la société a réalisé un bénéfice après impôts de 40 millions de francs contre 34,84 millions de francs en 1975. Le dividende final de l'exercice est fixé à 35 centimes contre 43 centimes l'an dernier, soit une augmentation de 18,6 %.

BOLEPHANE. — Le capital va être porté de 15,25 millions de francs à 20,7 millions de francs par attribution d'une action gratuite pour trois actions anciennes.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION (S.I.G.) — Créée par la loi du 1er janvier 1977, la S.I.G. sera transformée en S.I.G.A.V. La Société bancaire de Paris, 35, rue de Valenciennes, est habilitée à recevoir les demandes de souscription et de remboursement à compter du lundi 3 janvier 1977, les commissions étant fixées respectivement à 2,25 % et 2,50 %. A titre indicatif, la valeur liquidative de l'action S.I.G. était de 228,10 F au 8 novembre dernier.

INDICES QUOTIDIENS

(INSER. Base 100 : 31 déc. 1975.)

18 nov. 1976

Valeurs françaises : 76,9 76

Valeurs étrangères : 166,5 167,5

Cote des Agences de Change (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général : 60,8 60,4

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40
Atterre (L.)	103	101	Duo-Lemette	286	285	Rousselot S.A.	482	480	Servant	138	142 40

MARCHÉ A TERME

Le Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compagnie	VALEURS	Précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Précéd.	Premier cours	Dernier cours
689	4,30 % 1973	610	607	607 10	689	10	10	10	10	689	10	10	10	10	689	10	10	10	10
1690	C.M.A. 3 %	1615	1612	1612 10	1690	10	10	10	10	1690	10	10	10	10	1690	10	10	10	10
320	Africain Occ.	392	385	384 90	320	10	10	10	10	320	10	10	10	10	320	10	10	10	10
321	Africain Ind.	392	385	384 90	321	10	10	10	10	321	10	10	10	10	321	10	10	10	10
322	Africain Ind.	392	385	384 90	322	10	10	10	10	322	10	10	10	10	322	10	10	10	10
323	Africain Ind.	392	385	384 90	323	10	10	10	10	323	10	10	10	10	323	10	10	10	10
324	Africain Ind.	392	385	384 90	324	10	10	10	10	324	10	10	10	10	324	10	10	10	10
325	Africain Ind.	392	385	384 90	325	10	10	10	10	325	10	10	10	10	325	10	10	10	10
326	Africain Ind.	392	385	384 90	326	10	10	10	10	326	10	10	10	10	326	10	10	10	10
327	Africain Ind.	392	385	384 90	327	10	10	10	10	327	10	10	10	10	327	10	10	10	10
328	Africain Ind.	392	385	384 90	328	10	10	10	10	328	10	10	10	10	328	10	10	10	10
329	Africain Ind.	392	385	384 90	329	10	10	10	10	329	10	10	10	10	329	10	10	10	10
330	Africain Ind.	392	385	384 90	330	10	10	10	10	330	10	10	10	10	330	10	10	10	10

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL

COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LEGISLATIVES PARTIELLES

43.6. POLITIQUE
— La fin de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
— Deux points de vue sur l'élection du Parlement européen, par J. Bouchacourt et Gabriel Delaunay.

8. DIPLOMATIE
— ROUMANIE : la visite de M. Brejnev à Bucarest.

8-9. EUROPE

10. ASIE

11. AFRIQUE
— ALGÉRIE : la Constitution est approuvée par 99,18 % des suffrages exprimés.

12. AMÉRIQUES
— BRÉSIL : le gouvernement se félicite du succès de ses partisans aux élections municipales.

13. PROCHE-ORIENT
— ISRAËL : Jérusalem adresse une mise en garde à la Syrie. Le président Sadate se prononce pour un règlement global avec Israël à la conférence de Genève.

13. MÉDECINE

14-15. SPORTS

— FOOTBALL : Nantes rejoint Bastia et Lyon en tête du championnat.

— OMNISPORTS : la journée nationale de course à pied.

15. JUSTICE

15. FAITS DIVERS

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 17-18 et 27-28

— Mythes et réalités du projet de « bilan social ».

— Fiat aux commandes.

— EMPLOI : chute importante des offres.

— Les sociétés de commerce étrangères à la recherche de l'efficacité allemande.

— Où réside la force soviétique ?

29. SOCIÉTÉ

30-31. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : clôture du festival de Paris ; Séoul.

30. RÉGION PARISIENNE

— Budget impossible à Dommarie-les-Lys.

30. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— ALSACE : pas de centrale nucléaire à Marckolsheim.

30. SOCIÉTÉ

— Le congrès de « Laissez-les vivre ».

— Débat autour d'un acquittement.

40 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE

— L'APPLICATION DU PLAN BARRE : la C.G.C. et la C.F.T.C. manifestent leur inquiétude.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (39)

— Annonces classées (32 à 37) ;


— Carnet (38) ; Aujourd'hui (16) ;

— « Journal officiel » (10) ; Météorologie (19) ; Mots croisés (16) ;

Bourse (43).

une nouvelle façon
de s'habiller
à 30 ans

LATREILLE
nouvelle boutique



53, rue saint-andré-des-arts
75006 Paris - tél. : 033.50.12

A B C D E F G

A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE Israël est admis dans le groupe régional européen de l'UNESCO

Nairobi (A.F.P.). — Israël a été admis dans le groupe régional européen de l'UNESCO. La conférence générale, réunie en séance plénière, a entériné, ce lundi 22 novembre, la décision des pays membres de ce groupe, annoncée par M. Amadon Makhar M'bow, directeur général de l'Organisation.

La première cause du conflit qui, en laissant Israël hors de tout groupe régional, avait amené le Congrès des États-Unis à suspendre le versement de leur contribution à l'UNESCO se trouve donc éliminée. La proposition de M. M'bow, affirmant le droit de tous les pays membres de l'Organisation d'appartenir à un groupe régional et confiant aux membres de ce groupe le soin de décider de l'admission d'un autre, avait été adoptée par la conférence générale le 8 novembre, grâce à l'appui des Africains et malgré l'opposition des Soviétiques (Le Monde des 5 et 9 novembre).

Cela suffira-t-il à faire revenir le Congrès américain sur sa décision ? Israël vient d'être

condamné à deux reprises par une commission de la conférence générale pour son action éducative dans les territoires occupés et pour les fouilles effectuées à Jérusalem (Le Monde des 19 et 20 novembre). Mais les votes intervenus doivent être confirmés en séance plénière.

En outre, consensus s'est réalisé, ce lundi 22 novembre, à Nairobi : la conférence générale a adopté presque à l'unanimité (par 75 voix, avec 3 abstentions) une résolution demandant à l'UNESCO d'aider les pays en voie de développement à réaliser leurs programmes en matière d'information.

Cette résolution invite le directeur général de l'UNESCO à « accorder une attention toute particulière aux activités des organismes chargés de la coordination et de la mise en œuvre du programme des pays non alignés en matière d'information ». Elle demande aussi à l'Organisation de formuler des propositions pour « améliorer les réseaux nationaux et internationaux » des grands moyens de communications, et pour « éliminer des barrières les montants des tarifs de transmission des nouvelles ».

Présentée par dix-huit pays, pour la plupart du tiers-monde, la résolution a été adoptée par les Américains comme par les Soviétiques. Le délégué américain a rappelé dans son intervention l'opposition de son pays à la conception « élitiste » de l'information contenue dans un autre projet de résolution (en cours de rédaction par un « groupe de négociation » restreint) (Le Monde du 9 novembre). Il a proposé la formation d'un comité d'experts de haut niveau pour conseiller l'UNESCO en matière d'information, sur le modèle de la « commission Edgar Faure » pour l'éducation. Le représentant français a aussi souligné que « la recherche d'un médium de développement des échanges internationaux dépendra non des restrictions que l'on voudrait apporter à la liberté d'information, mais de la disposition des pays en voie de développement des moyens pour recueillir, produire, traiter, transmettre, diffuser et échanger les informations ».

L'Assemblée nationale, dont la première réunion est prévue pour le 25 novembre, remplacera le Conseil de l'économie administrative, de ses membres, qui jouera le rôle d'un organe administratif auprès du premier ministre.

En Thaïlande

180 POLICIERS OU MILITAIRES
SONT MEMBRES
DE L'ASSEMBLÉE

Bangkok (A.F.P. U.P.I.). — Sur les trois cents quarante personnes nommées, par décret royal, membres de l'Assemblée nationale, le samedi 20 novembre, cent quatre-vingt appartenaient à l'armée ou à la police. Aucun des dirigeants des partis dissous en octobre ne figure parmi les membres de la future Assemblée législative. Sur la liste établie par le premier ministre, M. Thanin Krawichien, après des consultations avec le Conseil de la réforme administrative, il y a, en revanche, de nombreuses personnalités de droite ou d'extrême droite.

Dans la Somme

500 EMPLOIS MENACÉS
DANS LES USINES
DE SAINT FRÈRES

(De notre correspondant.)
Amiens. — Cinq cents emplois sont menacés chez Saint Frères, les usines textiles du groupe Agache, Willet. Cinq usines textiles pourraient être touchées : celles de l'Étoile, de Bertheaumont, de Beauval, d'Ally-sur-Somme et de Flixécourt, toutes dans la Somme. C'est la C.G.C. qui, la première, a attiré l'attention sur la situation difficile de ces usines (spécialisées dans le traitement des jute) en écrivant aux parlementaires. Elles ne peuvent plus faire face à la concurrence étrangère qui importe en France à des prix inférieurs de 20 à 40 % au prix de revient français.

Le 18 novembre, la direction de Saint-Frères a confirmé qu'elle se verrait contrainte de prendre des mesures de réduction du personnel qui affecteraient quelque cinq cents emplois (soit le cinquième de l'effectif travaillant le jute) et les pouvoirs publics ne parviendraient pas rapidement à endiguer le flux des importations.

Le numéro de « Monde » daté 21-22 novembre 1976 a été tiré à 527 745 exemplaires.

DECORATION

TISSUS
D'AMEUBLEMENT
IMPRIMÉS

Toiles de lin, de coton, Satins et chinés imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. Importations directes de tissus américains, anglais, suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris originaux.

les prix :
de 12 à 87 le mètre
(tous nos tissus sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

M. GUÉNA : pas de pouvoirs supplémentaires.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a évoqué, dimanche 21 novembre à Toulouse, la politique européenne en disant devant les assises U.D.R. de la Haute-Garonne : « Nous n'hésiterons pas à quitter les rangs de la majorité si l'élection des députés au Parlement européen sur la base du suffrage universel s'accompagne de pouvoirs plus étendus accordés à la nouvelle Assemblée européenne ».

Le découpage des « circonscriptions européennes » risque de n'être pas achevé dans les délais prévus

(De notre correspondant.)
Londres. — Le discours du trône qui inaugurerait, mercredi 24 novembre, la session parlementaire en Grande-Bretagne, mentionnera le projet de loi concernant les élections directes pour le Parlement européen. Même si le gouvernement n'éprouve pas d'enthousiasme à cet égard, il entend tenir les promesses qu'il a faites à ses partenaires de la Communauté. Mais ce projet, qui a été adopté par le Parlement européen, a été critiqué par les conservateurs qui ont peur que le découpage électoral des quatre-vingt-cinq circonscriptions européennes n'entraîne pas de terribles conséquences pour les élections au Parlement européen.

Les libéraux mènent naturellement campagne en faveur de la représentation proportionnelle : ce système devrait donner des résultats encore plus favorables à l'opposition. Enfin, les nationalistes d'Ecosse et du Pays de Galles soutiennent que leurs provinces devraient jouir d'une représentation un peu supérieure à celle qui leur accorde la simple logique démographique. Celle-ci prévoit soixante-sept sièges pour l'Angleterre, huit pour l'Ecosse.

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.R.E.S., a répliqué, dimanche 21 novembre, à la déclaration de M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., annonçant que le groupe socialiste se prononcerait en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, indépendamment de la position du P.C.F. (Le Monde daté 21-22 novembre).

Il a indiqué : « Si en effet le parti socialiste approuve le principe de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il n'en a pas moins clairement indiqué que son application ne devrait ni servir de prétexte à une manœuvre de politiciens intérieurs de la part du pouvoir ni intervenir dans des conditions susceptibles de rendre plus difficile l'application de programmes communs de gouvernement de la gauche en France ».

« Toute anticipation hâtive à ce sujet ne peut avoir aujourd'hui que le caractère d'une supposition irresponsable ».

« Réforme de l'aide au logement. — Plusieurs commissions de l'Assemblée nationale ayant demandé à ce jour leur avis sur le projet de loi (adopté par le Sénat) portant réforme de l'aide au logement, il a été décidé, vendredi 19 novembre, de constituer une commission spéciale pour l'examen de ce texte ».

Le gouvernement péruvien accepte le principe d'un accès à la mer pour la Bolivie

De notre correspondant

Lima. — Le Pérou a officiellement accepté la proposition chilienne d'un accès à la mer pour la Bolivie. Le gouvernement péruvien, s'il accepte le principe d'un « corridor » octroyé à la Bolivie par le Chili, au nord d'Arica, le long de la frontière du Pérou, demande que la zone chienne à laquelle aboutit le corridor soit placée sous « souveraineté partagée » des trois pays. Il se propose pour la constitution d'une « administration portuaire trinationale » à Arica.

Par cette habile réponse, le gouvernement péruvien rejette la balle dans le camp du Chili et de la Bolivie. « Le plan proposé par le Pérou donne à penser qu'il a pour but de donner une réponse négative à la proposition chilienne », affirme dimanche le journal chilien *El Mercurio*, dominant sans doute le ton des futures réactions de Santiago.

C'est en décembre 1975 que le Chili avait proposé à la Bolivie un accès à l'océan Pacifique à travers un corridor situé le long de la frontière péruvienne. Mais,

en vertu d'un traité datant de 1929, toute cession de territoire dans cette région, que le Pérou perdait lors de la guerre du Pacifique de 1879, nécessite un « accord préalable » entre Lima et Santiago.

La zone proposée par le Chili à la Bolivie a paru aux Péruviens peu propice à la construction d'un port. On se demandait à Lima si l'objectif du gouvernement de Santiago n'était pas de se débarrasser sur le Pérou de la responsabilité de ce problème complexe.

Le gouvernement de Lima était en effet dans une situation difficile. En donnant son accord immédiat à la proposition chilienne, le régime militaire péruvien risquait de se voir accusé de capitulation (le sentiment irredentiste vis-à-vis des « provinces perdues » du Sud reste vivace dans le pays). En revanche, en opposant son veto à la proposition de Santiago, le gouvernement péruvien risquait de provoquer contre lui un rapprochement entre le Chili et la Bolivie, appuyés par le Brésil.

THIERRY MALINIAC.

A Pékin

LA POPULATION S'INSTALLE
DANS L'ÉTAT D'ALERTE SISMIQUE

De notre correspondant

Pékin. — La hantise du tremblement de terre s'est à nouveau emparée de Pékin. De très légères secousses, à peine perceptibles, ont été ressenties pendant le week-end, mais le mot d'ordre de vigilance donné samedi par les autorités a ramené la population aux plus mauvaises heures de l'été.

Des rues entières sont transformées en chantiers par la construction de nouveaux abris. La seule différence avec les jours qui ont suivi le séisme du 26 juillet est que les grandes artères du centre de la ville, l'avenue Chang'an notamment, restent dégagées. Mais, dans les rues latérales et dans les quartiers les plus populaires, les travaux vont bon train. La température hivernale qui règne à Pékin est très en avance

pour la saison, et les constructeurs bâtissent de véritables maisons capables d'offrir un minimum de protection contre le froid, devenu maintenant l'ennemi principal. L'opération commence généralement par le creusement d'un trou rectangulaire de 1 mètre de profondeur environ. La terre ainsi enlevée est utilisée d'une part en remblai, d'autre part pour la fabrication d'une sorte de plexi qui entoure les murs montés en roseaux, en latéx, en planches ou en tout autre matériau qui tombe sous la main. Le même plexi sert à maintenir les feuilles de plastique, de papier goudronné, de toile parfois, qui forment la toiture. La paille n'étant plus à craindre en principe jusqu'au printemps, de telles constructions peuvent tenir tout l'hiver.

ALAIN JACOB.

L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

EN GRANDE-BRETAGNE

Le découpage des « circonscriptions européennes » risque de n'être pas achevé dans les délais prévus

(De notre correspondant.)
Londres. — Le discours du trône qui inaugurerait, mercredi 24 novembre, la session parlementaire en Grande-Bretagne, mentionnera le projet de loi concernant les élections directes pour le Parlement européen. Même si le gouvernement n'éprouve pas d'enthousiasme à cet égard, il entend tenir les promesses qu'il a faites à ses partenaires de la Communauté. Mais ce projet, qui a été adopté par le Parlement européen, a été critiqué par les conservateurs qui ont peur que le découpage électoral des quatre-vingt-cinq circonscriptions européennes n'entraîne pas de terribles conséquences pour les élections au Parlement européen.

Les libéraux mènent naturellement campagne en faveur de la représentation proportionnelle : ce système devrait donner des résultats encore plus favorables à l'opposition. Enfin, les nationalistes d'Ecosse et du Pays de Galles soutiennent que leurs provinces devraient jouir d'une représentation un peu supérieure à celle qui leur accorde la simple logique démographique. Celle-ci prévoit soixante-sept sièges pour l'Angleterre, huit pour l'Ecosse.

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.R.E.S., a répliqué, dimanche 21 novembre, à la déclaration de M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., annonçant que le groupe socialiste se prononcerait en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, indépendamment de la position du P.C.F. (Le Monde daté 21-22 novembre).

Il a indiqué : « Si en effet le parti socialiste approuve le principe de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il n'en a pas moins clairement indiqué que son application ne devrait ni servir de prétexte à une manœuvre de politiciens intérieurs de la part du pouvoir ni intervenir dans des conditions susceptibles de rendre plus difficile l'application de programmes communs de gouvernement de la gauche en France ».

« Toute anticipation hâtive à ce sujet ne peut avoir aujourd'hui que le caractère d'une supposition irresponsable ».

« Réforme de l'aide au logement. — Plusieurs commissions de l'Assemblée nationale ayant demandé à ce jour leur avis sur le projet de loi (adopté par le Sénat) portant réforme de l'aide au logement, il a été décidé, vendredi 19 novembre, de constituer une commission spéciale pour l'examen de ce texte ».

M. MOTCHANE
RÉPOND À M. PONTILLON

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.R.E.S., a répliqué, dimanche 21 novembre, à la déclaration de M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., annonçant que le groupe socialiste se prononcerait en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, indépendamment de la position du P.C.F. (Le Monde daté 21-22 novembre).

Il a indiqué : « Si en effet le parti socialiste approuve le principe de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il n'en a pas moins clairement indiqué que son application ne devrait ni servir de prétexte à une manœuvre de politiciens intérieurs de la part du pouvoir ni intervenir dans des conditions susceptibles de rendre plus difficile l'application de programmes communs de gouvernement de la gauche en France ».

« Toute anticipation hâtive à ce sujet ne peut avoir aujourd'hui que le caractère d'une supposition irresponsable ».

« Réforme de l'aide au logement. — Plusieurs commissions de l'Assemblée nationale ayant demandé à ce jour leur avis sur le projet de loi (adopté par le Sénat) portant réforme de l'aide au logement, il a été décidé, vendredi 19 novembre, de constituer une commission spéciale pour l'examen de ce texte ».

M. MOTCHANE
RÉPOND À M. PONTILLON

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.R.E.S., a répliqué, dimanche 21 novembre, à la déclaration de M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., annonçant que le groupe socialiste se prononcerait en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, indépendamment de la position du P.C.F. (Le Monde daté 21-22 novembre).

Il a indiqué : « Si en effet le parti socialiste approuve le principe de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il n'en a pas moins clairement indiqué que son application ne devrait ni servir de prétexte à une manœuvre de politiciens intérieurs de la part du pouvoir ni intervenir dans des conditions susceptibles de rendre plus difficile l'application de programmes communs de gouvernement de la gauche en France ».

« Toute anticipation hâtive à ce sujet ne peut avoir aujourd'hui que le caractère d'une supposition irresponsable ».

« Réforme de l'aide au logement. — Plusieurs commissions de l'Assemblée nationale ayant demandé à ce jour leur avis sur le projet de loi (adopté par le Sénat) portant réforme de l'aide au logement, il a été décidé, vendredi 19 novembre, de constituer une commission spéciale pour l'examen de ce texte ».

M. MOTCHANE
RÉPOND À M. PONTILLON

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.R.E.S., a répliqué, dimanche 21 novembre, à la déclaration de M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., annonçant que le groupe socialiste se prononcerait en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, indépendamment de la position du P.C.F. (Le Monde daté 21-22 novembre).

Il a indiqué : « Si en effet le parti socialiste approuve le principe de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il n'en a pas moins clairement indiqué que son application ne devrait ni servir de prétexte à une manœuvre de politiciens intérieurs de la part du pouvoir ni intervenir dans des conditions susceptibles de rendre plus difficile l'application de programmes communs de gouvernement de la gauche en France ».

« Toute anticipation hâtive à ce sujet ne peut avoir aujourd'hui que le caractère d'une supposition irresponsable ».

« Réforme de l'aide au logement. — Plusieurs commissions de l'Assemblée nationale ayant demandé à ce jour leur avis sur le projet de loi (adopté par le Sénat) portant réforme de l'aide au logement, il a été décidé, vendredi 19 novembre, de constituer une commission spéciale pour l'examen de ce texte ».

André Malraux dans un état critique

L'état de santé d'André Malraux s'est brusquement aggravé dans la nuit du 21 au 22 novembre 1976. Le pronostic de vie est compromis à court terme », annoncent lundi matin les services de l'Assistance publique. De son côté, le service du professeur Maurice Rapiin à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, où l'écrivain a été admis le 15 novembre, a confirmé cette aggravation et précisé qu'une embolie pulmonaire était survenue subitement.

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui avaient nécessité une intervention chirurgicale. En 1973, il avait déjà connu une alerte grave, qui, une fois surmontée, lui inspira sa méditation sur la mort intitulée « L'œuvre ».

André Malraux, qui est âgé de soixante-cinq ans, avait déjà été hospitalisé trois mois plus tôt pour des troubles pulmonaires, qui